

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°452

NOVEMBRE 2022

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAN : PLUS DE 400 MANIFESTANTS TUÉS DONT UNE CENTAINE AU KURDISTAN**
- **TURQUIE : UN ATTENTAT DOUTEUX QUE LE POUVOIR ATTRIBUE D'OFFICE AU PKK**
- **ROJAVA : PRENANT PRÉTEXTE DE L'ATTENTAT D'ISTANBUL, LA TURQUIE LANCE UNE NOUVELLE SÉRIE DE FRAPPES CONTRE LES KURDES DE SYRIE**
- **IRAK : LE KURDISTAN FRAPPÉ SANS RÉPIT PAR L'IRAN ET LA TURQUIE**
- **OTAN : LE PRÉSIDENT TURC POURSUIT SON CHANTAGE À L'ADHÉSION, LA SUÈDE VA-T-ELLE CÉDER?**

IRAN : PLUS DE 400 MANIFESTANTS TUÉS DONT UNE CENTAINE AU KURDISTAN

Comme l'explique dans *Le Monde* le sociologue Farhad Khosrokhavar, «*Le mouvement des femmes s'est désormais transformé en une insoumission généralisée*». Ce qui est nouveau, c'est que les participants aux manifestations, et plus largement, l'ensemble de la société iranienne, ne semblent plus prêts à céder à la peur, y compris la peur de la mort. Confronté à une contestation qui prend de plus en plus d'ampleur, et ce dans tout le pays, le régime a répondu à sa manière habituelle: la force brutale. Mais

les forces de répression ont beau se livrer à des représailles de plus en plus violentes, elles n'arrivent pas à empêcher l'extension du mouvement, et encore moins à le stopper.

Contrairement au mouvement de 2009, qui venait de la classe moyenne urbaine, ou à celui de 2019, porté par la classe ouvrière, le soulèvement a maintenant emporté toutes les régions du pays, tous les groupes ethniques et toutes les classes sociales autour d'un mot d'ordre clair: «*Mort au dictateur!*».

Face à ce mouvement, le régime poursuit sa double stratégie: réprimer sans pitié et tenter d'instiller chez les manifestants la peur des «*séparatistes*». Les minorités, et en particulier les Kurdes, ont ainsi été désignés comme des auteurs de trouble, les *pasdaran* allant jusqu'à frapper de nouveau en Irak les partis kurdes exilés. Ce second volet de la stratégie du régime n'a pas connu davantage de succès que le premier. La diversion n'a pas fonctionné. Au contraire, le slogan, à l'origine kurde, «*Femme, vie, liberté*», se trouve maintenant

repris en persan dans l'ensemble du pays.

Pourtant, les forces de répression n'hésitent pas à tuer de manière indiscriminée, et les exemples d'exactions abondent. Ainsi le raid lancé le soir du 1^{er} novembre à Téhéran sur la résidence de Shahrak Ekbatan, où un *Bassidji* («volontaire» paramilitaire islamique) avait été tué la semaine précédente. Les résidents ont témoigné de tirs dans leurs fenêtres, de lancers de grenades paralysantes, au cours de ce qui s'apparentait à un véritable raid commando sur un territoire ennemi en temps de guerre. Les miliciens lancent de tels raids chaque nuit. Une des raisons du lancement de ces opérations «coup de poing» est que les *Pasdaran* ou les *Bassidji*, conscients de la haine dont ils font l'objet, ne veulent pas demeurer sur place: ils ont renoncé à «tenir le terrain».

À Téhéran, une vidéo vérifiée par l'AFP montre des membres des forces de sécurité tirant depuis un quai de métro sur la foule du quai d'en face, provoquant cris et chutes...

Autre exemple de leur brutalité, le 16 à Izeh (province arabophone du Khuzistan), le petit Kian Pirfalak, 9 ans, a été tué avec 6 autres personnes, dont un autre enfant, lorsque la voiture familiale a été criblée de balles par des miliciens en civil du pouvoir. Celui-ci a en vain tenté d'attribuer ce meurtre à des «terroristes» non identifiés (*Farda*).

Cette militarisation croissante de la répression et l'augmentation du nombre de victimes civiles qui en résulte n'ont fait que radicaliser davantage le mouvement en alimentant la colère des contestataires. Par ailleurs, selon un processus déjà observé lors de la... Révolution islamique, chaque cérémonie du 40^e jour de deuil chiite d'un manifestant assassiné (y compris dans les zones sun-

nites...) se transforme en nouvelle manifestation contre le pouvoir. Ainsi, a rapporté l'ONG *Iran Human Rights (IHR)*, basée en Norvège, le 3, la cérémonie du 40^e jour de Hadis Najafi, une manifestante de 22 ans tuée par la police en septembre, s'est transformée en manifestation dont les participants ont scandé «*Cette année est l'année du sang, Seyyed Ali [Khamenei] sera renversé*». Le blocage par la police de l'autoroute menant au cimetière n'a pas empêché la venue des participants (*AFP*).

Pour tenter de couper court à ces nouvelles protestations, les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) ont commencé à lancer de véritables raids sur les hôpitaux ou les morgues pour voler les corps et les enterrer à la sauvette dans des lieux secrets. Ainsi le 18 au soir dans un hôpital de Bokan, au Kurdistan, ils ont tiré sur la famille d'un manifestant tué qui refusait de leur céder le corps, blessant au moins 5 de ses membres, avant d'emporter le défunt (*Hengaw*). Dans d'autres cas, ils font chanter les familles pour les forcer à confirmer la version officielle de la mort de leur victime. La mère de Kian a préféré garder le corps de son enfant chez elle pour éviter que les autorités ne le volent avant l'enterrement...

Le *New York Times* a consacré un article à une autre conséquence de la brutalité de la répression: les centaines de manifestants partiellement ou totalement aveuglés par les tirs de plombs ou de balles en caoutchouc des forces de sécurité. Depuis le début des manifestations, les ophtalmologues des 3 principaux hôpitaux de Téhéran en ont compté plus de 500, et ceux de la province du Kurdistan plus de 80. Beaucoup sont arrivés avec des fragments de métal ou de caoutchouc encore logés dans la tête. Les chiffres réels sont probablement bien supérieurs, car beaucoup de blessés évitent l'hôpital, où ils risquent l'arrestation, voire ensuite la torture. Un médecin lon-

donien en contact avec ses collègues iraniens a témoigné que «*la sécurité dans les hôpitaux est remplacée par des officiers qui espionnent les patients et interfèrent même avec le traitement*»... Une vidéo postée le 22 par *Hengaw* montre ainsi des personnes essayant en pleine rue de retirer avec un couteau des plombs du corps d'un manifestant (*AFP*).

C'est aussi la bataille de l'information: le pouvoir, cherchant par tous les moyens à empêcher les preuves de sa répression de sortir du pays – et les manifestants de se coordonner – a largement bloqué internet et les réseaux sociaux. Prenant les journalistes comme cibles privilégiées, il a emprisonné dès le début du mouvement des dizaines d'entre eux. Parmi les premières incarcérées, les deux femmes qui ont l'une révélé la mort de Mahsa Jina Amini et l'autre couvert ses funérailles à Saqqez. Le 3, le Comité pour la protection des journalistes, basé à New York, a compté au moins 51 journalistes arrêtés depuis le 16 septembre. Le 4, une journaliste originaire de Saqqez, Nazila Maroufian, a été arrêtée après avoir publié une interview du père de Mahsa Amini intitulée : «*Il smentent!*» (*AFP*). Pour protéger les journalistes iraniens, *Reporters Sans Frontières (RSF)* a annoncé le 4 un programme de protection incluant la fourniture d'outils d'anonymisation sur internet comme des VPN. Le 8, les 2 femmes journalistes emprisonnées les premières ont été accusées de «*propagande contre la République islamique*» et «*complot en vue d'agir contre la sécurité nationale*», des charges passibles de la peine de mort (*AFP*). Selon *RSF*, à cette date, près de la moitié des journalistes détenus depuis la mi-septembre étaient des femmes. Les menaces anti-journalistes du régime s'étendent même à l'étranger: le 11, Londres a accusé Téhéran d'avoir menacé de mort 2 journalistes de la chaîne en persan *Iran International*, basée au Royaume-Uni. Le 19, la police lon-

donienne a déployé véhicules et officiers armés devant les locaux de cette télévision. Les familles de certains journalistes, qui sont toujours en Iran, ont été elles-mêmes menacées...

S'enfermant dans sa ligne répressive, le pouvoir a mis en avant certaines unités considérées comme «plus fiables», suréquipées, ainsi que des milices chiites irakiennes du *Hashdal-Shaabi* et d'autres provenant du *Hezbollah* libanais. Le 10, à la fois présage d'un possible renforcement de la militarisation de la répression et tentative d'intimidation, le commandant des forces terrestres de l'armée iranienne, le général Kioumars Heydari, a déclaré que ses troupes «*attendaient les ordres du Guide suprême pour intervenir*» (*Le Figaro*). Alors que le 13, des organisations des droits de l'Homme à l'étranger faisaient état de 15.000 arrestations (chiffre démenti par Téhéran), la première condamnation à mort liée aux «*émeutes*» a été annoncée. L'identité du condamné n'a pas été précisée. Selon IHR, à ce moment, au moins 20 personnes faisaient l'objet d'accusations passibles de la peine capitale.

L'éviction totale des «réformistes» des instances du pouvoir, mise en place par le Guide et son entourage pour permettre l'arrivée au pouvoir d'Ebrahim Raïssi, en supprimant tout contrepoids aux conservateurs, a facilité la fuite en avant répressive. Cependant, la brutalité même de la répression commence à provoquer des dissensions même entre eux. Après l'une des nuits les plus violentes depuis le début du mouvement, celle du 16 au 17, certains responsables, dont des religieux et des anciens *pasdaran*, ont commencé à mettre en cause ouvertement la répression. Ces déclarations ont été accueillies par l'indifférence des manifestants: ne croyant plus guère en aucune possibilité de réforme du régime, ils demandent sa fin pure et simple.

La jeune Mahsa Jina Amini, dont l'assassinat a déclenché la révolte, était kurde (de manière significative, son prénom «Jina» n'était guère mentionné au début, car spécifiquement kurde donc illégal). Les régions périphériques du pays, et en particulier Baloutchistan et Kurdistan, ont soudainement acquis une importance considérable. C'est là que la répression est la plus impitoyable, et les statistiques de IHR montrent bien que la majorité des morts viennent de là: sur environ 478 morts (chiffre du 19), 126 se sont produites au Sistan-Baloutchistan, et un total de 116 dans les 3 provinces du Kurdistan d'Iran: 48 au Kurdistan (capitale Sanandaj), 45 en Azerbaïdjan occidental et 23 dans celle de Kermanshah). Les communautés baloutches et kurdes, ne représentent pourtant respectivement que 3% et 12% de la population, comptent pourtant chacune pour un quart à un tiers des victimes.

La manière dont *Le Monde* décrit la situation du Baloutchistan peut d'ailleurs s'appliquer quasiment sans modification au Kurdistan d'Iran: «*Le clivage confessionnel entre les chiites et les sunnites, le maintien de l'ordre par des personnels venus d'autres régions, la confiscation de la contrebande transfrontalière et le désastre écologique en cours [...] y entretiennent une tension constante [...]*». Au Kurdistan (tout comme au Baloutchistan), les unités de *pasdaran* cantonnées sans interruption depuis la fondation de la République islamique, envoyées d'autres provinces, s'y comportent comme des troupes d'occupation. Par ailleurs, depuis ces régions éloignées de la capitale, les informations sont plus difficiles à faire sortir d'Iran. Pour toutes ces raisons, alors que le régime tente d'agiter l'épouvantail séparatiste, la répression y est encore plus impitoyable que dans le reste du pays. Certains observateurs parlent de «massacre», à l'instar de ce qui s'est passé à Zahedan, au Baloutchistan, lorsque les tirs des

forces de répression avaient fait au moins 96 morts et plus de 300 blessés en une seule journée, le 30 septembre, avant de tirer de nouveau sur la foule le 4 à Khach, faisant 16 victimes.

Farda a indiqué le 2 novembre qu'au Kurdistan, d'où sont parties les manifestations ayant suivi l'assassinat de Jina Mahsa Amini, une foule massive s'était rassemblée le 26 octobre au cimetière de Saqqez, où elle repose, pour la cérémonie du 40^e jour après son décès. Là encore les routes avaient été bloquées, en vain, beaucoup ayant réussi à gagner le cimetière à pied. Le 2, selon l'organisation *Hengaw*, basée en Norvège, une série de manifestations a touché tout le Kurdistan, et notamment la grande ville de Sanandaj, où un manifestant de 18 ans, Momen Zandkarimi, a été tué par les tirs des forces de sécurité. Là encore, son corps a été emporté par ses meurtriers pour éviter des funérailles publiques. Le soir et la nuit du 6, toujours selon *Hengaw*, un rassemblement organisé à Marivan après la mort à Téhéran d'une étudiante kurde originaire de la ville, Nasrin Ghadri, 22 ans, morte la veille après avoir été frappée à la tête par la police, a été visé par des tirs qui ont fait 35 blessés (*AFP*). Le 7, *Hengaw* a livré son «*Rapport n°10*», faisant état de la mort depuis le début du mouvement d'au moins 61 citoyens kurdes et de plus de 5.000 blessés. Sur les 61 victimes, qui comptent 11 mineurs, 51 ont été tuées par des tirs directs, 5 sont mortes sous la torture. À cette date, le Kurdistan d'Iran avait également connu plus de 4.000 arrestations...

Le 9, en solidarité avec les morts de Zahedan et pour le 40^e jour de leur assassinat, des magasins ont fermé leurs portes dans plusieurs villes kurdes – Baneh, Kermanshah, Marivan, Sanandaj et Saqqez. Les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants en utilisant balles réelles, gaz lacrymogènes et billes de plomb (*Hengaw*),

et des arrestations ont pris place notamment à Marivan, Sanandaj, Mamasani (HRANA).

Le 15 et les 2 jours suivants, de nouvelles manifestations ont secoué l'ensemble du pays en commémoration des 1.500 morts des manifestations de novembre 2019 contre la hausse du prix du carburant. Elles ont été très suivies dans tout le Kurdistan. Une vidéo prise à Sanandaj montre les manifestants brûlant des pneus et scandant des slogans contre le régime. Des commerçants ont baissé le rideau à Mahabad, et des arrêts de travail ont pris place dans la majeure partie de la province du Kurdistan. Selon *Hengaw*, «les forces du gouvernement ont ouvert le feu dans la plupart des villes où ont eu lieu des insurrections, comme à Sanandaj, Kamyaran et Kermanshah». Les tirs ont fait au moins 3 morts, 2 à Sanandaj et 1 à Kamyaran. Hors du Kurdistan, des magasins de bazar ont aussi fermé à Téhéran, Kerman (sud-est), Chiraz et Yazd (AFP). À Téhéran, la police a annoncé 11 arrestations en lien avec la grève du bazar.

Le 16, alors que 3 nouvelles condamnations à mort étaient annoncées, portant leur total à 5, la contestation est entrée dans son 3^e mois. La nuit du 15 au 16 a été marquée par de violents affrontements. L'agence officielle *Irna* a indiqué que deux *pasdaran* et un *bassidji* avaient été tués le 15 à Bokan et Kamyaran, ainsi qu'à Chiraz, tandis que *Hengaw* rapportait le meurtre par les forces de sécurité d'au moins 10 personnes en 24 heures à Bokan, Kamyaran, Sanandaj ainsi qu'à Saqqez. Le pays a connu du 16 au 17 novembre l'une de ses nuits de protestation les plus massives et les plus violentes, au cours de laquelle 15 personnes ont été tuées (*Le Monde*). Le 17, à Sanandaj, où les manifestants ont selon une vidéo mise en ligne allumé des feux et scandé «Mortau dictateur», un colonel de police a été poignardé à mort et un autre, blessé à l'arme blanche la

veille, a succombé, selon *Irna*. Le 18, action hautement symbolique, les manifestants ont incendié la maison de l'ayatollah Khomeini à Khomein, près de Téhéran, ainsi qu'une aile du séminaire de la ville sainte de Qom ... Le même jour, les obsèques du jeune Kian se sont transformées en une nouvelle manifestation. Par ailleurs, on comptait à cette date plus de 16.000 arrestations.

Selon *Hengaw*, le 19, les forces de répression ont ouvert le feu sur les gens à Marivan et à Divandarreh (Kurdistan), tuant au moins trois civils. À Javanrud, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule depuis le toit du palais de justice, comme elles l'avaient fait en novembre 2019. Selon l'organisation, les forces de répression ont tué au moins 25 personnes dans les villes kurdes depuis le 17. *Radio Free Europe* a rapporté au moins 13 morts en 24 h, dont sept à Javanrud, quatre à Piranshahr, un à Dehghan et un à Bokan. Selon Zhila Mostagar, de *Hengaw*, «Les autorités pensent qu'en réprimant les manifestations au Kurdistan, elles enverront un avertissement aux personnes vivant dans d'autres régions du pays...».

Le 19 au soir *Iran Human Rights (IHR)*, organisation basée à Oslo, a indiqué que les autorités ont «coupé l'électricité à Mahabad et des tirs à l'arme automatique sont entendus», faisant état de «possibles manifestants tués ou blessés». Le 20, jour de nouvelles frappes des *pasdaran* sur les partis kurdes exilés au Kurdistan d'Irak et d'une 6^e condamnation à mort liée aux manifestations, *Hengaw* a annoncé des explosions à l'aube dans plusieurs villes du Kurdistan d'Irak, dont Marivan, Bokan et Saqqez, et l'envoi vers les régions kurdes, et notamment vers Mahabad, de nouvelles forces militaires. *Iran International* a rapporté dans cette ville de graves événements: suite aux cérémonies de deuil organisées pour 2 manifestants tués les jours précédents, les contestataires ont pris le contrôle de la ville

entière. Des hélicoptères militaires ont amené des *pasdaran* pour prendre part à la répression. Les autorités ont appelé les habitants à venir assister à un discours du gouverneur, mais en lieu et place de son intervention, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule, sans qu'on connaisse immédiatement le nombre de victimes. D'autres villes de la province, notamment Bokan, Khoy, Piranshahr et Oshnavieh, ont lancé des manifestations en soutien à Mahabad.

Le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) a publié une déclaration condamnant la répression aveugle: «*Samedi soir, 19 novembre, le régime iranien semble avoir imposé la loi martiale dans la ville kurde de Mahabad. Le corps terroriste des gardiens de la révolution islamique (IRGC) de l'Iran serait entré dans Mahabad avec des armes et des équipements militaires lourds... La vie de nombreuses personnes est en danger*». Le PDKI a appelé la communauté internationale à ne pas demeurer silencieuse face au «*massacre du peuple kurde*», notant que le silence ne ferait qu'enhardir le régime à poursuivre sa ligne répressive.

Les vidéos ayant filtré de la répression à Mahabad étaient si effrayantes que certains observateurs ont refusé de les partager. Sur l'un des enregistrements, le son de tirs à l'arme automatique se mêle aux cris stridents et aux sanglots. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, réuni en urgence en session spéciale, a décidé le 24 d'ouvrir une enquête internationale. Javid Rehman, rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iran, a de son côté qualifié d'«*alarmante*» la situation à Piranshahr, Javanrud et Mahabad (*UN News*). Le 28, l'Irak a rejeté la décision onusienne (*Reuters*). Réagissant à ce refus, le directeur d'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam a déclaré à l'AFP: «*Les autorités de la République islamique savent très bien*

qu'une coopération de leur part avec la mission d'établissement des faits de l'ONU, révélerait des crimes à plus grande échelle».

Ces massacres ont pourtant échoué à mettre fin aux manifestations. Une vidéo publiée le 22 par *Iran Human Rights (IHR)* montre des personnes rassemblées dans les rues de Kermanshah, la capitale provinciale, scandant «*Mort à Khamenei*», une autre des tirs des forces de sécurité contre la foule à Piranshahr (Azerbaïdjan Occidental). Après la mort d'un milicien *bassidji* le 23 au soir à Marivan, de nouveaux renforts,

unités blindées et forces spéciales des *pasdaran* ont été dépêchées vers le Kurdistan le 25 pour, officiellement, «empêcher l'infiltration de groupes terroristes affiliés aux groupes séparatistes opérant dans la région nord de l'Irak».

Au plan national, alors que de nombreux rassemblements antigouvernementaux secouaient les universités, les chauffeurs de poids lourds ont cessé le travail le 26, répondant à un appel à la grève de 10 jours de leur syndicat. De nombreux travailleurs d'usines sidérurgiques et automobiles sont aussi entrés en grève, suivis le 27 des travail-

leurs des secteurs de l'électroménager, des industries lourdes, de la pétrochimie, du pétrole, du gaz, de la canne à sucre, etc.

Le 29, suprême pied-de-nez au régime, les Kurdes ont tiré des feux d'artifice dans tout le Kurdistan d'Iran pour célébrer la défaite de l'équipe de football iranienne face aux États-Unis. Ce même jour, IHR estimait le bilan de la répression à au moins 448 morts, dont 29 femmes et 60 mineurs incluant 9 filles. Sur 16 victimes de la répression durant la semaine précédente, 12 se trouvaient au Kurdistan d'Iran.

TURQUIE:

UN ATTENTAT DOUTEUX QUE LE POUVOIR ATTRIBUE D'OFFICE AU PKK



lors que l'inflation continuait de battre tous les records et que l'AKP poursuivait sa chute dans les sondages, le 13 novembre, un attentat à la bombe a frappé Istanbul, faisant 6 morts et 81 blessés. Le mode opératoire utilisé rappelait celui des attentats perpétrés par Daech dans les années 2016-2018, mais le pouvoir en a immédiatement accusé le PKK et surtout les Kurdes de Syrie... Une attribution bien opportune pour un président toujours prêt à partir en guerre contre le Rojava afin de gagner les voix nationalistes et faire diversion par rapport aux difficultés économiques des citoyens turcs. Si opportune, une bonne partie de l'opinion invoque une manipulation ou un coup monté par les services turcs qui ont une triste et longue tradition dans ce domaine.

L'inflation turque vient en effet d'atteindre son chiffre le plus élevé en 24 ans, avec 85,5% annuels annoncés officiellement le 3 novembre par le TUIK, l'Institut statistique turc, l'inflation sur la nourriture flirtant avec les 99%. Le record est cependant détenu par les coûts de transport, avec 117%. Pourtant, même ces chiffres sem-

blent au-dessous de la réalité. La Chambre de commerce d'Istanbul estime quant à elle l'inflation annuelle moyenne à 109% et celle sur la nourriture à 116%, avec des chiffres atteignant les 124% pour le pain et le blé. Cette différence de 32% avec le TUIK nourrit les soupçons à l'égard de l'Institut, accusé depuis des mois de sous-estimer systématiquement ses statistiques sous la pression du gouvernement. Ce manque de confiance a mené des universitaires à créer un groupe de recherche indépendant, l'ENAG, qui quant à lui, ne craint pas d'encourir les foudres du pouvoir en estimant l'inflation pour la même période à... 185,3%, 100 points au-dessus du chiffre officiel! (*Al-Monitor*).

Le désenchantement général provoqué par les difficultés économiques a fini par toucher même la base électorale du président turc, selon *Le Monde*. À six mois des prochaines élections présidentielle et législatives, prévues en juin 2023, l'institut de sondage *Metropoll* ne lui donne plus que 36,3% des intentions de vote. Nombreux sont les soutiens de l'AKP à avoir indiqué au quotidien français (anonymement, la dérive de plus en plus autoritaire du régime justifiant des précautions...

) qu'ils ne font plus confiance à l'AKP. Une femme a déclaré: «*L'AKP n'existe plus, c'est juste le parti de Recep Tayyip Erdogan*», un autre ancien soutien, ex-militaire expulsé de l'armée pour «*gülenisme*» après la tentative de coup d'Etat de 2016 «*Je ne voterai plus jamais pour l'AKP*». Il est furieux de cette fausse accusation alors que la justice aux ordres n'a lancé aucune poursuite contre les proches du pouvoir soupçonnés de corruption...

Pour tenter de redresser la situation, Erdoğan a lancé le 2 devant le groupe parlementaire AKP l'idée d'un référendum sur des changements constitutionnels qui non seulement garantiraient aux femmes turques le droit de porter le voile islamique, mais contiendraient également, au titre de la «protection de la famille», des clauses discriminatoires envers les membres de la communauté LGBT. Il s'agit non pas tant de faire réellement passer de tels changements que de diviser l'opposition. Le premier à proposer un amendement sur le voile le mois dernier n'avait été autre que le leader du CHP, Kemal Kilicdaroglu, en réponse aux accusations de l'AKP selon lesquelles il en interdirait le

port s'il accédait au pouvoir... Après la sortie de la Turquie de la Convention d'Istanbul en mars 2021, le président turc poursuit donc sa ligne conservatrice à l'égard des femmes, dont *France Info* rappelle dans un article récent que déjà, malgré l'autorisation légale, elles ne peuvent quasiment plus avorter gratuitement dans le pays, tandis que l'accès à la contraception est également devenu plus compliqué...

Parallèlement, un procureur a lancé le 11 une enquête visant à frapper le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoğlu, d'inéligibilité, pour «insulte aux membres de la Commission électorale». Il s'agit évidemment d'une tentative pour se débarrasser d'un adversaire trop populaire. Qualifié d'«idiot» sans être explicitement nommé par le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyly, le maire d'Istanbul avait répondu ironiquement que les «véritables idiots» étaient ceux qui avaient ordonné un nouveau scrutin municipal à Istanbul, qu'il avait remporté avec encore plus d'avance que le précédent...

Puis le 13, à Istanbul, l'artère commerçante d'Istiklal a été frappée par un attentat à la bombe, non revendiqué, qui a fait 6 morts, dont une fillette de 9 ans tuée avec son père et une adolescente de 15 ans morte avec sa mère, et 81 blessés. Dès le lendemain soir, le ministre de l'Intérieur Soyly a accusé le PKK d'en être l'auteur et annonce l'arrestation de la poseuse de bombe présumée et de 21, puis d'une quarantaine d'autres suspects. Il ajoute: «*Nous estimons que l'ordre de l'attentat a été donné de Kobané*». Cette attribution conduit Ankara à rejeter, dans une déclaration diplomatique sans précédent, les condoléances de Washington, accusé «*d'entretenir des poches de terreur*» à la frontière Sud de la Turquie en «*soutenant les terroristes*» de Kobané. Très vite, la police turque a présenté la nationalité syrienne de la poseuse de bombe présumée, Alham Al-

Bashir, et son entrée en Turquie depuis Afrin, comme des preuves de la culpabilité de la milice kurde syrienne des YPG, les «Unités de défense du peuple», et du PKK. Celui-ci a nié toute implication dans l'attentat, indiquant via l'agence ANF: «*Nous ne visons pas les civils et rejetons les opérations qui le font*». Le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdî, dont les YPG sont une importante composante, a également rejeté les accusations des autorités turques et présenté ses condoléances aux victimes et au peuple turc.

Pourtant, des éléments de doute se sont rapidement accumulés. Plusieurs experts et observateurs politiques se sont montrés sceptiques dès le départ à propos de la version du gouvernement turc. Tout d'abord, le mode opératoire de l'attentat rappelle plutôt celui utilisé par Daech lors de ses attentats de Suruç ou d'Ankara en 2015. Ensuite, dès le 15, un site d'information indépendant turc avait fait état de 2 contacts téléphoniques qu'Al-Bashir avait eu avant l'attentat avec un officiel du parti ultranationaliste MHP, allié à l'AKP d'Erdoğan. Sur LCI, un chroniqueur remarque en direct: «*Pour les spécialistes, rien ne colle, rien ne va dans cette histoire*». Il explique: la suspecte, qui avoue les faits, n'est pas une Kurde, mais une Arabe arrêtée un temps en Syrie sous l'accusation d'espionnage... pour le compte d'Ankara.. Dans le journal américain *The National Interest*, Robert Ellis note que l'attentat sert plutôt les intérêts du Président turc en lui apportant un prétexte rêvé pour lancer une nouvelle opération contre le Rojava. Ellis, qui rappelle qu'après chaque opération militaire contre les Kurdes de Syrie, la cote de popularité d'Erdoğan, qui flanchait, était remontée en flèche, soupçonne clairement une nouvelle opération de désinformation: il ne peut s'empêcher de rapprocher l'attentat d'Istanbul du coup d'État «güleniste» de juillet 2016, qui a permis

à M. Erdoğan de lancer une gigantesque purge de tous ses adversaires... Il va jusqu'à écrire: «*Erdoğan, après tout, a bel et bien manigancé pour mettre en scène une "tentative de coup d'État ratée" les 15 et 16 juillet 2016, afin d'attirer et de supprimer ses rivaux politiques et militaires, de la même manière que les nazis d'Adolf Hitler avaient organisé un putsch artificiel entre le 30 juin et le 2 juillet 1934*». En France, Patrice Franceschi exprime aussi directement ses doutes dans *Marianne*: «*Ce que nous savons – et ce que toutes les chancelleries savent mais craignent de dire – c'est que l'attentat d'Istanbul n'est en rien dû aux Kurdes qui se gardent bien depuis des années de toute provocation envers Ankara qui n'attend qu'un prétexte pour s'attaquer à eux en Irak et surtout en Syrie. Cet attentat est probablement dû à une manipulation des services secrets turcs, le MIT [...]*».

Il est vrai que les éléments rapportés par Mazloum Kobani, commandant en chef des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), sont plus que troublants. L'enquête de ses services a établi que cette femme est originaire d'une famille arabe de la province d'Alep. Trois de ses frères ont combattu dans les rangs de Daech et ont été tués. Le quatrième est commandant d'une milice islamiste pro-turque opérant dans le canton d'Afrin, ce qu'elle a d'ailleurs «*avoué*», selon le quotidien turc *Sabah*. Elle aurait-elle-même été mariée à trois reprises à des djihadistes de Daech, tous tués au combat. Et elle a rejoint la Turquie en traversant des territoires sous occupation turque hautement surveillés. Elle serait à Istanbul depuis 4 mois. Loin de faire d'elle une «*agentespéciale kurde*», comme veut nous le faire croire Ankara, tout ce parcours nous montre plutôt une personne manipulable à souhait par les services secrets turcs...

Le 18, les médias turcs rapportent l'arrestation de 17 personnes liées à l'attentat, toujours non revendiqué, et le lendemain, 5 autres suspects,

dont 2 Kurdes de Syrie, sont inculpés en Bulgarie pour avoir aidé à fuir l'un des auteurs présumés de l'attentat. Les 3 autres, dont une femme, sont des «ressortissants moldaves de la minorité gagaouze (chrétiens turcophones)». Selon le parquet de Sofia, la culpabilité des suspects n'était alors pas encore prouvée (AFP).

Dans la suite de l'attentat, la presse pro-AKP a renouvelé ses appels à la fermeture du HDP, dont le coprésident Mithat Sancar, a contre-attaqué en déclarant qu'il y avait de «nombreuses contradictions» dans le dossier de l'attaque terroriste d'Istanbul, notant que «des informations et des allégations très fortes indi-

quent des liens avec des gangs djihadistes de Syrie», plutôt que vers les milieux kurdes, PYD ou PKK, mais que ces données sont «soit ignorées, soit manipulées». Le groupe parlementaire HDP a d'ailleurs soumis plusieurs questions aux ministères turcs de la Justice et de l'Intérieur concernant les liens entre la poseuse de bombe et le haut responsable du MHP précédemment mentionné (WKI).

Dans une tout autre affaire, 5 rapporteurs spéciaux des Nations Unies, dont ceux sur les exécutions extrajudiciaires, Morris Tidball-Binz, et sur la torture, Alice Jill Edwards, ont demandé le 8 à la

Turquie dans un communiqué de libérer «immédiatement» et «sans condition» Mme Sebnem Korur Fincanci, présidente de l'Union des médecins de Turquie (TTB), arrêtée et incarcérée le 26 octobre pour «propagande terroriste» pour avoir demandé une enquête sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques par l'armée turque contre les rebelles kurdes du PKK en Irak. Le texte précise: «Nous avons documenté de nombreux cas où la législation antiterroriste et d'autres dispositions pénales ont été utilisées pour harceler, arrêter, détenir et condamner des acteurs de la société civile en Turquie, y compris la Dr Fincanci, pour des motifs fallacieux».

ROJAVA:

PRENANT PRÉTEXTE DE L'ATTENTAT D'ISTANBUL, LA TURQUIE LANCE UNE NOUVELLE SÉRIE DE FRAPPES CONTRE LES KURDES DE SYRIE

Le mois de novembre a été dominé au Rojava par l'intensification de la pression militaire turque sur l'ensemble de la ligne de contact entre les territoires administrés par l'AANES (Administration Autonome du Nord-Est Syrien) et les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) qui en assurent la défense d'une part, et les forces d'occupation turques et leurs supplétifs syriens, islamistes, djihadistes ou/et mercenaires à leur service de l'autre.

Le Président turc a utilisé sans scrupule l'attentat du 13 novembre, qui a fait 6 morts et 81 blessés à Istanbul, comme prétexte à une nouvelle opération contre l'AANES qu'il désire lancer depuis des mois. Empêché jusqu'à présent de le faire par le désaccord des Russes comme des Américains, il espère pouvoir débloquer la situation en sa faveur et a fait monter la pression sur le Rojava au moyen de ses drones, de son aviation et de son artillerie, en lançant dans la nuit du 19 au 20 l'opération «Griffe-Épée» sur les positions des YPG et du PKK en Syrie et en Irak. Sa posture martiale lui apporte surtout

clairement des bénéfices en termes de popularité à l'intérieur. Dans ses relations avec Washington, il s'est enhardi au point de refuser les condoléances américaines présentées après l'attentat, a exigé le 22 que les États-Unis «cessent tout soutien» aux YPG, tout en lançant une frappe de drone au nord de Hassaké sur une base conjointe des forces kurdes et de la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis située à 50 km au sud de la frontière syro-turque. Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a publié le lendemain un communiqué déclarant que cette frappe avait «mis les forces américaines en danger»...

La Turquie frappait déjà régulièrement depuis le début du mois les positions des FDS dans le Nord syrien, mais les actions turques se sont beaucoup intensifiées à partir de la nuit du 19 au 20. C'est à ce moment-là, juste une semaine après l'attentat d'Istanbul, qu'a été lancée l'opération «Griffe-Épée», avec près de 25 frappes aériennes dans les provinces de Raqqqa, Hassaké et Alep qui ont fait au moins 18 morts chez les FDS et 12

parmi les soldats de Damas. La ville de Kobanê a été particulièrement ciblée, et notamment des objectifs entièrement civils, comme des silos à grain et une centrale électrique (OSDH). Un photographe de l'AFP a témoigné de la destruction totale de la quatrième centrale électrique de Taql Bakl, près d'Al-Malikiyah dans le sud de la province de Hassaké, qui a été frappée à plusieurs reprises. Cette stratégie turque évoque celle de l'armée russe en Ukraine: faire souffrir les populations civiles en frappant des infrastructures afin de mettre l'AANES en difficulté. Les bombardements ont également ciblé des positions où les forces du régime de Damas sont déployées à Raqqqa, Hassaké et Alep (OSDH). Le bilan des frappes turques est ensuite monté à au moins 31 morts, les autorités autonomes kurdes parlant cette fois de 11 morts civils. Le bilan en blessés, d'abord estimé à 40, est monté à 70 le lendemain (AFP).

Les frappes turques ont provoqué panique et colère à Al-Malikiyah, où la plupart des magasins sont restés fermés le 20. Certains résidents ont exprimé leur sentiment

d'avoir à nouveau été abandonnés par les Américains. Une manifestante a même scandé devant un correspondant de l'AFP un slogan tout à fait inhabituel dans cette région où FDS et troupes américaines sont alliées contre Daech: «Mort à l'Amérique!»: «L'Amérique est le partenaire d'Erdoğan, dont les mains sont tachées du sang de nos martyrs. L'Amérique aurait pu empêcher le meurtre de nos combattants qui ont payé de leur sang pour nous protéger!», a expliqué cette femme au journaliste.

Le journal *Le Figaro* note que, alors que l'armée turque piaffait depuis des mois d'impatience de lancer une quatrième attaque contre l'AANES, «mise en suspens faute d'avoir obtenu le feu vert de Washington et de Moscou [...] de l'avis général, cette nouvelle campagne militaire constitue une aubaine pour le président Erdogan»...

Le 21, des tirs de riposte depuis le territoire syrien ont fait 3 morts dont un enfant et 6 blessés dans la ville turque frontalière de Karkamis. Côté syrien, des milliers de personnes ont assisté aux obsèques des victimes des raids turcs. Ce même jour, le Président turc a réitéré ses menaces d'opération terrestre, déclarant aux journalistes: «Il n'est pas question que cette opération soit uniquement limitée à une opération aérienne». Selon les FDS, de nouvelles frappes aériennes turques ont visé les alentours de la ville de Kobanê, dont une position des forces du régime syrien.

Le 22 novembre, les forces turques ont de nouveau intensifié les bombardements et les frappes aériennes, visant des positions des FDS à l'Est près de la frontière irakienne, à Deir Ezzor et à Tirbe Spî, près de Qamishli, ainsi que des unités anti-terroristes des FDS stationnées à l'intérieur d'une base militaire commune avec les États-Unis à Hassaké, y faisant 2 morts et 3 blessés. Alors que le Conseil démocratique syrien (CDS) critiquait les

États-Unis et la Russie pour leur absence de réaction à ces attaques turques, Ankara a exigé de Washington qu'elle cesse tout soutien aux «terroristes» des YPG, la composante principale des FDS. En réponse, le porte-parole du département d'État américain Ned Price a déclaré dans un communiqué: «Nous appelons à la désescalade en Syrie pour protéger les civils et soutenir l'objectif commun de vaincre l'Etat islamique». Joint depuis Beyrouth par l'AFP, le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, a indiqué de son côté: «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour réaliser [une désescalade] à travers les contacts avec les parties concernées», et a appelé «toutes les parties, y compris les Russes ou les Américains, à respecter leurs engagements» pour éviter une nouvelle opération turque. Il a appelé notamment les États-Unis à «adopter une position ferme pour faire cesser au moins les bombardements contre les civils».

Concernant la frappe de drone turque qui a touché une base conjointe entre forces américaines et FDS au Nord d'Hassaké, le commandement américain (*Centcom*), après avoir indiqué dans un premier temps que ses forces n'avaient «pas été mises en danger» lors de ce raid, le 23, est revenu sur cette évaluation dans un courriel à l'AFP, indiquant avoir «reçu des informations supplémentaires selon lesquelles les forces et le personnel américains étaient en danger». *Voice of America* (VOA), de son côté, a publié des informations selon lesquelles les frappes avaient touché un point situé à seulement 300 m des militaires américains: «Les récentes frappes aériennes en Syrie ont directement menacé la sécurité du personnel américain qui travaille en Syrie avec des partenaires locaux pour vaincre ISIS et maintenir la garde de plus de 10.000 détenus d'ISIS», a déclaré le porte-parole du Pentagone, le brigadier général Patrick Ryder. Aussi bien le *Department of Defense* que le *Department of State* ont appelé à une désescalade immédiate. Par

ailleurs, les FDS ont annoncé suspendre leurs opérations contre Daech pour se concentrer sur leur propre défense face aux attaques turques et ont averti qu'il leur serait difficile de maintenir la sécurité dans les camps de détenus djihadistes qu'ils gèrent si les opérations turques se poursuivaient.

Le 25, M. Erdoğan a appelé de nouveau à la création d'une «zone de sécurité» (en réalité une zone d'occupation militaire turque) de 30 km de profondeur tout au long de la frontière turco-syrienne, incluant la région de Kobanê, la dernière à échapper au contrôle de l'armée turque déployée depuis 2019 le long de la frontière en territoire syrien (AFP). Le 26, le centre des médias des FDS a dénoncé des frappes «barbares» sur «les zones habitées et les infrastructures civiles», dont le bilan, après 6 jours d'agression, couvre 77 villages, villes et infrastructures dans tout le Nord syrien.

Le même jour, alors que le Kremlin exhortait la Turquie à ne pas «déstabiliser la situation» dans le nord de la Syrie, c'est une base russe qui a été touchée par une frappe turque, où 3 membres des FDS, qui disposaient d'une position dans la base, ont été tués, et un soldat russe blessé. Le lendemain, des milliers de Kurdes habitant les régions frappées ont manifesté contre les frappes turques, qui selon l'OSDH ont fait au moins 59 victimes: 35 combattants kurdes, 23 soldats syriens, ainsi qu'un journaliste travaillant pour une agence de presse kurde (AFP). Le 29, le général Pat Ryder a réitéré les inquiétudes américaines, déclarant à la presse qu'«une poursuite des combats, et plus particulièrement une offensive terrestre, compromettrait gravement les gains durement acquis dans la lutte contre l'EI et déstabiliserait la région». L'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Geir Pederson, a également appelé à la désescalade, parlant d'une «dynamique d'escalade [...] inquiétante et dangereuse». Le 30, l'armée russe a envoyé pour

la première fois des troupes dans la région de Tal Rifaat, située à une quinzaine de kilomètres de la frontière turque, et a selon les habitants établi un nouveau barrage entre la zone contrôlée par les Kurdes et celle tenue par les forces pro-turques. Selon l'OSDH, les Russes ont également consolidé leur présence à l'aéroport militaire de Minagh, tenu par le régime syrien, tout proche de cette ville, ainsi qu'à proximité de Kobanê (AFP).

Il faut noter qu'en raison de frappes militaires visant systématiquement des civils et des infra-

structures civiles, ce qui constitue des crimes de guerre, le harcèlement que mène la Turquie contre les Kurdes de Syrie commence à avoir un grave impact sur la situation sanitaire de la population du Rojava. Le 7 novembre, l'ONG de défense des droits humains *Human Rights Watch* (HRW) a accusé Ankara de contribuer à la propagation du choléra dans le Nord syrien en réduisant le débit des eaux de l'Euphrate, et Damas d'entraver l'arrivée des aides dans les zones sous contrôle kurde. Pour la première fois depuis 2009, le choléra est réapparu début septembre

en Syrie où environ deux tiers des usines de traitement d'eau, la moitié des stations de pompage et un tiers des châteaux d'eau ont été endommagés par onze ans de guerre, selon l'ONU. «*La Turquie peut, et doit, immédiatement cesser d'aggraver la crise de l'eau en Syrie*», a déclaré Adam Coogle, directeur adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord pour HRW. De son côté, l'ONG *Save the Children* a averti que la malnutrition infantile avait récemment augmenté de 150% dans le Nord-Est, c'est-à-dire les zones contrôlées par l'AANES (AFP).

IRAK : LE KURDISTAN FRAPPÉ SANS RÉPIT PAR L'IRAN ET LA TURQUIE

Durant tout le mois de novembre, les frappes iraniennes se sont succédé sur les partis politiques kurdes iraniens exilés au Kurdistan d'Irak. Comme si cela ne suffisait pas, la Turquie a elle aussi intensifié les opérations qu'elle mène déjà depuis le printemps dernier contre le PKK dans les zones montagneuses du Nord de la Région fédérale du Kurdistan irakien.

La République islamique, dont les Gardiens de la révolution (*pasdaran*) avaient déjà lancé des frappes de missiles sur Erbil en mars dernier, a même été plus loin que des frappes sur son opposition kurde en exil en proférant des menaces quant à une possible intervention au sol au Kurdistan d'Irak. Durant une visite de 2 jours à Bagdad non annoncée, le commandant de la Force *Al-Quds* iranienne, une unité d'élite des Gardiens de la révolution, Esmail Ghaani, a menacé le 18 l'Irak d'une opération militaire terrestre dans le nord du pays si l'armée irakienne ne fortifie pas la frontière commune des deux pays contre les groupes d'opposition kurdes. L'Iran exige le désarmement de ces groupes et la mise en place de troupes irakiennes pour sceller la frontière et empêcher

tout passage. Sans preuve particulière, l'Iran affirme que les Kurdes d'Irak établis en Irak font transiter clandestinement des armes et même des combattants vers le Kurdistan d'Iran et provoquent ainsi les manifestations actuelles. Si ces demandes ne sont pas satisfaites, Téhéran menace d'une opération terrestre, et en tous les cas continuera de bombarder les partis kurdes d'opposition. Toutes ces informations ont été communiquées à *Associated Press* par des responsables irakiens et kurdes d'Irak sous couvert d'anonymat en raison de la sensibilité extrême du sujet (AP). Les zones concernées se trouvant sous administration de la Région du Kurdistan, et vu la complexité actuelle des relations entre celle-ci et le gouvernement fédéral de Bagdad, on comprend la tension que les exigences et menaces iraniennes peuvent faire peser aussi bien sur Bagdad que sur le Kurdistan... Il faut rappeler que l'alliance récemment arrivée au pouvoir à Bagdad est majoritairement composée de partis pro-iraniens.

Les responsables des partis kurdes d'Irak exilés en Irak dénie de leur côté tout transfert d'armes et de combattants, affirmant se limiter à apporter un soutien moral

aux manifestants et à soigner les blessés qui arrivent d'Iran. Le PDKI et le Komala ne sont ni l'un ni l'autre en faveur d'une militarisation de la contestation, qu'ils voient plutôt comme un piège dans lequel l'Iran cherche à les attirer.

Il est à noter qu'Esmail Ghaani est arrivé à Bagdad au lendemain d'une frappe aérienne iranienne sur l'implantation du PDKI à Koya ou Koy-Sandjak (province d'Erbil), au cours de laquelle 3 personnes avaient été tuées. Cette frappe était loin d'être la première. Déjà le 8 septembre 2018, une importante attaque sur Koya avait fait 17 morts et plus de 40 blessés. Une des attaques récentes les plus meurtrières date du 28 septembre, et selon des témoins locaux, elle a utilisé plus de 35 missiles et drones et fait 9 morts et au moins 25 blessés. Simultanément, le Komala a été frappé par une dizaine de drones. Ce mois-ci, une nouvelle attaque a de nouveau frappé le 14 le PDKI à Koya, faisant 2 mort et 10 blessés, tandis que «*quatre frappes de drones*» visaient des implantations du Parti communiste iranien et du Komala dans la région de Zargwêz. Dans ce dernier cas, prévenus juste avant la frappe, les militants ont pu éva-

cuer le bâtiment, ce qui a évité les pertes humaines (AFP). Par ailleurs, les drones iraniens survolent régulièrement la Région du Kurdistan d'Irak pour surveiller les mouvements des groupes kurdes d'opposition (*Middle-East Eye*).

L'Iran a lancé de nouvelles frappes contre ses opposants au Kurdistan d'Irak dans la nuit du 20 au 21 – des opérations qui ont coïncidé avec le lancement de l'opération turque contre le PKK. Un combattant du PDKI a été tué. Les Gardiens de la révolution ont revendiqué ces frappes dès le lendemain, avant de les renouveler le 22. Le 23, le ministre iranien des Affaires étrangères a affirmé que l'Iran continuerait à agir contre les «menaces» venant du Kurdistan irakien, tout en assurant que «lorsque les forces armées irakiennes seront stationnées à la frontière commune entre l'Iran et la région du Kurdistan et garantiront la sécurité de ces frontières, nous n'aurons plus besoin d'agir pour défendre notre intégrité territoriale»... (AFP) Mais simultanément, les *pasdaran* ont déployé le long de la frontière entre l'Iran et le Kurdistan irakien des chars, des véhicules blindés et du personnel supplémentaire, y compris une force importante près du poste frontière de Haji Oman. Le régime iranien a réitéré ses menaces d'envahir le Kurdistan irakien sous prétexte de contrer les groupes d'opposition kurdes iraniens basés en Irak... (WKI)

Aussi bien Bagdad qu'Erbil ont condamné à plusieurs reprises les frappes iraniennes, mais jusqu'à présent, ces déclarations, que l'on peut rapprocher des condamnations des frappes turques sur le territoire irakien ou du Kurdistan, n'ont guère eu d'effet concret sur la situation. Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a également condamné

dans un communiqué des «attaques aveugles et illégales» qui «mettent les civils en danger, violent la souveraineté irakienne et compromettent la sécurité et la stabilité» du pays et de la région.

Les activités militaires et frappes turques ont également connu une accélération le 19 avec le lancement de l'opération «Griffe-épée». Déjà le 3, au moins une jeune femme membre du PKK avait été tuée avec son chauffeur par un drone turc dans un véhicule circulant dans le quartier Al-Nasr de la ville de Sinjar. Mais le 19, des dizaines de frappes turques prétendant viser le PKK ont touché plusieurs régions du Kurdistan irakien et du nord de la Syrie. Au Kurdistan irakien, ont été visés notamment le district de Mawat (province de Suleimaniyeh), Qandil et Kurtak (WKI). Le 23, le ministère turc de la Défense a annoncé que «471 cibles» avaient été visées dans le Nord de la Syrie et de l'Irak et que «254 terroristes» avaient été «neutralisés».

Le 23, Bagdad a annoncé travailler à un «redéploiement des garde-frontière irakiens» le long de la frontière avec l'Iran et la Turquie, après les bombardements répétés de ces deux pays. Jusqu'à présent, les zones frontalières du Kurdistan irakien sont tenues par les forces militaires peshmerga de la Région autonome, mais sous commandement du ministère fédéral de la Défense. À l'issue d'une réunion gouvernementale sécuritaire, présidée par le nouveau Premier ministre, Mohammed Shia Al-Sudani, les autorités ont décidé, selon un communiqué officiel, de «mettre en place un plan de redéploiement des garde-frontière irakiens [...] tout le long de la frontière avec l'Iran et la Turquie». Ce plan sera conçu «en coordination avec le Gouvernement de la Région du Kurdistan [GRK] et le ministère des Peshmerga», souligne le commu-

niqué, précisant que le chef d'état-major des forces kurdes était présent à la réunion (AFP). L'Iran a le 28 déclaré accueillir très favorablement cette décision, alors que le GRK indiquait que ces forces seraient des peshmerga (*Le Figaro*).

Au chapitre des relations entre le GRK et Bagdad, il faut noter qu'en début de mois, le nouveau Premier ministre irakien, Mohammed Shia' Al Sudani, a promis en conférence de presse de «résoudre les problèmes avec la Région du Kurdistan», notamment en adoptant une nouvelle loi sur le pétrole et le gaz et le budget de la Région du Kurdistan: «Nos discussions avec le ministère du Pétrole se poursuivent pour préparer le projet de loi sur le pétrole et le gaz», a-t-il déclaré, et ce projet fera l'objet de «discussions préliminaires avec la région du Kurdistan [...] avant qu'il ne soit présenté au Conseil des ministres puis envoyé au parlement» (*Rûdaw*).

Le 28, le Président de la Région du Kurdistan Nechirvan Barzani, a rencontré à Bagdad les dirigeants irakiens, dont le Premier ministre. Les discussions ont porté sur la gestion des ressources naturelles, mais aussi sur la sécurité frontalière et la part du budget fédéral devant revenir au GRK. Par ailleurs, le Premier ministre Al-Sudani a participé à une réunion entre les dirigeants chiites, sunnites et kurdes, organisée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), au cours de laquelle ont été abordées les dernières attaques de l'Iran et de la Turquie contre l'Irak. Un haut dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le ministre des Affaires étrangères de l'Irak, Fuad Hussein, a également assisté à la réunion. Parallèlement, le PDK et l'UPK ont annoncé être prêts à tenir des discussions bilatérales pour résoudre les différends passés et «normaliser» leurs relations.

OTAN : LE PRÉSIDENT TURC POURSUIT SON CHANTAGE À L'ADHÉSION, LA SUÈDE VA-T-ELLE CÉDER ?

Le 4 novembre, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a rencontré le Président turc pour des discussions concernant l'adhésion à l'Alliance de la Suède et de la Finlande. Selon l'agence d'État Anatolie, Erdoğan a déclaré à Stoltenberg que les actions des pays nordiques détermineraient le rythme de leur adhésion. Ce n'est certainement pas ce que Stoltenberg souhaitait entendre, mais pour l'instant, M. Erdoğan demeure le maître du jeu, alors que sur les 30 membres de l'alliance atlantique, seules la Turquie et la Hongrie n'ont pas encore ratifié l'adhésion des 2 nouveaux membres, qui doit être approuvée à l'unanimité. Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Çavuşoğlu, a répété que, en particulier, la Suède n'avait pas pleinement rempli les conditions fixées par Ankara (*Al-Monitor*).

Le 8, c'était le tour du Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, de faire le voyage d'Istanbul. Mais la Suède n'a même pas attendu cette date pour changer de ton concernant les Kurdes de Syrie, une évolution facilitée par l'arrivée au pouvoir aux dernières élections d'un nouveau gouvernement dont le programme est basé sur une alliance allant du centre-droit à l'extrême-droite: le 5, Le ministre des Affaires étrangères, Tobias Billstrom, a estimé que le pays devrait «prendre ses distances» avec les Unités de protection du peuple (YPG): «Nous pensons qu'il y a des doutes et des problèmes concernant ceux qui ternissent nos relations avec la Turquie» a-t-il déclaré sur la radio suédoise. «Lelien est trop fort entre ces organisations et le PKK, reconnu par l'UE comme organisation terroriste», a ajouté Billstrom (*Courrier International*).

Alors que la Turquie demande à la Suède l'extradition d'une trentaine

de personnes, Kurdes et Turcs, qu'elle accuse de «terrorisme», c'est toute la communauté kurde de Suède, forte de 150.000 personnes, qui se sent prise en otage. Un journaliste exilé témoigne: «J'ai vu la liste [...] Je les connais tous. Il y a dix Kurdes, 23 Turcs et quatre cas de figures: des militants politiques de la cause kurde; des gens liés à l'organisation Gülen; des journalistes; des membres de la gauche turque et quelques criminels bien réels». Trente-huit familles kurdes ont aussi vu tout d'un coup leur dossier de citoyenneté ou de permis de résidence suspendu (*RFI*).

M. Kristersson a durant sa visite tenté de donner des gages à Ankara: se tenant devant la presse au côté de M. Erdogan lors de la conférence commune suivant leur entretien, il a promis que son pays «respectera toutes ses obligations face à la Turquie dans la lutte contre la menace terroriste». Mais M. Erdoğan attend des gestes précis: sur les extraditions demandées par la Turquie, la Suède n'a encore procédé qu'à 4 extraditions, dont une pour «fraude», sans donner suite aux demandes plus politiques. Aussi le Président turc a-t-il renvoyé les discussions à une énième «réunion conjointe à la fin du mois à Stockholm» – où, a-t-il ajouté, sans préciser de date, «nous espérons avoir une conclusion plus positive». Il a même répondu à la question d'un journaliste suédois: «Nous avons devant nous encore du temps, jusqu'en juillet!» Référence directe aux législatives turques, qui montre bien à quel point M. Erdoğan utilise ce dossier pour se présenter devant les électeurs comme l'homme fort s'opposant à l'Occident...

Déjà, il a obtenu la promesse d'une rupture des liens avec le PYD et la reprise des ventes d'armes suédoises à la Turquie. À Stockholm, le journaliste turc en exil Bülent

Kenes, ancien éditorialiste connu pour ses sympathies gülenistes, a confié à l'AFP l'inquiétude qui l'a saisi lorsque son nom a été cité par M. Erdoğan, questionné sur la liste des 73 «terroristes» dont il réclame l'extradition à Stockholm: «Et il n'y a eu que mon nom. Pas une liste avec d'autres gens. Juste mon nom», explique l'ancien éditorialiste de 53 ans, parti précipitamment quelques jours après la tentative de coup d'État de juillet 2016. La Turquie n'a cessé de publier, souvent dans des médias proches du pouvoir, des listes n'ayant rien d'officiel de plus en plus longues, de 33, puis 45, puis 73 personnes qu'elle souhaite voir extraditer...

Le 16, le parlement suédois a adopté par 278 voix (sur 349 sièges) un amendement constitutionnel durcissant notablement les lois antiterroristes. Le texte, qui permet de limiter le principe de liberté d'association «quand un groupe se réclame du ou soutient le terrorisme», devrait selon les experts faciliter les poursuites contre les membres du PKK. Mais la Turquie ne compte pas relâcher sa pression: le 21, l'ambassadeur de Suède à Ankara a été convoqué au ministère turc des Affaires étrangères pour recevoir une lettre de protestation contre la projection par des militants kurdes d'images sur la façade de l'ambassade de Turquie à Stockholm... La vidéo en question, trouvant son origine dans le «Comité suédois pour le Rojava», affichait le soutien aux YPG et dénonçait les liens entre la Turquie et Daech. Selon une source diplomatique turque, Ankara a demandé que «les auteurs de ces actes soient identifiés et que les mesures nécessaires soient prises».

La Turquie va-t-elle réussir à exporter vers la Suède sa conception... particulière de la liberté d'expression, au nom de laquelle la moindre expression d'une opi-

nion dissidente mène à l'accusation de terrorisme? Le 30, après de nouvelles discussions tenues à Bucarest, en marge de la réunion des chefs de la diplomatie de l'Otan, M. Çavuşoğlu a déclaré qu'en dépit «de belles déclarations et une bonne détermination» de la part des deux pays nordiques, la Turquie attend tou-

jours des «mesures concrètes»: «Nous n'avons pas encore vu de mesures concrètes dans des domaines comme l'extradition des criminels, le gel des avoirs des groupes terroristes et la fin de leurs activités. Oui, il y a eu des pas positifs comme des changements législatifs, mais nous devons voir leur application».

Les exilés politiques turcs et les communautés kurdes installés en Suède vont continuer à s'inquiéter. Dans ce bras-de-fer engagée entre une démocratie et un dictateur, il est toujours à craindre que la première ne cède trop au second.

Farhad Khosrokhavar, sociologue : Face au régime théocratique, la société n'est plus prête à abdiquer sous l'effet de la peur

La répression brutale des manifestations menées par les femmes iraniennes ne fait qu'alimenter la transformation de la révolte en un plus vaste mouvement politique, estime le sociologue

« Le mouvement des femmes s'est désormais transformé en une insoumission généralisée »

Le mouvement de protestation iranien est entré dans une nouvelle phase. Il s'est transformé en une insurrection généralisée contre le régime, en visant directement le Guide suprême et les organismes de répression tels que les **bas-sidji**, ces milices paramilitaires placées sous l'autorité des gardiens de la révolution.

En son sein, une autre mutation s'est produite, concernant, cette fois, les acteurs de ce mouvement. La révolte avait été lancée par des jeunes femmes, puis rejointe par des hommes, relayés ensuite par des lycéennes et des lycéens. A présent, ce sont surtout des hommes qui prennent les devants de la scène en s'exposant aux sévices du régime et, quelquefois, à la mort, en criant : « **Mort au dictateur !** » et : « **A bas les bas-sidji !** » C'est là une radicalisation du mouvement des femmes, qui s'est désormais transformé en une insoumission généralisée et en des manifestations tournoyantes, nuit et jour, contre le régime théocratique. Cette mutation, timide au début, est devenue un fait désormais incontournable.

Lire aussi : [Smaïn Laacher](#) :

« En Iran, la critique radicale de l'ordre religieux tente de redéfinir la question de l'égalité entre les deux sexes dans tous les espaces de la société »

Alors qu'en 2009 la méthode « soft » et progressive avait été utilisée pour étouffer les manifestations de rue, c'est aujourd'hui la brutalité à la syrienne – déjà employée par la théocratie dans les manifestations de rue de 2016-2019 – qui est mise en œuvre : déjà plus de 230 morts et des centaines de blessés ; plus de 12 000 arrestations et des prisonniers torturés. Le modèle syrien de répression massive avait eu raison des manifestations de 2016 ; mais sa mise en place progressive pour réprimer les protestations de 2022 se révèle inopérante, car la société n'est plus prête à abdiquer sous l'effet de la peur. Pour cela, il a fallu qu'interviennent de nouveaux acteurs et actrices – notamment la troisième génération post-révolutionnaire, dont une grande partie des membres n'avait pas auparavant pris le chemin de la rue.

L'Etat a échoué partout

Cette nouvelle génération de jeunes et de très jeunes se fait progressivement actrice d'un mouvement social d'usure : depuis six semaines, il se déroule, change de

rythme, se met en branle la nuit pour que les manifestants échappent aux sbires du pouvoir et dissimulent leur identité aux organes de la répression ; les hommes prennent désormais la tête des manifestations pour épargner aux femmes les affres de la mort violente ; et un nouveau modèle de protestation, fondé sur l'usure du pouvoir et sur le défi lancé contre lui et son chef suprême se développe.

Cet Etat, qui a été successivement théocratique, ploutocratique, kleptocratique et, enfin, thanatocratique, la société iranienne n'en veut plus. Il a échoué partout : sur le plan écologique, sur le plan du développement du pays, par son refus de la dignité féminine et masculine, par son incapacité à établir un rapport paisible avec le reste du monde, et sur le plan de la justice sociale (car les riches du régime ont accaparé les biens sociaux). Il est devenu l'Etat de la répression généralisée, qui n'hésite plus à tuer ses citoyens et ses citoyennes.

Lire aussi : « [En Iran, le cri de ralliement "Femme, vie, liberté" illustre la prise de conscience de toute une nation](#) »

Un cycle nouveau s'est mis en place : le mouvement de protestation est devenu un ri-

tuel, et la répression du régime n'a plus raison de lui en dépit de la campagne de répression, d'intimidation, de torture et de mise à mort des manifestants. Un nouveau palier est atteint où la répression, au lieu d'enclencher la peur, crée une indignation et une colère qui accroissent la capacité d'action de la société et fait se déverser dans la rue de nouveaux manifestants.

Nous sommes face à une nouvelle révolution, qui doit mettre fin à la théocratie islamique au nom d'idéaux séculaires qui prônent l'avènement d'une société de dignité partagée entre hommes et femmes, Kurdes et Persans, croyants et non-croyants. Dans cette nouvelle société à venir, le rôle des femmes se définit à égalité avec celui des hommes. Le modèle de société proposé par ce mouvement de révolte mué en révolution exercera indéniablement une influence dans le reste du monde musulman et en particulier dans un Moyen-Orient encore très largement despotique.

Farhad Khosrokhavar est sociologue et directeur d'études émérite à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Farhad Khosrokhavar(Directeur d'études à l'EHESS)

Iran Arms Russia in the War in Ukraine

Tehran has deepened its alliance with Putin amid widespread protests at home.

In 2015, General [Qassem Suleimani](#), the architect of Iran's foreign military strategy, travelled to Moscow to see President Vladimir Putin. He had a pitch—and a plea. During their two-hour meeting, Suleimani rolled out large maps of the battlefield in Syria, which was in the fifth year of a civil war with disparate rebel groups and had lost control of a third of its territory to *ISIS* jihadists. The stakes for Russia were high. For decades, Syria had been its only steadfast ally among the twenty-two Arab countries. Suleimani wanted Russia to intervene to save the Syrian regime. Until then, Putin had remained “hesitant,” Hassan Nasrallah, a Suleimani ally and the leader of Lebanon's Hezbollah militia, recounted in an interview [with Al Mayadeen](#), in 2020. Hezbollah, which relied on Syria as its existential link to Iran, was already enmeshed in the country's multilayered war. But its support was not enough; it had no air power. Putin soon pledged more ground, air, and intelligence support to Bashar Assad, who has since regained control of most of Syria—and has survived politically, despite the odds. Suleimani was not the lone factor in Putin's decision, but his role was crucial. “I do not like to create myths,” Nasrallah explained. “I prefer to say that through his strategic reading, argumentation, compelling logic, and charismatic personality,” Suleimani was able “to provide an outstanding addition to all the previous efforts that led Russia to take the decision to come to Syria.”

As Russia loses territory, thousands of troops, and massive amounts of weaponry in its [war in Ukraine](#), Iran is now returning the favor, a senior Biden Administration official told me this week. The scope of Tehran's support has escalated, despite its repeated de-



A drone flies over Kyiv during an attack on October 17, 2022, amid Russia's incursion into Ukraine. Photograph by Sergei Supinsky / AFP / Getty

nials of any involvement. Since August, it has provided hundreds of drones to Russia, with at least a thousand on the way, the Institute for Science and International Security recently [reported](#). Dozens of Iran's Revolutionary Guards have deployed in Crimea to train Russians on how to pilot them.

Iran is now fully engaged in Russia's war, the official said. The deepening ties carry liabilities for the Islamic Republic. Many of the drones have killed civilians and destroyed civilian infrastructure, White House and Pentagon officials charge. “We have been clear that Putin's forces are conducting war crimes,” a spokesperson for the National Security Council told me. On Friday, retired Admiral John Kirby, the director of strategic communications at the N.S.C., said that Russia's military campaign has led to “the slaughter of innocent Ukrainians, and the Iranians are now complicit in helping and helping that come about.” Iran may soon provide surface-to-surface missiles, which could dramatically shift the military balance in Ukraine and prolong the war by replenishing Russia's arsenal, the Pentagon and State Department said this week. CNN reported that Iran is also [seeking](#) matériel from

Russia to bolster its nuclear program.

As relations between Moscow and Tehran intensify, Putin's government is advising the Iranian regime on “best practices” to put down the protests that have swept dozens of cities and more than a hundred university campuses since September 16th, the White House said last week. Russia is drawing on its own “extensive experience in suppressing open demonstrations,” Karine Jean-Pierre, President Biden's press secretary, said. “Iran and Russia are growing closer the more isolated they become.” The protests are the most significant challenge to the theocracy in more than a decade. According to the U.N. special rapporteur for Iran, up to fourteen thousand people have been arrested in the past seven weeks. Tehran has announced plans to prosecute a thousand people, mainly young protesters, on charges ranging from disrupting public order to “corruption on earth,” a vague offense that can carry the death penalty.

Tehran has provided Russia with two types of drones. The Shahed-136 is an inexpensive kamikaze drone loaded with a warhead that

weighs around sixty to eighty pounds. It can fly up to fifteen hundred miles. But it can only be used once—it is destroyed on impact. (“Shahed” denotes a martyr in Islam.) The Mohajer-6 can fire missiles or guided bombs. It has a shorter range—about a hundred and twenty-five miles—but can fly for up to twelve hours. In October, U.S. officials reported that early failures led Iran to deploy trainers and technical support to help Russian pilots “use them with better lethality.” Last week, Ukraine's President, Volodymyr Zelensky, charged that Russia had already fired four hundred Shahed-136 drones across the country. They have hit apartment buildings and energy infrastructure in Kyiv, cutting off electricity and killing civilians. They have also been unleashed on Odesa, Zaporizhzhia, and Mykolaiv, strategic cities in the south. The drones were built using parts or designs that originated with Western companies—including in the United States, the United Kingdom, and Germany—and in China, according to the Institute for Science and International Security. Iran plans to send future drones in parts for assembly by the Russians, with Russian national colors and insignia, to conceal their origins. The Shahed-136 is being renamed the Geranium-2.

Iran's intervention has been a strategic decision—yielding limited or minimal financial gain, so far—that was approved by Ayatollah Ali Khamenei, the Supreme Leader, President Ebrahim Raisi, and the policymaking Supreme National Security Council, the U.S. official said. Iran had hoped to keep its role a secret, he noted. The drone exports have been facilitated by [Ali Hajizadeh](#), a former sniper who heads the Revolutionary Guard's aerospace force, including its ballistic-missile program. He is considered one of the most incendiary

figures in Iran. In 2020, in response to the U.S. assassination of Suleimani, he ordered a missile strike on U.S. forces in Iraq, the largest since the Korean War, that left more than a hundred military personnel with brain injuries. The previous year, Hajizadeh's forces shot down a Ukrainian passenger plane; a hundred and seventy-six people perished.

Iran's aid to Russia has generated unusual domestic criticism. On Wednesday, thirty-five former Iranian diplomats issued a public statement calling on Tehran to declare neutrality in Ukraine. "The issue of the war in Ukraine is a grave mistake at this historical moment," the statement said. "In the current state of the country, entering directly into an unwanted war with **NATO**, the world's largest military alliance, on the other side, is an extremely worrying event." The former diplomats noted that the U.S. and the E.U. believe Iran's weapons shipments to Russia are a viola-

tion of Security Council Resolution 2231, which banned the sale or purchase of Iranian drones. Iran has "created a dangerous game," they warned, that could lead the U.N. to reimpose international sanctions. Iran's foreign ministry quickly condemned its own former envoys, [tweeting](#), "A diplomat does not say anything publicly that the enemies of his country will take advantage of."

Despite their joint intervention in Syria, Russia and Iran are odd bedfellows. Moscow has a long and controversial record in Tehran. In 1941, the Soviet Union and Britain [invaded](#) Iran because of apparent concerns about Germany's influence on the country. Shah Reza Pahlavi was forced to abdicate; he went into exile in South Africa. In a tripartite pact, in 1942, Moscow and London pledged to withdraw their forces six months after the Second World War ended. But, four years later, Joseph Stalin [balked](#), citing threats to Soviet security along

the eleven-hundred-mile border it then shared with Iran. The show-down produced the first crisis of the new United Nations and led to President Harry Truman's famous ultimatum to Stalin to leave—or else. The subsequent [Cold War](#) between the United States and the Soviet Union, which lasted forty-five years, had its origins in this confrontation. So did the subsequent strategic ties between Washington and Tehran, which lasted until the Islamic Revolution, in 1979. Today, the United States is the toughest common opponent of both Russia and Iran. The strategic tables have turned again.

At a campaign rally on Thursday, President Biden [predicted](#) an end to the Islamic Republic. "Don't worry, we're gonna free Iran," he said, in San Diego. "They're going to free themselves pretty soon." Tehran's collaboration with Russia has toughened the U.S. and European position toward the regime, a shift reflected in a

recent statement from the G-7 nations deploring its brutality and supporting Iranian protesters. The increasingly hard-line leadership has refused to back down under either domestic or international pressure. On Friday, Iran organized rallies in nine hundred cities across the nation to commemorate the anniversary of the takeover of the U.S. Embassy in Tehran, in 1979. Standing in front of the former U.S. Embassy, President Raisi [replied to Biden](#), "Mr. President! Iran was liberated forty-three years ago, and it's determined not to become your captive again." Supporters of the regime shouted "Death to America" and carried signs, including cutouts of the Shahed-136.

[Robin Wright](#), a contributing writer and columnist, has written for The New Yorker since 1988. She is the author of ["Rock the Casbah: Rage and Rebellion Across the Islamic World."](#)

LE FIGARO

avec AFP
05/11/2022

Adhésion à l'Otan : la Suède change de ton sur les opposants kurdes

Le ministre des Affaires étrangères suédois a estimé samedi que le pays devrait **«prendre ses distances»** avec la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), quelques jours avant la visite en Turquie du premier ministre suédois dans l'espoir qu'Ankara ratifie l'adhésion à l'Otan du pays nordique. **«Nous pensons qu'il y a des doutes et des problèmes concernant ceux qui ternissent nos relations avec la Turquie»**, a déclaré Tobias Billstrom lors d'un entretien à Sveriges Radio. Depuis l'invasion de l'Ukraine

par la Russie, la Suède et la Finlande cherchent à intégrer l'Alliance atlantique. Mais le chef de l'État turc [Recep Tayyip Erdogan](#), qui doit recevoir mardi le premier ministre suédois conservateur Ulf Kristersson, bloque depuis mai l'entrée de ces deux pays dans l'Otan.

À VOIR AUSSI - Le chef de l'OTAN déclare qu'il est temps d'accueillir la Finlande et la Suède en tant que membres

La Turquie accuse les deux pays de protéger notamment des combattants kurdes du Parti des Travailleurs du Kur-

distan (PKK) et de l'YPG, considérés comme terroristes par Ankara.

Pour lever les objections de la Turquie, les trois pays ont signé un mémorandum d'accord en marge du sommet de l'Otan en juin à Madrid, portant notamment sur des demandes d'extraditions exigées par Ankara.

Alors que la Suède avait par le passé exprimé son soutien à l'YPG et à son bras politique le Parti de l'union démocratique (PYD), le nouveau gouvernement semble changer de ton.

À lire aussi [Adhésion à](#)

[l'Otan : Erdogan rappelle les «mesures à prendre» par la Suède et la Finlande](#)

«Le lien est trop fort entre ces organisations et le PKK, reconnu par l'UE comme organisation terroriste», a estimé Tobias Billstrom. À ce jour, 28 États membres - sur 30 - de l'Alliance atlantique ont ratifié l'adhésion des deux pays nordiques, qui doit être approuvée à l'unanimité. Outre la Turquie, seule la Hongrie doit encore donner son accord final.

Adhésion à l'Otan : Erdogan rappelle les « mesures à prendre » par la Suède et la Finlande

La Turquie ne ratifiera l'adhésion à l'Otan de la Suède et la Finlande qu'une fois les mesures nécessaires prises par les deux États, a affirmé vendredi le président turc Recep Tayyip Erdogan lors d'une rencontre avec le patron de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg.

«Le président Erdogan a souligné que le rythme et le moment du processus de ratification (...) seront déterminés par les mesures que ces pays ont encore à prendre», a indiqué la présidence turque dans un communiqué à l'issue

de cette rencontre à Istanbul entièrement fermée à la presse.

Le chef de l'Etat turc, qui doit recevoir mardi à Ankara le Premier ministre suédois Ulf Kristersson, bloque depuis mai l'entrée de la Suède et la Finlande dans l'Alliance atlantique. La Turquie accuse les deux pays nordiques de protéger notamment des combattants kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et des Unités de protection du peuple (YPG), considérés comme terroristes par Ankara.

Pour lever les objections de la Turquie, les trois pays ont signé un mémorandum d'accord en marge du sommet de l'Otan en juin à Madrid, portant notamment sur des demandes d'extraditions exigées par Ankara. Jens Stoltenberg «s'est félicité des mesures significatives et concrètes déjà prises par les deux pays pour mettre en pratique le mémorandum et a souligné que leur adhésion renforcerait l'Otan», a indiqué vendredi soir l'Alliance atlantique dans un communiqué.

Le secrétaire général de l'Otan

avait appelé jeudi à Istanbul à accueillir Suède et Finlande dans l'Alliance afin d'«envoyer un message clair à la Russie», au cours d'une conférence de presse commune avec le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu. À ce jour, 28 États membres - sur 30 - de l'Alliance atlantique ont ratifié l'adhésion des deux pays nordiques, qui doit être approuvée à l'unanimité. Outre la Turquie, seule la Hongrie doit encore donner son accord final.

En Iran, « mieux vaudrait abolir le journalisme » suggère la Commission des journalistes

Un mois après le soulèvement dans le pays, provoqué par la mort de Mahsa Amini, la Commission professionnelle des journalistes dénonce une répression sans précédent. Plus de cinquante d'entre eux ont été arrêtés.

Depuis le début du soulèvement en Iran, le 16 septembre, les autorités iraniennes ont arrêté cinquante et un journalistes, selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ). Treize ont été relâchés sous caution et attendent aujourd'hui leur procès. Parmi les journalistes encore derrière les barreaux, Niloufar Hamedei et Elaheh Mohammadi se trouvent dans une situation particulièrement inquiétante.

Dans un communiqué conjoint

des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays, et du ministère de renseignement – les deux principaux services secrets en Iran –, les deux jeunes Iraniennes ont été accusées d'espionnage à la solde des Américains. Il leur est notamment reproché d'avoir « provoqué les proches » de Mahsa Amini, entre autres. Le communiqué, publié le 28 octobre, indique que les manifestations en cours en Iran sont le résultat d'une conspiration des « services secrets des pays étrangers ».

Niloufar Hamedei, âgée de 31 ans, a été l'une des premières journalistes à s'être rendue à l'hôpital de Kasra à Téhéran, où était hospitalisée Mahsa Amini, tombée dans le coma à l'issue de sa garde à vue pour ses vêtements jugés « non conformes » par la police des mœurs. La mort de cette Iranienne de 22 ans, d'origine kurde, a provoqué une vague inédite de contestation en Iran qui se poursuit dans les universités. Elle a déjà fait au moins 287 victimes civiles, dont 46

enfants, à en croire Human Rights Activists News Agency (HRANA).

Vague de soutien

Travaillant pour le quotidien réformateur Shargh, Niloufar Hamedei avait notamment publié sur son compte Twitter la photo des parents de Mahsa Amini en train de s'enlacer dans le couloir de l'hôpital. Elaheh Mohammadi, elle, a couvert, le 18 septembre, l'enterrement de la jeune femme à Saqqez, sa ville na-

tale, dans le Kurdistan iranien (ouest). Son reportage a été publié en « une » du quotidien **Hammihan**. Les deux femmes ont été arrêtées quelques jours plus tard à Téhéran. Elles sont depuis lors détenues dans la prison tristement célèbre d'Evin, située dans le nord de la capitale. En Iran, l'espionnage est passible d'une peine allant jusqu'à dix ans de prison.

Lire aussi : [En Iran, des mineurs victimes de la répression](#)

La mise en cause directe de ces deux journalistes par les services secrets iraniens a provoqué une vague de soutien sans précédent. La Commission des journalistes iraniens, qui a condamné le traitement réservé aux journalistes et notamment à leurs deux collègues, a proposé aux autorités iraniennes une solution radicale : dans les conditions actuelles, mieux vaudrait « **interdire le journalisme** ».

« **Le communiqué des deux organisations de renseignement du pays (...)** n'a [pas] d'autre signification. Les activités ordinaires de nos deux collègues, qui remplissaient leurs responsabilités professionnelles, sont assimilées à un délit, ce qui ne veut dire que la fin du journalisme », souligne le communiqué de la Commission des journalistes iraniens, publié le 29 octobre. Le même jour, dans une lettre ouverte, quelque 300 journalistes et photographes ont également pris la défense de tous leurs collègues détenus, en demandant leur libération et le respect



Niloufar Hamedei (à gauche) et Elaheh Mohammadi, deux journalistes iraniennes arrêtées fin septembre à Téhéran, en Iran. TWITTER

de leurs droits : « **Le communiqué des services de renseignements veut dire que nous, les journalistes, sommes tous mis en cause, voire coupables, et que, encore plus flagrant, la profession de journaliste dans le pays doit être abolie** ».

« **Faire circuler son nom** »

Parmi les journalistes aujourd'hui détenus en Iran figure également Vahid Shamsoddinnezhad, résidant en France depuis 2020. Diplômé de l'École supérieure de journalisme (ESJ) de Lille, ce dernier s'est rendu en Iran, le 24 septembre, pour couvrir les événements pour la société Keyi Productions et la rédaction de

la chaîne Arte. Agé de 30 ans, il a été arrêté dans la ville de Saqqez le 28 septembre.

Lire aussi : [En Iran, le Guide suprême Ali Khamenei sort de son silence pour soutenir la répression](#)

Selon la chaîne franco-allemande qui a dévoilé, le lendemain, son arrestation, Vahid Shamsoddinnezhad avait déposé à son arrivée à Téhéran une lettre d'accréditation d'Arte ainsi que les coordonnées de sa carte de presse française auprès des autorités. « **Dans les jours qui ont suivi, il a pu réaliser deux interviews téléphoniques et un sujet vidéo pour la rédaction d'Arte Journal** », a précisé

la chaîne dans un communiqué.

Le journaliste a été détenu pendant les deux premières semaines dans le Kurdistan iranien, probablement entre la ville de Saqqez et celle de Sanandaj, la capitale de cette province. Puis, mardi 1^{er} novembre, lors d'un appel téléphonique avec ses proches à Téhéran, il a confirmé sa détention dans la prison d'Evin. Sa femme, Reihaneh, et leur enfant de 17 mois vivent à Paris. Avant de venir en France, Vahid Shamsoddinnezhad a travaillé comme journaliste, à Téhéran, dans la rédaction en français de Press TV, la chaîne officielle de la République islamique d'Iran, diffusée à l'étranger en plusieurs langues.

« **Tout ce qu'on peut faire pour Vahid est de patienter et de faire circuler son nom**, explique au **Monde** sa femme, Reihaneh. **Ce n'est que comme ça que nous pourrions obliger les dirigeants iraniens à nous donner des informations sur Vahid et à faire avancer son dossier pour que sa situation s'éclaircisse.** » Les autorités iraniennes n'ont, à ce jour, communiqué aucune information concernant le cas du journaliste.

Plus d'un mois après le début du soulèvement en Iran, le pays est désormais devenu, selon l'ONG [Reporters sans frontières](#), la troisième plus grande prison pour les journalistes après la Chine et le Myanmar.

Le soulèvement iranien vu et vécu par les écrivains

Manifestations et rassemblements contre le régime se succèdent depuis plus d'un mois, en dépit d'une répression brutale. « Le Monde des livres » a contacté des intellectuels, vivant dans le pays ou en dehors, pour entendre leur récit et leurs analyses.

La vie au creux de leurs mains, elles avancent. Elles entonnent **Barayé**, hymne à la jeunesse composé par Shervin Hajipour, arrêté à la suite du succès fulgurant de sa chanson sur les réseaux sociaux. « **Pour pouvoir danser dans les rues, pour cette peur qui nous saisit au moment de nous embrasser.../ Pour ma sœur, pour ta sœur, pour le soleil après ces longues nuits.** » Elles sont sorties de ce qu'Hannah Arendt nommait le terrain glissant entre obéissance et adhésion. Soudain, le pacte de légitimité de la République islamique – fait de piété et d'opportunisme – semble rompu. L'Iran n'est plus, selon Chowra Makaremi, anthropologue au CNRS et autrice du **Cahier d'Aziz** (Gallimard, 2011), qu'un « Etat zombie ». « **C'est le mot d'un sociologue russe, et c'est très opératoire appliqué à l'Iran. On croit que les cadres du régime sont en place et la ligne rouge active, on croit que tout ça fonctionne encore, mais en fait c'est déjà mort** », explique-t-elle. Comme elle, des intellectuels et écrivains iraniens, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ont raconté au « Monde des livres » leur vision du soulèvement qui l'embrase depuis la mi-septembre.

Lire aussi : « **Baraye** », l'hymne du soulèvement iranien

Cette nouvelle jeunesse, éveillée, inventive, est issue de la génération Z, âgée de 15 à 25 ans. Elle est ingouvernable,



Une photo anonyme de l'important cortège allant vers le cimetière de Saqqez, au Kurdistan iranien, où est enterrée Mahsa Amini, quarante jours après sa mort, le 26 octobre. ANONYMOUS VIA AFP

forte d'une colère transmise de femme en femme depuis plus d'un siècle. « **On fait maintenant dans la rue ce qu'on faisait déjà chez nous : des doigts d'honneur.** » Filles et fils d'Iraniens eux-mêmes enfants au moment de la Révolution islamique de 1979, cette génération n'a aucune mémoire directe du renversement de la monarchie. Elle se dresse au sein d'un espace politique saturé d'interdits religieux et d'emprises sur les corps. Selon la cinéaste et blogueuse Sepideh Farsi, on entend aussi, pour la première fois à l'unisson : « **A bas la République islamique ! Mort à Khamenei** [Ali Khamenei, Guide suprême de l'Iran] ! »

Une jeune Iranienne, connue sous le pseudonyme « L », témoigne dans un journal en

ligne, **Jadaliyya.com**, depuis une bourgade restée sans nom, au lendemain d'une manifestation où elle-même a été battue par les forces de sécurité : « **Les gens vont dans la rue, non plus seulement avec les corps qu'ils sont, mais avec les corps qu'ils veulent être. Avec leur propre imaginaire. Leur acte révolutionnaire est d'incarner cette imagination.** »

« **La révolution a déjà eu lieu dans les esprits** »

Tout a commencé par un meurtre, et quelques articles sur les funérailles de Mahsa Amini, jeune Kurde en voyage à Téhéran, assassinée pour avoir enfreint un tant soit peu le code vestimentaire strict, qui oblige notamment les femmes à porter le voile. Les autrices des ar-

ticles, Niloofar Hamedi et Elaheh Mohammadi, sont détenues au pénitencier politique d'Evin. Ce sont les gestes et les symboles relevés durant ces funérailles, dans un village du Kurdistan iranien, qui sont devenus les marqueurs de la révolte iranienne : couper ses cheveux, brûler son voile. L'écrivain Amir Ahmadi Arian, auteur de **Et la baleine l'engloutit** (Grasset, 2021), joint à New York, le craint : ces deux journalistes ont sans doute été mises à l'isolement et torturées. A ses yeux, l'imagination, dans ce contexte d'extrême violence, reste une boussole pour les révoltés : après avoir cherché à changer le système de l'intérieur, il ne leur reste plus qu'à lui inventer des alternatives. Dès lors que la population a commencé à envisager la vie sans « eux », assure Amir Ahmadi Arian, « **la révolution a déjà eu lieu dans les esprits et l'imaginaire public a atteint un nouveau seuil** ».

Armin Molavi, éditeur et poète à Téhéran (son nom a été modifié), contacté par WhatsApp, raconte que des heurts ont éclaté autour de l'hôpital où Mahsa était en soins intensifs. « **Je connaissais des gens là-bas, ça a rapidement dégénéré.** » En 2009, pendant le « mouvement vert », seules la capitale et quelques grandes villes avaient manifesté contre les élections truquées. Il s'agissait avant tout de membres des classes moyennes et d'étudiants. Tous croyaient en un processus réformiste. « **Main-tenant, il y a du tumulte dans**

tant de villes dont je n'avais même jamais entendu le nom », précise-t-il. C'est désormais la colonne vertébrale du système qui est ébranlée. Un pouvoir rongé de l'intérieur et fatigué, avec des meneurs cacochymes, ivres de violence.

De l'autre côté, ce sont de nouveaux visages qui défilent dans la rue : les femmes et les étudiants, bien sûr, mais également des ouvriers et des agriculteurs. Toutes les classes sociales se rassemblent et, pour la première fois, des minorités se joignent : Kurdes, Baloutches, Azéris, Arabes, au sud, ou encore Guilakis, au nord. Ils marchent souvent en petites formations mixtes, le poing levé. **« Presque personne ne peut vivre comme il le voudrait. La réforme n'est plus possible, dit encore Armin Molavi. Et beaucoup de femmes ont retiré le voile partout dans les villes, on peut le voir de nos fenêtres, c'est une image fréquente ces jours-ci. »**

A la cantine de l'université Sharif de Téhéran, institution qui a formé certains des plus grands esprits du siècle, dont la mathématicienne, récompensée par la médaille Fields, Maryam Mirzakhani, hommes et femmes se sont assis ensemble. En cours d'art, ils se sont pris la main. Au lycée, les élèves chantent **Barayé**, et dehors les tracts sont partout sur les pare-brise. **« Que peut faire la République islamique ? », demande Molavi. Elle est comme Hercule luttant contre l'Hydre à neuf têtes : pour chaque tête coupée, deux nouvelles repoussent. A Téhéran, pour chaque quartier réprimé, brulé, deux autres se sont levés, et d'autres villes encore. Zahedan était à terre ? Oroumieh s'est soulevée, et ainsi de suite. »**

« Nous ne céderons pas, nous changerons de chemin et de lieu, nous allumerons de nouveaux feux »

Près du métro, à côté de chez

lui, il y a quelques jours, trente ou quarante personnes venaient à peine de s'attrouper qu'on leur tirait déjà dessus. Les miliciens habillés en civil, les **bassidji**, sont les plus dangereux. Contrairement à ce qui s'est passé en 2009, les manifestations sont nombreuses et mobiles, plutôt que centrales et massives. **« Ils ne savent plus comment gérer. »** On écrit à même les murs, et sur tous les réseaux sociaux. Internet n'est pas complètement éteint, même si tout est filtré. Et partout où les **bassidji** et la police le peuvent, comme à Zahedan, ils tuent le plus possible : manifestants, journalistes, écrivains, poètes, blogueurs, chanteurs, rappeurs. **« La sauvagerie va exciter les foules, prévient Molavi. Nous ne céderons pas, nous changerons de chemin et de lieu, nous allumerons de nouveaux feux. »** Des cocktails Molotov sont jetés sur les bureaux des **bassidji**, sur ceux des religieux.

Le mouvement semble s'esouffler un instant et reprend de plus belle. **« La vie de cette jeunesse ne valait plus la peine d'être vécue »,** résume Amir Ahmadi Arian. Toutes les personnes de moins de 30 ans sont dans la rue, parce qu'elles ont calculé le risque. L'économie est morte, il y a **une énorme crise de l'eau** dans l'Est et dans le Sud-Est, de larges parties du pays seront inhabitables dans la décennie à venir. Et il n'y a, en tout cas dans les petites villes, presque pas de contact avec le monde environnant, en dehors d'Internet. L'accumulation des restrictions fait que la vie quotidienne devient une torture : regarder une simple vidéo, avoir une copine, faire un tour dans un parc en pleine lumière. Or, ils savent désormais comment vivent d'autres jeunes gens dans le monde.

La poète et blogueuse Leily Nezami, contactée par Telegram (son nom a été modifié), affirme : **« Le pays est dévasté, mais nous nous en-**

tendons enfin par le cœur. » Une majorité de femmes sont arrivées à la conclusion qu'elles sont opprimées de manière planifiée, y compris, dit Nezami, en littérature, dans les discours, au théâtre, au cinéma, dans les fêtes, dans la rue, à l'école et jusque dans leurs voyages, tant il est difficile pour elles d'obtenir un passeport. Leurs vies ont été réduites, dans toutes les classes sociales, car la loi est la même partout – celle de l'humiliation légale.

Nezami énumère les questions qu'ont apprises à se poser tous les Iraniens qui ont le courage de manifester : **« Où devrions-nous aller, où devrions-nous crier pour avoir plus de temps avant que la répression ne nous atteigne ? C'est mieux devant l'ambassade. Comment courir sans tomber ? Portez des chaussures de sport. S'ils ont tiré des gaz lacrymogènes ? Prenez de l'eau. Si quelqu'un est pris ? Faites une vidéo en son nom et diffusez-la vite. Pas de téléphones dehors, effacez tout. »** Dans la rue, écrit-elle, les hommes sourient aux femmes qui ne portent plus le voile. **« Les gens se disent les uns aux autres : "Que la paix soit sur vous" ; "Vos yeux rouges vous trahissent, vous avez respiré du gaz lacrymogène, vous pourriez vous faire arrêter, prenez mes lunettes noires !" Ils s'inquiètent, plus que jamais, du sort des autres. Ils se tiennent derrière les portes et, si le milicien attaque dans la ruelle, ils ouvrent. Internet est coupé, ils appellent la nuit pour voir si tout le monde est rentré sain et sauf. Ils se disent les uns aux autres : "Je suis en bonne santé. Je vais bien." Après des années sans se parler, ils ne connaissent pas les bases de la conversation. Ils se battent parfois, ils se fâchent. Ils jurent. Mais il y a aussi des jeunes gens calmes, logiques et sages. »** **« Les jeunes mettent des tags : "Ce poteau est réservé pour pendre un mollah" »**

Ces jeunes gens n'ont plus vraiment d'idéologie : ils veulent vivre. Ils se rassemblent le soir, à la tombée de la nuit, en petits groupes. Puis ils se dispersent et se retrouvent ailleurs. D'autres sont à leurs fenêtres et crient des slogans. Il n'y a aucune référence religieuse, souligne Javad Djavahery, écrivain iranien en exil à Paris, qui avait soutenu la révolution de 1979, dans sa jeunesse (**Ma part d'elle**, Gallimard, 2017). **« Ces jeunes sont formidables et courageux, on était des amateurs à côté d'eux »,** s'enthousiasme-t-il, soulignant que ces nouveaux révoltés n'ont pas les mêmes barrières historiques, religieuses et sociales. **« Les jeunes mettent des tags : "Ce poteau est réservé pour pendre un mollah",** ajoute-t-il. **Il y a des croix sur les portes des bassidji. Et dès qu'on les reconnaît quelque part, on met leur visage sur Twitter, et leurs coordonnées sur les réseaux. Le corps marginalisé d'une Kurde, celui de la jeune Mahsa, comme point de déclenchement d'une révolte nationale, cela signifie un changement profond. Kurdes, Baloutches et Arabes ont des raisons historiques de demander leur indépendance. Mais, quand on parle avec eux, ils n'ont jamais été aussi iraniens que maintenant ! »**

La rupture remonte à plusieurs années. La légitimité politique s'est rompue, parce que les réformistes ont été purgés, exclus et se sont révélés n'être en rien des opposants au système : même eux n'aspiraient pas à de véritables réformes, et les Iraniens l'ont compris. Jusque-là, les gens étaient restés prisonniers d'une narration où la République islamique pouvait encore se maintenir. Avec ses espaces de liberté, sa société civile vivace, elle faisait semblant de ne pas être une dictature. Aujourd'hui, on voit les effets de la haine du régime, y compris de la haine de la réforme islamique. Le pouvoir est illégitime.

Dans son livre *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue* (Seuil, 1997), le philosophe Giorgio Agamben avance la notion de « *reste* ». Le reste, c'est cette part du réel qui échappe au pouvoir. Chowra Makaremi analyse l'Iran à partir de ce reste de ferueur révolutionnaire que la République islamique n'a pas détourné. Tout ce qui n'a pas été broyé dans l'étau entre « république » et « islamique ». « *Contre-mémoire, contre-archives : quelle histoire est écrite à partir de ce reste qui résiste et à partir duquel on repart ?* », demande l'anthropologue.

Le grand mythe, c'est que ce régime représente la vraie et unique histoire. La première chose que fait un régime totalitaire, c'est confisquer la culture, l'imaginaire, les idées, le récit. A l'école, dans la rue, à la télévision, la République islamique a essayé d'écrire sa propre histoire. Et, parfois, ses dirigeants ont cru que cette histoire pourrait être acceptée par le peuple.

Mais un consensus semble apparaître : « *Tout le monde sait* », disent les gens dans la rue. Azar Nafisi, autrice de *Lire Lolita à Téhéran* (Plon, 2003), affirme que la société iranienne aspire désormais à la démocratie, et qu'elle fait cette demande de façon créative. Les femmes ont commencé à prendre conscience de leur pouvoir : « *Sans le voile, nous leur disons : vous ne pouvez pas nous posséder ou nous transformer* », explique Nafisi. La violence à laquelle le régime

les soumet vient de la peur de sa propre faiblesse, ajoute-t-elle. Il n'a pas d'autre discours que celui des fusils.

« *Les grands livres révèlent la vérité, et la vérité est dangereuse* »

Et cette génération iranienne connaît Hannah Arendt. Elle a lu *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood (Robert Laffont, 1987), qui y a été réédité onze fois. Elle lit Vaclav Havel, Karl Popper. La révolution de 1979 a métamorphosé l'Iran en Union soviétique du monde islamique. Une théocratie moderne, dont les modèles étaient le communisme et le fascisme, y est née. Les écrivains et les poètes ont été parmi les premières victimes, emprisonnés, censurés, tués. En octobre, des auteurs de livres pour la jeunesse ont protesté contre le meurtre d'enfants lors de manifestations. Tous ont été arrêtés. Les poètes qui ont écrit des poèmes ou signé des communiqués sur Mahsa et le mouvement des femmes ont également été arrêtés.

Pourtant, de nombreux hommes et femmes continuent de critiquer le régime sur Twitter et Instagram. Ils postent des photos, écrivent des textes, composent chaque jour des chansons. Leur nombre est si grand que ce n'est même plus un crime, à moins d'avoir un très grand nombre de followers. Un acteur ou un écrivain connu sera menacé ou arrêté au plus vite. A ce jour, beaucoup, sur les réseaux et sur le papier, écrivent sous pseudonyme.

Mais, affirme Nafisi, ce qui demeure le plus subversif, ce sont les livres, les « *grands livres* », souligne-t-elle : « *Ils révèlent la vérité, et la vérité est dangereuse. Une fois qu'on la connaît, il faut bien en faire quelque chose.* » Les écrivains de fiction révèlent cette vérité en prêtant voix à tous, même aux monstres. En tant que telle, la poétique du roman se révèle démocratique. Le roman, qu'il juge ou non ses personnages, les comprend.

Bien sûr, il y a toujours, pour les écrivains, le risque de l'illusion lyrique, dont parlait déjà André Malraux dans *L'Espoir* (Gallimard, 1937). La poète Solmaz Sharif, l'une des voix les plus éclatantes de la jeune littérature iranienne, née à Istanbul et enseignante en Arizona, raconte avoir récemment dit à un collègue : « *Tu comprends ma sensibilité maintenant ? A chaque instant, les choses peuvent se briser, s'ouvrir. Mais c'est entre les mains du peuple, pas des poètes !* » Elle ne croit pas que les écrivains puissent jamais être à l'avant-garde d'un mouvement pour la liberté, ou que le langage ouvre la porte à un quelconque salut. Elle souhaiterait rester attentive, au contraire, à toutes les façons dont le langage pourrait freiner la lancée, retenir l'élan. L'idée du poète comme « *gardien du pourquoï et de ce qui nous attend de l'autre côté* » lui paraît intéressante d'un point de vue historique. Mais, aujourd'hui, Sharif n'arrive plus à la prendre au sérieux.

Leily Nezami, elle, écrit encore, de Téhéran : « *J'espère ga-*

gnier. Dans les conversations, les gens disent que quand les mollahs ne seront plus là, on ira dans le Nord, passer un bon moment au bord de la Caspienne. Après leur départ, allons en masse à Chiraz ! Une grande discothèque s'impose pour danser à Persépolis ! Après cela, établissons un lycée de langues orientales. Toutes les langues de l'Orient devraient y être enseignées. La littérature libre, quel monde ! Avoir une école de cinéma gratuite... Et puis, imaginons des pubs avec les poèmes d'Omar Khayyam. Des écoles de danse libre dans les quartiers ! »

Son rêve s'interrompt, le temps d'effacer ses messages sur Telegram, par peur d'être prise. De l'autre côté du monde, et du miroir de nos écrans, elle semble reprendre son souffle : « *Les gens sentent qu'il n'y en a plus pour très longtemps, c'est proche, chacun a un plan. Tout le monde parle de son rêve, comme s'il allait se réaliser ces jours-ci. Le même rêve est différent cette fois. Cela peut prendre beaucoup de temps. Mais il n'y a pas de retour en arrière. Tout le monde sait que le roi est nu. Ce déshonneur, ce manque de légitimité du système nous remplissent d'espoir et de bonheur. Nous ne sommes plus seuls, tout le monde sait qu'il n'est pas possible que ce gouvernement survive longtemps, tôt ou tard il tombera, et ce bonheur sera le plus grand bonheur de notre vie. Ce qui devait se briser sera brisé.* »

Repères

16 septembre Mort, à Téhéran, de Mahsa Amini, Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire de la République islamique. Un rassemblement a lieu près de l'hôpital où elle est morte.

17 septembre Ses funérailles, à Saqqez, au Kurdistan iranien, donnent lieu à une

manifestation dispersée par les forces de sécurité. Dans les jours qui suivent, le mouvement de contestation se propage dans plusieurs villes du pays.

26 septembre A cette date un bilan officiel non détaillé, incluant manifestants et forces de l'ordre, fait état de 41 personnes tuées. Au moins 76, selon l'ONG Iran Human Rights, basée à Oslo.

15 octobre Des troubles et des affronte-

ments ont lieu dans la prison d'Evin, complexe pénitentiaire où sont détenus de nombreux opposants, dont des centaines arrêtés lors des récentes manifestations.

Début novembre Plus de 40 jours après la mort de Mahsa Amini, la contestation et la répression continuent. Selon les groupes de défense des droits humains, le bilan serait d'au moins 250 morts et plusieurs milliers d'arrestations.

The New York Times

By Farnaz Fassihi
Nov. 2, 2022

A Chilling Crackdown at a Tehran Apartment Complex

Iran's security forces shot at windows and threw stun grenades in a raid at the Shahrak Ekbatan complex, where a member of the feared Basij militia was killed last week, residents said.

The family of four was watching television at home in central Tehran on Sunday night when a series of big explosions outside rattled their windows. The mother grabbed her two children and ducked under the dining table.

The husband peeked out from a window to see what was going on and several laser dots flashed on his body — a warning from the security forces arrayed outside his apartment block that he had been spotted. He joined a chorus of voices from other apartments chanting “death to the dictator,” the anti-government cry that has been taken up by thousands of protesters across Iran for more than a month.

The husband and wife, in interviews by telephone from Tehran, described the attack Sunday on the Shahrak Ekbatan apartment complex where they live as tantamount to a military invasion, with security forces shooting into windows and using stun grenades and tear gas. Videos posted on social media and statements by other residents corroborated their account.

The couple asked not to be identified by name for fear of retribution from the authorities, who have cracked down hard on those engaged in the protests that erupted in late September when a young woman, Mahsa Amini, died in the custody of the morality police. The protesters are demanding an

end to the Islamic Republic's rule.

Shahrak Ekbatan, a sprawling middle-class apartment complex in the west of Tehran with nearly 50,000 residents, had for the past six weeks been the scene of nightly protests in the aftermath of Ms. Amini's death.

The nighttime protests typically unfold with young men and women gathering in the common outdoor area chanting “Freedom, freedom” and “The end is here, dictator.” Some young women twirl their hijabs in their hands, in defiance of rules requiring them to be worn. Thousands of other residents chant slogans against the authorities from their apartment windows.

The names of those killed in the uprising have been spray-painted on pillars in Shahrak Ekbatan's outdoor area, videos on social media show.

The security forces, including anti-riot officers, and plainclothes operatives from the feared Basij militia raid the area every night, playing a dangerous game of cat-and-mouse with the young residents of Ekbatan and beating and arresting them, according to residents, media reports and videos on social media.

But the crackdown at Shahrak Ekbatan intensified last week after a member of the Basij, Arman Aliverdi, was beaten and killed in the complex.

A video on social media showed the man on the ground, his shirt stripped off and blood running down his face and body. The government blamed the death on “vigilante rioters” and launched a commando-style raid in Shahrak Ekbatan to arrest a group of young men accused of killing Mr. Aliverdi.

Security forces destroyed furniture in lobbies, wrecked doors and damaged elevators so badly that they were out of service, according to residents and videos on social media. Shattered glass and debris carpeted the ground and blood was splattered on the floor tiles, residents said.

Dozens of Shahrak Ekbatan's residents, mostly young men and women who were out protesting, have been beaten, shot with pellet guns, dragged into vans and taken to detention centers, residents said. Several doormen, many of whom are elderly, were also beaten with batons for not cooperating with the security forces, the residents said.

The crackdown at Shahrak Ekbatan underlines just how far the protests have spread in Iran, and the government's inability to contain them even with the deployment of security forces and their heavy-handed crackdowns.

Many young Iranians say they have lost their fear of the authorities and have nothing to

lose. Protests have continued across university campuses, at funerals and memorials for people killed by security forces, on the streets and at apartment compounds like Shahrak Ekbatan across the country.

In some instances protesters have fought back, charging after security forces with rocks, hurling Molotov cocktails, burning police motorcycles and beating officers, according to videos, media reports and the government. Rights groups say 250 people have been killed, including 32 children and teenagers, but the real number could be much higher. The government says at least 24 security officers have been killed.

While Shahrak Ekbatan had already been the scene of violent clashes, residents said the raid on Sunday represented a new level of violence unleashed on people in their homes who had not participated in protests, including old people, small children and the sick and disabled.

The husband interviewed by The New York Times said he noticed anti-riot officers pointing their guns at windows and shooting into homes. Glass shattered and the antigovernment chants grew louder and more furious, accompanied by explosions from the stun grenades, he said.

Tear gas seeped into the family's apartment, he said, making it difficult to breathe. The

children cried as the gas burned their eyes and throats.

He said the family could hear security forces outside shouting sexualized slurs at the residents through loudspeakers.

Then came an ominous threat, picked up in a [video](#) posted on social media.

"We will give our blood, we swear by God that if we have

to we will even behead our own wives and children," a voice said, in a chilling vow that the security forces would not relent in their crackdown.

Iran's military and judicial officials had warned in the preceding days that if people remained on the streets, the protests would be crushed with even more force. A video that surfaced on Tuesday night, shocking Iranians, showed se-

curity forces cornering a young man on a street in the working-class neighborhood of Naziabad in Tehran and throwing him to the ground as they beat and kick him. Then a bullet is fired and a motorcycle runs over the man.

Some residents in Shahrak Ekbatan, which has its own schools, clinics, shops and restaurants and a new mall and cinema, said it appeared that

their complex had been an early target of the authorities' tougher stance.

In a video on social media, a woman who is capturing the sound of explosions from her window on Sunday can be heard saying, "It's like a war zone." Another resident shooting a [video](#) of the tear gas attack shouted at the security forces, "Our turn will come too."

LE FIGARO

4/12/2022

La police des mœurs iranienne, une milice religieuse au service de l'intégrisme au pouvoir

Le procureur général de l'Iran, Mohammad Jafar Montazeri, a [annoncé samedi que la police des mœurs avait été supprimée par les autorités compétentes](#), selon l'agence de presse ISNA dimanche 4 décembre. « **La police des mœurs n'a rien à voir avec le pouvoir judiciaire, et elle a été abolie par ceux qui l'ont créée** », a-t-il affirmé samedi soir dans la ville sainte de Qom. Cette unité de police spécifique, dont le vrai nom est «**patrouille de la guidance islamique**», avait arrêté il y a trois mois la jeune Mahsa Amini, lui reprochant d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique. [La mort de cette Kurde iranienne de 22 ans](#), le 16 septembre, trois jours après son arrestation, a déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays.

La police des mœurs a été créée sous le président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, pour «**répandre la culture de la décence et du hijab**». Elle était formée d'hommes en uniforme vert et de femmes portant le tchador noir, qui couvre la tête et le haut du corps. Cette unité avait commencé ses patrouilles en 2006.

À lire aussi [Le régime iranien abolit sa police des mœurs](#)

Elle succédait en réalité à plusieurs décennies déjà de répression à l'égard des Iraniens qui ne respectent pas à la lettre les prescriptions légales décrétées par le pouvoir religieux en place depuis la révolution iranienne. Avant la création de la police des mœurs, plusieurs unités plus ou moins officielles faisaient déjà respecter ces lois (notamment celle de 1983 obligeant les femmes à porter le hijab). Ainsi tout au long de la décennie des années 80, le raidissement du contrôle des mœurs s'accompagne de la formation de groupuscules de femmes, voilées entièrement en noir, qui font respecter parfois violemment les règles islamiques : c'est «le voile ou la bastonnade».

Dans les années qui suivent sa création en 2005, la police des mœurs sanctionne les femmes qui ne portent pas le hijab, ou qui sont maquillées, portent des bijoux voyants... mais aussi les hommes qui portent par exemple un pantalon court ou trop serré. [Selon The Guardian](#), elle emploie environ 70.000 agents à travers le pays, auxquels viennent se greffer en 2016 environ 7000 indics, chargés de surveiller la population dans la rue et de dénoncer les passants aux tenues indécentes, [comme le rapporte Courrier international](#).

Une police marquée par les évolutions politiques au sommet du régime

Le rôle de la police des mœurs a évolué au fil des années, en fonction des assouplissements ou des resserrements décidés par la tête du régime. Sous le mandat du président modéré Hassan Rohani, on pouvait croiser des femmes en jeans serrés portant des voiles colorés. Mais en juillet, son successeur, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, a appelé à la mobilisation de «**toutes les institutions pour renforcer la loi sur le voile**», déclarant que «**les ennemis de l'Iran et de l'islam voulaient saper les valeurs culturelles et religieuses de la société en répandant la corruption**».

Depuis quelques années, les Iraniens ont pris l'habitude de télécharger des applications, [comme «Gershad»](#), qui avertissent de la présence de la patrouille pour tenter d'échapper à son contrôle.

À lire aussi [Iran : l'ambassadeur de France convoqué après une résolution critique du Parlement français](#)

Les femmes qui enfreignent le code vestimentaire de la République islamique risquaient d'être embarquées par cette unité, qui

travaille main dans la main avec la justice. La plupart du temps les femmes épinglées pour leur manquement aux bonnes mœurs échappent d'un simple avertissement ou d'une amende, mais chaque année plusieurs dizaines de milliers d'entre elles sont arrêtées, parfois poursuivies en justice.

Selon une enquête menée par [Amnesty International](#) et relayée par [Ouest France](#), «**plus de 2,9 millions de femmes iraniennes ont reçu un avertissement de la police pour non-respect du code vestimentaire islamique et 18.081 autres femmes ont été déférées aux autorités judiciaires pour être poursuivies et sanctionnées**» entre mars 2013 et mars 2014.

Le démantèlement annoncé de la police des mœurs ne laisse pour l'heure pas présager d'assouplissement des lois en vigueur, même si celles-ci vont être de nouveau étudiées par le régime de Téhéran. Les modalités concrètes de la suppression (qui n'a pour l'heure pas été confirmée par d'autres officiels iraniens) n'ont pas été détaillées.

À VOIR AUSSI - Iran: l'abolition de la police des mœurs est une «dupérie», pour ces femmes

L'inflation atteint 85,51% en octobre en Turquie

Ces chiffres officiels sont cependant contestés par des économistes indépendants qui affirment que la hausse des prix atteint 185% sur l'année.

L'inflation poursuit son envol en [Turquie](#) où elle a atteint son niveau record en 25 ans, à 85,5% sur un an au mois d'octobre, entretenue par la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation, selon les données officielles publiées jeudi. Le précédent record annuel d'inflation remonte à 1997 avec une hausse de 85,67% sur l'année.

Jeudi matin, la livre turque restait stable à l'annonce de ces nouveaux chiffres tant la hausse était attendue: la monnaie nationale a déjà perdu

plus de 28% face au dollar depuis le 1er janvier, après avoir fondu de 44% en 2021. Selon la Tuik (le bureau officiel des statistiques), les postes les plus impactés, car liés au prix de l'énergie, sont les transports, en hausse de 117% sur les douze derniers mois, l'alimentation (+99%) et le logement (+85%), ce qui rend la vie quotidienne particulièrement difficile pour les Turcs.

«Dieu merci, les roues de notre économie tournent»

Ces chiffres officiels sont cependant contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Nage) qui affirment que la hausse des prix atteint 185% sur l'année – dont 115% depuis le 1er janvier. Près de la moitié (48%) des salariés perçoit le

salaire minimum, qui s'élève à 5500 livres turques, soit moins de 300 dollars.

Malgré deux fortes hausses du salaire minimum cette année – +50% en janvier et +30% en juillet –, l'inflation est un sujet brûlant dans le pays à quelques mois de l'élection présidentielle prévue en juin 2023, à laquelle le président [Recep Tayyip Erdogan](#) sera candidat à sa succession. Or la politique monétaire du président encourage l'inflation. La Banque centrale a de nouveau abaissé en octobre, pour le troisième mois consécutif, son principal taux directeur de 12% à 10,5%.

À lire aussi [Turquie: à Istanbul, la mairie nourrit les victimes de l'inflation](#)

À rebours des théories économiques classiques, le président Erdogan affirme que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation. Le chef de l'État, qui dit privilégier la croissance et les exportations à la stabilité des prix, promet régulièrement que la Turquie «*surmontera*» le problème de l'inflation après le Nouvel an. Mercredi, le président s'est même félicité de la bonne santé de l'économie turque: «*Dieu merci, les roues de notre économie tournent. Notre modèle économique, que nous avons résumé comme étant la croissance par l'investissement, l'emploi, la production, l'exportation et l'excédent courant, porte ses fruits*».



Carlotta Morteo.
Correspondante à Stockholm,
05/11/2022

Turquie oblige, changement de ton en Suède au sujet des Kurdes

Stockholm devrait prendre ses distances avec l'YPG, milice kurde des Unités de protection du peuple en Syrie. Voilà ce qu'a déclaré le nouveau ministre des Affaires étrangères suédois ce samedi 5 novembre, avant la visite en Turquie, mardi, du Premier ministre Ulf Kristersson. Le geste est voué à amadouer Ankara, qui bloque depuis mi-mai l'entrée de la Suède dans l'Otan. La Turquie demande à la Suède l'extradition d'un certain nombre de personnes qu'elle considère comme terroristes et c'est toute la communauté kurde de Suède, forte de 150 000 per-

sonnes, qui se sent prise en otage. Reportage au centre culturel kurde de la capitale suédoise.

M. Bubbé accueille les visiteurs avec un thé. Au sol, un tapis du Rojhelat, le Kurdistan iranien, et sur les étagères, des livres kurdes, dont certains interdits en Turquie. Arrivé en Suède dans les années 1980, Kurdo Baksi est journaliste. «*J'ai vu la liste, les noms des 33 individus que la Turquie demande à la Suède d'extrader. Je les connais tous. Il y a dix Kurdes, 23 Turcs et quatre cas de figures : des militants poli-*

tiques de la cause kurde ; des gens liés à l'organisation Gülen ; des journalistes ; des membres de la gauche turque et quelques criminels bien réels. Cette liste, c'est comme le goulasch, la soupe hongroise, un mélange d'éléments différents mis ensemble, tous taxés de "terroristes". »

Trente-huit familles kurdes ont aussi vu tout d'un coup leur dossier de citoyenneté ou de permis de résidence suspendu.

«*Déçue* », Sabahat Karaduman,

dentiste d'origine kurde, estime que la Suède courbe l'échine face au chantage turc. «*La Suède devrait dire à la Turquie : "Arrêtez ! Nous avons notre définition du terrorisme et des droits de l'homme. Si ces gens sont considérés comme terroristes selon notre Constitution, alors nous ferons quelque chose."* »

Après avoir ré-autorisé les ventes d'armes à la Turquie, la Suède verbalise aujourd'hui sa prise de distance avec les Kurdes de Syrie. [ft.com](#)

Iran's protests fuel ethnic tensions

Hardline politicians fear lengthy unrest makes the country vulnerable to threats from separatists and Islamist insurgents

When Masoud Barzani, a former president of Iraq's Kurdistan province, offered his sympathy to the family of Mahsa Amini, an Iranian woman who died in custody after her alleged failure to observe the Islamic dress code, it sparked alarm at the heart of the Islamic republic.

Amini's death in September triggered some of the biggest and longest-lasting anti-regime demonstrations yet in Iran. Some of the most intense protests have been in the Kurdish region from which Amini hailed and which has seen widespread strikes.

Iran's hardline politicians fear lengthy unrest makes the country vulnerable to threats from ethnic separatists and Islamist insurgents.

"After Barzani's phone call [to Amini's family], the issue of protests [in Iran's Kurdistan] literally turned into a separatist movement," an unnamed senior intelligence official told the state-run Iran newspaper in October.

The Kurds are one of the world's largest stateless populations and are concentrated in an area straddling Turkey, Iraq, Iran and Syria. They have long complained of marginalisation and have a history of rebelling against central governments in pursuit of greater autonomy or secession. Iran's Kurds rose up against the newly fledged Islamic republic in 1979, demanding political autonomy, although they were suppressed.

In a sign of their concern, Iran's military in September fired ballistic missiles and armed drones at the bases of Iranian Kurdish dissidents in northern Iraq to foil what was seen as a fresh sep-

aratist threat. At least 13 people were killed in an attack that Washington condemned as a violation of Iraq's sovereignty.

In a statement last month that made clear their concern about separatist movements, Iran's intelligence services said US intelligence was fuelling ethnic and religious divides and collaborating with exiled Kurdish groups. "Such [exiled] groups are enemies of Iran's beloved, valiant ethnicity and are separatists who carry out missions given to them by the US and its abettors," the statement said, referring to the banned Democratic Party of Iranian Kurdistan.

The arrest of Kurdish politicians in Iran and the attack on Iraqi Kurdistan had "helped Iran's Kurdistan calm down", the unnamed senior intelligence official said.

The official anxiety speaks to concerns in Tehran about separatist tensions. Persians account for about half of Iran's population, analysts estimate, with Turks, Kurds, Arabs and Baluchi among the rest. Kurds and Baluchis are largely Sunni Muslims — a religious minority who believe they are discriminated against by Shia Muslim leaders in Iran.

In addition to the protests about Amini's death, demonstrations in the border province of Sistan-Baluchestan over the alleged rape of a teenage girl by a police officer have also shaken the regime. There was an "unprecedented" crackdown on Sunni Baluchis in the province's capital Zahedan in late September, according to the city's Friday prayer leader Molavi Abdul-Hamid. At least 82 people were killed in the "Bloody Friday" crackdown, Amnesty said.

Abdul-Hamid on Friday called for an "imminent referendum" on the constitution as the solution to resolve the current crisis rather than "imprisoning", "killing" and "beating up" people. Under Iran's constitution, the country is governed by a Shia leader.

"This nation has been in the field [protesting] for about 50 days now. You cannot push them back because they have seen blood and their dear ones have been killed," he told Sunni Muslim worshippers at Friday prayer. "Those who drafted this Constitution... were another generation. Today, there is a new generation... it's a different world." Abdul-Hamid has previously called for religious "freedom" and an end to "ethnic discrimination" in the country.

Brigadier General Ahmad Shafaei, a Revolutionary Guards commander based in the province, said Iran's enemies had targeted Zahedan as the first city to "fall" but that the elite force had foiled their efforts.

The guards have long boasted that they have maintained security in Iran despite turbulence elsewhere in the region. But adding to the sense of insecurity, a Sunni man affiliated to terror group Isis attacked a holy Shia site in the southern city of Shiraz last week, killing 13 pilgrims, according to domestic media.

Kurdish activists say their demands are no different from those of other protesters who have called for the regime in Tehran to be replaced by a secular, modern government.

It was Kurds, they say, who introduced the "Woman, Life, Freedom" slogan at Amini's funeral. It has since become a manifesto

for protesters in Iran and gained global attention. Protesters have shown solidarity with minorities, chanting slogans such as "From Kurdistan to Tehran, my life for Iran".

Ethnic minority areas are among the poorest in the country and have some of the highest jobless rates. Unemployment is 11.4 per cent in Sistan-Baluchestan and 10.2 per cent in Kurdistan, compared with an average of 8.9 per cent across Iran's 31 provinces.

While many families in Sistan-Baluchestan survive by smuggling fuel into Afghanistan, tens of thousands of young men in Kurdistan work as low-paid cross-border labourers, called **kolbars**. They cross rugged mountains carrying goods on their backs, including large items such as refrigerators, from the Iraqi border into Iran. Some have died at the hands of Iranian border guards, stirring anger among Kurds.

"The issue of **kolbars** keeps Kurds' demands alive on a daily basis," said the Kurdish activist.

By focusing on the separatist threat, say protesters, the regime is ignoring its own failures. "Kurdistan is not into separatist movements. Officials should be asked what they have done for Kurdistan," the activist said. "Kurdish youth are highly educated... but see no bright future and have no way into senior jobs in government. Such people... don't want to live in exile or in the mountains.

"Iran's Kurdistan is not strong enough to determine the future of the protests," the activist added. "But it was the first to start and perhaps will be the last to end them."

Au Kurdistan irakien, « nous sommes toutes Mahsa Amini »

Réfugiés au Kurdistan irakien, des activistes iraniens continuent de se battre pour les droits des femmes et des Kurdes opprimés par Téhéran. Avec une vigueur renouvelée depuis la mort de Mahsa Amini.

Erbil (Irak)
Correspondance particulière
en Irak

Ici, Mahsa Amini est présente dans tous les esprits. Décédée après son arrestation par la police des mœurs de Téhéran pour avoir mal porté son hidjab (voile islamique), l'étudiante iranienne de 22 ans, qui appartenait à la minorité kurde, est devenue une martyre pour la cause des femmes, mais aussi pour les Kurdes en Iran. De l'autre côté de la frontière, dans le Kurdistan irakien, ils sont nombreux à avoir quitté leur pays d'origine pour échapper à la censure, parfois à la prison, et à une vie souvent synonyme de rêves brisés.

L'activiste kurde iranienne Maysoon Majidi, 26 ans, avait ainsi été arrêtée et détenue durant vingt jours en 2017 pour avoir manifesté en faveur d'un référendum d'indépendance kurde en Irak. « On m'a arraché des confessions forcées, des choses que je n'avais pas faites, raconte-t-elle. En 2019, alors que j'allais obtenir mon diplôme à l'université, j'ai été menacée très sérieusement. J'ai reçu des centaines d'appels. On m'a fait comprendre que, pour mon bien, je devais partir. »

Après avoir rejoint brièvement les rangs des peshmergas (combattants kurdes) en Irak, Maysoon Majidi s'est installée à Erbil, où elle a fondé deux médias. L'un sur la culture kurde, AX TV, l'autre consacré à l'actualité en Iran, ACK News. Une manière, pour elle, d'essayer de contrer le discours de Téhéran. « Nous sommes toutes Mahsa Amini! assène-t-elle. Des femmes meurent chaque jour en Iran.

Manifestation devant le quartier général de l'ONU à Erbil en septembre. AZAD LASHKARI/REUTERS



Certaines sont violées et harcelées et personne ne les défend. » Elle ajoute, le ton grave: « L'Irak pratique toujours des tests de virginité avant le mariage. Certaines finissent par se suicider pour sauver leur honneur. Ces six derniers mois, neuf de mes amies se sont pendues... »

Un cousin de Mahsa Amini a lui aussi traversé la frontière. Ancien peshmerga du PAK (Parti de la liberté du Kurdistan), Erfan Mortezaei a connu la prison en Iran. Exilé en Irak, il s'est battu contre Daech mais aussi contre les milices pro-iraniennes dans les années 2010. En 2019, alors qu'il se rendait au chevet de sa mère mourante en Iran, il a été arrêté et détenu pendant deux ans dans les geôles du régime de Téhéran, où il affirme avoir été torturé.

Mahsa, il l'appelle « Jhina », de son prénom kurde qu'elle ne pouvait pas porter en Iran où

cette langue est interdite. « Ma cousine a été tuée pour rien, gronde-t-il. Je suis très en colère. Ma famille souffre, elle est sous la pression des autorités iraniennes. Pour le deuil des 40 jours, elles n'ont même pas laissé la famille se rendre sur sa tombe, dans sa ville natale de Saghez. Pire, elles ont menacé son frère d'arrestation. »

À 34 ans, Erfan assure ne plus se battre et s'occuper de la communication d'un parti politique kurde iranien séparatiste, le Komala communiste. Sa cousine Mahsa « n'était pas politisée, précise-t-il, elle voulait juste une vie normale. » Il ajoute: « Elle aimait la musique, l'art et la danse. Elle voulait être autonome sur le plan économique et venait d'ouvrir un magasin de vêtements pour femmes à Saghez. La République islamique ne l'a pas laissée accomplir ses rêves. » Ses rêves, Sarina Panahideh, actrice de

théâtre et performeuse, est venue les poursuivre à Erbil, il y a trois ans: « En Iran, je travaillais dans un théâtre. Mais nous avons toujours des problèmes avec la censure, simplement parce que vous ne dites pas ce qu'ils veulent entendre. »

Cette Kurde de 27 ans a été profondément touchée par la chanson Baraye de Shervin Hajipour. L'hymne repris à travers le monde dans toutes les manifestations de soutien aux protestations en Iran a valu à son auteur quelques jours de prison. Comme un pied de nez au régime de Téhéran, Sarina Panahideh a réalisé une vidéo sur cette chanson. On la voit danser librement dans les rues d'Erbil et de deux autres localités principales du Kurdistan irakien, à Dohouk et Souleymaniyé. Très partagée sur les réseaux sociaux, la vidéo cumule déjà plus d'une dizaine de millions de vues.

En Iran, l'impossible retour en arrière

RÉVOLUTION Plusieurs experts estiment que le régime est condamné car les manifestants demandent la chute de tout le système politique

Tous les marqueurs d'une révolution en marche sont désormais identifiables. Et le pouvoir en place à Téhéran peine à reprendre la main. Après sept semaines de contestations et malgré plus de 300 morts, dont 35 mineurs, et plus de 14 000 arrestations, la révolte ne faiblit pas. Le peuple iranien semble plus que jamais déterminé à vouloir se débarrasser d'un régime incarné par le Guide suprême, Ali Khamenei, et les Gardiens de la révolution.

Vendredi, le Guide, successeur de Khomeiny, le fondateur de la République islamique d'Iran, n'a pas hésité à respecter la tradition et fait défiler ses partisans afin de célébrer la prise de l'ambassade américaine en 1979. Totalement hermétique à ce qui se déroule en ce mo-

ment dans le pays. Le slogan « Mort à l'Amérique » est alors venu oblitérer pendant quelques heures celui que Khamenei doit sûrement entendre depuis plusieurs semaines, sous ses fenêtres : « Mort au Guide ! ». Pour Azadeh Kian, professeure à l'université Paris-Cité, Khamenei vit clairement dans un monde parallèle. « Nous sommes bien dans une révolution en cours, appuie-t-elle. Contrairement aux mouvements de 2009, c'est l'ensemble du système politique qui est rejeté par le peuple iranien. Ce régime n'est pas réformable de l'intérieur, les gens l'ont compris, ils en veulent un autre. »

Pour l'heure, les autorités n'apportent qu'une seule réponse à cette colère qui se manifeste jour et nuit sur tout le territoire

: une répression tous azimuts. Intenable sur le long terme pour Clément Therme, chargé de cours à l'université Paul-Valéry de Montpellier. « Le régime est condamné parce qu'il n'y a pas de solution à l'intérieur du cadre idéologique de la République islamique. Il ne peut renoncer à son identité qui repose sur un pilier idéologique majeur, le voile. »

Engagée par les femmes, après la mort de Mahsa Amini le 16 septembre peu après son arrestation par la police religieuse pour un voile mal porté, la gronde a pris de l'ampleur, touchant non seulement la capitale, Téhéran, mais aussi le reste du pays, et son objectif initial a depuis évolué. « On est passé d'une protestation de valeurs de bien-être, avec le droit des femmes à porter ou

non le voile, à un discours politique beaucoup plus large », poursuit Azadeh Kian.

Les vidéos qui sortent d'Iran malgré la censure montrent des actions de plus en plus audacieuses de la part des manifestants. Comme ces femmes qui brûlent leur hidjab mais lapident aussi des policiers dans une voiture, ou encore ce bas-sidji (milicien) lynché par la foule. Clément Therme, convaincu que le mouvement va se structurer politiquement dans les prochaines semaines, conclut : « La fuite en avant sécuritaire du pouvoir mobilise toute son énergie, ce qui l'empêche de régler les problèmes économiques de la population. Et ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'il n'y aura pas de retour en arrière possible. »

**SUD
OUEST**

SudOuest avec AFP
le 06/11/2022

Vidéo. Iran : le Kurdistan de Mahsa Amini s'enflamme, la police ouvre le feu sur la foule selon une ONG

Les manifestations ne faiblissent pas malgré la répression et ont gagné tout le pays. La tension s'est particulièrement renforcée à Marivan au Kurdistan, région d'origine de Mahsa Amini

De nouvelles manifestations ont eu lieu dimanche dans des universités en Iran et des régions kurdes du nord-ouest du pays, le mouvement de contestation contre le régime

ne montrant aucun signe de répit malgré la répression. Selon le groupe de défense des droits des Kurdes d'Iran Hengaw, basé en Norvège, les forces de sécurité ont ouvert le feu dimanche à Marivan, une ville du Kurdistan, blessant 35 personnes. Ce bilan n'a pas pu être confirmé dans l'immédiat.

Des manifestants s'étaient ras-

semblés après la mort à Téhéran d'une étudiante kurde originaire de Marivan, Nasrin Ghadri, qui, selon Hengaw, a succombé samedi après avoir été frappée à la tête par la police.

Colère au Kurdistan

Des images diffusées sur les réseaux sociaux les montraient jetant des pierres contre des bâtiments officiels, brûlant le

drapeau de la République islamique. Des habitants, y compris des femmes non voilées, défilaient dans les rues. Les autorités ont envoyé des renforts et des tirs étaient entendus dans la ville à la nuit tombée, a ajouté Hengaw.

La jeune fille a été enterrée à l'aube sans cérémonie sur l'insistance des autorités, qui craignaient des manifestations.



Marivan transformé en zone de guerre, selon les rares images qui peuvent sortir malgré le blocage d'internet par les autorités iraniennes. © Crédit photo : IranWire/Capture Youtube

La situation au Kurdistan est particulièrement tendue depuis la mort de Mahsa Amini, qui était originaire de la ville de Saqhez, située dans cette province.

Les femmes en première ligne

Les manifestations sont devenues la plus importante vague de contestation dans le pays depuis la Révolution islamique de 1979.

Au fil des jours, les manifestations pour la liberté des femmes se sont transformées en un mouvement dirigé contre

le régime islamique, gagnant les rues, les universités et même les écoles, malgré une répression féroce. Des femmes sont montées en première ligne, tête nue, brûlant leur voile.

La répression des manifestations a fait au moins 186 morts

depuis septembre, selon un bilan publié samedi par IHR. Selon ce groupe, 118 personnes ont aussi été tuées dans un autre mouvement de protestation à Zahedan, au Sistan-Baloutchistan, déclenché le 30 septembre après le viol supposé d'une jeune fille par un policier.

**TV5
MONDE**

06/11/2022
Avec l'AFP

Iran: nouvelles manifestations dans les universités et au Kurdistan

De nouvelles manifestations ont eu lieu dimanche dans des universités en Iran et des régions kurdes du nord-ouest du pays, le mouvement de contestation contre le régime ne montrant aucun signe de répit malgré la répression.

Les manifestations déclenchées par la mort de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini le 16 septembre, après son arrestation par la police des

moeurs, sont devenues la plus importante vague de contestation dans le pays depuis la Révolution islamique de 1979.

Au fil des jours, les manifestations pour la liberté des femmes se sont transformées en un mouvement dirigé contre le régime islamique, gagnant les rues, les universités et même les écoles, malgré une répression dont le bilan approche les 200 morts, selon le décompte d'une ONG basée

hors d'Iran.

Selon le groupe de défense des droits des Kurdes d'Iran Hengaw, basé en Norvège, les forces de sécurité ont ouvert le feu dimanche à Marivan, une ville du Kurdistan, blessant 35 personnes. Ce bilan n'a pas pu être confirmé dans l'immédiat.

Des manifestants s'étaient rassemblés après la mort à Téhéran d'une étudiante kurde originaire de Marivan, Nasrin

Ghadri, qui, selon Hengaw, a succombé samedi après avoir été frappée à la tête par la police.

- Tensions au Kurdistan -

Toujours selon Hengaw, la jeune fille a été enterrée à l'aube sans cérémonie sur l'insistance des autorités, qui craignaient des débordements.

Des images diffusées sur les réseaux sociaux montraient



Rassemblement de soutien aux manifestants en Iran, le 29 octobre 2022 à Athènes afp.com - Louisa GOULIAMAKI

des manifestants jetant des pierres contre des bâtiments officiels, brûlant le drapeau de la République islamique. Des habitants, y compris des femmes non voilées, défilaient dans les rues.

Les autorités ont envoyé des renforts et des tirs étaient entendus dans la ville à la nuit tombée, a ajouté Hengaw.

La situation au Kurdistan est particulièrement tendue depuis la mort de Masha Amini, qui était originaire de la ville de Saghaz, située dans cette province.

La jeune femme de 22 ans était morte trois jours après son arrestation à Téhéran, où elle était en visite, par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique, imposant aux femmes le port du voile en public.

Les universités sont devenues l'un des principaux foyers de la

contestation. Selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, des étudiants de l'université Sharif de Téhéran ont organisé des sit-ins dimanche en signe de soutien à d'autres étudiants arrêtés.

A l'université de Babol, dans le nord-est de l'Iran, des étudiants ont démonté des barrières qui, selon la loi, séparent hommes et femmes dans la cafeteria, a indiqué IHR.

La répression des manifestations a fait au moins 186 morts depuis septembre, selon un bilan publié samedi par IHR.

Selon ce groupe, 118 personnes ont aussi été tuées dans un autre mouvement de protestation à Zahedan, au Sistan-Baloutchistan, déclenché le 30 septembre après le viol supposé d'une jeune fille par un policier.

Cette région pauvre du sud-est de l'Iran est peuplée par la minorité baloutche, adhérant majoritairement à l'islam sunnite

et non au chiisme dominant en Iran, et se sentant victime de discrimination.

Lors d'une nouvelle flambée de violence dans cette province, les forces de sécurité ont tiré vendredi sur des manifestants à Khach, près de Zahedan, ont affirmé des ONG.

Dix personnes pourraient avoir été tuées et des dizaines d'autres avoir été blessées, d'après Amnesty International qui a accusé les forces de sécurité d'avoir tiré sur les manifestants depuis les toits.

IHR a chiffré à 16 le nombre de personnes tuées par balles à Khach après la prière du vendredi.

- "Davantage de violence" -

"Les Iraniens continuent à descendre dans les rues et sont plus déterminés que jamais à provoquer des changements fondamentaux", a affirmé le directeur de cette ONG, Mahmood Amiry-Moghaddam. "La

réponse de la République islamique est davantage de violence", a-t-il ajouté.

Des milliers de personnes ont été arrêtées à travers l'Iran depuis le début du mouvement, dont des journalistes, des avocats, des militants et des célébrités, d'après des ONG.

Selon IHR, des "dizaines" de manifestants arrêtés ont été inculpés de crimes passibles de la peine de mort.

Le sort de Hossein Ronaghi, un militant pour la liberté d'expression et collaborateur du Wall Street Journal, arrêté en septembre, suscite notamment l'inquiétude, sa famille ayant annoncé qu'il observait une grève de la faim à la prison d'Evine à Téhéran.

Le père du militant, Ahmad, se trouvait en soins intensifs après avoir subi une crise cardiaque lors d'une veillée près de la prison, a annoncé sur Twitter le frère d'Hossein Ronaghi, Hassan.

franceinfo: 7/11/2022

En Turquie, malgré l'autorisation légale, les femmes ne peuvent quasiment plus avorter gratuitement

L'avortement est légal en Turquie depuis 1983, et toute femme peut le demander sans avoir à se justifier, jusqu'à 10 semaines de grossesse. En théorie, toujours, la femme a le choix : hôpital public, hôpital privé ou cabinet privé, du moment que l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) est pratiquée par un médecin spécialisé. Or, les ONG de [défense des droits des femmes](#) ont noté un tournant depuis un [discours de Recep Tayyip Erdoğan en mai 2012](#), une époque où le président était encore Premier ministre : **"Nous préparons une loi sur l'avortement"**, annonçait le chef du gouvernement.

"Certains nous disent : 'Une femme peut avorter si elle le veut, c'est son droit'. Non, c'est un meurtre !"

Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre, en mai 2012, à franceinfo

Face à la mobilisation du mouvement féministe à l'époque, le gouvernement avait dû renoncer à passer par la loi. Mais peu à peu, s'est mise en place une interdiction informelle dans les hôpitaux publics. En 2020, seule une dizaine d'entre eux pratiquaient encore l'IVG, selon une étude de l'université Kadir Has. À Istanbul, une ville de 16 millions d'habitants, un seul hôpital public accepte encore d'interrompre les grossesses non désirées.



En 2012, un projet de loi voulant interdire l'IVG, émanant de Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre, avait provoqué la colère des femmes Turques. (ADEM ALTAN / AFP)

Aucune directive écrite n'a pourtant été envoyée.

Si la loi n'a pas changé, les médecins qui refusent un avortement ne risquent en revanche aucune sanction. **"Dans certains hôpitaux, l'IVG n'est pas pratiquée sur décision du médecin chef. Dans d'autres, c'est plutôt une pression diffuse où les médecins se disent 'si personne ne le fait, je ne le ferai pas'. Dans d'autres encore, certains seraient prêts à le faire, mais l'équipe médicale s'y refuse**, explique la gynécologue Irmak Saraç, membre dirigeante de l'Union des médecins turcs (TTB). **Résultat : il est devenu très difficile d'accéder gratuitement à l'avortement"**.

La contraception également rendue compliquée

Les hôpitaux ou cabinets privés sont désormais à peu près les seuls recours pour avorter. Mais qui dit privé, dit cher, et Irmak Saraç s'inquiète pour celles qui n'en ont pas les moyens : **"On sait qu'empêcher les IVG ne diminue pas le nombre d'IVG pratiquées dans un pays. Par contre, cela multiplie le nombre d'IVG pratiquées dans de mauvaises conditions, par des personnes pas forcément qualifiées, dans des endroits pas forcément adaptés, plaide-t-elle. On sait aussi qu'il existe un produit, le Cytotec, qui permet de pratiquer des IVG médicamenteuses. Comme on ne peut pas l'acheter en pharmacie car il n'est fourni qu'à**

l'hôpital, certaines femmes se le procurent sur le marché noir. C'est moins risqué que les aiguilles à tricoter d'autrefois, mais il reste que tout avortement pratiqué dans un cadre non contrôlé augmente les risques pour les femmes, risque de complications, de blessure, d'hémorragie, de séquelles, voire de mort".

Et il n'y a pas que l'avortement. L'accès à la contraception est aussi devenu de plus en plus compliqué dans la Turquie de Tayyip Erdoğan, au nom d'une politique nataliste qui ne semble pourtant pas très efficace : l'indice de fécondité des Turques était de 1,7 enfant par femme l'an dernier, contre 2,4 il y a 20 ans.



November 7, 2022

Kurdistan protests

Hengaw's report No. 10 regarding the death of 61 and injury of over 5000 Kurdish citizens

During the 50 days of protests and resistance in Kurdistan (Iran) which took place in 38 cities, at least 61 Kurdish citizens have been killed and more than 5,000 are injured by the direct fire from the repressive Iranian government forces.

Based on the statistics registered in the Statistics and Documents Center of the Hengaw Human Rights Organization, out of a total of 61 citizens who were killed in the recent protests, 51 cases equal to 83.6% of the total cases were killed by direct fire from the Iranian government forces.

It should be noted that Hengaw no longer uses the term "security forces" regarding agents of the Islamic Republic of Iran, which is totally against people's security and will use the alternative term "government forces" in all its reports.

Thematic separation according to how the protestors were killed:

- Direct fire from the government forces:
51 cases equivalent to 83.6% of the total cases

- **Death under torture:**
5 cases equivalent to 8.1% of total cases

- **Death by baton strikes:**
4 cases equivalent to 6.6% of the total cases

- **Death due to suffocation with tear gas:**
1 case equivalent to 1.7% of the total cases

Among the killed Kurdish citizens, 53 people were killed in

the cities of Kurdistan and 8 others were killed in other cities across.

Out of a total of 61 people killed, 8 were women and 11 were children.

* The term "child" refers to all people under the age of 18, who are considered children according to international laws and documents on children's rights.

-Information and identities of the victims by separation of the cities:

Sanandaj:

- 1- Dariush Alizadeh
- 2- Peyman Menbari
- 3- Mohammad Amini
- 4- Yahya Rahimi
- 5- Aziz Moradi
- 6- Ramin Fatehi
- 7- Mohammad Shariati (from Muchesh)
- 8- Keyvan Darvishi
- 9- Mohammad Lotfalahi
- 10- Sarina Saedi (16 years old)
- 11- Ibrahim Mirzaei (from Dehgolan)
- 12- Momen Zandkarimi

Kermanshah:

- 1- Mino Majidi (from Qasr Shirin)
- 2- Reza Shahparnia
- 3- Amir Hossein Basaty, 15 years old
- 4- Armin Sayadi, 18 years old
- 5- Sina Naderi
- 6- Ramin Karmi (from Sarpol-e-Zahab)

Mahabad:

- 1- Ismail Moloudi
- 2- Kobra Sheikh Saqqa
- 3- Zaniar AbuBakri
- 4- Shahu Khezri
- 5- Fereshte Ahmadi (from Sardasht)
- 6- Masoud Ahmadzadeh

Oshnoviyeh:

- 1- Amin Marafet, 16 years old
- 2- Milan Haqiqi
- 3- Sadruddin Litani
- 4- Abdulsalam Ghader Galwan
- 5- Saman Qaderpour

Urmia:

- 1- Farjad Darvishi
- 2- Abdullah Mohammadpour, 16 years old
- 3- Danesh Rahnama
- 4- Nima Shafiqdoost (from Selmas)
- 5- Nasim Sediqi (from Shahindej)

Islamabad-e Gharb:

- 1- Saeed Mohammadi
- 2- Amir Fuladi, 16 years old
- 3- Iman Mohammadi

Piranshahr:

- 1- Zakaria Khayal, 16 years old,
- 2- Samad Barginia,
- 3- Kumar Darfatadeh, 16 years old

Banes:

- 1- Motaleb Saeed Pirou
- 2- Fereydun Faraji
- 3- The Dastab Rasoul Muhammad Agha (from the Kurdistan region of Iraq)

Sonqor and Kalyaei:

- 1- Alireza Fathi
- 2- Rouzbeh Khademian
- 3- Mohammad Zarei

Quchan:

- 1- Ali Mozafari Salanqoch, 17 years old
- 2- Mehdi Babrnejad

Divandreh:

- 1- Fawad Qadimi
- 2- Mohsen Mohammadi

Saqqez:

- 1- Fereydoun Mahmoudi
- 2- Ismail Dezwar

Ilam:

- 1- Mohsen Qeysari
- 2- Mohammad Abdullahi

Marivan:

- 1- Mukhtar Ahmadi
- 2- Nasrin Ghaderi

Dehgolan:

- 1- Reza Lotfi

Salas-e Babajani:

- 1- Arian Moridi

Bukan:

- 1- Kamal Faqih

Qorveh:

- 1- Nagin Abdul Maliki

Qasr-e Shirin:

- 1- Afshin Asham

Separation of the victims by province:

Kurdistan Province: 21 killed

Sanandaj: 12 cases,
Baneh: 3 cases,
Diwandarreh: 2 cases,
Saqqez: 2 cases,
Marivan: 1 case,
Dehgolan: 1 case

West Azarbaijan Province (Urmia): 19 killed

Mahabad: 6 cases,
Urmia: 5 cases,
Oshnaviyeh: 4 cases,
Piranshahr: 3 cases,
Bukan: 1 case,

Kermanshah Province: 11 killed

Kermanshah: 6 cases,
Islamabad-e-Gharb: 3 cases,
Qasr-e Shirin: 1 case,
Salas Babajani: 1 case,
Ilam Province: 2 killed

Ilam: 2 cases

Kurdish citizens killed in other cities: 8 cases

Quchan: 2 cases,
Tehran: 3 cases,
Hamadan: 1 case,
Qazvin: 1 case,
Karaj: 1 case

Information on the arrested citizens:

After 50 days of protests, more than 4,000 Kurdish citizens have been arrested and kidnapped by Iranian security

agencies, and in the current situation, Hengaw has been able to verify the identity of 940 of them. Out of these 942 people, 133 are women and 79 are children.

It needs to be clarified, based on the final investigation, Hengaw confirms that the detainees are systematically subjected to physical and mental torture.

In this regard, at least five of these detainees have died under torture in the cities of Urmia, Saqqez, Ilam, Sanandaj, and Tehran.

The situation of the injured citizens:

During the protests, it is estimated that around 5,000 Kurdish citizens have been injured by direct fire from the Iranian government forces, 20 of whom have been reported to be severe.

Hengaw's legal team, which is in charge of investigating and verifying the received reports, emphasizes that the available statistics only include those cases that Hengaw has been able to somehow communicate

and confirm with the families of the killed, detained, and injured or people close to them, and also based on the available information and images.

But Hengaw believes the number might increase if the Internet connection gets back to normal and also if the families decide to share the information with the media.

The report will be updated as the investigation by Hengaw's legal team continue.



Ayça Söylemez
İstanbul - BIA News Desk
08 November 2022

ECtHR: Arrest of 13 HDP deputies was 'politically motivated'

The European Court of Human Rights (ECtHR) has announced its judgment about the arrest of 13 Peoples' Democratic Party (HDP) deputies.

The MPs were arrested unfairly, their arrests were continued unjustly, and their freedom of expression and right to elect and be elected were violated, the court ruled today (October 8).

Also, the court concluded, similarly to the decision about former HDP Co-Chair Selahattin Demirtaş, that the arrests were politically motivated, which violated article 18 of the ECHR.

The decision concerns the following politicians: Figen Yüksekdağ, İdris Baluken, Besime Konca, Abdullah Zeydan, Nihat Akdoğan, Selma İrmak, Ferhat Encü, Gülser Yıldırım, Nursel Aydoğan, Çağlar Demi-

rel, Ayhan Bilgen, Burcu Çelik ve Leyla Birlık.

All the politicians were elected in the November 2015 parliamentary elections. Twelve of them were arrested on November 4, 2016, and one was arrested in 2017.

"They should be released immediately"

The decision means the MPs were arrested with political motives in line with the government's instructions, lawyer Ramazan Demir told bianet.

After the decisions about Demirtaş and Osman Kavala, the European court ruled for the third time that Türkiye violated article 18 of the convention, he noted.

"With this verdict of the ECtHR, the operation on November 4, 2016, has collapsed, and it has

been legally demonstrated that it was carried out for political purposes. In the verdict, it is stated that all the statements of the politicians that were the subject of charges were within the scope of freedom of expression.

Türkiye has the right to appeal today's decision, he said, however, adding, "Even if the file is brought to the ECtHR Grand Chamber, the court had determined all the principles in its Demirtaş decision. For this reason, there will be no change in the decision."

Following this decision, all MPs on trial should be released and the charges against them should be dropped, he noted.

Also, some of the politicians' statements that were the subject of charges were also included in the Kobani trial, thus, charges should be dropped in

that case as well, he added.

Right to election was violated

The politicians had applied to the ECtHR on the grounds that they had been arrested because of their political statements after their appeals were rejected by domestic courts.

In their applications, they said they had been arrested without reasonable suspicion and despite being members of the parliament.

The ECtHR ruled that the politicians' freedom of expression was violated as per article 10 of the convention.

It also ruled that Türkiye violated the principle of a lawful arrest, trial within a reasonable time and the right to access the case file as per article 5 of the ECHR. (AS/VK)

Turquie : nouvelles arrestations parmi les partisans du prédicateur Gülen

Les autorités turques ont annoncé mardi 8 novembre l'arrestation de 27 personnes, dont des militaires précédemment limogés, soupçonnées de liens avec le prédicateur Fethullah Gülen, bête noire du président Recep Tayyip Erdogan qui l'accuse d'avoir orchestré une tentative de putsch en 2016.

Ces 27 personnes, dont un général et deux officiers de l'armée déjà victimes des purges qui ont suivi le coup d'État raté, ont été interpellées à Ankara et à Istanbul et sept autres per-

sonnes sont encore recherchées, a rapporté l'agence officielle Anadolu.

« Organisation terroriste »

L'opération, menée dans cinq provinces turques, vise au sein de l'armée et de la justice des proches ou sympathisants de « *l'organisation terroriste Fetö* », acronyme utilisé par le régime pour désigner le mouvement güleniste.

Un précédent coup de filet en octobre avait conduit à l'arrestation de plus de 700 per-

sonnes soupçonnées de participer aux activités financières du mouvement. Autrefois allié précieux de Recep Tayyip Erdogan, Fethullah Gülen --installé aux États-Unis depuis plus de 20 ans-- a été accusé par les autorités turques d'avoir propagé des accusations de corruption à l'encontre du gouvernement en décembre 2013, quand Recep Tayyip Erdogan était encore Premier ministre.

Le prédicateur, âgé de 81 ans, est considéré par le président Erdogan comme l'instigateur

de la tentative de coup d'État de juillet 2016. Depuis lors, Les autorités turques ont procédé à plus de 300.000 arrestations, en particulier dans les rangs de la police, de la justice et de l'armée et parmi les intellectuels et les journalistes.

La Turquie exige de la Suède et de la Finlande l'extradition de militants gülenistes vivant sur leur sol, en faisant une condition à la ratification par le Parlement turc de l'adhésion des deux pays nordiques à l'Otan.

Syrie : la spirale de la violence et de la peur dans le camp de détention d'Al-Hol

L'ONG française Médecins sans frontières publie un rapport sur cette zone de non-droit, en proie à une criminalité croissante, à laquelle les gardes kurdes réagissent par un recours excessif à la force et à des arrestations arbitraires.

Entre l'extrême violence des groupes armés et des cellules de l'organisation Etat islamique (EI) et les mesures de sécurité de plus en plus dures mises en place en réaction par les forces kurdes, les résidents du camp de détention d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, vivent dans un climat de peur permanente, sans protection. Dans un rapport intitulé « *Entre deux feux. Danger et désespoir dans le camp d'Al-Hol en Syrie* », Médecins sans frontières

(MSF), l'une des rares organisations à intervenir dans ce camp depuis janvier 2019, décrit, au travers de témoignages, cette zone de non-droit où plus de 57 000 personnes, dont deux tiers d'enfants, sont détenues arbitrairement dans des conditions inhumaines et traumatiques.

« *Al-Hol est de fait une énorme prison à ciel ouvert, dont la majorité des détenus sont des enfants, souvent nés dans le camp, privés de leur en-*

fance et condamnés à être exposés à la violence et l'exploitation, avec un accès aux soins limité, sans éducation et sans espoir », décrit Martine Flokstra, responsable des opérations MSF en Syrie. Plus de la moitié des occupants du camp ont moins de 12 ans, les deux tiers sont des mineurs. En 2021, soixante-dix-neuf enfants sont morts à Al-Hol. Certains ont été écrasés par des camions-citernes, d'autres tués dans des incendies ou noyés dans des

tranchées. Certains auraient pu être sauvés si leur transfert à l'hôpital avait été autorisé à temps par les autorités du camp.

Restrictions supplémentaires

Depuis l'ouverture d'Al-Hol, en avril 2016, pour accueillir les populations déplacées par le conflit avec l'EI, les conditions de vie dans le camp se sont nettement détériorées. De refuge humanitaire Al-Hol s'est transformé en camp de dé-

tention après [la chute de Baghouz, le dernier bastion de l'EI en Syrie, en mars 2019](#). Le camp comptait alors 73 000 résidents, dont 30 000 Irakiens, 22 000 Syriens et 11 000 ressortissants de soixante nationalités différentes. Dans les sections réservées aux Syriens et aux Irakiens, les familles déplacées par la guerre contre l'EI ont été mélangées aux familles de djihadistes. Les familles de djihadistes étrangers ont été placées dans une section sécurisée appelée l'« Annexe ».

Cette détention arbitraire, hors de tout cadre légal, a été justifiée au nom de la lutte contre l'Etat islamique, et sa mise en œuvre a été confiée par la coalition internationale anti-EI aux Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde). Or ces dernières ne disposent pas de moyens suffisants pour gérer la population du camp dans le respect du droit international. **« Les membres de la coalition internationale contre l'Etat Islamique et les pays dont les ressortissants sont détenus à Al-Hol et dans d'autres centres de détention du nord-est de la Syrie ont failli à leurs obligations »**, déplore Martine Flokstra.

La violence et la criminalité prospèrent à Al-Hol, mettant en danger les humanitaires. La multiplication des incidents sécuritaires a conduit les gardes kurdes à imposer des restrictions supplémentaires. **« Ce qui empire c'est la réponse extrêmement sécuritaire à la violence dans le camp »**, souligne Sophie Dés-

oulières, directrice des affaires humanitaires et de la communication chez MSF.

En 2021, 85 meurtres et 30 tentatives de meurtre ont été enregistrés, soit près de 38 % des décès au sein du camp. Entre janvier et août 2022, 34 meurtres ont été perpétrés

Un résident témoigne ainsi avoir le sentiment d'être **« pris entre deux feux : les forces de sécurité et les extrémistes »**. En 2021, 85 meurtres et 30 tentatives de meurtre ont été enregistrés, soit près de 38 % des décès au sein du camp. Entre janvier et août 2022, 34 meurtres ont été perpétrés. Certains sont des assassinats ciblés contre des personnes suspectées d'espionner pour le compte des gardes kurdes, d'autres sont liés à des affaires d'extorsion d'argent ou de prostitution, et d'autres encore sont des châtiments imposés par les cellules djihadistes à des fins de contrôle social.

Les habitants du camp n'ont d'autre choix que de se plier au diktat des groupes armés, sous peine d'être tués. Les forces kurdes enquêtent rarement sur ces crimes et les résidents qui témoignent risquent d'être accusés d'espionnage par les groupes criminels. **« Vous pouvez seulement quitter le camp, mais seuls ceux qui ont de l'argent peuvent partir »**, dit un occupant. A défaut de dispositifs de protection efficaces à l'intérieur du camp, ou par le biais d'organismes tels que les Nations unies, la seule option est souvent l'évasion par le biais de

contrebandiers, qui exploitent la détresse des résidents pour leur extorquer de l'argent.

Viols et disparitions

Selon les témoignages, les gardes kurdes réagissent parfois aux incidents sécuritaires par le recours excessif à la force et aux arrestations arbitraires. Celles-ci sont aussi monnaie courante contre les personnes qui font de la contrebande ou cherchent à s'échapper. Des résidents ont raconté avoir été témoins en détention de violences physiques et verbales, de viols, ainsi que de placements à l'isolement pour de longues périodes, en plus du refus d'accès aux soins. Des disparitions ont également été signalées durant la détention.

Les restrictions imposées aux occupants de l'« Annexe » sont plus grandes encore. Ils ne peuvent accéder à la zone des services qu'avec l'accord des gardes kurdes. Les téléphones sont interdits. Des raids sont souvent menés, la nuit, par les gardes qui confisquent bijoux, nourriture et argent. Les garçons de plus de 11 ans sont séparés de force de leurs familles. **« Il y a des indications selon lesquelles ces enfants sont transférés dans le système carcéral ou dans des centres de réhabilitation »**, indique MSF.

Lire aussi : [Le camp d'Al-Hol, où sont retenues les familles de djihadistes de l'EI, devient un « minicalifat »](#)

De nombreux parents s'inquiètent de la santé mentale de leurs enfants, qui

développent des mécanismes d'adaptation, tels que le recours à la violence et à l'agression. Ils se sentent incapables de les protéger des agressions physiques et sexuelles dans le camp, des risques de détention arbitraire et de l'influence des groupes armés. **« Il n'y a pas d'avenir pour les enfants. Il n'y a pas d'écoles.(...) On ne peut pas les surveiller toute la journée, ils quittent la tente et sont juste dehors dans les ruelles »** du camp, témoigne un résident, qui partage la crainte de voir grandir une génération perdue.

Depuis octobre 2020, seulement quelque 1 300 familles ont quitté le camp. Celles de djihadistes européens ont été transférées à l'été 2020 dans le camp ultrasécurisé de Roj, à quelque 90 kilomètres d'Al-Hol. Les rapatriements se font au compte-gouttes. Pour les Syriens, les procédures de sortie sont souvent opaques et entachées de corruption. **« Nous appelons à la fermeture du camp d'Al-Hol, au rapatriement des non-Syriens et au retour volontaire des Syriens. D'ici là, il faut mettre en œuvre des mesures qui ne soient pas seulement carcérales : faciliter l'accès à la santé et à l'éducation et mettre fin à toutes les pratiques illégales, comme la séparation des enfants de leurs mères »**, préconise Sophie Désoulières.

Lire aussi [A Roj, en Syrie, dans le camp des orphelins français : « La France, elle ne veut pas nous prendre ? »](#)

L'Iran accusé d'avoir pendu un condamné à mort qui était déjà décédé

Selon l'ONG Iran Human Rights, des agents pénitentiaires ont procédé à la pendaison d'un homme condamné à mort, qui était déjà décédé. Téhéran garde le silence.

Un homme condamné à mort pour des infractions à la législation sur les stupéfiants a été pendu en Iran alors qu'il avait été préalablement tué par des agents pénitentiaires, a indiqué une ONG lundi 7 novembre 2022.

L'homme, nommé Nematullah Barahui, devait être pendu dimanche avec un autre homme également condamné pour des infractions à la législation sur les stupéfiants dans la prison de Zahedan, située au Sistan-Baloutchistan, une province du Sud-Est, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège.

Mais alors qu'il avait été tué lors d'une altercation avec les

gardiens de la prison, il a quand même été pendu pour éviter tout problème à ces derniers, a poursuivi l'IHR.

Frappé au cou par les agents pénitentiaires

D'après le site d'information **Hal Vash**, qui suit les événements au Sistan-Baloutchistan et dans la minorité sunnite d'Iran, le condamné, réveillé aux aurores dimanche pour être exécuté, a résisté face aux agents pénitentiaires, qui l'ont frappé au cou « avec un objet tranchant ».

Il avait trois filles, mais sa famille n'avait pas pu le rencontrer depuis plusieurs années, selon **Hal Vash**.

Les autorités iraniennes n'ont pas confirmé l'information et l'exécution n'a pas été rapportée par les médias iraniens, comme c'est habituellement le cas pour les pendaisons dans le pays.

L'Iran exécute en masse

Au moins 462 personnes ont été exécutées cette année en Iran, le deuxième pays au monde en terme d'application de la peine capitale derrière la Chine, selon l'IHR.

Des représentants de la minorité baloutche, sunnite, et des ONG dénoncent depuis longtemps le nombre disproportionné d'exécutions de membres de cette ethnie par

ailleurs largement discriminée.

La province a été l'un des points chauds des manifestations qui secouent l'Iran depuis plus d'un mois. D'après l'IHR, plus de cent personnes ont été tuées par les forces de sécurité au Sistan-Baloutchistan depuis le 30 septembre.

Fin juillet, Amnesty international et une autre ONG ont dénoncé la « frénésie d'exécutions » de Téhéran.

« L'appareil d'État procède à des homicides à grande échelle à travers le pays dans le cadre d'une odieuse offensive contre le droit à la vie », ont-elles déploré.

Turquie : 9 Syriens, dont huit enfants, tués dans un incendie

Neuf Syriens, dont huit enfants, sont morts dans la nuit de mardi à mercredi 9 novembre à Bursa, grande ville du nord-ouest de la Turquie, après qu'un incendie s'est déclaré dans leur appartement, ont annoncé les autorités locales.

« Il y a neuf corps à l'intérieur. Huit d'entre eux sont ceux d'enfants », a déclaré le gouverneur de la province de

Bursa, Yakup Canbolat, cité par l'agence de presse officielle Anadolu. Yakup Canbolat a précisé que les neuf victimes étaient syriennes.

Le feu probablement causé par un poêle à bois

Selon les médias turcs, les victimes sont une mère, ses six enfants âgés de 1 à 10 ans et deux neveux de 11 et 12 ans. Le père, qui regagnait son do-

micile au moment de l'incendie après avoir assisté à des funérailles à Istanbul, a été intoxiqué par la fumée en tentant de sauver les siens, a rapporté Anadolu.

Le maire de la ville, Alinur Aktas, a précisé dans un tweet que l'incendie, qui s'est déclaré peu avant minuit, avait probablement été causé par un poêle à bois qui se trouvait dans l'appartement où la fa-

mille, réfugiée en Turquie depuis 2017, avait élu domicile il y a un mois et demi. Des photos publiées par Alinur Aktas montrent un immeuble de trois étages à la façade noircie et cerné de pompiers et secouristes.

Au moins 3,7 millions de réfugiés syriens vivent officiellement en Turquie, arrivés pour la plupart depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Iran : exécution de deux hommes accusés d'avoir tué quatre policiers en 2016

Deux hommes ont été exécutés mardi 8 novembre dans le sud-est de l'Iran après avoir été reconnus coupables du meurtre de quatre policiers en 2016 dans une région du pays récemment touchée par une vague de violence, a annoncé l'organe du pouvoir judiciaire.

«**Deux membres du groupe terroriste Jaish al-Adl** (»l'armée de la justice«), **Rashid Baloutch et Eshaq Askani, ont été exécutés hier (mardi) dans la prison de Zahedan**», a indiqué Mizan Online.

«Martyre»

Le groupe a été formé en 2012 par d'anciens membres d'une organisation extrémiste sunnite ayant mené une rébellion sanglante dans la province du Sis-

tan-Baloutchistan. La justice a accusé les deux hommes d'avoir «**causé le martyre de quatre gardes-frontières et blessé plusieurs agents de police en 2016**» au Sistan-Baloutchistan, selon le texte.

La ville de Zahedan, chef-lieu de la province, a été touchée par des violences le 30 septembre ayant fait des dizaines de morts, dont six membres des forces de sécurité selon les autorités. Les autorités avaient d'abord parlé d'affrontements entre forces de l'ordre et des «**terroristes**» à Zahedan, précisant que trois commissariats avaient été attaqués. Et d'après des médias locaux, le groupe Jaish al-Adl avait revendiqué une attaque contre un commissariat.

L'une des régions les plus pauvres d'Iran

Mais un influent leader de la minorité musulmane sunnite au Sistan-Baloutchistan, le religieux Molavi Abdol Hamid, avait rejeté «**toute implication de Jaish al-Adl ou de tout autre groupe**» dans les violences à Zahedan. Après une enquête menée à la demande du président iranien Ebrahim Raïssi, les autorités ont limogé deux hauts responsables de la sécurité de la région, dont le chef de la police de Zahedan.

Situé à proximité de la frontière avec l'Afghanistan et le Pakistan, le Sistan-Baloutchistan est l'une des régions les plus pauvres d'Iran et abrite la minorité baloutche, qui adhère majoritairement à l'islam sunnite et non au chiisme dominant en Iran.

À lire aussi [Iran: face à la révolte, le régime choisit la fuite en avant](#)

Selon les organisations de défense des droits humains, l'Iran est parmi les pays qui exécutent le plus de prisonniers au monde, après la Chine.

Les violences à Zahedan sont survenues au moment où l'Iran est le théâtre de manifestations depuis le décès le 16 septembre d'une jeune Kurde iranienne de 22 ans après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique pour les femmes, contraintes de se couvrir les cheveux en public.

Le président turc Erdogan repousse une nouvelle fois la ratification des candidatures de la Suède et de la Finlande à l'OTAN

En déplacement à Ankara, mardi, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a donné des gages au président turc. Mais pas suffisamment, selon certains responsables.

Selon un vieux proverbe turc, seul « **le derviche qui attend atteint son désir** ». C'est là un conseil que Recep Tayyip Erdogan a dû méditer ces derniers jours, non sans un certain plaisir. Après plus de six mois de tractations, de visites et de conciliabules, le président turc

a une nouvelle fois repoussé, mardi 8 novembre, la ratification des candidatures suédoise et finlandaise à l'OTAN. Après s'être entretenu avec le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, lequel a fait tout exprès le déplacement jusqu'à Ankara pour plaider le dossier

de son pays, le chef de l'Etat turc a renvoyé les discussions à une énième « **réunion conjointe à la fin du mois à Stockholm** » – où, a-t-il ajouté, sans préciser de date, « **nous espérons avoir une conclusion plus positive** », tout en assurant « **souhaiter sincère-**

ment l'adhésion de la Suède » à l'Alliance atlantique.

A la question d'un journaliste suédois, le président a lâché, sous une forme étonnamment révélatrice : « **Nous avons devant nous encore du temps, jusqu'en juillet** » – une référé-

rence directe aux élections présidentielle et législatives turques, prévues en juin 2023, comme il l'a précisé lui-même à deux reprises. Un peu plus tôt dans la journée, le président de l'Assemblée nationale, Mustafa Sentop, avait déjà douché tout espoir de progrès immédiat en annonçant, au côté du dirigeant suédois, que son pays avait encore « **de nombreuses mesures concrètes à prendre** » avant d'obtenir l'approbation de l'exécutif et des députés turcs.

De son côté, le chef du gouvernement suédois a promis de répondre aux demandes et inquiétudes exprimées par Ankara. « **Nous comprenons la responsabilité qu'une adhésion à l'OTAN implique pour nous** », a affirmé M. Kristersson devant la presse, assurant que son pays « **respectera[it] toutes ses obligations face à la Turquie dans la lutte contre la menace terroriste** ». La Suède « **a déjà fait beaucoup pour mettre en place le mémorandum** » d'accord signé à Madrid fin juin, a-t-il ajouté – une allusion au durcissement, dès la semaine prochaine, des lois antiterroristes en Suède, qui laisse augurer un changement d'attitude envers certains groupes d'exilés.

Lire aussi : [En Suède, les opposants turcs, monnaie d'échange dans les tractations sur l'adhésion à l'OTAN](#)

Officiellement, les autorités turques reprochent à la Suède – et, dans une moindre mesure, à la Finlande – d'avoir trop longtemps ignoré, ou de ne pas avoir pris assez au sérieux, leurs préoccupations en matière de sécurité. Deux exigences sont formulées. Stockholm et Helsinki doivent

d'abord cesser de défendre les militants kurdes réfugiés sur leurs territoires. Du point de vue turc, ceux-ci sont affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan, classé comme organisation terroriste par l'Union européenne et par les Etats-Unis, au Parti de l'union démocratique kurde en Syrie ou à sa branche armée, les Unités de protection du peuple, qu'Ankara aimerait également voir classés comme terroristes. Aux militants kurdes, le gouvernement turc a adjoint les membres en exil du mouvement du prédicateur sunnite Fethullah Gülen (FETÖ), l'ancien allié devenu la bête noire d'Erdogan et tenu pour responsable de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

Impatience d'Ankara

Si la Turquie entretient un certain flou sur la liste des personnes dont elle exige l'expulsion en échange de son feu vert, plusieurs chiffres ont été avancés. Les médias des deux pays parlent de trente-trois à trente-cinq opposants politiques installés, parfois depuis des années, en Suède. Fin juin, lors du sommet de l'OTAN, Recep Tayyip Erdogan était même allé jusqu'à affirmer que les autorités suédoises avaient promis de lui livrer soixante-treize « **terroristes** ». La première ministre de l'époque, Magdalena Andersson, n'avait alors pas démenti ses propos.

Lire aussi : [Comment la Turquie est passée en vingt ans du projet de société de l'AKP au pouvoir solitaire d'Erdogan](#)

Depuis, Ankara n'a cessé d'exprimer son impatience, la Suède n'ayant procédé, comme l'a affirmé le président turc, mardi, en conférence de presse, qu'à « **quatre extradi-**

tions ». Il n'a toutefois pas précisé le nombre total de personnes réclamées par son administration : « **Cela pourrait concerner 30, 70 ou plus d'une centaine de personnes. Tout cela, nous allons en débattre plus tard entre nous.** » En revanche, le président turc a ciblé notamment l'ex-rédacteur en chef du quotidien *Today's Zaman*, Bülent Kenes. « **L'extradition de ce terroriste de FETÖ est d'une grande importance pour nous** », a-t-il insisté.

Autre exigence d'Ankara : que soient levées les interdictions de vendre certaines armes à la Turquie, une mesure décidée par Stockholm au moment de l'intervention militaire turque contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie, en 2019. Une demande satisfaite depuis octobre, selon le gouvernement suédois.

A écouter les responsables turcs, tous reconnaissent unanimement que des avancées ont été réalisées par les deux pays prétendants à l'OTAN, mais pas encore suffisamment. « **Personne ne sait à quel moment Erdogan estimera avoir reçu assez de gages de la part de la Suède, ou quand il décidera qu'il est dans son intérêt de crier victoire**, souligne un diplomate en poste dans la capitale. **Mais une chose est sûre, il est déjà en campagne pour les élections. Il sait que sa posture d'homme d'Etat intransigeant peut lui rapporter des points, il agit donc en fonction, en coulisses et sur tous les fronts.** »

Droit de veto

Il faut dire qu'il revient de loin. Après une longue période d'isolement, la guerre en

Ukraine a replacé le président turc sous le feu des projecteurs de l'actualité internationale. Revenu en grâce auprès des alliés occidentaux pour avoir condamné l'agression russe, qualifiée d'« **illégal** », Recep Tayyip Erdogan a su non seulement faire oublier, l'espace d'un moment, son aventurisme régional – en Syrie, en Méditerranée orientale, en Libye –, mais il a aussi imposé Ankara comme une puissance incontournable dans les principales négociations en cours.

Tout élargissement étant soumis à l'approbation unanime des autres membres de l'Alliance, le président Erdogan a, de fait, cherché à monnayer son droit de veto, tout en niant vouloir en faire usage. A Madrid, en juin, lors de sa conférence de presse, il avait notamment affirmé que le « **sujet le plus important** » était la livraison des F-16, ces avions de combat que la Turquie espérait obtenir en compensation des 1,4 milliard de dollars déboursés pour les chasseurs furtifs F-35 que Washington n'a jamais livrés, en raison de l'acquisition par Ankara, en 2017, du système de défense antimissile russe S-400.

Cette demande a été accueillie par une fin de non-recevoir à la Maison Blanche. L'administration Biden, goûtant peu les exigences ambivalentes du président turc et le comportement obstructionniste de son administration, avait posé comme préalable à toute discussion la ratification de l'accession de la Finlande et de la Suède à l'OTAN.

Lire aussi : « [Erdogan agit en fonction d'une seule échéance : l'élection présidentielle de 2023 en Turquie](#) »

Kurdish rapper holds his head in his hand as judge orders his execution for supporting protests

This is the devastating moment a hero Kurdish rapper holds his head in his hands as a judge orders his execution for supporting protests against Mahsa Amini's death in Iran.

Saman Yasin, 27, from Kermanshah, who lived in Tehran, was violently arrested at his home on 2 October.

On 29 October, he was sentenced to death at the 15th branch of Islamic Revolutionary Court by judge Abolqasem Salavati without family or any lawyers present.

An anonymous source told anti-regime media that Saman's family were threatened against talking about it.

It is unclear when the rapper is to be executed.

The 27-year-old was accused of 'war against God' as he had supported the protests against the death of Mahsa Amini by posting about them on social media.



Since Saman, pictured, was sentenced to death, numerous campaigns to overturn the ruling have been launched online

Mahsa Amini - whose death at the hands of morality police in September sparked the current wave of protests - was also Kurdish.

Since Saman was sentenced to death, numerous campaigns to overturn the ruling have been launched online.



Saman Yasin, 27, from Kermanshah, who lived in Tehran, was violently arrested at his home on 2 October, the same day as two of his friends. On 29 October, he was sentenced to death by the 15th branch of Islamic Revolutionary Court and judge Abolqasem Salavati without family or any lawyers present, pictured

Also, he wrote songs speaking of topics including unemployment and government oppression.

On Twitter, a hashtag was used to support him Saman Yasin and others currently facing the death sentence after

being arrested in the latest protests.

Before he was sentenced to death by Salavati, Saman had been held at Fashafouyeh prison and then transferred to Evin prison. He was allegedly subject to physical and psychological torture in custody. Salavati, sanctioned by the EU

province and Shahin Shahr.

He faces charges of 'propagandistic activity against the government, cooperation with hostile governments and forming illegal groups with the intention of creating insecurity in the country.'

The 32-year-old is currently in prison in Isfahan and his uncle



Israelis attend a demonstration in support of Iran protests in the Israeli coastal city of Tel Aviv on October 29, pictured

and US treasury department, has been accused of frequently handing out lengthy jail terms, lashes or death to journalists, lawyers, political activists, and ethnic and religious minorities.

The sentencing of Saman comes after Toomaj Salehi, also a rapper, was arrested last week.

He wrote lyrics denouncing the oppressive government regime which included: 'Someone's crime was that her hair was flowing in the wind. Someone's crime was that he or she was brave and were outspoken.'

His home in Chaharamahal and Bakhtiari Province was raided by 50 people after authorities said he created, invited and encouraged riots in Isfhan

has said he has been tortured.

His family do not know if he or his friends Mohammad Reza Nikraftar and Najaf Abu Ali are alive- no one has heard from them since their arrest on the same day as him.

Salehi had urged people to protest against the government since demonstrations started in mid September.

He was also arrested last September. He wrote on Instagram that the government cannot and should not be allowed to divide Iranians.

The 32-year-old has rapped about ethnicity and diversity in Iran and encouraged unity.

In the days before his arrest, he posted videos with protesters on his Instagram.

His fans and Iranians, musicians and activists have also called for his release.

Speaking to [CNN](#), Iranian rapper, songwriter and activist Erfan Payfar said: 'A lot of rappers have come out and supported him.'

'Toomaj's bravery of protesting in the streets encouraged others to get out there and speak up and made people think 'if he's willing to go out there and he's not scared, then maybe we shouldn't be.'

The rapper had also shared a message with his friends to be released to them if he was arrested.

He said they should cover calls for protests, not support any party or group and not write about prisoners unless their condition worsens and they have no voice.



Saman's death sentence comes after Toomaj Salehi, pictured, also a rapper, was arrested last week

The 32-year-old told them to focus on attack and defence and said to go forward according to his operation.

His uncle said that his mother had been a political prisoner who died a long time ago.

He explained that she would be his voice if he was alive and he has now taken the role.

His uncle added that the protesters on the streets of Iran are also Toomaj's voice.

According to independent authorities, the ongoing protests after Mahsa Amini's death have claimed between 304 and 356 lives and injured at least 1,160.

Iranian minorities, notably Kurds, are believed to have disproportionately suffered from state repression during the ongoing protests.



REUTERS

November 9, 2022

Russie et Iran discutent de l'Ukraine et des "interférences occidentales"

Le secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolai Patrouchev s'est entretenu mercredi à Téhéran avec le président iranien Ebrahim Raïssi et son homologue iranien, Ali Shamkhani, pour évoquer la situation en Ukraine et discuter de coopération sécuritaire et de dispositions visant à lutter contre les "interférences occidentales" dans leurs affaires intérieures, rapportent les médias d'Etat russes.

Les entretiens ont notamment porté sur "des mesures visant à prévenir les interférences des services secrets occidentaux dans les affaires internes

des deux pays", a précisé l'agence TASS en citant un compte-rendu fourni par le service de presse du Conseil de sécurité russe.

"Le potentiel économique du développement de relations commerciales entre la Russie et l'Iran face à la pression des sanctions occidentales a également été souligné", rapporte l'agence en citant la même source, sans évoquer davantage de détails sur le contenu des discussions concernant la situation en Ukraine.

La visite à Téhéran de Nikolai Patrouchev, fidèle du président

russe Vladimir Poutine, intervient alors que la Russie et l'Iran, confrontés à un isolement croissant du fait des sanctions des puissances occidentales à leur rencontre, tentent de resserrer leurs liens.

"La réponse la plus décisive aux sanctions américaines (...) est la coopération des pays indépendants", a commenté Ebrahim Raïssi, cité par les médias d'Etat iraniens.

Kyiv et les puissances occidentales accusent par ailleurs Moscou d'avoir utilisé des drones iraniens Shahed-136

pour cibler des infrastructures civiles, notamment des centrales électriques, dans des attaques menées ces dernières semaines.

L'Iran a reconnu pour la première fois samedi dernier avoir fourni des drones à la Russie avant la guerre en Ukraine, en précisant qu'un "petit nombre" de drones avait été expédié quelques mois avant l'invasion russe du 24 février.

Reportage Reuters, édité par Guy Faulconbridge ; version française Myriam Rivet, édité par Jean-Stéphane Brosse

Iran : au moins trois manifestants tués par les forces gouvernementales

Au moins trois manifestants ont été tués samedi par les forces de sécurité iraniennes au Kurdistan lors de protestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini, a annoncé une ONG de défense des droits humains basée en Norvège. La République islamique est le théâtre de manifestations depuis la mort le 16 septembre de [Mahsa Amini](#), une Kurde iranienne de 22 ans décédée trois jours après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran.

Dénonçant des «**émeutes**» orchestrées par des forces étrangères, les autorités se sont lancées dans une répression meurtrière et ont arrêté plus de 15.000 manifestants selon une ONG, plusieurs d'entre eux ayant été condamnés à mort. «**Les forces répressives du gouvernement ont ouvert le feu sur des manifestants dans la ville de Divandarreh (nord-ouest), tuant au moins trois civils**», a déclaré à l'AFP l'ONG Hengaw.

Des manifestations ont eu lieu dans la nuit dans une autre ville du Kurdistan, Boukan, où les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, ont tiré sur la famille d'une victime de la répression.

Cadavre volé

«**La nuit dernière, des membres des Gardiens de la Révolution ont attaqué l'hôpital Shahid Gholi Pur à Boukan,**

pris le cadavre de Shahryar Mohammadi et l'ont enterré dans un endroit tenu secret», a indiqué Hengaw à l'AFP. «**Ces forces ont ouvert le feu sur sa famille, blessant au moins cinq de ses membres**», a ajouté l'ONG.

Le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a mis en garde samedi les «**émeutiers**». «**Les auteurs de meurtres et de destructions (...) doivent être punis**» par la justice, a-t-il dit dans un discours à Ispahan (centre). «**L'ennemi (...) peut chercher à séduire différents groupes dans la population comme les ouvriers et les femmes. Il n'y réussira pas**», a-t-il ajouté.

Ces dernières semaines, les funérailles de manifestants tués ont souvent donné lieu à des rassemblements pour dénoncer la mort de Mahsa Amini, et plus généralement pour contester le pouvoir. Afin d'empêcher ce type de manifestations, les forces de sécurité prennent désormais les cadavres de protestataires qu'elles ont tués pour les enterrer, accusent des militants.

Dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, des centaines de personnes ont défilé samedi près de Mahabad, pour les funérailles de Kamal Ahmadpour, un jeune homme tué par les forces de l'ordre, selon une vidéo diffusée par le média en ligne 1500tasvir.

Les forces iraniennes «**ont**

accru, de façon significative, leur recours aux armes létales dans leurs attaques contre les manifestants ces cinq derniers jours», note Hengaw.

L'ONG souligne qu'au moins 25 personnes ont péri au Kurdistan depuis mardi. «**Vingt-trois personnes ont été tuées par des tirs, un sous la torture et un autre par des coups de couteau**», détaille-t-elle.

Le quotidien d'État Iran a lui fait état de la mort de 14 membres des forces de l'ordre en trois jours.

Au moins 378 personnes ont été tuées dans la répression des manifestations en Iran, selon un nouveau bilan diffusé samedi par l'ONG Iran Human Rights (UHR), basée en Norvège: 255 ont péri lors des protestations liées à la mort de Mahsa Amini et 123 au Sistan-Balouchistan, dont plus de 90 le 30 septembre dans la capitale provinciale Zahedan, lors de protestations contre le viol d'une adolescente imputé à un policier. L'ONG précise que le bilan des enfants tués s'élève désormais à 47.

«Menaces»

L'Iran a dénoncé samedi le «**silence**» de la communauté internationale après de récentes attaques meurtrières qualifiées d'actes «**terroristes**» par le pouvoir.

«**La nation iranienne et la communauté internationale**

ont été témoins ces derniers jours d'actes criminels d'un groupe de terroristes impitoyables contre des citoyens innocents et des forces de sécurité à Izeh, Ispahan et Machhad», a indiqué le ministère des Affaires étrangères.

«**Le silence délibéré des étrangers, initiateurs du chaos et de la violence en Iran, face aux opérations terroristes (...) a pour conséquence d'encourager les terroristes et de renforcer le terrorisme dans le monde**», a-t-il ajouté.

Mercredi, dix personnes ont été tuées lors de deux attaques à Izeh (sud-ouest) et à Ispahan (centre), selon des responsables.

À lire aussi [L'Iran dénonce le «silence» de l'étranger après des violences meurtrières](#)

À l'étranger, le patron du renseignement intérieur britannique a averti mercredi que la République islamique cherchait à «**kidnapper ou tuer**» des Britanniques qu'elle considère comme des «**ennemis du régime**».

Le quotidien *Times* a indiqué samedi que la police britannique avait placé des véhicules armés devant la chaîne de télévision en persan Iran International à Londres, après des menaces contre ses journalistes.

À VOIR AUSSI - Iran : où en est la révolte ?

L'EXPRESS

Entretien

Par Corentin Pennarguear
10 Novembre 2022

Iran, Russie, Golfe... Comment les États autoritaires instrumentalisent les manuels scolaires

Depuis 25 ans, l'organisation Impact-SE traduit et décrypte les livres d'éducation de dizaines de pays afin d'identifier les valeurs transmises aux enfants. Avec un résultat souvent édifiant.

Depuis Téhéran, ces images ont fait le tour du monde : des adolescentes qui, au sein même de leur établissement, déchirent leurs manuels scolaires, les piétinent puis les brûlent. Leur geste, d'un courage incroyable, s'adresse à la République islamique et à son Guide, l'ayatollah Khamenei, dont la longue barbe grise orne la couverture de tous les livres éducatifs des écoles iraniennes. "Dans les régimes autoritaires du Moyen Orient, les manuels scolaires portent directement le sceau de l'État et affichent le portrait de leur dirigeant, contrairement aux démocraties occidentales, souligne Marcus Sheff, directeur de l'Institut pour le suivi de la paix et de la tolérance culturelle dans l'enseignement scolaire (Impact-SE). Ces livres donnent une idée très précise des valeurs et de l'identité que l'État veut transmettre à sa jeunesse."

Basée à Jérusalem, l'organisation Impact-SE traduit et étudie tous les manuels scolaires d'une vingtaine de pays depuis 25 ans, en se fondant sur les critères de l'Unesco. Une manière d'observer les évolutions des sociétés et de leurs dirigeants, mais aussi de dénoncer la radicalisation de certains gouvernements. "Les manuels scolaires constituent des outils de prédiction politique, explique



Sur cette photo d'archive prise le 9 mars 2022, une Iranienne passe devant un panneau publicitaire montrant le guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, dans la capitale Téhéran; [afp.com/ATTA_KENARE](https://www.afp.com/ATTA_KENARE)

Marcus Sheff. Ce que nous voyons dans les livres d'éducation correspond plus ou moins à la société qui adviendra dans quelques années. Si vous souhaitez travailler avec vos voisins et comprendre leur manière de penser, les livres scolaires sont une grille de lecture indispensable."

L'Express a passé au crible trois programmes éducatifs qui en disent long sur les dynamiques politiques de leur pays et sur leurs orientations diplomatiques.

- Iran : un enseignement de la haine remis en cause par la population

Depuis 2006, Impact-SE publie régulièrement des rapports sur le système éducatif iranien, fruit de la révolution islamique de 1979. Sa dernière étude, parue

en août dernier, couvre 106 manuels scolaires de la République islamique, allant de l'école primaire au lycée. Sa conclusion est sans appel : "Le programme scolaire iranien enseigne la haine et promet la punition divine à ceux qui ne suivent pas la voie guerrière du djihad".

"Le programme scolaire a toujours été radical en Iran, pointe Marcus Sheff. Mais nous observons une évolution majeure ces dernières années : on passe d'un enseignement théorique de la révolution à un enseignement pratique de la révolution. Les programmes scolaires inculquent aux enfants que 'mort à Israël' n'est pas seulement un slogan, mais un objectif réel et atteignable." De larges pans des livres scolaires sont consacrés aux "martyrs" de la République islamique, no-

tamment les scientifiques membres du programme nucléaire tués ces dernières années par des opérations extérieures. Les seules femmes célébrées sont celles mortes pour leur pays.

Par l'Histoire, la géographie ou l'économie, les manuels scolaires iraniens insistent sur la nécessité d'une hégémonie iranienne au Moyen Orient. "La Révolution islamique de 1979 est vantée comme un modèle pour tous les pays, relate l'étude. Les gouvernements arabes sont dénoncés comme illégitimes et l'Iran décrit comme le défenseur des 'opprimés de ce monde', sans distinction d'origines, de langue ou de religion." L'apprentissage de l'arabe aux jeunes Iraniens fait ainsi partie de la "révolution" prônée par les mollahs, pour qui les peuples devraient se soulever contre leurs dirigeants.

Depuis fin septembre et le décès de Mahsa Amini pour un voile mal mis, la révolte de la jeunesse iranienne montre que, pour une grande partie, elle n'adhère pas à cette propagande. "La grande question, surtout en ce moment, est de savoir combien d'enfants iraniens sont en adéquation avec ce qui leur est enseigné, indique Marcus Sheff. Dans un régime autoritaire, vous n'avez pas besoin de convaincre tout le monde, mais seulement un noyau dur composé de religieux, d'hommes politiques, de policiers et de scientifiques. Avoir 30 à 40% d'une population à ses côtés peut suffire à garder le contrôle d'un pays."

- Russie : les jeunes esprits préparés à la guerre contre l'Ukraine

Impact-SE focalise depuis l'origine ses traductions et ses études sur les programmes scolaires du Moyen Orient, mais avec le début de la guerre en Ukraine, Marcus Sheff ne pouvait pas passer à côté des manuels russes, "un cas d'école fascinant" selon lui. "Dans les livres scolaires russes, les demandes d'indépendance des Ukrainiens sont perçues comme une erreur, comme n'ayant aucun sens, explique-t-il. Pour eux, l'Ukraine ne présente un intérêt qu'en faisant partie de l'Union soviétique." Ses équipes ont épluché douze manuels d'Histoire russes afin de mieux comprendre l'état d'esprit à Moscou.

Sans surprise, "les événements survenus en Ukraine depuis 2014, la révolution de Maïdan et l'annexion de la Crimée, ne sont décrits que du point de vue du gouvernement russe, sans aucune neutralité ou reconnaissance d'une version ukrainienne, pointe l'étude. Dans les programmes scolaires, le président Vladimir Poutine

et la Russie incarnent les sauveurs du peuple ukrainien, alors que le nationalisme ukrainien est uniquement dépeint en lien avec le nazisme. On apprend aux élèves que le gouvernement de Kiev est une entité nationaliste et élitiste qui a négligé son propre peuple, notamment les citoyens de Crimée, pour faire prospérer ses intérêts corrompus." Derrière la volonté d'indépendance des Ukrainiens, se cache évidemment une manoeuvre des Occidentaux pour affaiblir la Russie.

Ces descriptions de l'Ukraine actuelle, déjà largement relayées dans la presse russe et dans les discours officiels, trouvent leur origine dans la vision (à trous) des relations historiques entre les deux pays. La famine de 1932, orchestrée par Staline pour punir les Ukrainiens et qui fit des millions de morts, illustre les carences du programme russe : "Les famines sont évoquées dans les livres russes, mais il n'y est fait aucune mention du fait que le gouvernement ukrainien et de nombreux pays les considèrent comme un génocide perpétré par les Russes contre les Ukrainiens", relève Impact-SE.

Pour comprendre les racines de l'antagonisme entre les deux pays, l'organisme a également traduit et analysé des manuels ukrainiens. "Les programmes scolaires ukrainiens tentent de donner aux étudiants le contexte pour comprendre les origines du conflit actuel, pose l'étude. Leurs manuels scolaires instillent le patriotisme et la fierté nationaliste chez les étudiants ukrainiens, tout en décrivant de manière objective le contentieux entre la Russie et l'Ukraine."

Principal point noir relevé par Impact-SE dans les programmes scolaires de Kiev :

"Peu d'éléments évoquent les crimes commis par les Ukrainiens durant la collaboration avec le régime nazi, décrite comme un choix fait dans l'objectif de restaurer une Ukraine indépendante et souveraine." L'histoire de l'Holocauste, et la participation des autorités ukrainiennes, y est toutefois largement racontée.

- Dans le Golfe, des progrès étonnants toujours en cours

C'est un rare rayon d'éclaircie dans un monde éducatif de plus en plus radical : ces vingt dernières années, Impact-SE a pu voir les discours des pays du Golfe s'adoucir à travers leurs manuels scolaires. "Nous observons un mouvement de modération dans la région, avec des dirigeants qui comprennent à quel point ce changement est nécessaire, s'enthousiasme Marcus Sheff. L'émergence de Daech, notamment, leur a fait prendre conscience du danger de la radicalisation de leurs jeunes et du risque qu'elle parte combattre avec des groupes islamistes."

Cette modération est particulièrement significative dans le Golfe, où l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar ont fait évoluer leurs enseignements, surtout religieux, aux plus jeunes. "En Arabie saoudite, nous nous attendions à voir enseigner un wahhabisme radical, ce qui était le cas en 2003 et en 2008, explique Marcus Sheff. Mais à partir de 2019, nous avons constaté que les Saoudiens effaçaient une majeure partie des éléments antisémites, djihadistes et homophobes de leurs programmes scolaires. Le changement est impressionnant, même si le travail n'est pas fini et que leur enseignement n'est pas parfait."

L'étude annuelle d'Impact-SE

sur l'Arabie saoudite note que les programmes scolaires n'enseignent plus le fondamentalisme religieux et l'ultranationalisme qui étaient propres au royaume. "Mais des exemples problématiques demeurent dans toutes les matières, relate l'organisation. L'hostilité envers les autres est toujours enseignée dans les études religieuses et l'attitude vis-à-vis de l'égalité des sexes reste ambiguë. Les livres scolaires présentent encore des chapitres entiers sur le djihad guerrier."

Aux Emirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, désormais président, a fait retirer les contenus les plus violents des manuels scolaires il y a déjà une dizaine d'années et a licencié les enseignants les plus fondamentalistes. "Le programme scolaire des Emirats est aujourd'hui l'un des plus avancés de la région, juge Marcus Sheff. Il enseigne aux plus jeunes qu'il existe un lien direct entre la prospérité, le bonheur et la tolérance. C'est une idée particulièrement progressiste." Il y a quelques années, le djihad guerrier était encore au programme dans les écoles de Dubaï, les juifs et les chrétiens décrits comme des infidèles.

Des points noirs subsistent, évidemment. Malgré les Accords d'Abraham et la reconnaissance officielle d'Israël par les Émirats, l'État hébreu ne figure toujours pas sur les cartes des livres de géographie à Dubaï. Par ailleurs, l'Holocauste n'est pas enseigné dans les cours d'Histoire. "J'imagine qu'un jour les élèves émiratis apprendront la Shoah à l'école", veut croire Marcus Sheff. Son organisation, en contact rapproché avec le gouvernement émirati, fait tout pour que ce soit le cas.

Manifestations en Iran: l'armée dit attendre le feu vert de Khamenei pour intervenir

Le commandant des forces terrestres de l'armée iranienne, le général Kioumars Heydari, a déclaré jeudi que ses troupes attendaient les ordres du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, pour intervenir face aux manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini.

L'Iran est le théâtre d'un mouvement de contestation depuis le décès le 16 septembre de cette femme de 22 ans, arrêtée

trois jours auparavant par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique, imposant notamment le port du voile en public.

Décrivant les manifestants comme des «mouches», le général Heydari a averti que l'armée était prête à intervenir si on lui ordonnait de le faire. Depuis le début, il y a près de deux mois, de ces manifestations qualifiées généralement d'«émeutes» par les autorités,

c'est essentiellement la police qui intervient sur le terrain face aux protestataires.

«Les conspirateurs, qui sont aujourd'hui comme des marionnettes entre les mains de l'ennemi, doivent garder à l'esprit que nous ne permettrons pas que le sang sacré des martyrs soit piétiné», a encore dit le général Heydari selon l'agence de presse Mehr. «Nous les arrêterons s'ils essaient de descendre dans la rue.» Le général Heydari a en

outre affirmé que le fait que l'armée ne soit pas intervenue jusqu'à présent ne devrait pas être mal interprété.

«Si aujourd'hui la communauté révolutionnaire ne réagit pas, c'est parce que le guide suprême l'a décidé ainsi», a-t-il expliqué lors d'une cérémonie dans l'est de l'Iran. «Mais le jour où il donnera l'ordre de leur faire face, ils n'auront plus leur place dans notre pays.»



L'Iran affirme avoir assemblé un missile balistique hypersonique, rapporte Tasnim

L'Iran a fabriqué un missile balistique hypersonique, rapporte jeudi l'agence de presse semi-officielle Tasnim, citant le commandant de la force aérospatiale de l'armée des Gardiens de la révolution islamique.

Cette nouvelle, dans un contexte de course aux armements et de négociations sur l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, est à même d'aviver les inquiétudes des Occidentaux.

"Ce missile a une vitesse élevée et peut manœuvrer dans et hors de l'atmosphère. Il prendra pour cible les systèmes antimissiles avancés de l'ennemi et constitue un saut générationnel important dans le domaine des missiles", a déclaré le commandant Amir Ali Hajizadeh.

Les missiles hypersoniques peuvent voler au moins cinq fois plus vite que la vitesse du son et suivre une trajec-

toire complexe, ce qui les rend difficiles à intercepter. Les inquiétudes américaines concernant les missiles balistiques iraniens ont contribué à la décision de Donald Trump de se retirer de l'accord de Vienne en 2018.

La semaine dernière, l'Iran a déclaré avoir testé le Ghaem 100, son premier lanceur spatial à trois étages, qui serait capable de placer des satellites de 80kg sur une orbite à 500km de la surface de la terre, selon

les médias d'État.

Les États-Unis ont qualifié ces actions de "déstabilisantes", car ils estiment que les lanceurs spatiaux pourraient être utilisés pour transporter une ogive nucléaire.

L'Iran nie vouloir développer une arme nucléaire.

(Reportage Bureau de Dubaï, version française Augustin Turpin, édité par Sophie Louet)



par The Economist
12/11/2022

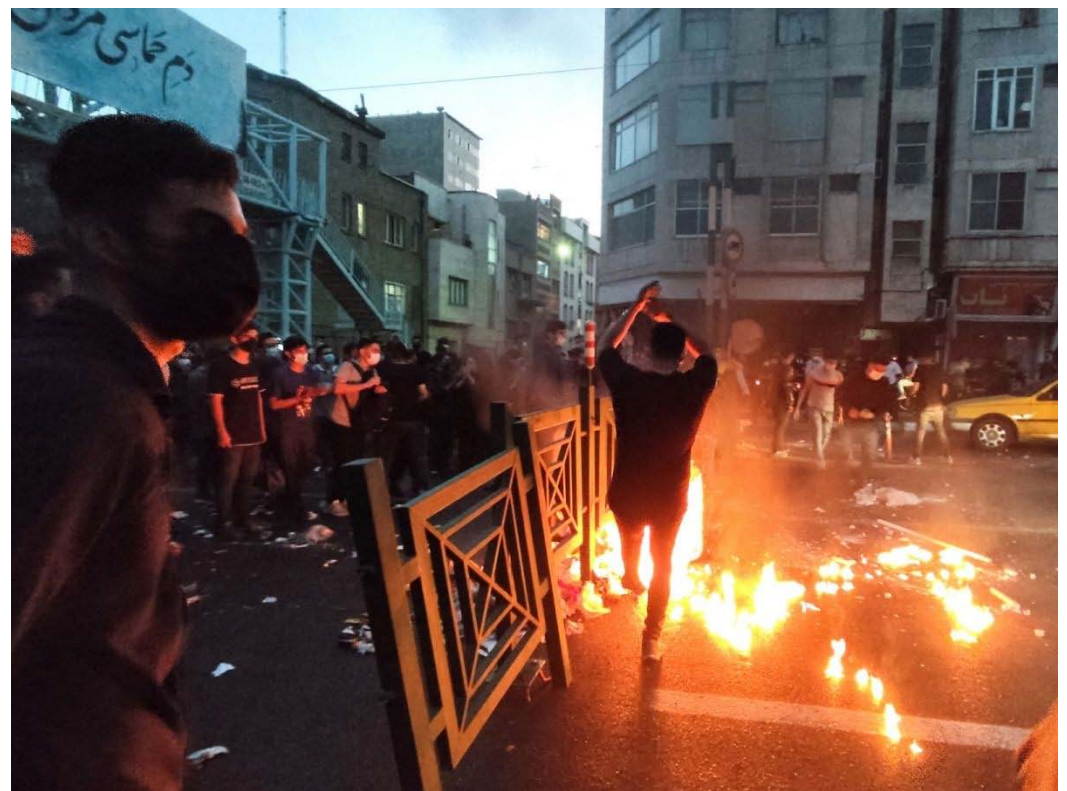
Mort de Mahsa Amini: Pourquoi cette fois, la révolte en Iran pourrait réussir

La contestation des femmes, rejointes par les hommes, contre la théocratie de Téhéran ne faiblit pas. Et pourrait parvenir à renverser un régime meurtrier, source de tension internationale.

En 1979, en Iran, le régime brutal et corrompu du vieux shah a été déposé par un soulèvement populaire. Aujourd'hui, les protestataires iraniens veulent renverser le régime brutal et corrompu du vieil ayatollah, Ali Khamenei. Des manifestations de masse ont déjà secoué la théocratie en 2009 et 2019, elles ont été réprimées par la torture et la censure. Mais cette fois, depuis la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs parce que son voile n'était pas assez couvrant, la contestation, menée avec courage par des femmes et soutenue par des hommes, dure. Et ce malgré la violence de la répression. Contrairement au mouvement de 2009, qui venait de la classe moyenne urbaine, ou à celui de 2019, porté par la classe ouvrière, le soulèvement touche aujourd'hui toutes les régions du pays, tous les groupes ethniques et toutes les classes sociales autour d'un mot d'ordre clair: "Mort au dictateur!"

L'économie stagne et la classe dominante amasse

Il y aurait peu de monde pour regretter l'alliance contre nature de dévots et de voleurs qui caractérise le régime d'Ali Khamenei. Un régime qui, à l'intérieur du pays, refuse aussi bien



Des manifestants iraniens sont descendus dans les rues de la capitale Téhéran lors d'une manifestation pour Mahsa Amini, quelques jours après sa mort en garde à vue. AFP

le moindre divertissement que les élections libres, alors que l'économie stagne et que la classe dominante amasse. A l'étranger, ses milices dominent le Liban, déstabilisent l'Irak, alimentent la guerre au Yémen et soutiennent un despote criminel en Syrie. Pendant que le prix du pain flambe, les Iraniens voient les sommes énormes qui sont dépensées pour terroriser les pays voisins.

Les Iraniens veulent "une vie normale"

Un Iran qui s'abstiendrait d'exporter sa révolution apaiserait les tensions au Proche-Orient et permettrait aux Etats du Golfe de réduire leurs dépenses militaires. Cela éloignerait aussi le spectre d'une course aux armes nucléaires. Cependant, d'autres issues, bien pires, sont

possibles. Un régime militaire nationaliste pourrait lâcher du lest sur les signes extérieurs de piété, mais continuer à appauvrir les Iraniens et à armer des milices étrangères, ou, comme Al-Assad en Syrie, réduire le pays en cendres plutôt que céder le pouvoir. Les Iraniens veulent "une vie normale". S'ils parviennent à renverser cette théocratie meurtrière, le monde doit les y aider.

Emmanuel Macron a rencontré plusieurs dissidentes iraniennes

Le chef de l'Etat a reçu vendredi une délégation d'opposantes au régime, parmi lesquelles l'Irano-Américaine Masih Alinejad, alors que le mouvement de protestation se poursuit en Iran.

La dissidente irano-américaine Masih Alinejad, à l'origine de plusieurs campagnes contre le port obligatoire du voile en République islamique d'Iran, a rencontré Emmanuel Macron vendredi 11 novembre au soir. Cette entrevue, la première entre une figure d'opposition iranienne et le dirigeant d'une grande puissance, intervient alors que le pays est depuis mi-septembre en proie à un soulèvement sans précédent, réprimé dans le sang. Selon l'organisation Human Rights Activists News Agency, au moins 328 civils ont été tués, dont 50 enfants.



La dissidente irano-américaine Masih Alinejad, à Paris, le 10 novembre 2022. LAURA EL-TANTAWY POUR « LE MONDE »

Vendredi soir, la photo de Masih Alinejad, âgée de 46 ans et vivant aux Etats-Unis, serrant la main du président français a aussitôt été publiée dans les médias persanophones hébergés à l'étranger. Trois autres Iraniennes participaient à ce rendez-vous : Ladan Boroumand, la cofondatrice du Centre Abdorrahman Boroumand, une organisation non gouvernementale qui œuvre pour la promotion des droits humains en Iran depuis 2002 ; Shima Babaie, une ancienne prisonnière politique arrêtée pour avoir participé à la vague de contestation fin 2017-début 2018, aujourd'hui exilée en Belgique ; et Roya Pirayî, dont la mère, Minou, a été tuée par le régime dans une manifestation au début du soulèvement en cours. La photo de cette Iranienne de 25 ans, le regard déterminé, la tête rasée, serrant dans sa main ses cheveux coupés à côté de la tombe de sa mère à Sanan-

dadj (Kurdistan iranien), est devenue l'une des images fortes de la contestation.

Rien n'a filtré sur la teneur des échanges entre le président français et ces trois dissidentes iraniennes. Mais le simple fait qu'il les ait rencontrées envoie un message de soutien à celles et ceux qui s'opposent à la République islamique d'Iran, selon Masih Alinejad, que **Le Monde** a rencontrée à Paris la veille de son entrevue avec le chef de l'Etat. Elle explique ainsi sa démarche : « **Je ne demande à personne d'intervenir pour le renversement du régime. Mais reconnaissez la voix du peuple iranien. Nous ne demandons pas que vous sauviez les Iraniens, mais arrêtez de sauver ceux qui les tuent. Les dirigeants comme le président américain, Joe Biden, finiront par sauver la République isla-**

mique en poursuivant les négociations sur le nucléaire. »

Empêcher les exécutions

Depuis plus d'un an, Téhéran et les signataires de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 (le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne) **ont repris les pourparlers afin que les Etats-Unis reviennent dans ce pacte**, dénoncé unilatéralement par l'ancien président américain Donald Trump en 2018. Cette sortie américaine a permis à Téhéran de reprendre ses activités nucléaires, suspendues jusque-là. Les pays favorables à l'accord veulent laisser sa chance à la diplomatie afin que Téhéran se conforme à nouveau à l'accord. Mais les opposants iraniens, eux, redoutent qu'une reprise des discussions entraîne la levée des sanctions internationales et permette au régime de profiter des dizaines

de milliards d'avoirs gelés à l'étranger.

Autre participante à la rencontre avec Emmanuel Macron, Ladan Boroumand appelle les pays européens à « **faire le nécessaire** » pour arrêter la machine répressive en Iran, a-t-elle expliqué au **Monde**. Alors que 227 parlementaires iraniens sur 290 ont demandé, le 6 novembre, l'exécution des manifestants arrêtés, Ladan Boroumand presse les dirigeants européens d'empêcher les exécutions. « **Nous demandons que les prisonniers politiques soient libérés et que les Iraniens puissent trouver un espace pour s'exprimer librement** », explique-t-elle.

Le mouvement de contestation a commencé le 16 septembre, après la mort de l'Iranienne Mahsa Amini à l'issue de sa garde à vue. D'origine kurde, cette femme de 22 ans avait été arrêtée par la police des mœurs pour ses vêtements jugés « **inappropriés** ». Depuis, dans tout le pays, les manifestants crient « **Femme, vie, liberté** », « **Mort à [Ali] Khamenei** [le Guide suprême, la plus haute autorité du pays] » et « **Mort aux gardiens de la révolution** [l'armée idéologique du pays] ». Des Iraniens descendent dans la rue dans le Kurdistan (ouest), dans le Sistan-et-Balouchistan (est), majoritairement sunnites, mais aussi dans les régions azéries (nord-ouest) et dans les grandes villes du centre comme Téhéran et Ispahan. Vendredi, plu-

sieurs villes du Sistan-et-Baloutchistan ont été le théâtre de contestations, malgré une répression féroce.

« Un changement de ton et un geste fort »

A Paris, le rendez-vous avec la délégation des dissidentes iraniennes à l'Élysée avait été organisé fin octobre, lorsque Masih Alinejad a rencontré à New York Bernard-Henri Lévy. Devant elle, le philosophe a

envoyé un message au président Macron lui proposant de rencontrer l'exilée. D'autres personnalités françaises ont également œuvré pour que cet entretien ait lieu, comme la journaliste Caroline Fourest. « **Recevoir cette délégation (...), c'est un changement de ton et un geste fort** », explique M^{me} Fourest au **Monde**.

Chez les Iraniens qui contestent le régime, l'attitude de

Paris envers Téhéran avait jusque-là été jugée « trop molle ». Parmi les éléments qui fâchent, un cliché montrant Emmanuel Macron serrant la main du président Ebrahim Raïssi en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le 20 septembre.

La rencontre à l'Élysée du 11 novembre a été accueillie avec enthousiasme par une grande partie des opposants

au régime iranien. Mais d'autres sont inquiets des ambitions politiques de Masih Alinejad. Ils lui reprochent notamment ses liens étroits avec des politiques américains très conservateurs, comme l'ancien secrétaire d'Etat de Donald Trump, Mike Pompeo. La militante, elle, rejette ces accusations. Début novembre, Masih Alinejad a appelé les dirigeants de l'opposition iranienne à se rassembler et à créer un conseil de transition.



13 Novembre 2022

L'Iran annonce une première condamnation à mort liée aux "émeutes"

Un tribunal de Téhéran a condamné à mort dimanche, pour la première fois, une personne accusée d'avoir participé "aux émeutes" qui secouent l'Iran, a annoncé l'agence de l'autorité judiciaire Mizan online.

Aucune information n'a été donnée sur son identité ni sur son âge.

Selon le verdict, cette personne est jugée coupable "d'avoir incendié un bâtiment gouvernemental, de trouble à l'ordre public, de rassemblement et conspiration en vue de commettre un crime contre la sécurité nationale, d'être un ennemi de Dieu et de corruption sur terre", a précisé l'agence.

Un autre tribunal de la capitale a condamné cinq personnes à des peines de cinq à 10 ans de prison pour "rassemblement et conspiration en vue de commettre des crimes contre la sécurité nationale et trouble à l'ordre public".

Il s'agit de tribunaux de première instance et les condamnés peuvent donc faire appel, précise Mizan.

L'Iran est secoué par une vague de manifestations depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, arrêtée

trois jours plus tôt par la police des mœurs pour avoir enfreint le strict code vestimentaire de la République islamique.

La justice iranienne a par ailleurs inculpé près de 800 personnes pour leur participation à des "récentes émeutes" dans les provinces d'Hormozgan, d'Ispahan et Markazi.

Plus de 2.000 personnes ont été inculpées, dont la moitié à Téhéran, depuis le début des manifestations, il y a deux mois, selon les chiffres fournis par la justice iranienne.

Des organisations des droits de l'Homme à l'étranger font état de 15.000 arrestations, chiffre que démentent les autorités iraniennes.

- Loi du talion -

Récemment, une grande majorité des 290 députés iraniens avaient réclamé à la justice d'appliquer la loi du talion contre les "ennemis de Dieu", en référence aux auteurs des "émeutes" qui secouent le pays.

Les députés demandaient à tous les responsables du pays, y compris le pouvoir judiciaire, d'appliquer dès que possible contre les moharebs (ennemis de Dieu) la loi du talion.

"Comme le groupe Etat islamique, ils ont porté atteinte à la vie et aux biens des gens avec des armes blanches et des armes à feu", affirmaient les parlementaires.

L'Iran a par ailleurs fustigé dimanche la rencontre à Paris entre le président français et des opposants, qualifiant de "regrettables et honteuses" ses déclarations à l'issue de cette réunion.

Emmanuel Macron avait reçu vendredi à Paris, en marge du Forum de la paix, quatre militantes iraniennes, dont il avait salué la "révolution qu'elles sont en train de conduire" dans leur pays.

"Il s'agit d'une violation flagrante des responsabilités internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme et la violence et nous considérons qu'elle favorise ces sinistres phénomènes", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani.

L'Iran a en outre vivement réagi dimanche aux propos de la veille du chancelier allemand Olaf Scholz sur son podcast vidéo hebdomadaire.

"Quel genre de gouvernement êtes-vous qui tire sur ses propres citoyens?"

Quiconque agit de cette manière doit s'attendre à notre opposition", avait dit le chancelier.

"La destruction des relations historiques entre l'Iran et l'Allemagne aura des conséquences à long terme et l'Iran possède une longue liste de revendications vis-à-vis de l'Allemagne en matière des droits de l'Homme", a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, dénonçant la position "interventionniste" et "provocatrice" de l'Allemagne.

Pour tenter d'apaiser la situation au Sistan-Baloutchistan après les incidents qui y ont fait des dizaines de morts depuis le 30 septembre, une délégation dépêchée par le guide suprême Ali Khamenei s'est rendue ce week-end dans cette province du sud-est de l'Iran.

Arrivé samedi soir à Zahedan, la capitale de cette province défavorisée, peuplée d'une importante minorité sunnite, son représentant Mohammad-Javad Haj Ali Akbari a déclaré dimanche: "Nous sommes venus pour vous faire part du chagrin et de la tristesse qu'éprouve le guide suprême concernant les incidents qui se sont produits" au Sistan-Baloutchistan.

LA CROIX

Benoît Drevet
Correspondance particulière
à Koya (Kurdistan irakien)
13 novembre 2022

La sale guerre silencieuse de l'Iran au Kurdistan irakien

Téhéran fait peser une menace directe sur le Kurdistan irakien, où sont installés des partis kurdes iraniens en exil. Fin septembre, plusieurs d'entre eux ont subi des bombardements causant des dizaines de morts et de blessés dont des civils. Une école et un camp de réfugiés ont été visés.

C'était une dizaine de jours après la mort de Mahsa Amini, cette Kurde iraniennne de 22 ans battue à mort, mi-septembre, par les autorités iraniennes. Un camp de réfugiés et une école primaire parrainée par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont été délibérément visés à Koya, petite ville du Kurdistan irakien où le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) est installé. À quelques kilomètres de là, leur centre administratif et des médias n'ont pas été épargnés non plus. Le bilan est lourd, avec 9 morts et au moins 25 blessés. Mais, sur place, la population a le sentiment d'avoir échappé au pire.

Le 28 septembre, à 10 h 30, 200 enfants de 7 à 15 ans sont en classe. «C'était soudain. Une première explosion très forte. Nous étions effrayés, choqués... puis une deuxième, une troisième... ça n'arrêtait plus! Nous sommes sortis nous cacher ailleurs», raconte Zanyar Behri, professeur de l'école qui dénonce un «crime international». «Si nous avions attendu et étions restés à l'intérieur cinq minutes de plus, une grande tragédie aurait pu se produire.» Une vingtaine d'écoliers ont été blessés par l'éclat des vitres brisées.

Des impacts visibles sur le sol témoignent de la violence des frappes, attribuées à l'Iran. Plusieurs salles de classe sont éventrées, des briques disper-

sées sur des dizaines de mètres. La tôle arrachée des toits s'est tordue sous l'effet du souffle et, partout, des câbles électriques et du mobilier sont sens dessus dessous. Des manuels scolaires traînent sur le sol de la cour de récréation... non loin de fragments d'obus à sous-munitions. Des armes bannies par la convention d'Oslo signée par 108 pays, mais pas par l'Iran.

À quelques centaines de mètres, le camp de réfugiés où vivaient 730 familles est désormais désert. «Trop dangereux», souffle-t-on du côté de la direction du PDKI qui a maintenu quelques peshmergas (combattants kurdes) armés sur place. Ici, deux femmes sont mortes. Shima, 32 ans, était enceinte et allait accoucher dix jours plus tard.

«Quand l'explosion s'est produite, elle était devant la porte de notre maison», témoigne Zanyar Rahmani, son mari. Blessé à la tête, à la poitrine, aux jambes et au ventre, il a tout fait pour tenter de sauver son épouse: «J'étais totalement désorienté. Je n'avais même pas conscience de mon état (...). J'ai crié "Va dans la voiture!" Elle est tombée, elle était à moitié inconsciente. Nous l'avons emmenée à l'hôpital de Koya.» Sur place, elle succombe, son enfant aussi, «tombés en martyr», se lamentent Zanyar Rahmani, encore hanté par la scène.

Assis dans le salon d'une maison fissurée par les récents événements, Soran Nury, l'un des dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien, l'assure: ce jour-là, «plus de 35 missiles et drones ont été lancés par l'Iran» à Koya. Audessus de lui trône le portrait de Qazi Muhammad, pendu par Téhéran après avoir fondé et dirigé le PDKI, ainsi que l'éphémère et unique république kurde de l'histoire, celle de Mahabad (1946). «En tant que PDKI, naturellement nous défendons notre peuple et la révolution, parce qu'il ne s'agit plus de protestations, mais d'une révolution à Rojhelat (Kurdistan oriental) et en Iran», reprend Soran Nury, évasif sur les moyens employés. Mais il assure, en réponse aux allégations de l'Iran: «Le PDKI n'a pas lancé de combats militaires (...), nos forces armées ne sont pas là-bas.» «Ce dont parle la République islamique n'est qu'un prétexte pour légitimer ses attaques contre nous et d'autres personnes.»

Une version de l'histoire partagée par Navid Merhawar, membre de la direction du Komala. Ce parti kurde iranien est lui aussi réputé pour combattre Téhéran de longue date. Sa base, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière iranienne, a aussi été visée le 28 septembre par une dizaine de drones kamikazes et trois missiles balistiques. Deux bâtiments ont été détruits et trois peshmergas blessés, dont cet

ancien colonel au long parcours de combattant.

Démuni face à la menace aérienne, le Komala n'accepte un rendez-vous que de nuit, dans la montagne, sous une tente isolée et gardée par une poignée d'hommes armés de vieilles kalachnikovs. «Des drones nous surveillent de jour comme de nuit. Nous recevons des menaces. L'Iran a beaucoup de forces aux frontières. Il y a le corps armé des Gardiens de la révolution, des chars et une masse d'artillerie lourde. Ils nous menacent et disent qu'ils vont nous tuer», raconte Navid Merhawar.

S'il souligne que «le Komala est prêt à se défendre», il pense surtout pouvoir faire mal au régime iranien autrement: «Nous avons demandé au peuple kurde de se soulever contre la République islamique. C'est le plus grand coup que l'on puisse porter à l'Iran et un vrai problème pour eux, affirme Navid Merhawar. Il ne s'agit plus seulement de se battre avec des armes et de tirer avec une kalachnikov.»

Du côté du gouvernement du Kurdistan irakien, de l'Irak et des Nations unies, les attaques iraniennes du 28 septembre ont été fermement condamnées. Mais la puissance militaire iranienne et sa mainmise sur l'Irak sont telles que Téhéran peut se permettre de viser le territoire kurde irakien sans trembler.



14/11/2022

Attentat d'Istanbul : 22 personnes arrêtées, la Turquie accuse les Kurdes du PKK

Le ministre de l'Intérieur turc a annoncé l'arrestation d'une vingtaine de suspects, dont un qui aurait placé la bombe ayant fait au moins 6 morts ce dimanche sur l'avenue Istiklal, et pointé du doigt le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le ministre de l'Intérieur turc a annoncé l'arrestation d'une vingtaine de suspects, dont un qui aurait placé la bombe ayant fait au moins 6 morts ce dimanche sur l'avenue Istiklal, et pointé du doigt le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

«La personne qui a déposé la bombe a été arrêtée. [...] D'après nos conclusions, l'organisation terroriste PKK est responsable» de [l'attentat ayant frappé le cœur d'Istanbul](#) ce dimanche après-midi, a affirmé le ministre de l'Intérieur turc Süleyman Soyulu dans une déclaration nocturne dans la nuit de dimanche à lundi. 21 autres suspects ont aussi été arrêtés, a-t-il ajouté.

Le ministre a accusé les forces kurdes qui contrôlent la majeure partie du nord-est de la Syrie, qu'Ankara considère comme terroristes, d'être derrière l'attentat. **«Nous estimons que l'ordre de l'attentat a été donné de Kobané»**, a-t-il ajouté. Ville restée célèbre pour la bataille qui, en 2015, a permis aux forces kurdes de repousser le groupe Etat islamique, Kobané est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dont les Unités de protection du peuple (YPG), alliées au PKK, sont une composante majeure. La personne interpellée et accusée d'avoir posé la bombe, une jeune femme, a reconnu les faits dans la matinée. Selon la police turque, elle a admis avoir agi sur ordre du PKK et avoir

reçu des directives à Kobané, dans le nord-est de la Syrie. Les Kurdes syriens, soutenus par Washington, démentent tout lien avec l'attentat. **«Nous assurons que nos forces n'ont aucun lien avec l'explosion d'Istanbul et nous rejetons les accusations contre elles»**, assure dans un tweet Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS) dont la principale composante, les YPG, a été mise en cause par Ankara.

Rue piétonne ultrapopulaire

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a fait 6 morts et 81 blessés dont la moitié ont dû être hospitalisés. Parmi les victimes, toutes des citoyens turcs, figurent une fille de 9 ans et une autre de 15 ans. L'attentat est survenu en pleine après-midi dans la rue piétonne ultrapopulaire d'Istiklal le dimanche, fréquentée par les Stambouliotes et les touristes. Fermé immédiatement après l'attentat, l'accès à la rue est de nouveau autorisé ce lundi matin, ont rapporté les médias turcs.

Süleyman Soyulu n'a pas précisé les conditions dans lesquelles la **«personne»** suspectée a été arrêtée, ni s'il s'agit d'une **«femme»** comme l'avaient affirmé ce dimanche soir [le président Recep Tayyip Erdogan](#) puis son vice-président Fuat Oktay. Le ministre de la Justice, Bekir Bozdogan, avait plus tôt évoqué un **«sac»** déposé sur un banc : **«Une**

femme s'est assise sur un banc pendant 40 à 45 minutes et, une ou deux minutes après, il y a eu une explosion. Toutes les données sur cette femme sont en cours d'examen», a-t-il poursuivi. **«Soit ce sac contenait un minuteur, soit quelqu'un l'a activé à distance»**, a-t-il ajouté.

Le président Erdogan avait le premier dénoncé un **«vil attentat»**, juste avant de s'envoler pour l'Indonésie et le sommet du G20 à Bali : **«Les premières observations laissent subodorer un attentat terroriste»**, avait affirmé le chef de l'Etat, ajoutant qu' **«une femme y serait impliquée»**. **«Les auteurs de ce vil attentat seront démasqués. Que notre population soit sûre [qu'ils] seront punis»**, a promis Erdogan qui avait déjà été confronté à une campagne de terreur à travers le pays en 2015-2016.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara mais aussi par ses alliés occidentaux dont les Etats-Unis et l'Union européenne, est en lutte armée contre le gouvernement turc depuis le milieu des années 80. Il a souvent été rendu responsable par le passé d'attentats sanglants sur le sol turc. En décembre 2016, un double attentat près du stade de foot de Besiktas, à Istanbul – 47 morts dont 39 policiers et 160 blessés – avait été revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), groupe radical kurde proche du PKK.

PKK et Otan

Le PKK est par ailleurs au cœur d'un bras de fer entre la Suède et la Turquie, qui bloque depuis mai l'entrée de Stockholm dans l'Otan en l'accusant de mansuétude envers les forces kurdes. Ankara a réclamé l'extradition de plusieurs de ses membres dans un mémorandum d'accord signé en juin avec la Suède et la Finlande, autre pays nordique désireux de rejoindre l'Alliance atlantique.

Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, s'est rendu la semaine dernière à Ankara et a promis à Erdogan de répondre aux **«inquiétudes»** de la Turquie. Le Parlement suédois s'apprête d'ailleurs à voter pour changer la Constitution afin de durcir sa législation antiterroriste.

Le PKK est également régulièrement [visé par des opérations militaires turques](#) dirigées contre ses bases dans le nord de l'Irak et de la Syrie. Le mois dernier, de nombreuses accusations relayées par l'opposition et des observateurs turcs, mais démenties par les autorités, ont évoqué l'emploi d'armes chimiques par l'armée turque contre des combattants du PKK qui ont publié une liste de 17 noms, accompagnés de photos de personnes présentées comme des **«martyrs»** tués par des gaz toxiques.



14/11/2022

Répression en Iran : Macron favorable à de nouvelles sanctions

Face à la répression d'une grande violence qui s'abat sur les manifestations qui secouent l'Iran depuis deux mois, Emmanuel Macron appelle à réagir. Sur France Inter ce lundi matin, le président de la République a d'abord rappelé le « respect » et le « soutien » portés au combat mené par ces militantes, alors que plusieurs d'entre elles ont été reçues à l'Élysée. La colère a explosé en Iran en septembre, suite à la mort de Mahsa Amini après avoir été interpellée par la police des mœurs à Téhéran pour avoir, selon eux, mal porté le voile. Depuis, de nombreuses femmes se coupent les cheveux, retirent leur voile et descendent dans les rues en signe de protestation contre le régime islamique.

Pour Emmanuel Macron, ce qui se passe en Iran va « à l'encontre de beaucoup d'idées toutes faites qu'on entendait

depuis tant d'années : que les valeurs que nous défendons étaient des valeurs bonnes pour l'Occident mais pas vraies là-bas, que les femmes étaient heureuses de vivre dans cette situation d'obscurantisme et d'oppression et que culturellement les hommes ne les soutiendraient pas si elles voulaient en sortir ». Une révolte qu'il estime d'autant plus « importante » qu'elle est notamment portée par des jeunes qui n'ont jamais connu autre chose que ce régime.

« Réaction diplomatique forte »

Alors que l'Iran est un des pays les plus sanctionnés au monde, la réflexion se poursuit concernant de nouvelles sanctions, notamment du côté de l'Union européenne. Emmanuel Macron se dit « favorable à ce que nous ayons une réaction diplomatique forte ». Par

exemple, des sanctions ciblées, à l'encontre de « personnalités du régime qui ont une responsabilité dans [...] la répression de cette révolution ».

Le président français veut également engager les pays voisins à « mettre cette pression » sur l'Iran, à l'image de ce qui avait été porté l'année passée lors de la conférence de Bagdad. A l'occasion d'une session spéciale du conseil des droits de l'homme des Nations unies, le 24 novembre prochain à Genève, « on proposera une résolution qui porte sur la création d'un mécanisme d'enquête sur la violation des droits de l'homme en Iran », précise Emmanuel Macron, avant de citer comme impératifs : « pour suivre celles et ceux qui conduisent ces crimes et cette répression », « avoir une unité de la communauté internationale » et « soutenir ce mouvement civique ».

Interpellé par Léa Salamé concernant sa position sur le port du voile, et si celui-ci était un « objet de soumission des femmes », Macron estime que « pour elles [les femmes iraniennes qui manifestent, ndlr], il l'est ». Et en France ? Le discours se veut sur la ligne de la loi de 2004 sur les signes religieux dans les écoles publiques françaises : « On préserve cette liberté de croire et de ne pas croire et on autorise hors de l'école et des services publics le port de signes religieux [...] mais avec toujours un présupposé qui est que c'est un choix, que c'est libre », note le président, ajoutant qu'en France également, certaines jeunes femmes subissent « la pression de la famille, des proches » pour porter le voile. « Et c'est ça qu'il faut combattre », selon Macron



avec l'AFP
15/11/2022

Après l'attentat d'Istanbul, les autorités turques accusent les Kurdes du PKK

Le ministre de l'intérieur turc a annoncé lundi l'arrestation de plusieurs personnes. Il a aussi accusé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'être à l'origine de l'attentat.

Une forte détonation a retenti dimanche 13 novembre dans l'artère commerçante et très fréquentée d'Istiklal au cœur d'Istanbul, ont rapporté les médias turcs.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé, en direct à la télévision, un « vil attentat », qui, selon le dernier bilan, aurait fait six morts et quarante-

deux blessés étaient toujours hospitalisés dimanche soir, dont cinq en soins intensifs, et deux dans un état critique, d'après le ministre de la santé, Fahrettin Koca.

Le ministre de l'intérieur turc, Süleyman Soyulu, a accusé ce lundi matin le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'avoir causé l'attentat. « D'après nos conclusions, l'organisa-

tion terroriste PKK est responsable » de l'attentat, a affirmé M. Soylyu. Il a également annoncé l'arrestation d'une personne soupçonnée d'avoir déposé un engin explosif et de 21 autres suspects. Le ministre a aussi accusé les forces kurdes, qui contrôlent la majeure partie du nord-est de la Syrie, qu'Ankara considère comme terroristes, d'être derrière l'attentat.

« L'ordre de l'attentat a été donné de Kobané »

« Nous estimons que l'ordre de l'attentat a été donné de Kobané », a-t-il ajouté. Ville restée célèbre pour la bataille qui, en 2015, a permis aux forces kurdes de repousser le groupe Etat islamique, Kobané est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dont les Unités de protection du peuple (YPG), alliées au PKK, sont une composante majeure.

L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a fait six morts et 81 blessés, dont la moitié ont dû être hospitalisés. Parmi les victimes, toutes des citoyens turcs, figurent une fille de 9 ans et une autre de 15 ans.

Le ministre de la justice, Bekir Bozdog, a évoqué un **« sac »** déposé sur un banc par **« une femme [qui] s'y est asise pendant quarante à**



Sur les lieux d'une explosion dans le quartier de Taksim, dans le centre d'Istanbul, le 13 novembre 2022. KEMAL ASLAN / RUETERS

quarante-cinq minutes et, quelque temps après, une explosion ». **« Toutes les données sur cette femme sont en cours d'examen »**, a-t-il poursuivi, estimant que **« soit ce sac contenait un minuteur, soit quelqu'un l'a activé à distance »**.

L'explosion s'est produite peu après 16 heures (14 heures, heure à Paris), au moment où la foule dans la rue Istiklal était particulièrement dense, a rapporté la chaîne de télévision NTV.

Moins d'une heure après les faits, le Conseil supérieur de la radio-télévision de Turquie (RTUK) a interdit aux médias audiovisuels de diffuser des images de la scène. Selon la vidéaste de l'Agence France-Presse (AFP) qui s'est rendue sur place, la police a établi un large cordon de sécurité

pour empêcher l'accès à la zone meurtrie par crainte d'une seconde explosion. Un imposant déploiement de forces de sécurité barre également tous les accès.

Des images circulant sur les réseaux sociaux dans l'après-midi montraient des ambulances, des camions de pompiers ainsi que des forces de police sur place. Dans une vidéo postée en ligne, on peut voir l'explosion accompagnée d'une puissante détonation avant que les passants prennent la fuite.

Lire notre archive (2014) : [L'avenue Istiklal, miroir de la « nouvelle Turquie » d'Erdoğan](#)

Le PKK, souvent accusé par Ankara de « terrorisme »

Le PKK est considéré

comme une organisation terroriste par Ankara, mais aussi par ses alliés occidentaux, dont les Etats-Unis et l'Union européenne. Il est au cœur d'un bras de fer entre la Suède et la Turquie, qui bloque depuis mai l'entrée de Stockholm dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en l'accusant de mansuétude à l'égard du PKK. Ankara a réclamé l'extradition de plusieurs membres du PKK dans un mémorandum d'accord signé en juin avec la Suède et la Finlande, autre pays nordique désireux de rejoindre l'Alliance atlantique.

En lutte armée contre le gouvernement turc depuis le milieu des années 80, le PKK a été souvent rendu responsable par le passé d'attentats sanglants sur le sol turc. Il est également régulièrement visé par des opérations militaires turques contre ses bases dans le nord de l'Irak et de la Syrie. Le mois dernier, de nombreuses accusations relayées par l'opposition turque et démenties par les autorités ont évoqué l'emploi d'armes chimiques par l'armée turque contre des combattants du PKK. L'organisation a publié une liste de 17 noms, accompagnés de photos de personnes présentées comme des **« martyrs »** tués par des gaz toxiques.

Le Monde avec AFP

Attentat à Istanbul : accusé par la Turquie, le PKK dément toute implication

Selon la police turque, une jeune femme de nationalité syrienne a reconnu les faits et a déclaré avoir agi « sur ordre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) »

Après l'attentat qui a frappé le cœur d'Istanbul dimanche, une jeune femme a été interpellée et accusée d'avoir posé la bombe qui a fait six morts. De nationalité syrienne, la suspecte a reconnu les faits, a annoncé lundi 14 novembre la police turque, citée par des médias locaux.

« **La personne qui a déposé la bombe a été arrêtée** », a annoncé, tôt lundi, le ministre de l'intérieur, Süleyman Soyly. Des images de la police partagées par les médias turcs montrent une jeune femme en sweat-shirt violet appréhendée dans un appartement. Selon les forces de l'ordre, elle a reconnu avoir agi sur ordre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et reçu des directives à Kobané, dans le nord-est de la Syrie. Elle serait entrée clandestinement en Turquie en passant par Afrin, localité du Nord-Est syrien contrôlée par des soldats turcs et leurs supplétifs syriens. Selon le ministre de l'intérieur, elle s'apprêtait à « **fuir en Grèce** ».

« **Les opérations continuent** » pour arrêter d'autres suspects, a-t-il poursuivi. Et de marteler : « **Ils ont voulu nous adresser un message, nous l'avons reçu et nous**



Après un attentat à Istanbul, un membre de la police municipale tient des fleurs alors que des gens se recueillent sur l'artère commerçante Istiklal, lundi 14 novembre 2022. YASIN AKGUL / AFP

allons y répondre de la façon la plus ferme qui soit. »

Lire aussi : [A Istanbul, l'attentat sur l'avenue Istiklal ravive la mémoire de précédentes attaques meurtrières](#)

La Turquie rejette les condoléances américaines

« **D'après nos conclusions, l'organisation terroriste PKK est responsable** » de l'attentat, a affirmé le ministre. De son côté, l'organisation kurde a démenti toute implication. « **Il est bien connu que nous n'avons aucun lien avec cet événement, que nous ne visons pas les civils et rejetons les actions qui le font** », a-t-

elle affirmé dans un communiqué publié par l'agence de presse Firat, proche du PKK. Les Forces démocratiques syriennes ont elles aussi nié tout lien avec l'attaque d'Istanbul, assurant que la jeune femme qui l'a commis ne figurait pas sur leurs registres.

Hormis la jeune femme de nationalité syrienne, les autorités turques ont arrêté 46 personnes, au lendemain de cet attentat qui a frappé la rue Istiklal, l'une des artères les plus fréquentées d'Istanbul, en plein après-midi dimanche.

Selon un dernier bilan, l'attentat a fait six morts et quatre-vingt-un blessés, dont la moitié reste hospita-

lisés lundi. On compte parmi les victimes, toutes Turques, une fille de 9 ans tuée avec son père et une adolescente de 15 ans, morte avec sa mère.

Lundi, le ministre de l'intérieur turc, Süleyman Soyly, a rejeté les condoléances des Etats-Unis, qui, selon lui, « **soutiennent les terroristes** » kurdes. « **Notre alliance avec un Etat qui entretient Kobané et des poches de terreur (...) doit être débattue** », a ajouté M. Soyly.

Ankara accuse régulièrement les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux de protéger les combattants kurdes du PKK et les Unités de protection du peuple (YPG), considérés comme terroristes par Ankara.

La ville de Kobané est restée célèbre pour la bataille qui, en 2015, a permis aux forces kurdes soutenues par la coalition occidentale de repousser le groupe djihadiste Etat islamique. Elle est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes, dont les YPG – alliées au PKK – sont une composante majeure.

Lire aussi « [En Turquie, la priorité d'Erdogan est de voir disparaître toutes les forces liées au PKK](#) »

A Istanbul, l'attentat sur l'avenue Istiklal ravive la mémoire de précédentes attaques meurtrières

Au moins six personnes sont mortes et plus de 80 autres ont été blessées dans une explosion, dimanche, dans cette artère très peuplée de la mégapole turque. Au moins une vingtaine de personnes liées au PKK ont été arrêtées.

Ce dimanche 13 novembre avait l'allure d'une journée presque ordinaire à Istanbul. L'avenue Istiklal, l'artère piétonne la plus fréquentée de la ville, était noire de monde et le soleil se donnait des airs d'été indien. Lorsque retentit le bruit d'une explosion, à 16 h 20, en plein milieu du passage, à l'intersection de la petite rue Imam-Adnan, entre le magasin de vêtements Mango et le glacier Mado.

Lire notre archive (2014) : [L'avenue Istiklal, miroir de la « nouvelle Turquie » d'Erdoğan](#)

La déflagration, entendue à des centaines de mètres de distance, a été suivie par une nuée de sirènes de police et d'ambulances. En quelques minutes, les rues adjacentes étaient barrées par un déploiement de policiers sur les dents. Chacun, dans les environs, est en proie au choc. Ici, des touristes russes stupéfaits ; là, un vieux patron de café, les mains sur la tête, se rappelant les vagues d'attentats précédentes et leurs effets désastreux sur sa clientèle. Au coin de la rue Bekar, un ambulancier qui ne dira pas son nom lâche d'une voix blanche qu'il y a « **des morts, beaucoup, des blessés aussi, nombreux...** ». Et d'ajouter, sur un ton nettement plus rageur : « **C'est un ka-**

mikaze, un terroriste, la terrorneur, vous comprenez ? »

Pendant une bonne heure, les rumeurs n'ont cessé de circuler sur les réseaux sociaux, avant que l'accès à Internet ne soit réduit. Des images sanglantes aussi, prises d'une fenêtre en hauteur, juste au-dessus du lieu de l'explosion, effacées peu de temps après leur mise en ligne. Plusieurs messages affirment que c'est une femme qui aurait été à l'origine de l'attaque. Une femme voilée de noir et portant un pantalon militaire, selon un tweet de la chaîne Oda TV, connue pour sa proximité avec les milieux policiers.

Une Syrienne arrêtée

Longtemps, il n'a été question que d'une dizaine de blessés. Peu avant 18 heures, la préfecture annonce quatre morts et 38 blessés. Un chiffre rapidement corrigé à six morts et 81 blessés, en partie repris par le président Recep Tayyip Erdoğan dans une allocution télévisée de quelques minutes. Il y dénonce une « **attaque à la bombe** », « **un attentat lâche** », assurant que « **les attentats terroristes n'ont jamais réussi, ni par le passé ni par le présent, à soumettre notre peuple** ». Quelques minutes auparavant, le vice-président Fuat Oktay précisait de son côté que les forces de police

travaillaient sur « **un acte terroriste perpétré vraisemblablement par une femme** ».

Plus tard, lundi en pleine nuit, le ministre de l'intérieur turc, Suleyman Soylu, a directement accusé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'être à l'origine de l'attentat. Il a annoncé l'arrestation de 21 suspects, parmi lesquels la personne qui aurait placé la bombe. « **Nous estimons que l'ordre de l'attentat a été donné de Kobané** », a-t-il tenu à ajouter. La ville est célèbre pour la bataille qui s'y est déroulée et a permis aux forces kurdes de repousser, en 2015, le groupe Etat islamique (EI). Elle est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les Unités de protection du peuple (YPG), alliées au PKK, sont une composante majeure. Dans la matinée, la police d'Istanbul affirmait que la bombe avait bien été posée par une femme et qu'elle était de nationalité syrienne. Selon le communiqué, elle a reconnu avoir agi sur ordre du PKK. Depuis, les images de son arrestation se sont multipliées sur le Net.

L'explosion d'Istiklal survient plus de six ans après une vague d'attentats qui avait secoué la mégapole du Bosphore, précédée elle-même par une autre vague meur-

trière en novembre 2003. Cette dernière avait été perpétrée par des groupuscules islamistes turcs liés à l'époque à Al-Qaida. A chaque fois, l'avenue emblématique d'Istanbul a été prise pour cible au moins une fois. En mars 2016, l'EI avait revendiqué une attaque-suicide à une centaine de mètres à peine de celle de dimanche, un peu plus en contrebas de l'artère. Le bilan s'était élevé, ce jour-là, à quatre morts et une quarantaine de blessés, dont 12 étrangers. La série d'attentats qui s'est déroulée en 2015 et 2016, attribuée à l'EI et à des militants kurdes, ainsi que la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 avaient fait chuter la fréquentation touristique de plus de 30 %, selon les chiffres officiels.

Quelques heures avant l'annonce du ministre de l'intérieur, le Conseil supérieur de la radio-télévision de Turquie (RTUK) avait annoncé l'interdiction aux médias audiovisuels de diffuser des images de la scène. Venu sur les lieux de l'explosion, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, une des figures de l'opposition, a fait part lui aussi de sa consternation. Avec le ton conciliateur et apaisant qui le caractérise, il a affirmé : « **Tous ensemble, nous dépasserons ces moments difficiles.** »

Entre la Grèce et la Turquie, les tensions s'accroissent

Le basculement de Washington en faveur d'Athènes aggrave le contentieux entre les deux pays. A la frontière gréco-turque l'état d'alerte est quasi permanent.

Il y a les invectives, une grande nervosité, des plaies historiques et rien pour calmer la tension croissante. Pas un jour, ou presque, ne se passe sans des échanges de coups bas entre la Turquie et la Grèce, repris par les chaînes d'information des deux pays où experts militaires et diplomatiques débattent en boucle des risques de conflit. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est connu pour ses sorties abruptes et ses attaques musclées. Ses cibles sont nombreuses et aléatoires, mais elles semblent se concentrer ces derniers mois avec une rigueur toute particulière sur le gouvernement grec et son premier ministre, Kyriakos Mitsotakis.

« Pour moi, une personne du nom de Mitsotakis n'existe plus à partir de maintenant », a ainsi asséné l'homme fort d'Ankara, fin mai. « Je n'accepterai jamais de le revoir », a-t-il promis, avant de qualifier son homologue de « malhonnête ». A Prague, le 6 octobre, à la veille d'un sommet européen informel, le premier ministre grec a quitté le dîner officiel pendant le discours du président turc. Ce dernier a alors menacé la Grèce en reprenant une vieille chanson de Rüstü Sardağ : « Je peux venir soudainement une nuit. » Des paroles largement diffusées sur les ondes radiophoniques turques au mo-



Vue d'un déploiement grec de véhicules blindés sur une île de la mer Egée, prise par des drones militaires turcs, le 18 septembre 2022 (image fournie par le ministère turc de la défense). MINISTÈRE TURC DE LA DÉFENSE/ANADOLU AGENCY VIA AFP

ment de l'intervention militaire à Chypre en 1974.

8 880 violations de l'espace aérien grec

Ces échanges verbaux sont accompagnés de bruits de bottes et de manœuvres militaires. Jamais le rythme des patrouilles turques survolant le territoire grec n'avait atteint ce niveau d'intensité. Selon le ministère de la défense à Athènes, entre janvier et octobre, 8 880 violations de l'espace aérien grec par des avions et drones turcs ont été enregistrées, contre 2 744 en 2021, et à peine quelques centaines les années précédentes. « Quand autant

d'avions de chasse survolent une zone si restreinte, la possibilité d'un accident est bien réelle », avertit Periklis Zorzovilis, président de l'Institut grec des analyses en défense et sécurité.

Lire aussi : [Le président turc refuse de rencontrer le premier ministre grec lors du sommet de l'OTAN à Madrid](#)

Sur le terrain, des chars allemands – en remplacement de ceux envoyés par la Grèce en Ukraine –, ont été alignés à la frontière gréco-turque. Des deux côtés du fleuve frontière Evros, l'état d'alerte

est quasi permanent. Une atmosphère bien éloignée de celle de la période de détente observée entre la Turquie et la Grèce jusqu'en mars, quand MM. Mitsotakis et Erdogan avaient déjeuné sous les ors du palais du sultan ottoman Vahdettin, à Istanbul, se promettant alors de coopérer davantage dans le cadre de la guerre en Ukraine.

« Point de non-retour »

Depuis, le climat s'est considérablement détérioré. Il n'est pas aisé de définir tous les ressorts de l'hostilité gréco-turque tant l'histoire des deux pays est conflictuelle, mais

aussi source de crispations identitaires, surtout à la veille d'une année électorale à venir dans les deux territoires. La rupture actuelle, quant à elle, remonte au mois de mai, lorsque Kyriakos Mitsotakis a mis en garde, à Washington, les membres du Sénat et de la Chambre des représentants contre la fourniture d'armes américaines à la Turquie, sans la nommer expressément. **« La dernière chose dont l'OTAN a besoin ces jours-ci, alors que notre objectif doit être d'aider l'Ukraine à vaincre l'agression de la Russie, est une autre source d'instabilité sur le flanc sud-est, a déclaré le premier ministre, avant d'ajouter : Et je vous demande de garder cela à l'esprit lorsque vous prenez des décisions concernant les livraisons d'armes liées à la Méditerranée orientale. »** Des propos considérés comme **« un point de non-retour »**, selon Erdogan lui-même.

L'achat de chasseurs F-35 américains est un dossier sensible pour Ankara, qui cherche à moderniser sa flotte obsolète. Washington avait exclu la Turquie de ce programme militaire de pointe après qu'elle a acquis, en 2019, des missiles de défense anti-aérienne russes S-400.

Depuis 2019, Athènes a dépensé 10,3 milliards d'euros en équipement militaire pour faire face à la « menace turque »

C'est à partir de cette période qu'a été observé un basculement stratégique des Etats-Unis vers la Grèce, partenaire jugé plus fiable et moins ambivalent que la Turquie d'Erdogan. Depuis 2019, Athènes a dépensé 10,3 milliards d'euros en équipement militaire pour faire face à ce que les observateurs grecs appellent la **« menace turque »**.

En 2020, outre l'achat à la France de 24 avions Rafale, la Grèce a mis à niveau 84 de ses F-16, demandé à rejoindre le programme américain des avions F-35, et installé le système israélien de défense aérienne Dôme de fer au-dessus des îles de la mer Egée orientale, proches des côtes turques.

Athènes a signé un contrat de formation de pilotes avec Israël et un accord de défense avec les Etats-Unis qui augmente la présence américaine en Grèce. Le Pentagone peut, en plus de la base de l'OTAN à Souda, en Crète, utiliser la base d'Alexandroupoli, située à la frontière gréco-turque, à l'entrée de l'Europe orientale.

Pour Athènes, cette course à l'armement est nécessaire, avance Periklis Zorzovilis, après une décennie de crise économique durant laquelle les équipements n'avaient pas été renouvelés, mais elle constitue aussi **« une assurance de survie »** face à son voisin. **« La remise à niveau des Grecs du point de vue militaire et leur rapprochement avec Washington ont rendu les Turcs fous »**, admet Dorothee Schmid, directrice du programme sur la Turquie et le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales.

Lire aussi (en 2020): **Cent ans après, la revanche d'Erdogan sur le traité de Sèvres**

Côté turc, le pouvoir a révisé ses cartes et son argumentaire. Des doctrines comme la **« Mavi Vatan »** (« Patrie bleue »), revendiquant la souveraineté d'Ankara sur une zone de 462 000 km² autour de ses côtes, ont progressivement surgi dans le discours public après être restées longtemps confidentielles. Cette vision est portée par des amis désormais à la retraite

et proches du courant appelé « euro-asiatique » qui mise sur un rapport privilégié avec la Russie et la Chine.

Le 17 septembre, Ankara condamne, cette fois-ci, la décision de Washington de lever l'embargo sur les armes qui frappait la République de Chypre depuis 1987. Un coup de semonce supplémentaire adressé à Erdogan, pour qui la partie nord de l'île, auto-proclamée « république turque de Chypre du Nord », est devenue un moyen d'affirmer la puissance turque ainsi que sa diplomatie contestataire.

Nouvelles frontières maritimes

A peine deux semaines plus tard interviennent de nouvelles crispations : Ankara et le gouvernement de Libye signent un **« protocole d'entente »** pour la prospection d'hydrocarbures. En 2019, un premier accord énergétique avait déjà été conclu. Il dressait de nouvelles frontières maritimes du sud-ouest de la Turquie au nord-est de la Libye, à travers une zone revendiquée par la Grèce et Chypre. Ankara, qui n'est pas signataire de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, conteste que certaines îles grecques disposent de zones économiques exclusives. Ce point est une source de discordes d'autant plus vive que la Méditerranée orientale est riche en hydrocarbures.

Lire aussi : **Un nouvel accord turco-libyen ravive les tensions entre Athènes et Ankara**

Pour les analystes, les tensions ne vont pas s'apaiser jusqu'aux élections en Turquie et en Grèce, prévues au printemps ou à l'été prochain. D'autant que l'année 2023 est aussi une date anniversaire cruciale, celle du centenaire du traité de Lausanne

qui a défini les frontières entre les deux pays. Un traité remis en question par Erdogan qui, au risque de réveiller les démons de l'histoire, se plaît à évoquer les **« frontières du cœur »** de la Turquie, incluant notamment des îles grecques, **« si proches que l'on peut entendre vos voix lorsque vous criez dans notre direction »**.

« Nous n'allons pas entrer dans un échange de déclarations sans fin », a lancé M. Mitsotakis début novembre avant d'ajouter, en référence à la crise financière turque : **« Si la Grèce avait plus de 85 % d'inflation, je voudrais sans doute moi aussi sans cesse changer de discussion. »** Le leader conservateur est, lui aussi, fragilisé depuis l'été par un scandale de mise sur écoute de plusieurs journalistes, d'opposants politiques et de membres de son propre gouvernement. **« Du côté d'Erdogan, il y a la volonté de donner des gages aux nationalistes et, du côté de Mitsotakis, celle de rassurer la population grecque, surtout celle qui vit près de la frontière ou sur les îles »**, note Dorothee Schmid. **« La solution, s'interroge la spécialiste, serait peut-être, pour les deux pays, d'aller au Tribunal [d'arbitrage international] de La Haye [aux Pays-Bas] pour régler leurs différends, mais le coût politique pourrait être trop grand pour Athènes si des concessions devaient être faites. »**

Lire aussi la tribune : **« Erdogan agit en fonction d'une seule échéance : l'élection présidentielle de 2023 en Turquie »**

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant) et Marina Rafenberg (Athènes, correspondance)

Iran: Au moins trois morts dans des manifestations au Kurdistan iranien

L'Iran est secoué depuis plusieurs semaines par des manifestations violemment réprimées par les forces du gouvernement. Trois personnes ont été tuées mardi.

Au moins trois protestataires ont été tués mardi par les forces gouvernementales au Kurdistan iranien, selon une ONG, alors que des manifestations ont eu lieu à travers le pays pour rendre hommage aux victimes de la répression meurtrière de novembre 2019 liée à une hausse du prix du carburant.

Un mouvement de protestation, réprimé lui aussi, secoue la République islamique depuis la mort, il y a deux mois, de Mahsa Amini, une femme de 22 ans originaire du Kurdistan iranien arrêtée pour infraction au code vestimentaire strict qui oblige les femmes à porter la voile islamique en public.

«Les forces du gouvernement ont ouvert le feu (sur des manifestants) dans la plupart des villes où ont eu lieu des insurrections, comme à Sanandaj, Kamyaran et Kermanshah», dans le nord-ouest du pays, a déclaré à l'AFP l'ONG de défense des droits Hengaw, basée à Oslo. «Trois personnes ont été tuées jusqu'ici, deux à Sanandaj et une à Kamyaran» par des tirs directs des forces du gouvernement, a fait savoir l'ONG, ajoutant qu'elle essayait de confirmer des informations sur la mort d'autres personnes.

À Téhéran, des manifestants ont bloqué un grand rond-point, scandant «Liberté, liberté», selon des vidéos vérifiées par l'AFP. Alors que la nuit tombait, certains se sont

réunis autour de feux, scandant «Mort au dictateur», un slogan visant le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khomeini, selon une vidéo publiée par le média en ligne 1500tasvir.

Magasins fermés

Des gens ont défilé dans d'autres villes, notamment Bandar Abbas (sud) et Chiraz (sud), où l'on a vu des femmes en train de brandir leur foulard au-dessus de leur tête. Un appel à la grève avait été aussi lancé dans le pays.

Des magasins ont fermé dans le Grand Bazar de Téhéran, ainsi que dans les villes de Kerman (sud-est), Mahabad (nord-ouest), Chiraz et Yazd (centre), selon des vidéos publiées par 1500tasvir.

L'agence iranienne Mehr a fait état de la fermeture de la majorité des magasins dans le Grand Bazar, mais a cité un employé disant qu'ils avaient fermé après que des manifestants «ont menacé de (les) brûler».

Un porte-parole de la police a affirmé que 11 personnes avaient été arrêtées pour avoir «menacé» des commerçants au Grand Bazar dont ils voulaient qu'ils ferment leurs boutiques, dans des déclarations à la télévision d'État. Selon Hengaw, des arrêts de travail ont été observés dans la majeure partie du Kurdistan.

L'appel à manifester mardi a

été lancé pour marquer le troisième anniversaire du début des manifestations déclenchées en novembre 2019 par la hausse des prix du carburant, à l'origine de violences sanglantes dans de nombreuses villes du pays. Des postes de police avaient été attaqués, des magasins pillés, des banques et des stations-service incendiées.

Selon Amnesty International, au moins 304 personnes avaient été tuées au cours de ces violences. Et d'après les témoignages d'experts rapportés fin septembre devant un tribunal de Londres, le nombre de morts a même pu atteindre 1515.

Depuis la colère déclenchée par la mort de Mahsa Amini le 16 septembre, les manifestations en Iran se sont multipliées puis transformées en un vaste mouvement contre le régime qui dirige le pays depuis la Révolution islamique de 1979.

Nouvelles sanctions

Au moins 326 manifestants ont été tués dans la répression du mouvement, selon un bilan établi samedi par Iran Human Rights (IHR), une ONG basée à Oslo. Ce chiffre comprend au moins 123 personnes tuées depuis le 30 septembre dans la province du Sistan-Baloutchistan (sud-est), après des manifestations provoquées par le viol présumé d'une jeune fille par un policier.

Les actions de protestation ne montrent aucun signe d'apaisement malgré la violente répression face à des manifestants largement pacifiques, selon des ONG de défense des droits humains, et une campagne d'arrestations massives incluant des militants, des journalistes et des avocats. Parmi eux figure Hossein Ronaghi, défenseur de la liberté d'expression en grève de la faim, hospitalisé dimanche puis retourné en prison lundi soir après l'amélioration de son état de santé.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU a réclamé mardi la libération «immédiate» des milliers de personnes arrêtées pour avoir participé aux manifestations et dénoncé des peines de plus en plus sévères, comme une récente condamnation à la peine de mort d'un manifestant.

Lundi, l'Union européenne avait annoncé de nouvelles sanctions visant 29 responsables iraniens parmi lesquels le ministre de l'Intérieur, Ahmad Vahidi, et trois institutions, notamment la chaîne publique Press TV, accusée d'avoir diffusé «les aveux forcés» de détenus après la répression de manifestations contre la mort de Mahsa Amini. L'Iran a vivement critiqué mardi ces nouvelles sanctions et annoncé qu'il se réservait le droit d'y répondre «avec force».

(AFP)



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan's Weekly Brief November 15, 2022

Iran

Anti-regime protests continued for their ninth week across Iran, including the Kurdistan Region. Though numbers could be higher, rights groups revealed the names of at least **326 killed** by the security forces. Among the victims **were 57 Kurds**, including eight minors and five women. The Iranian authorities used force to end the new wave of protests in Marivan last week, wounding at least **50 people** and arresting dozens. On Monday, a Kurdish man named Hamid Guli, beaten by the police days ago, lost his life in Tehran. His family was banned from holding a public funeral in Sanandaj (Sena). Likewise, the security forces killed two protesters, Saman Rahmani in Tehran, and Ardalan Qasimi in Kermanshah, for writing anti-regime slogans. The authorities also **kidnapped** several civilian activists, Qadir Paknaha and Kiwan Nabi, in Piranshahr. At the same time, 14,000 people remain in Iranian prisons facing long jail times and **death sentences**, including a Kurdish singer **named Saman Yasin**, amid calls by the United Nations to **halt executions**. Last Wednesday, several Kurdish cities held a public strike and closed down shops and businesses. Moreover, **on Monday, the European Union imposed** new sanctions against three Iranian organizations and 29 government officials, including the minister of interior Ahmad Vahidi. French President Emmanuel Macron vowed more **sanctions for a crack-down** on peaceful protests. In the US, the Federal Investigations Bureau (FBI) revealed that Iran and China are hiring private detectives to monitor **dissidents**.

Iraq

On Monday, the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) **launched a new wave** of attacks on Iranian Kurdish parties in Iraqi Kurdistan. Several missiles and drones bombed the headquarters of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) in Koya and the Komal party in Sulaymaniyah's Zargweez sub-district. The attacks killed **two KDPI** members and wounded six people in Koya. The Kurdistan Regional Government (KRG), Iraq's Foreign Ministry, the United Nations, the US, the UK, and several other countries denounced the attacks. The IRGC vowed to continue attacking the opposition groups. The Iranian Kurdish opposition repeatedly denied physical involvement in the ongoing protests inside Iran but supported it via statements. The exiled Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP) called for a general strike across Kurdistan on November 17, marking the third month of the anti-government demonstrations. The IRGC also bombed several locations near the Bradost region **with artillery**. The IRGC killed 24 Iranian Kurds on **September 28**, targeting three areas of the Kurdish opposition.

In a press conference, the new Iraqi Prime Minister, Mohammed Shia' Al Sudani, vowed to solve the issues with the Kurdistan Region, including adopting a new oil and gas law and the budget of the Kurdistan region. "Our discussions with the Ministry of Oil continue to prepare the oil and gas bill. And with the Kurdistan Region, there will be preliminary discussions on the bill before being presented to the Council of Ministers and then sent to parliament," Al Sudani **told Rudaw**.

Turkey

On Sunday afternoon, a bomb killed six people and wounded 81 in Istanbul's crowded Istiklal street. The Turkish authorities detained a suspect woman hours after the bombing, accusing her of ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK). The Turkish minister of interior, **Suleyman Soylu**, said the suspect received her phone from Kobane and entered Turkey from Afrin. Soon after Soyl's allegations, the PKK **denied involvement**, and its umbrella organization, the Kurdistan Democratic Communities Union, **accused the Turkish ruling parties** of "hiding the truth" and "creating the necessary conditions for them to carry out their malicious plans." Likewise, the Syrian Democratic Forces (SDF) commander Mazloun Abdi rejected the Turkish allegations and expressed condolences to the families and the Turkish people. Several **experts and political** observers doubted the story of the Turkish government of the bombing. On Tuesday, November 15, the **Turkish police investigated** an ultra-nationalist official, a member of the Nationalist Movement Party (MHP), after phone records of calls between him and the suspect.

In a recent ruling, the European Court of Human Rights ruled to release the thirteen jailed lawmakers of the Peoples' Democratic Party (HDP). Previously, the same court also ruled to release the Kurdish politician Selahattin Demirtas and the Turkish philanthropist Osman Kavala. Still, the Turkish government rejected the court's orders risking Turkey losing **Europe's human rights protections**. "The immediate release of our friends who have been unjustly and unlawfully taken hostage until today is a universal law and constitutional obli-

gation before Turkey." **read the statement** of the HDP's Law and Human Rights Commission. Separately, a criminal court in Diyarbakir (Amed) sentenced the former HDP lawmaker Sırrı Süreyya Önder to five months in prison for "publicly insulting the Turkish nation." Önder was one of the senior HDP lawmakers sacked by the government. In Van, a criminal court sentenced 22 members of the Kurdish Democratic Society Congress (DTK) to six years and three months for each for "membership of a terrorist organization."

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) **announced** the death of one of its ranks and the injury of three others by Turkish artillery in two villages near Zarkan town. Moreover, Turkey and its Syrian proxies shelled east of Kobane, Tal Tamer, and Tal Rifa'at, wounding one civilian named **Mohammed Shibli**.

The new Swedish prime minister visited Ankara and vowed to counter "**terrorism**" **threats to Turkey**, including crackdowns on Kurdish groups in Sweden. Previously, Swedish Foreign Minister Tobias Billström also said they would "keep their distance" from Syrian Kurds. In response, the Syrian Democratic Council (SDC) expressed **concerns about remarks** by the Swedish government. "Sweden is not that weak that it is subject to blackmail by Turkey, and it was not forced at this moment to make concessions and weaken democracy and the rule of law to please a dictator with experience throughout the region," read the SDC statement. Sweden aims to join NATO, but the Turkish veto has prevented it so far.

L'Iran cherche à "kidnapper ou tuer" des opposants basés au Royaume-Uni, prévient le MI5

Le patron du renseignement intérieur britannique a mis en garde mercredi contre les "menaces directes" posées par l'Iran, avertissant que la République islamique cherche à "kidnapper ou tuer" des Britanniques qu'elle considère comme des "ennemis du régime".

Téhéran émet des "menaces directes" sur le Royaume-Uni via des services de renseignements agressifs", a indiqué Ken McCallum, précisant qu'"au moins dix menaces potentielles" avaient été repérées cette année. "A son paroxysme, cela inclut des ambitions de kidnapper ou même de tuer des Britanniques ou des individus basés au Royaume-Uni perçus comme des ennemis du régime", a ajouté le chef des renseignements lors d'un discours au siège du MI5, imposant bâtiment bordant la Tamise à Londres.



Le patron du renseignement intérieur britannique Ken McCallum à Londres, le 14 octobre 2020. Photo UK Government/Handout via REUTERS

Les avertissements du MI5 interviennent tandis que le gouvernement britannique a accusé la semaine dernière l'Iran d'avoir proféré des menaces de mort à l'encontre de journalistes basés au Royaume-Uni. La chaîne de télévision en persan basée à Londres -Iran International- avait rapporté que deux de ses journalistes travaillant au Royaume-Uni avaient reçu des menaces de mort de la part des gardiens

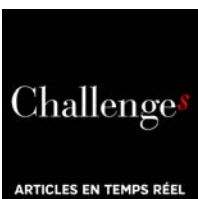
de la révolution (l'armée idéologique de Téhéran).

Iran International couvre notamment les manifestations qui ont lieu en Iran depuis la mort mi-septembre de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans décédée trois jours après son arrestation à Téhéran pour infraction au strict code vestimentaire qui oblige les femmes à porter le voile en public. La contestation

est réprimée dans le sang et des dizaines de journalistes ont été arrêtés.

Vendredi, la police britannique a également annoncé avoir mis en place un "plan de protection" pour une championne de lutte iranienne vivant en Ecosse, Melika Balali, qui a également reçu des menaces proférées selon elle par les autorités iraniennes.

Le patron du renseignement intérieur britannique a mis en garde mercredi contre les "menaces directes" posées par l'Iran, avertissant que la République islamique cherche à "kidnapper ou tuer" des Britanniques qu'elle considère comme des "ennemis du régime". Téhéran émet des "menaces directes" sur le Royaume-Uni via des services de renseignements agressifs", a indiqué Ken McCallum,...



17 novembre 2022
Avec AFP

Iran: dix morts dans des attaques, la contestation ne faiblit pas

Des assaillants armés à moto ont tué dix personnes en Iran, dans deux attaques mystérieuses survenues alors que les manifestations déclenchées par la mort de Mahsa Amini ne mon-

traient aucun signe de répit jeudi.

Un manifestant a par ailleurs été tué jeudi à Boukan, en Azerbaïdjan occidental, a annoncé le groupe de défense

des droits humains Hengaw, qui avait fait état la veille de dix morts dans des combats de rue entre manifestants et forces antiémeute dans les régions à population kurde de l'ouest du pays.

Malgré une répression meurtrière, les autorités semblent avoir du mal à contenir la vague de protestation déclenchée le 16 septembre par la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans ar-

rêtée par la police des moeurs pour avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

Un appel à trois jours de mobilisation entre mardi et jeudi avait été lancé pour commémorer le "Novembre sanglant" de 2019, lorsque des manifestations déclenchées par la hausse des prix du carburant avaient entraîné des violences meurtrières à travers le pays.

Dirigé au départ contre l'obligation pour les femmes de porter le voile, le mouvement actuel cible désormais le régime religieux, confronté à un défi sans précédent depuis la Révolution islamique de 1979.

- Attaque sur un marché -

Sans qu'un lien puisse être établi avec ce mouvement, des assaillants à moto ont ouvert le feu à l'arme automatique et tué sept personnes, dont une femme et deux enfants de 9 et 13 ans, mercredi à Izeh, dans la province du Khouzistan (sud-ouest), selon des responsables.

"Un groupe terroriste a profité

d'un rassemblement devant le marché central pour ouvrir le feu sur des manifestants et des forces de l'ordre", a rapporté l'agence officielle Irna.

L'attaque, qui a fait huit blessés, est la seconde attribuée par les autorités à des "terroristes" depuis le début du mouvement de protestation, après un attentat revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui a fait 13 morts le 26 octobre dans un sanctuaire musulman de Chiraz, dans le sud de l'Iran.

Mais un membre de la famille du garçon de 9 ans tué mercredi, identifié comme Kian Pir-falak, a accusé les forces de sécurité d'avoir mené l'attaque d'Izeh, selon une information de Radio Farda, une radio en persan financée par les Etats-Unis et basée à Prague.

"Il rentrait chez lui avec son père et a été atteint par des balles tirées par le régime corrompu de la République islamique. Leur voiture a été attaquée de toutes parts", a raconté cette personne à la radio.

Le président ultra-conservateur Ebrahim Raïssi a donné l'ordre aux autorités "d'agir promptement pour identifier les auteurs de l'attaque et les remettre à la justice pour qu'ils soient punis", selon l'agence Fars.

Quatre heures plus tard, à Is-pahan, la troisième ville d'Iran, dans le centre du pays, deux assaillants à moto ont tiré à l'arme automatique, tuant un officier de police et deux paramilitaires de la milice des Bas-sidji, et faisant sept blessés, selon les médias.

- "Faux procès" -

Ailleurs dans le pays, les forces de sécurité ont été accusées d'avoir tué au moins dix personnes en 24 heures lors de manifestations à Boukan, Kamyaran, Sanandaj ainsi qu'à Saghez, la ville natale de Mahsa Amini au Kurdistan, a annoncé Hengaw tard mercredi.

Selon cette ONG de défense des Kurdes d'Iran basée à Oslo, des grèves étaient observées jeudi notamment dans ces quatre villes.

Au moins 342 personnes ont été tuées dans la répression du mouvement, dont 43 enfants et 26 femmes, selon un bilan établi mercredi par Iran Human Rights (IHR), une autre ONG basée à Oslo.

Selon IHR, au moins 15.000 personnes ont été arrêtées, un chiffre démenti par Téhéran.

Les autorités font état de 2.000 inculpations, accusant les "ennemis" de l'Iran de chercher à déstabiliser le pays.

Depuis dimanche, la justice iranienne a condamné à mort cinq personnes inculpées pour leur implication dans les manifestations.

Amnesty International a dénoncé mercredi "l'usage effrayant de la peine de mort" par l'Iran "afin de réprimer le soulèvement populaire avec une brutalité accrue". Selon l'ONG, les autorités iraniennes ont demandé la peine capitale pour au moins 21 personnes lors de "faux procès visant à intimider" les manifestants.

Nouvelle journée de violences meurtrières en Iran

Des centaines de personnes en deuil ont manifesté jeudi dans des villes kurdes d'Iran, des protestations toujours marquées par des violences meurtrières deux mois après la mort de Mahsa Amini.

Ces manifestations ont coïncidé cette semaine avec les commémorations du "Novembre sanglant" de 2019, lorsque plus de 300 manifestants, selon Amnesty, ont été tués en quelques jours dans la répression d'une contestation en Iran provoquée par la hausse des prix du carburant.

Les autorités semblent avoir du mal à contenir la vague de

protestations déclenchée le 16 septembre par la mort en détention de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des moeurs pour avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

Jeudi, les forces de sécurité ont tué un manifestant à Boukan et deux autres à Sanandaj où des habitants ont, comme le veut la tradition, marqué le 40e jour du décès de quatre des leurs, tués dans la répression, selon l'ONG de défense des Kurdes d'Iran Hengaw, basée en Norvège.

"Mort au dictateur", ont crié les manifestants à Sanandaj,

selon une vidéo mise en ligne, en allusion au guide suprême Ali Khamenei. Ils ont afflué dans les rues où ont résonné des tirs et des feux ont été allumés, selon une vidéo publiée par Hengaw et vérifiée par l'AFP.

Dans cette même ville, un colonel de police a été poignardé à mort jeudi et un autre, blessé à l'arme blanche la veille, a succombé, selon l'agence officielle Irna. Et à Machhad (nord-est), deux paramilitaires ont été poignardés à mort alors qu'ils tentaient d'intervenir contre des "émeutiers menaçant des commerçants pour les obliger à fermer", d'après l'agence.

- "Phase armée" -

A Boukan, des "émeutiers" ont détruit et incendié des biens publics et mis le feu au siège de la municipalité, avant l'arrivée de la police, a affirmé Irna.

D'après Hengaw, des grèves ont été observées dans quatre villes de l'ouest de l'Iran où les forces de sécurité ont, selon Hengaw, tué dix manifestants mercredi. Parmi ces villes, Saghez, la ville natale de Mahsa Amini au Kurdistan.

Il est à craindre que le régime ne devienne "plus violent après avoir été incapable pendant deux mois" de faire cesser la contestation, analyse Saeid

Golkar, enseignant à l'université américaine du Tennessee à Chattanooga.

Au moins 342 personnes ont été tuées dans la répression du mouvement de contestation déclenché le 16 septembre dernier, selon un bilan établi mercredi par Iran Human Rights (IHR), une ONG basée à Oslo.

Sans qu'un lien puisse être établi avec le mouvement de contestation actuel, deux attaques à l'arme automatique menées par des inconnus ont fait dix morts mercredi.

A Izeh (sud-ouest), sept personnes, dont une femme et deux enfants, ont été tuées par des "terroristes" qui ont tiré sur manifestants et policiers, selon des responsables. Mais un proche de l'un des enfants tués a accusé les forces de sécurité d'avoir mené l'attaque d'Izeh, d'après Radio Farda, une radio en persan financée par les Etats-Unis et basée à Prague.

Et à Ispahan (centre), deux inconnus à moto ont tué un officier de police et deux paramilitaires, selon les médias iraniens.

Pour l'agence de presse iranienne proche des autorités Fars, ces attaques qui n'ont pas été revendiquées marquent "le début de la phase de l'action armée menée par ceux



Une manifestante porte un portrait de Mahsa Amini, lors d'une manifestation de soutien au mouvement de contestation en Iran, le 23 septembre 2022 à Bruxelles. AFP - Kenzo TRIBOUILLARD

qui veulent démanteler le pays après l'échec de la grève et des émeutes".

"Ces actions sont menées dans le but d'inciter à la guerre civile", a-t-elle ajouté en faisant état de la découverte de "grandes quantités d'armes" entrées clandestinement en Iran ces dernières semaines.

- "Enorme conspiration" -

Les autorités qualifient les ma-

nifestations d'"émeutes" et accusent des pays occidentaux de les encourager.

Depuis dimanche, la justice iranienne a condamné à mort cinq personnes liées aux "émeutes". Amnesty International a dénoncé "l'usage effrayant de la peine de mort afin de réprimer le soulèvement populaire avec une brutalité accrue".

Jeudi, le ministre des Affaires

étrangères Hossein Amir-Abolmohsen a accusé Israël et des services de renseignement occidentaux de "planifier" une guerre civile en Iran.

Et le général Hossein Salami, chef des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, a accusé "les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, Israël, l'Arabie saoudite et leurs alliés" d'une "énorme conspiration contre la nation iranienne".

Le Monde

avec afp
17/11/2022

En Iran, de nouvelles condamnations à mort après deux mois de contestation

Depuis le 16 septembre, la République islamique est secouée par une vague de manifestations après la mort de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans arrêtée pour infraction au code vestimentaire.

La justice iranienne a annoncé, mercredi 16 novembre, trois nouvelles condamnations à mort à l'encontre de manifestants, où sept

personnes ont été tuées en deux jours lors du mouvement de protestation après la mort de Mahsa Amini.

La nuit de mardi à mercredi a connu des scènes de violence dans plusieurs villes. Les manifestants marquaient en parallèle le troisième anniversaire

d'un autre mouvement, celui de 2019, déclenché par la hausse des prix du carburant, lui aussi réprimé dans le sang.

Plus tard dans la journée de mercredi, des assaillants à moto ont ouvert le feu sur des manifestants et des forces de l'ordre sur un marché de la ville d'Izeh, dans le sud-ouest de l'Iran, faisant sept morts, selon l'Agence de presse de la République islamique (ou IRNA, pour *Islamic Republic News Agency*, en anglais). Un premier bilan faisait état de cinq morts et dix blessés. « **Deux blessés ont succombé jeudi à l'aube, portant le bilan à sept tués et huit blessés** », a annoncé un responsable de l'hôpital Jondi-Chapour à Ahvaz, la capitale de la province, cité par l'IRNA. Parmi les morts figurent une femme de 45 ans et deux jeunes de 9 et 13 ans, affirme ce même responsable. Cette attaque, attribuée par les autorités à des « **éléments terroristes** », n'a pas été revendiquée. Trois personnes ont été arrêtées selon l'IRNA.



Capture d'écran d'une vidéo du 30 octobre 2022 montrant des affrontements dans le secteur de l'université de Téhéran nord. UGC / AFP

Quatre heures plus tard, à Isfahan, dans le centre de l'Iran, deux assaillants à bord d'une moto ont tiré à l'arme automatique sur des agents de sécurité, tuant un colonel de police et deux miliciens (*bassidji*). Sept autres agents de sécurité ont été blessés, selon la télévision publique.

Depuis le 16 septembre, la République islamique est secouée par une vague de manifestations à la suite de la mort de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans arrêtée pour infraction au code vestimentaire strict qui oblige les femmes à porter le voile islamique en public.

Cinq condamnations depuis dimanche

Les autorités qualifient la plupart des manifestants d'« **émeutiers** », instrumentalisés par des puissances étrangères. La justice a infligé mercredi la peine capitale à trois personnes inculpées pour leur implication dans les manifestations, a affirmé l'agence de l'Autorité judiciaire Mizan Online, portant à cinq le nombre de condamnations à mort depuis dimanche.

L'une de ces personnes a foncé sur des policiers avec sa voiture, tuant l'un d'eux, la deuxième a blessé un garde avec une arme blanche et la troisième a tenté de bloquer la circulation et « **semer la terreur** », selon les actes d'accusation. Malgré la répression, la mobilisation ne faiblit pas dans les rues.

« **On se battra ! On mourra ! On récupérera l'Iran !** », criaient des dizaines de manifestants autour d'un feu dans la nuit à Téhéran, selon une vidéo diffusée mercredi par le média en ligne *1500tasvir*. Au Kurdistan iranien (nord-ouest), d'où était originaire Mahsa Amini, « **les forces du gouvernement ont ouvert le feu** » sur des manifestants dans plusieurs villes et trois d'entre eux ont été tués, deux à Sanandaj et un à Kamyarana, a déclaré mardi soir l'organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains Hengaw, basée à Oslo.

Mercredi, un manifestant, Burhan Karmi, a été tué devant la maison de l'homme tué la veille à Kamyarana, Fuad Mohammadi, un commerçant, dont les proches s'étaient rassemblés

pour ses funérailles, selon Hengaw. « **Notre frère Fuad est un héros, le martyr du Kurdistan** », criait la foule, selon des vidéos mises en ligne.

Un appel à trois jours de mobilisation entre mardi et jeudi avait été lancé pour commémorer le « **Novembre sanglant** » de 2019, lorsque des manifestations avaient entraîné des violences meurtrières dans de nombreuses villes.

Crainte d'« exécutions de masse »

L'agence de presse officielle IRNA a rapporté que deux gardiens de la révolution et un paramilitaire avaient été tués mardi lors de manifestations dans les villes kurdes de Boukan et Kamyaran (nord-ouest) ainsi qu'à Chiraz (sud).

Au moins 342 manifestants ont été tués dans la répression du mouvement, selon un nouveau bilan diffusé mercredi par Iran Human Rights (IHR), une ONG basée à Oslo. Selon IHR, au moins 15 000 personnes ont été arrêtées, un chiffre démenti par Téhéran.

Dans la province de Fars (sud), 110 personnes, dont 18 femmes, ont été arrêtées mardi pour avoir bloqué des routes, endommagé des biens publics et lancé des pierres contre les forces de sécurité, selon l'IRNA.

« **Les manifestants n'ont pas accès à des avocats lors des interrogatoires, ils sont soumis à de la torture physique et psychologique pour qu'ils fassent de faux aveux et sont condamnés sur la base de ces aveux par des tribunaux révolutionnaires** », a affirmé le directeur d'IHR, Mahmood Amiry-Moghaddam. Il a dénoncé les condamnations à mort de manifestants, caractéristiques d'un « **régime oppressif** », et dit craindre « **des exécutions de masse** ».

A Londres, le patron des services de renseignement britanniques, Ken McCallum, a mis en garde mercredi contre les « **menaces directes** » posées par l'Iran, qu'il accuse de chercher à « **kidnapper ou tuer** » des Britanniques « **perçus comme des ennemis du régime** ».



Récit Justin Pantel
17 novembre 2022

Iran : rencontre avec Roya, héroïne de la révolution

En se rasant la tête sur la tombe de sa mère, Roya devient une icône universelle, fin septembre, à Kermanschah, une semaine après l'assassinat de sa mère par la police lors d'une manifestation. « J'étais pleine de colère, j'ai coupé mes cheveux, en larmes, cela venait du tréfonds de mon âme », se souvient Roya.

Six semaines séparent ces deux photos. Les cheveux de Roya Piraie ont un peu repoussé, sa peine et son courroux sont toujours aussi vifs. Diffusé sur les réseaux sociaux, le geste de cette étudiante en architecture de 25 ans est devenu le symbole du sacrifice auquel le peuple d'Iran est prêt pour recouvrer sa liberté. Obligée de fuir son pays, Roya ne compte pas se taire : « Je veux être la voix de ma mère et de tous ceux que la République islamique a réduits au silence. » De passage à Paris, à l'initiative de Justice pour les Kurdes, L'ONG créée en 2018 par Thomas S. Kaplan et BERNARD-HENRI Lévy, elle a raconté son histoire à Match, avant de rencontrer le président Macron.

« Femmes, vie, liberté ». Dans la rue, les universités ou sur les réseaux sociaux, elles continuent de brandir ces trois mots devenus la devise d'un mouvement qui refuse de se laisser museler. Comme lors des précédents soulèvements de 2009, 2017 et 2019, la répression est implacable : plus de 300 personnes tuées, dont une cinquantaine d'enfants, depuis le début de la fronde mi-septembre, et jusqu'à 1.000 inculpations. Le 11 novembre, alors qu'il rencontrait une délégation de dissidentes iraniennes, le président français a salué leur courage et promis son soutien. En se rasant la tête sur la tombe de sa mère, Roya devient une icône universelle. Fin septembre, à Kermanschah, une semaine après l'assassinat de sa mère par la police lors d'une manifestation.



A g., Roya Piraie, 25 ans, à Paris le 11 novembre. A d. : Fin septembre, à Kermanschah, une semaine après l'assassinat de sa mère par la police lors d'une manifestation. « J'étais pleine de colère, j'ai coupé mes cheveux, en larmes, cela venait du tréfonds de mon âme », se souvient Roya. © Alvaro Canovas / Paris Match, DR

« J'étais pleine de colère, j'ai coupé mes cheveux, en larmes, cela venait du tréfonds de mon âme », se souvient Roya.

La répression est si brutale que les Iraniennes pressent l'Occident d'agir enfin

Depuis le 20 septembre dernier, Roya vit en apnée. Dans le café parisien où nous la rencontrons, la frêle jeune femme de 25 ans, tout de noir vêtue, ressasse à s'en rendre malade les derniers moments partagés avec sa mère. « Je l'ai distraite-ment embrassée avant d'aller chez des amis sans me douter que je ne la reverrais jamais », se flagelle-t-elle. Quatre jours après la mort de Mahsa Amini, qui a suscité le mouvement de contestation inédit qui se poursuit en Iran, Minou Majidi succombait à son tour sous les balles des policiers antiémeute à Kermanschah, dans l'ouest du pays. Cette mère de famille d'une soixantaine d'an-

nées avait dissimulé à sa fille son intention d'aller manifester, inquiète que cette dernière n'insiste pour l'accompagner. Mis dans la confiance, son mari avait tenté de l'en dissuader. « Si je n'y vais pas, qui défendra l'avenir de nos enfants ? » lui avait-elle opposé avant de quitter la maison. Peu après 20 heures, elle s'écroulait au milieu de la foule. Méthodiquement, Roya reprend le déroulé de la soirée comme pour se persuader qu'elle n'aurait rien pu faire pour en changer le cours tragique. « Quand je suis rentrée à la maison vers 23 heures, j'ai constaté que maman n'était pas là. J'ai appelé toute la famille, les amis, personne ne savait où elle était. Mon père a décidé de partir faire la tournée des hôpitaux. » De retour une heure plus tard accompagné de deux tantes en pleurs, ce dernier lui a annoncé d'une voix enrouée de sanglots : « Ma fille, te voilà désormais orpheline de mère. » Roya raconte alors être sortie pieds nus dans la rue

en se frappant le visage et en s'arrachant les cheveux, hurlant que la République islamique venait d'assassiner sa mère. Des voisins l'ont ramenée de force à l'intérieur de la maison. « C'est à ce moment-là que l'enfer a véritablement commencé, murmure-t-elle. Je n'avais ni larmes ni mots, uniquement une colère sourde qui me brûlait à l'intérieur. » Il leur faudra batailler pendant deux jours pour récupérer la dépouille de Minou. Un délai insoutenable que Roya interprète comme un ultime acte de sadisme de la part des autorités. « Ce sont des monstres qui cherchent à nous torturer par tous les moyens », lâche-t-elle. À moins que lesdites autorités, qui ont veillé à saisir les caméras de surveillance ayant filmé la scène, n'aient cherché à dissimuler leur crime... L'examen médico-légal a ainsi révélé la présence de 167 fragments de plomb dans le corps de la mère de famille.

Déjà condamnée pour son engagement féministe, l'actrice Taraneh Alidoosti brandit le slogan de la révolte.

Dans le métro, une guitare entame « Barayé », l'hymne de la résistance, et toute la rame le reprend en chœur

Le jour de l'enterrement, malgré la présence de nombreux agents du régime, le recueillement cède rapidement la place à la révolte. Pendant que la foule hurle sa haine envers un régime assassin, Roya se tient à l'écart, terrassée par le chagrin. De loin, elle observe sans pouvoir les rejoindre ces centaines de femmes rassemblées autour de la sépulture de sa mère, faisant tourner leurs voiles aux cris de « Femmes, vie, liberté ». Elle ne sort de son état de sidération qu'au moment où le corps est mis en terre. On la verra alors se jeter dans la fosse pour l'étreindre une dernière fois, avant de se murer à nouveau dans la douleur. Jusqu'à ce geste qui a fait basculer sa vie... Près de deux mois après le décès de Minou, son « modèle absolu », Roya ne parvient toujours pas à expliquer ce qui l'a poussée, six jours après l'enterrement, à s'emparer d'une paire de ciseaux pour taillader sa longue chevelure. Elle parle rétrospectivement d'un « accès de désespoir incontrôlable », converti le lendemain en acte de résistance. « Comme je n'avais toujours pas la force de parler, j'ai décidé d'exprimer mon chagrin et ma colère à travers une image. » La jeune femme pose alors devant la tombe de sa mère, la tête rasée, ses cheveux dans la main. Postée sur son compte Instagram, la photo, bouleversante, devient virale en quelques heures. Dans le monde entier, des centaines de femmes se filment à leur tour en train de se couper les cheveux en signe de solidarité. Dépassée par l'ampleur du mouvement, la famille de Roya prend rapidement la décision d'organiser sa fuite vers Téhéran. Elle reste cachée chez des amis pendant trois longues semaines avant de s'envoler pour la Turquie, poussée à l'exil comme tant d'autres. Son lieu de résidence est, depuis, tenu secret pour des raisons de sécurité. La République islamique a maintes fois prouvé, dans le passé, sa capacité à éliminer ses détracteurs au-delà de ses frontières.



La répression est si brutale que les Iraniennes pressent l'Occident d'agir enfin



1 et 2. Les comédiennes Khazar Masoumi et Mina Akbari mettent leur popularité au service de la cause en se photographiant tête nue. Dans les mains de la seconde, le triptyque « Femmes, vie, liberté ».

3. En skate et sans voile. Arrêtée lors d'une manifestation le 22 septembre, Asal Nahi, 15 ans, a été renvoyée à la prison de Tabriz. Depuis, sa famille est sans nouvelles.

4. Accusée d'espionnage, Elham Afkari est arrêtée à Chiraz le 10 novembre. Elle est la sœur du lutteur Navid Afkari, torturé puis exécuté par pendaison en 2020 pour avoir manifesté contre le régime.



Sans voile elle aussi, la comédienne Donya Madani écrit sur Instagram : « Je lutterai pour les femmes, la vie, la liberté et vous allez vous y habituer. »

Consciente du danger, Roya tient pourtant à témoigner afin d'être, dit-elle, la « voix éteinte » de sa mère. Vendredi dernier, la jeune femme a été reçue par Emmanuel Macron avec une délégation d'opposantes iraniennes. Critiqué pour sa poignée de main échangée avec le président iranien quelques jours après la mort de Mahsa Amini, le chef de l'État a, rompant avec la neutralité diplomatique affichée jusqu'à présent, salué à l'issue de la rencontre la « révolution qu'elles sont en train de conduire ». Roya a demandé au président français de soutenir cette révolte populaire, parvenue contre toute attente à faire vaciller un régime – celui des mollahs – dont il s'agit à présent de hâter la fin. « Tôt ou tard, il sera renversé. Nous ne retournerons jamais en arrière », affirme la jeune femme, s'accrochant à l'espoir que font naître les vidéos d'actes de désobéissance civile qui, en dépit de la censure, parviennent à émerger sur les réseaux sociaux. Ils sont chaque jour plus nombreux et plus créatifs. Ce sont ces pistes de danse improvisées

dans la rue et devant des bâtiments officiels, ou le « jeu du turban », consistant à faire voler d'une pichenette ou d'une bonne claque le couvre-chef des religieux, auquel certains pensent échapper en se coiffant... d'un voile ! D'une ville à l'autre, les autorités sont quotidiennement défiées.

Sans voile elle aussi, la comédienne Donya Madani écrit sur Instagram : « Je lutterai pour les femmes, la vie, la liberté et vous allez vous y habituer. »

Et si la peur était en train de changer de camp ? Taraneh Alidoosti, une des actrices les plus célèbres vivant encore en Iran, a pris le risque de poser sans voile, brandissant le slogan « Femmes, vie, liberté ». En première ligne depuis le début de la contestation, les meneuses sont progressivement rejointes par toutes les franges de la société. Dans le sillage des joueurs de l'équipe nationale de football, ceux de water-polo ont refusé de chanter l'hymne national. La chanson « Barayé », symbole de la résistance, est jouée tel un classique à la guitare dans le métro de Téhéran avant d'être reprise en chœur par toute la rame – y compris par une passagère en tchador. « Nous n'avons jamais

été aussi unis, souligne Roya. Il faut maintenant que le reste du monde nous aide, qu'il isole commercialement et diplomatiquement les Gardiens de la révolution comme il l'a fait avec Poutine. » En commençant par renvoyer en Iran ceux qu'elle nomme les « aqa zadeh », ces enfants de dignitaires issus de sa génération et formés dans les meilleurs établissements occidentaux qui « profitent de la démocratie pendant que le peuple subit la violence de leurs pères ».

Sur les affiches de ces élèves de l'université d'art de Téhéran : « Les étudiants emprisonnés doivent être libérés. »

Contestée de toutes parts, la République islamique réplique comme elle l'a toujours fait : en accentuant la répression. Les derniers chiffres font état de plus de 300 morts (dont une cinquantaine d'enfants), 5 000 blessés et 15 000 arrestations. Le sort de ces détenus suscite les plus vives inquiétudes ; sur les 290 députés composant le Parlement conservateur, 227 ont en effet exigé la peine de mort envers ceux qualifiés de « mohareb », « ennemis de Dieu ». Ce chef d'accusation se multiplie lors des procès des protestataires, faisant craindre le pire. Le rappeur kurde Saman Yasin a ainsi été condamné à la peine capitale par le président de la 15e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran, Abolqasem Salavati, surnommé « le juge de la mort » en raison du nombre d'artistes, de journalistes et d'étudiants qu'il a fait exécuter au fil des ans. La liste de ces martyrs de la liberté ne cesse de s'allonger. Dernière en date : Yalda Aghafazli, 19 ans, arrêtée dans une rue de Téhéran le 26 octobre dernier. À peine relâchée après une dizaine de jours en détention, la jeune manifestante a choisi de mettre fin à ses jours, emportant avec elle le secret des souffrances endurées au cours de sa captivité. Passant d'un air déterminé une main sur ses cheveux courts, Roya promet : « Rien ne nous fera reculer. »

1 et 2. Les comédiennes Khazar Masoumi et Mina Akbari mettent leur popularité au service de la cause en se photographiant tête nue. Dans les mains de la seconde, le triptyque « Femmes, vie, liberté ».



Laurence Alexandrowicz
18 novembre 2022

La maison de l'ayatollah Khomeini incendiée par les manifestants en Iran

En Iran, les manifestations de cette semaine coïncident avec les commémorations du "Novembre sanglant" : il y a trois ans plus de 300 personnes, selon Amnesty, avaient été tués lors de manifestations provoquée par la hausse des prix du carburant.

Une maison en flamme, celle de l'ayatollah Khomeini, le fondateur de la République islamique. C'est aujourd'hui un musée à Khomein, près de Téhéran, pris pour cible par les manifestants. Un acte haute-

ment symbolique, dans un Iran traversé par la colère d'une population réprimée.

Les manifestations de cette semaine coïncident avec les commémorations du "Novembre sanglant" : il y a trois ans plus de 300 personnes, selon Amnesty, avaient été tués lors de manifestations provoquée par la hausse des prix du carburant.

Les autorités semblent avoir du mal à contenir la vague de protestations déclenchée le 16 septembre par la mort de

Mahsa Amini. Les assassinats de policiers se multiplient : comme à Ispahan, la troisième ville d'Iran, où deux inconnus à moto ont tué un officier de police et deux paramilitaires, selon les médias iraniens. Mais la répression se renforce. Depuis dimanche, la justice iranienne a condamné à mort cinq personnes liées aux "émeutes". Amnesty International a dénoncé "l'usage effrayant de la peine de mort afin de réprimer le soulèvement populaire avec une brutalité accrue". Les autorités qualifient les manifestations d'"émeutes"

et accusent les "ennemis" de l'Iran de chercher à déstabiliser leur pays. Et le général Hossein Salami, chef des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, a accusé "les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, Israël, l'Arabie saoudite et leurs alliés" d'une "énorme conspiration contre la nation iranienne et certaines personnes à l'intérieur du pays sont devenues des marionnettes de l'ennemi".

Au moins 342 personnes ont été tuées depuis le 16 septembre.



2022/11/18

US Consulate warns for "potential Turkish military action" in Syria and Iraq

"U.S. Consulate General Erbil is monitoring credible open-source reports of potential Turkish military action in northern Syria and northern Iraq in the coming days."

ERBIL (Kurdistan 24) – US Consulate General Erbil on Friday said it "is monitoring credible open-source reports of potential Turkish military action in northern Syria and northern

Iraq in the coming days."

"The U.S. government continues to strongly advise U.S. citizens to avoid these areas."

In May, Turkish President Recep Tayyip Erdogan has threatened to launch a new operation in northeastern Syria to dislodge Kurdish-led forces there.

However, until now Turkey has not launched any new operation.

"The Biden administration is

committed to working by, with, and through local counter-ISIS forces, including the SDF," Nicholas Heras, Director, Strategy and Innovation at New Lines Institute in Washington DC, told Kurdistan 24.

"From an American point of view, a major Turkish military operation would disrupt ongoing efforts to prevent ISIS from returning," he added.

But after an explosion in Istanbul killed six people on Nov. 13, Syrian Kurds fear Turkey

might launch a new operation since Turkish authorities blamed Syrian Kurdish groups and the Kurdistan Workers' Party (PKK) for the attack.

Read More: [Turkey: 17 charged over bombing in Istanbul that killed 6](#)

Syrian Kurdish groups, including the People's Protection Units (YPG) and the Syrian Democratic Forces (SDF) have denied a relation to the blast. Also the PKK has denied involvement.

Turquie : l'attentat de l'avenue Istiklal à Istanbul ravive le projet d'une intervention militaire dans le nord de la Syrie

Quelques jours après l'explosion d'une bombe à Istanbul, imputée par Ankara au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), des responsables turcs plaident en faveur d'une nouvelle opération militaire en Syrie.

La cause est entendue, avant même la fin d'une enquête qui vient à peine de commencer. Pour les autorités turques, la police a arrêté les coupables de l'attentat de l'avenue d'Istiklal, l'artère emblématique d'Istanbul, survenu dimanche 13 novembre en fin d'après-midi, et qui a entraîné la mort de six personnes. Des photos d'une jeune femme menottée portant des claquettes aux pieds et un sweat-shirt violet barré de l'inscription « **New York University** » ont été publiées. Elle aurait posé la bombe sous un petit banc de l'avenue avant de prendre la fuite. Après son arrestation par les forces de sécurité, quelques heures après l'explosion, lundi matin, cette Syrienne de 23 ans aurait admis avoir reçu l'« **ordre** » du « **PKK-YPG-PYD** ». Trois sigles qui claquent, ici, comme une évidence.

Du point de vue d'Ankara, la milice kurde syrienne YPG (Unités de protection du peuple) et son bras politique PYD (Parti de l'union démocratique), la force kurde dominante dans le Nord-Est syrien, sont des « **organisations terroristes** » en raison de leurs ramifications avec le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit. Tous trois ont nié avoir une quelconque responsabilité dans l'attaque.

Etat d'extrême tension

Outre la jeune femme, la police a, depuis, arrêté 50 autres per-

sonnes. La suspecte aurait admis, durant son interrogatoire, avoir été entraînée comme « **agent spécial du renseignement** » par le PKK, le YPD et le PYD, avant d'entrer illégalement en Turquie, selon la police, par la région d'Afrin dans le nord de la Syrie. Arrivé sur les lieux de l'attentat, le ministre de l'intérieur, Süleyman Soyly, l'un des poids lourds du gouvernement, est intervenu en affirmant que les instructions de l'attaque venaient de la ville syrienne et frontalière de Kobané, le symbole de la résistance kurde face à l'organisation Etat islamique (EI).

La suspecte se serait enfuie en Grèce, selon le ministre, si elle n'avait pas été arrêtée. Des détails qui se veulent aussi précis qu'accablants. « **Nous savons quel message ceux qui ont mené cette action veulent nous faire passer. Nous avons reçu ce message**, a ajouté M. Soyly. **Ne vous inquiétez pas, nous leur rendrons la monnaie de leur pièce, et lourdement.** »

Connu pour ses attaques contre les Etats-Unis, notamment en 2016, lorsqu'il était allé jusqu'à accuser Washington d'avoir été impliqué dans la tentative de coup d'Etat, Süleyman Soyly a, semble-t-il, décidé, cette fois-ci, de monter d'un cran. Devant les caméras, le responsable de la sécurité intérieure a ainsi brusquement écarté les condoléances venues d'outre-Atlantique :

« **Nous n'acceptons pas les vœux de condoléances de l'ambassadeur américain, nous les rejetons. Après tout, les Etats-Unis sont officiellement alliés aux PYD-YPG. Leurs condoléances ressemblent à celles de meurtriers revenus sur les lieux de leur crime.** »

Infléchir la position occidentale

Dirigés contre les Etats-Unis qui coopèrent depuis huit ans avec les forces kurdes de Syrie, les propos du ministre jettent une lumière crue sur l'état d'extrême tension du moment et les visées du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Comme dans le dossier de l'OTAN où, en échange de son aval à l'adhésion de la Suède et de la Finlande, Ankara tente d'infléchir la position de ses alliés occidentaux sur le dossier kurde et sur sa « **guerre contre le terrorisme** », les autorités turques cherchent à pousser clairement les lignes à leur avantage.

Dès dimanche soir, de hauts responsables auraient ainsi plaidé en faveur d'une nouvelle opération militaire dans le nord de la Syrie, affirme Berkay Mandiraci, expert de l'International Crisis Group. Un plan que le président Erdogan annonce depuis le printemps mais pour lequel à la fois Washington et Moscou ont refusé catégoriquement de donner, pour l'heure, leur feu vert. Selon plusieurs sources, de

nouvelles pressions en haut lieu, à Ankara, auraient été exercées et de manière encore plus explicite, mardi, dans le but d'accélérer une vaste intervention au sol.

« **Ce que cherche à démontrer la Turquie**, a défendu l'analyste en politique étrangère et sécurité intérieure Omer Ozkizilcik, basé à Ankara, **c'est que pour prévenir les attaques, il est nécessaire de cibler les terroristes là où ils se sentent le plus en sécurité et de les éliminer de ces régions où ils recrutent et s'entraînent.** »

Obsédé par la présence de ces combattants le long de sa frontière, M. Erdogan est résolu à les en chasser

Régulièrement, la Turquie mène des actions militaires contre les groupes armés kurdes dans le sud-est du pays, le nord de l'Irak et le nord de la Syrie. Convaincu de la pertinence de sa rhétorique nationaliste et intransigeante sur la scène internationale auprès de son électorat, obsédé par la présence de ces combattants le long de sa frontière, M. Erdogan est résolu à les en chasser. Dans ce but, il cherche à élargir la « zone de sécurité » de trente kilomètres de profondeur créée par l'armée turque lors de ses précédentes interventions (2016, 2018 et 2019). L'objectif est d'y installer une partie des réfugiés syriens accueillis par la Turquie (3,8 millions au total) et deve-

nus un enjeu électoral de taille.

En cette période de crise économique aiguë où l'inflation dépasse les 85 % et où la monnaie n'en finit pas de dévaluer, la population turque est de plus en plus réticente à leur installation. A six mois d'élections (présidentielle et législatives) cruciales, le sujet s'annonce difficile. Certains commentateurs n'ont d'ailleurs pas hésité à affirmer que l'at-

tentat sanglant de dimanche avait aussi lancé, indirectement, la campagne présidentielle.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Istanbul, l'attentat sur l'avenue Istiklal ravive la mémoire de précédentes attaques meurtrières](#)

Les relations turco-américaines sont, elles, affectées depuis des années par de pro-

fondes divergences de vues quant à la lutte contre l'Etat islamique en Syrie. En 2016, par exemple, Ankara avait suspendu l'utilisation de la base turque d'Incirlik par l'aviation américaine dans le cadre de ses missions contre les djihadistes en Syrie et en Irak. La fermeture de l'espace aérien avait été de courte durée, mais la manœuvre avait marqué le Pentagone. Une nouvelle dégradation des relations entre

Washington et Ankara ne manquerait pas d'affecter les opérations menées contre l'EI. Lundi, l'agence Reuters affirmait que les enquêteurs, convaincus des liens qui existent entre la jeune Syrienne arrêtée et les groupes kurdes, n'excluaient toutefois pas la piste d'une éventuelle ramification avec l'EI.

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)

Slate^{FR}

Ariane Bonzon
18 novembre 2022

En Turquie, l'attentat d'Istanbul réveille le spectre de 2015

L'attaque de l'avenue Istiklal, le 13 novembre, fait craindre à la population une séquence identique à celle qui, à partir de l'été 2015, a vu le pays se déchirer.

À sept mois des prochaines élections, l'attentat de l'avenue Istiklal du 13 novembre, qui a fait six morts et quatre-vingt-un blessés à ce jour, ranime le spectre des années 2015-2016.

À l'époque, confrontée aussi à des enjeux électoraux cruciaux, la Turquie avait connu une longue séquence de terreur, un engrenage d'attentats, d'attaques et de massacres, un assassinat politique et une tentative de coup d'État. Depuis dimanche, alors que le ministre turc de l'Intérieur accuse les nationalistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, inscrit sur la liste des organisations terroristes de l'UE et des États-Unis) d'être les auteurs de l'attentat d'Istiklal, la crainte est grande que l'histoire se répète.

Retour en 2015

Rappel des faits: alors que les élections de juin 2015 se profilent, le gain électoral sur lequel



Des personnes venues déposer des fleurs pour rendre hommage aux victimes, au lendemain de l'attentat du 13 novembre 2022 qui a eu lieu sur l'avenue Istiklal d'Istanbul. | Burak Kara / Getty images Europe / AFP

Recep Tayyip Erdoğan table grâce aux négociations qu'il a lancées avec les Kurdes depuis 2009 n'est plus si évident. À l'intérieur, le Parti démocratique des peuples (HDP), une coalition dont le noyau dur est constitué par les nationalistes kurdes –dont certains mais pas tous sont alignés sur le PKK– rencontre un fort soutien de la part de la gauche et même de certains libéraux (au sens anglosaxon du terme). Ces derniers s'opposent également à la nouvelle constitution présidentielle et autocratique souhaitée par Erdoğan. Dès lors, le HDP pourrait bien dépasser la barre fatidique des 10% (au niveau national) et se trouver représenté au sein du Parlement.

Résultat: dès mars 2015, lors d'un dernier round de négociation au palais de Dolmabahçe, Erdoğan fait la sourde oreille aux propositions concrètes avancées par la partie kurde. Il stoppe les négociations avec leur leader emprisonné depuis 1999, Abdullah Öcalan, et ferme les yeux lorsque les permanences du HDP sont attaquées par les ultra-nationalistes turcs. Il faut dire aussi que le paysage –et les rapports de force– ont profondément changé depuis 2009, en particulier à cause de la guerre en Syrie.

Parallèlement, l'encadrement des Unités de protection du peuple (YPG, branche armée du mouvement kurde syrien)

est assuré par les Forces de défense du peuple (HPG, branche armée du PKK) beaucoup plus expérimentées. C'est aussi leur détermination et leur commandement unifié non lié à l'islamisme qui conduisent les États-Unis à choisir les nationalistes kurdes pour se battre au sol en Syrie dans le cadre de l'alliance internationale anti-Daech dirigée par Washington (et à laquelle la France appartient). Une trahison américaine –mais aussi française– aux yeux d'Ankara, membre de l'OTAN, qui combat les visées séparatistes du PKK en Turquie.

Au prix de centaines de pertes et avec un courage remarquable face au groupe État islamique, l'engagement anti-Daech du PKK-YPG –qui acquiert un savoir-faire en matière de guérilla urbaine– se trouve célébrée en une de la presse occidentale, en particulier grâce à ses jeunes combattantes.

L'avancée du parti kurde, un choc pour Erdoğan

En juin 2015, avec 13,12% des voix et quatre-vingt députés, autant que le Parti d'action na-

tionaliste (MHP, extrême droite turque), le très beau score du HDP est un choc. Une coalition gouvernementale semble introuvable. Au risque de faire dégénérer la situation, Erdoğan choisit de jouer la carte ultranationaliste turque. De nouvelles élections sont appelées pour novembre 2015. Entre les deux scrutins, le pays va s'enfoncer dans la violence.

Le 20 juillet 2015, le groupe État islamique commet un attentat-suicide à Suruç, ville turque située près de la frontière syrienne, provoquant la mort de trente-trois jeunes activistes venus aider à la reconstruction de la ville de Kobané. En représailles, le PKK assassine deux policiers qu'il accuse de complaisance vis-à-vis de Daech. L'armée turque multiplie les raids sur les bases du PKK en Irak. C'est l'engrenage.

Les militants du PKK lancent une insurrection dans plusieurs villes du sud-est de la Turquie, déclarées zones autonomes. Certains édiles du Parti de la paix et de la démocratie, la déclinaison locale du HDP (plus de 50% des voix dans la région), ferment les yeux sur l'utilisation des équipements municipaux pour creuser des barricades et ériger des tranchées. Les cadres militaires du PKK sont mobilisés ailleurs, en Syrie contre Daech, mais les jeunes volontaires kurdes apprennent l'utilisation des engins explosifs improvisés et multiplient les voitures-suicides.

L'engrenage de la terreur

La riposte est terrible. Un combat urbain particulièrement acharné s'engage avec l'intervention des unités contre-terroristes qui font face à des militants kurdes bien plus formés au combat urbain qu'attendu grâce au retour d'expérience de la Syrie. 700 policiers y meurent, ainsi que près d'un millier de militants du PKK. Des quartiers entiers sont détruits dans les affrontements et, selon

certaines estimations, jusqu'à 400.000 habitants ont été déplacés.

Cet engrenage de la terreur porte ses fruits: les libéraux se détachent du HDP, d'autant que la direction du parti n'a pas vraiment pris ses distances avec l'insurrection urbaine soutenue par le PKK. En octobre 2015, c'est à Ankara, la capitale, que le groupe État islamique frappe cette fois, faisant plus de 100 morts et 500 blessés parmi les manifestants, syndicalistes, militants et activistes kurdes ou de gauche. Le président Erdoğan est tour à tour accusé par la gauche désarçonnée d'incompétence, de laisser-faire, voire de complicité dans les attentats djihadistes.

Aux élections de novembre 2015, le HDP chute de trois points et perd 21 sièges de députés. Le parti d'Erdoğan, le Parti de la justice et du développement (AKP) en gagne 50, ce qui ne lui permet toujours pas d'obtenir à lui seul la majorité absolue. L'alliance avec les ultra-nationalistes turcs d'extrême droite du MHP s'impose.

La tentative du coup d'État du 15 juillet 2016, attribuée aux gulénistes, permet d'amplifier la répression. Bien que les Kurdes n'aient rien à voir avec ce putsch raté, ils vont en être aussi les victimes. L'heure est à l'union nationale face à tout ennemi de l'intérieur supposé. Le Parti républicain du peuple (CHP, opposition kémaliste) se joint au vote de la levée de l'immunité de plusieurs députés du HDP.

L'état d'urgence est décrété. Des procédures sont lancées tandis que le ministère de l'Intérieur destitue des dizaines de maires kurdes du HDP, et leur substitue non pas des élus mais des fonctionnaires, permettant à l'AKP de reprendre le contrôle des villes du sud-est kurde. Erdoğan, qui va pouvoir mener à terme son projet présidentieliste, apparaît

comme le grand bénéficiaire du pourrissement de la situation.

Le PKK, coupable tout désigné

Aujourd'hui, sept années plus tard, les mêmes spéculations émergent à la suite de l'attentat de l'avenue Istiqlal. Les forces qui pourraient avoir intérêt à fragiliser le président Erdoğan et la Turquie n'ont pas disparu: Daech, l'Iran, la Syrie, le PKK, dont plusieurs dizaines d'hommes et femmes ont été tués par le pilonnage régulier des drones turcs de l'autre côté de la frontière depuis plusieurs semaines, des groupes djihadistes syriens mécontents du traitement que leur aurait infligé les protégés d'Ankara à Afrin. Mais certains Turcs se souviennent des nombreux attentats fomentés dans le passé par des forces occultes liées à l'État afin de faire basculer une situation. Ils se méfient.

Autre élément troublant: la suspecte se serait entretenue au téléphone avec un membre du parti d'extrême droite ultranationaliste, le MHP. Cela ouvre la voie à de multiples conjectures: manipulation? Infiltration?

Que le ministre de l'Intérieur proclame que la poseuse de bombe d'Istiqlal a «reçu ses ordres à Kobané», c'est-à-dire du PKK, permettra-t-il au président Erdoğan, alors que Russes et Américains y sont opposés, de lancer enfin l'intervention militaire qu'il veut mener sur cette ville symbole? Cette conquête lui permettrait de relier les territoires qu'il contrôle au nord de la Syrie et lui assurerait un gain électoral.

Un narratif électoral élaboré

En tout cas, au lendemain de l'attentat d'Istiqlal, le récit de Süleyman Soyly coche toutes les cases du narratif électoral pointant l'ennemi intérieur, kurde, et les ennemis extérieurs, Grèce et États-Unis. Cette ré-

cupération politique devrait prendre de l'ampleur au fur et à mesure que le pays se rapprochera des élections de juin 2023. Car plus encore qu'en 2015, celles-ci ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices pour le pouvoir en place. La situation économique, très dégradée, pourrait compromettre la victoire de Recep Tayyip Erdoğan. Un attentat du PKK et c'est le retour des indécis du côté du président, perçu comme fort sur fond de semblant d'unité nationale retrouvée.

Pour autant, l'hypothèse d'un attentat décidé par le PKK (ou par ses fameux Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), dévoués à ce genre de frappe aveugle) ne peut être écartée d'un revers de main. Selahattin Demirtaş, leader du HDP, emprisonné depuis 2016, joue de plus en plus sa propre partition en se distançant de Qandil [le QG du PKK en Irak, ndlr]. Sa détention lui a fait gagner une certaine aura auprès de la base qui n'a eu longtemps d'yeux que pour Abdullah Öcalan, l'autre prisonnier et icône de la cause kurde.

Pour autant, c'est ceux qui font du HDP une officine du PKK qui vont tirer profit de cet attentat supposé signé par le PKK, en demandant par exemple l'accélération de la procédure de dissolution engagée contre le parti kurde devant la Cour constitutionnelle. Cela serait électoralement tout bénéfique pour l'AKP.

En 2015, le climat de terreur causé par l'engrenage attentats-violence-répression a permis la victoire de l'AKP et le renforcement de l'autoritarisme du président turc. Quel que soit l'auteur de l'attentat du dimanche 13 novembre 2022, on ne peut exclure que celui-ci ouvre une nouvelle séquence terriblement identique à celle tragique de 2015-16. Et on comprend l'inquiétude de la population turque.

En Iran, le mouvement de contestation s'intensifie et provoque des dissensions au sein du régime

Le pays a connu l'une de ses nuits de protestation les plus importantes et les plus violentes du 16 au 17 novembre. Des hauts responsables religieux au président du Parlement, des dignitaires s'interrogent ouvertement sur la répression.

Kian Pirfalak voulait devenir ingénieur dans la robotique. A 10 ans, le visage rond et les yeux curieux et vifs, il adorait planter des arbres, construisait des petites voitures à piles et des bateaux minuscules en bois, avec lesquels il participait à des compétitions scientifiques. Il a été tué par balles mercredi 16 novembre dans la ville d'Izeh, située dans la province du Khouzestan, dans le sud de l'Iran.

Kian Pirfalak est devenu le dernier visage connu de la répression contre le soulèvement en cours en Iran depuis trois mois. Sa mort ne peut qu'alimenter le malaise et les critiques qui se manifestent désormais dans la galaxie du pouvoir de la République islamique.

Dans une vidéo, le jeune garçon commençait ainsi une démonstration de son petit bateau : « **Au nom du dieu des arcs-en-ciel.** » Une formule que les manifestants se sont aussitôt appropriée. Le régime a tenté d'accréditer l'idée que l'enfant avait été tué par des « **terroristes armés** » et que l'attaque avait été revendiquée par l'organisation Etat islamique – ce que le groupe djihadiste n'a jamais fait. A en croire les autorités, trois terroristes auraient été arrêtés dans le nord-ouest de l'Iran en lien avec le meurtre de l'enfant, sans qu'aucun détail soit donné sur leur affiliation ou



Des incendies ont eu lieu à Fuladshahr (Iran), selon une photo postée sur les réseaux sociaux, le 17 novembre 2022. OBTAINED BY REUTERS / VIA REUTERS

leurs origines.

Lire aussi : [En Iran, le soulèvement a « déjà un impact sur l'ensemble de la société »](#)
Mais le récit qu'a fait sa mère de la mort de l'enfant est aujourd'hui un des éléments qui sèment le doute jusque chez les plus fervents soutiens du régime. « **Kian Pirfalak, victime du terrorisme** », avait écrit le journaliste conservateur Behrooz Azizi sur Twitter, jeudi 17 novembre, affichant son adhésion à la version officielle des faits. Quelques heures après, changement de ton. L'enfant a été enterré et Behrooz Azizi tweeta la vidéo où l'on voit la mère de Kian Pirfalak, Zeinab Molayi-Rad, évoquer le drame. « **La mère de Kian dit que les forces en civil ont tiré sur lui. Qui sont-elles ?** », s'interroge le journaliste.

Déjà 16 000 interpellations

ger à confirmer la version officielle de la mort.

La révolte en Iran, déclenchée par la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde de 22 ans, entre dans son troisième mois. La jeune femme a perdu la vie après une garde à vue. Elle avait été interpellée en raison de vêtements jugés « **inappropriés** » par la police des mœurs. Depuis, chaque enterrement se mue en nouvelle manifestation contre le régime. La mobilisation s'est intensifiée ces derniers jours après un appel à commémorer le mouvement de l'hiver 2019, causé par une augmentation du prix de l'essence. Entre 300 et 1 500 manifestants avaient alors été tués.

Lire aussi : [Soulèvement en Iran : les universités à la pointe de la mobilisation](#)

Le pays a ainsi connu l'une de ses nuits de protestation les plus étendues et les plus violentes du 16 au 17 novembre, la contestation gagnant des villes de moins de 50 000 habitants. Jusqu'à quinze personnes ont été tuées, portant à 381, dont 57 enfants, le nombre de victimes de la répression, selon un bilan parcellaire publié le 18 novembre par l'organisation Iran Human Rights, installée en Norvège. Cinquante-sept membres des forces de l'ordre ont également trouvé la mort,

d'après un décompte du chercheur de l'Arab Gulf States Institute, Ali Alfoneh, qui se fonde sur les avis de funérailles publiés dans la presse ou en ligne. Parmi les 16 000 personnes interpellées depuis le début de la contestation, cinq « émeutiers » anonymes ont été condamnés à mort dans la capitale cette semaine.

« L'Etat paie un prix élevé »

Comme une ultime transgression, une aile du séminaire de la ville sainte de Qom et la maison natale de l'ayatollah Khomeini, fondateur de la République islamique, ont été incendiées. Dans le même temps, les marchands ont fermé leurs magasins du 15 au 17 novembre dans les artères commerciales et les bazars de Téhéran, Machhad et Isfahan. Une nouvelle alerte pour le régime : les « bazaris », qui contrôlent le commerce de détail en Iran, sont considérés comme faisant partie de sa base sociale et ils lui avaient fourni sa première génération de cadres issus des milieux urbains. « **L'Etat paie un prix élevé alors qu'il continue de lutter pour réprimer le mouvement populaire pour la liberté et la justice** », dénonce Hadi Ghaemi, directeur exécutif de l'ONG Center for Human Rights in Iran. Onze personnes ont été arrêtées en lien avec la grève du bazar de Téhéran, selon la police.

Lire aussi :

[En Iran, des mineurs victimes de la répression](#)

La répression dans les provinces du Kurdistan et du Sistan-et-Baloutchistan, où les minorités ethniques et religieuses sont soumises de-

puis les temps de la monarchie à un régime vécu comme colonial, débouche, elle, sur des dissidences inédites. Molavi Abdolhamid, souvent décrit comme le chef spirituel des Baloutches, jadis un fervent soutien de la « **solidarité entre les sunnites et les chiites** » et, en 2021, de la candidature du président actuel, l'ultra-conservateur Ebrahim Raïssi, est aujourd'hui un critique virulent de la République islamique. Pendant la prière du vendredi 18 novembre, Molavi Abdolhamid a promis de ne pas transiger avec le pouvoir. « **Nous sommes pour l'interaction et le dialogue, pas pour la compromission** », a-t-il dit devant les fidèles réunis à Zahedan, la capitale du Sistan-et-Baloutchistan.

Le 16 novembre, cette figure influente de la minorité sunnite en Iran a critiqué, sur son compte Twitter, l'attitude de la délégation envoyée dans la province par le Guide suprême, Ali Khamenei, pour « **apaiser** » les tensions à la suite du « vendredi noir », le 30 septembre, à Zahedan, quand 93 manifestants avaient été tués. A en croire Molavi Abdolhamid, les envoyés du pouvoir auraient eu « **recours aux menaces et à l'intimidation (...) au lieu de demander pardon aux familles des victimes et des blessés et de faire valoir leurs droits** », a-t-il expliqué.

« **C'est la fin du modèle politico-religieux** »

Face à ce cycle de violences et à une contestation qui ne faiblit pas, inquiétude et critiques se font aussi entendre au sein du clergé, défiant l'autorité du Guide suprême. Le 9 novembre, l'ayatollah

Assadollah Bayat-Zanjani, religieux réformiste et « **source d'émulation** », l'un des plus hauts grades, a estimé que « **les manifestants avaient le droit de se défendre contre des agents en civil qui attaquent avec des fusils ou des couteaux** ». Une allusion claire aux **basidji** (les milices locales rattachées au corps des gardiens de la révolution), aux avant-postes de la répression. Avant lui, l'ayatollah Javad Alavi-Boroujerdi, l'un des plus hauts dignitaires religieux du pays, avait affirmé que le peuple iranien avait « **le droit de critiquer ses dirigeants** ». Tous deux ont été menacés par courrier par la direction du séminaire de Qom.

Lire aussi :

[Le soulèvement iranien vu et vécu par les écrivains](#)

Des dissensions sur la manière de répondre à la crise se font jour au sein des courants conservateurs, qui ont écarté toute opposition dite « réformatrice » après avoir pris le contrôle de l'ensemble des rouages de l'Etat depuis l'élection du président Ebrahim Raïssi. Et ce, même au sein du Parlement, dominé par les plus radicaux, qui appellent à un surcroît de répression en multipliant les menaces et les déclarations incendiaires.

A rebours de leurs prises de position, le président du Parlement, Mohammad-Baqer Qalibaf, ancien commandant des gardiens de la révolution, a souhaité un retour au calme, le 6 novembre. Il a même promis aux contestataires « **des changements légitimes et nécessaires dans les domaines économique, social et politique** » s'ils mettent fin

aux manifestations. Le 28 octobre, il avait reproché aux ultras « **d'ouvrir la bouche et de dire et faire n'importe quoi sans calculer les conséquences de leur comportement** ».

Autant de cailloux posés dans le jardin du Guide suprême iranien, qui a appelé les forces politiques à s'abstenir de toute action susceptible de mettre en péril l'unité du pays, tandis que les réformateurs redonnent de la voix. Parmi eux, l'ancien ministre, Ali Rabei, a averti, le 7 novembre, que l'Iran pourrait faire face à des « **affrontements sanglants** » du fait de la « **pression** » croissante exercée par les ultraconservateurs.

Lire la chronique :

[« A chaque contestation, la République islamique d'Iran n'a qu'une réponse : elle tue »](#)

Ces débats internes au régime n'ont pas la moindre influence sur les manifestants, qui ciblent la République islamique, ses symboles et sa figure centrale : le Guide suprême. « **Il ne peut y avoir de réponse politique à ce mouvement dans le cadre du régime. C'est la fin du modèle politico-religieux. Toute la question est de savoir quand adviendra cette fin. Car c'est un régime qui exclut et se rétrécit**, estime le chercheur et historien spécialiste de l'Iran Clément Therme. **La demande de transformation idéologique émane de la population, qui a conscience qu'il n'est pas possible de réformer ce régime.** »

Ghazal Golshiri
et Madjid Zerrouky

En Iran, le soulèvement a « déjà un impact sur l'ensemble de la société »

Le chercheur Stéphane Dudoignon analyse, dans un entretien au « Monde », l'effritement observé dans la base idéologique du régime de la République islamique depuis le début du mouvement, en septembre.

L'historien Stéphane Dudoignon, directeur de recherche au CNRS, est l'auteur des *Gardiens de la révolution islamique d'Iran. Sociologie politique d'une milice d'Etat* (CNRS Éditions, 288 pages, 25 euros). Il souligne que certaines catégories socioprofessionnelles acquises à la République islamique prennent désormais parti contre elle.

Deux mois après le début des protestations, comment caractérisez-vous ce mouvement ?

Dans les jours qui ont suivi la mort de Zhyna Mahsa Amini [le 16 septembre], on a parlé de « protestations ». Un mois plus tard sont apparus les termes de « soulèvement » et d'« insurrection », y compris dans certains médias officiels. Depuis trois semaines, il est question de « révolution de 2022 ». Si beaucoup d'éléments font penser aux événements des hivers 2017-2018 et 2019-2020 [partis de protestations contre la vie chère], on assiste néanmoins à une montée en régime dans le soulèvement actuel. Les slogans se radicalisent, l'exigence de liberté est devenue omniprésente et le mouvement touche désormais toutes les régions et, surtout, s'est élargi aux groupes les plus divers de la société, depuis les grands propriétaires terriens ou les commerçants influents des bazars jusqu'aux ouvriers de la pétrochimie et de la métallurgie.

On note aussi une volonté d'unité autour de l'exigence de liberté, le slogan « *Femme, vie, liberté* » s'étant diffusé dans tout le pays. L'image de Mahsa, devenue une icône, est un vecteur d'unification

des luttes à l'échelle nationale. Autre phénomène : le pouvoir fédérateur de slogans en faveur des femmes. On peut déjà parler d'un impact du mouvement actuel sur la société iranienne dans son ensemble.

Lire aussi : [En Iran, le mouvement de contestation s'intensifie et provoque des dissensions au sein du régime](#)

Le changement se fait, sous nos yeux, dans un contexte d'approfondissement sans précédent de la polarisation de cette société et d'antagonisme entre la partie la plus ouverte au monde extérieur et celle tentée, pour de multiples raisons, par la ré-idéologisation. On note cependant que les lignes évoluent, certains quartiers, certaines catégories socioprofessionnelles acquises à la République islamique prenant parti contre elle ; on pense aux nombreuses familles religieuses qui ont perdu un fils ou une fille ces dernières semaines et ces dernières années dans la répression. On a pu voir très récemment des descentes de police à Narmak, un quartier populaire de Téhéran, dans lequel l'ancien président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) et son chef de la police, Esmail Ahmadi-Moqaddam, ont passé leur enfance. Que Narmak soit considéré comme un quartier insurrectionnel suggère un certain effritement de la base sociologique du régime.

Lire la chronique : [« A chaque contestation, la République islamique d'Iran n'a qu'une réponse : elle tue »](#)

Il y a enfin une dimension anticléricale marquée. L'une de ses expressions est la diffusion très rapide, depuis début novembre, d'un jeu en train de devenir un sport très relayé par les réseaux sociaux : le « sautage de turban » de religieux, qui voient leur couvre-chef arraché en pleine rue. Une performance qui n'a rien d'anodin : elle rappelle les provocations des jeunes militants – parmi lesquels de futurs dirigeants des gardiens de la révolution, la garde prétorienne de la République islamique – qui s'en prenaient aux mollahs accusés de soutenir la monarchie pendant la période révolutionnaire en 1978-1979.

Comment réagit le régime ?

Ce qui est frappant, c'est la très grande unité – du moins en façade – qui existe autour du noyau du pouvoir, celle en particulier des états-majors des forces de l'ordre et des forces armées, placées sous commandement unique depuis 2021. Une unité contrastée, cependant, par la grogne apparente de la troupe et des échelons inférieurs et intermédiaires. Si l'on se réfère à des témoignages diffusés par les réseaux sociaux, il se dégage une certaine mauvaise volonté quand il s'agit d'intervenir contre la population. Le corps des gardiens de la révolution lui-même se positionne d'une manière paradoxale. Un certain nombre d'appels à l'unité des états-majors, relayés malicieusement par certains organes de presse, suggère que l'unité ne va pas de soi.

On constate la réapparition d'un clivage générationnel fort au sein

des gardiens de la révolution. D'abord entre la base et les jeunes officiers et l'état-major, mais aussi entre celui-ci et de prestigieux anciens aujourd'hui très critiques. D'anciens commandants ont conservé une influence certaine par le biais de leurs blogs, parfois incendiaires, ou leurs agences de presse, comme Tabnak, fondée par l'ancien commandant en chef Mohsen Rezaï.

Certains ont mis en cause la compétence technique, dans la répression, de l'état-major actuel, de la police de la moralité et des postes locaux du *bassidj*, lamilice chargée du contrôle social et politique à l'échelle locale. Plusieurs ont insisté sur la nécessité d'un dialogue, bientôt rejoints par des responsables religieux inquiets des démonstrations d'anticléricalisme ludique de la rue. Jadis intimement liés à l'ayatollah Khomeyni, souvent inattaquables du fait de leurs états de service et des dossiers que certains détiennent sur les personnes au pouvoir, ces anciens hiérarques, de même que les grands religieux qui s'opposent à la répression, se posent plus que jamais en recours, y compris en cas de changement politique radical.

Aux avant-postes de la répression, on trouve pour l'essentiel quelques unités de commandos d'élite et de snipers et les *bassidjis*. Constitués en brigades mobiles, ils effectuent de violentes descentes dans les quartiers avant de se retirer. Conscients du risque qu'il y a à s'exposer du fait de l'aversion dont ils font l'objet, ils évitent de « tenir » le terrain.

Autre trait significatif : l'ampleur prise par la grève des grands bazars. La protestation et les soulèvements ont été rejoints massivement par les régions turcophones du nord-ouest, fin septembre, après les habituelles provocations de la police dans des écoles de filles en Azerbaïdjan-Occidental. Particularité de la population azérie : sa présence massive dans le bazar et le commerce de détail à Téhéran. Les rideaux baissés ne sont pas anodins dans l'imaginaire politique iranien : ils rappellent à beaucoup

le poids du bazar de Téhéran dans les événements de 1979.

La répression semble féroce dans les régions périphériques, à commencer au Sistan-et-Baloutchistan...

La région du Sistan-et-Baloutchistan recense un tiers des protestataires tués alors que les Baloutches ne représentent que 3 % de la population de l'Iran. Région peu développée, culturellement tournée vers l'est, vers le sous-continent, religieusement à dominante sunnite, globalement

délaissée par le pouvoir central malgré une urbanisation qui a beaucoup bénéficié à des migrants persiques chiites venus du plateau iranien, le Baloutchistan se vit comme colonie. Le clivage confessionnel entre les chiites et les sunnites, le maintien de l'ordre par des personnels venus d'autres régions, la confiscation de la contrebande transfrontalière et le désastre écologique en cours avec l'assèchement des lacs saisonniers du Sistan y entretiennent une tension constante, devenue paroxysmale à un moment où la

République islamique, ici comme ailleurs, n'a plus les moyens d'acheter un semblant de paix sociale.

C'est une autre conséquence de la protestation : avoir fait de ces périphéries longtemps méprisées, voire oubliées, comme le Baloutchistan, les symboles d'une lutte nationale une et indivisible.

Lire aussi :

[Emmanuel Macron a rencontré plusieurs dissidentes iraniennes](#)

Le Monde

19/11/2022
Editorial

La course à l'abîme du régime iranien

Quel avenir s'offre un régime qui tue sa jeunesse ? La question ne cesse de se poser alors que le sang coule en Iran depuis maintenant plus de deux mois. Réprimer, le régime au pouvoir sait ordinairement le faire. Aucune Iranienne et aucun Iranien ne doutent certainement de sa détermination à écraser les voix qui le contestent. Mais un ressort, celui de la peur, ne semble plus répondre, tant la vague de colère en cours paraît puissante.

Soulevée par la mort le 16 septembre à Téhéran d'une jeune femme, Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour avoir porté le voile obligatoire en Iran d'une manière jugée inappropriée, une lame de fond semble agglomérer une somme de ressentiments accumulés depuis des décennies. Les ressentiments d'une jeunesse urbaine privée d'horizon dans un pays paria et cadencé, comme les ressentiments de minorités ethniques maltraitées, qu'il s'agisse de Kurdes ou de Baloutches.

Face à cette colère, le régime

du Guide Ali Khamenei s'est montré immédiatement incapable d'offrir autre chose que la matraque. Comment pourrait-il en être autrement alors que son maintien au pouvoir constitue depuis longtemps sa seule préoccupation, quel qu'en soit le coût pour son peuple. En atteste sa détermination à se doter de l'assurance-vie que constituerait la maîtrise de l'arme nucléaire, en dépit de ses dénégations, au prix de lourdes sanctions internationales dévastatrices pour la société iranienne ?

La légitimité conférée par la révolution de 1979 qui avait chassé un monarque honni s'est dissoute depuis longtemps, tout comme celle découlant du principe religieux du *velayat-e faqih*, du « gouvernement du docte », incarné aujourd'hui par un Guide à son crépuscule alors qu'il n'a jamais été reconnu par ses pairs comme « source d'imitation ». Cette République islamique, devenue en quelques semaines la troisième prison du monde pour la presse, derrière la Chine et la Birmanie selon Reporters sans frontières, ne repose plus que sur la capacité

répressive d'un pouvoir dont le corps d'élite des gardiens de la révolution, forts de leur emprise sur l'économie et de leur milice, les *bassidji*, constitue la colonne vertébrale.

Répression impitoyable

Ossifié, ce régime n'est même plus capable de jouer comme naguère sur une apparence de pluralisme entre « réformateurs » et « conservateurs ». La grande vague de contestation suscitée par les résultats probablement truqués de l'élection présidentielle de 2009 avait été portée par un dignitaire appartenant au premier camp, Mir Hossein Moussavi. Elle témoignait de la conviction d'un régime amendable. Douze ans plus tard, cette illusion a disparu et les manifestants scandent « *Mort à la République islamique* ».

Conformément à un scénario usé jusqu'à la corde, les deux journalistes qui avaient publié les premières informations sur la mort de Mahsa Amini, Niloufar Hamed et Elaheh Mohammadi, ont été accusées d'avoir agi pour le compte de la CIA. Après que le président de la

République française, Emmanuel Macron, a reçu ostensiblement des dissidentes iraniennes à l'Elysée le 10 novembre, la France a été également mise en cause et accusée d'attiser les troubles. Sept de ses ressortissants sont actuellement détenus en Iran où ils sont accusés d'espionnage. Alors que le levier des sanctions internationales est déjà à son maximum, toute forme de solidarité exprimée de par le monde à l'égard des manifestants est ainsi immédiatement recyclée en complot ourdi par de supposés ennemis de l'Iran.

La violence de plus en plus aveugle opposée aux mouvements spontanés qui apparaissent lors de funérailles, dans des établissements scolaires, ou encore dans le métro de Téhéran, est tirée du même manuel. Elle vise à attirer sur son terrain les manifestants, pour justifier une répression encore plus impitoyable. Cette dernière est illustrée par les premières condamnations à mort prononcées contre des protestataires. Il s'agit d'une course vers l'abîme à laquelle le monde assiste, impuissant.

Soulèvement en Iran : les universités à la pointe de la mobilisation

Chaque jour, des étudiants manifestent contre le régime de Téhéran en tenant des sit-in ou en boycottant les cours, parfois au prix de leur vie.

Avant chaque rassemblement dans son université, Mona (qui s'exprime sous un pseudonyme) traverse trois phases. « **Le matin, jusqu'à ce que j'arrive à l'université, je suis partagée entre l'angoisse et la colère** », explique cette Iranienne de 19 ans, étudiante à l'université de Noshirvani, à Babol, dans le nord de l'Iran. Une fois arrivée, dès qu'elle se retrouve entourée de ses camarades réunis pour crier « **Femme, vie, liberté** », le slogan phare de l'actuel soulèvement iranien, « **c'est un mélange d'espoir, de confiance et de fierté** » qui l'occupe. A la fin du rassemblement, elle est traversée « **par la peur d'être arrêtée en sortant dans la rue** », explique cette jeune étudiante, contactée sur la messagerie cryptée Telegram.

Lire aussi : [En Iran, le mouvement de contestation s'intensifie et provoque des dissensions au sein du régime](#)

Depuis le 16 septembre, le jour où l'Iranienne Mahsa Amini est décédée à l'issue de sa garde à vue pour son apparence jugée « **inappropriée** » par la police des mœurs, les universités sont devenues le cœur battant de la contestation. Les étudiants se rassemblent dans leur établissement, font des sit-in, boycottent leurs cours, réclament la libération de leurs camarades arrêtés et scandent des slogans contre la République islamique.

Le soulèvement semble prendre de l'ampleur. La répression reste féroce. Chaque jour, les visages et les noms des victimes surgissent : enfants, adolescents, hommes, femmes, habitants de petites mais aussi de grandes villes, issus de classes défavorisées et moyennes. Hamidreza Rouhi Javan, âgé de 20 ans, est à ce jour le dernier étudiant tué dans les manifestations, jeudi 17 novembre. On déplore aujourd'hui au moins 381 civils tués par la machine répressive, selon l'organisation Iran Human Rights, installée en Norvège.

Solidarité

Mona découvre sur Internet la vie et le parcours des Iraniens tués. Pour elle, chaque décès est une raison de plus pour réclamer le départ du régime. Après la mort de Mahsa Amini, Mona et ses camarades ont essayé de prendre leur repas ensemble, filles et garçons côte à côte, dans la cantine de leur université. En temps normal, comme partout, cette cantine n'est pas mixte. « **Un jour, au début du mois d'octobre, l'un des employés de l'université est intervenu pour nous en empêcher. Il a fait tomber deux filles. Le lendemain, les étudiants sont venus avec leurs propres Tupperware et ils ont mangé ensemble en face de la cantine** », explique Mona. Certains étudiants ont été convoqués par le Herasat, l'antenne des services de renseignement dans les

organisations étatiques. On leur a reproché... d'avoir distribué de la vaisselle jetable.

Lire aussi : [En Iran, la prise de conscience de la jeunesse : « C'est une génération qui n'accepte pas facilement ce qu'on lui dicte »](#)

Mona a souvent vu des membres des forces armées autour de son université et parfois à l'intérieur de l'établissement. Ils n'hésitent guère à faire l'usage de leur arme. Un jour d'octobre où les étudiants essayaient de forcer les portes de la cantine, des hommes, armes et bâtons à la main, se sont amassés autour de l'université. Ils tiraient sur les passants et provoquaient les étudiants en les filmant et en les insultant. Ils ont fini par ouvrir le feu sur ceux qui essayaient de retourner à leur dortoir. Certains étudiants se sont réfugiés chez des particuliers et y ont passé la nuit. D'autres ont été arrêtés. « **Je ne comprends pas pourquoi, pour des choses si banales, nous devons être traités comme des criminels**, s'interroge Mona. **Nous voulons une vie normale, les droits humains basiques.** »

Aujourd'hui, il est impossible de savoir précisément combien d'étudiants sont derrière les barreaux, mais ils seraient quelques centaines. Parfois ils sont relâchés puis à nouveau arrêtés quelques jours plus tard. Beaucoup sont interdits d'entrer dans leur établissement, comme Soheil (un pseudonyme également). Etu-

diant à la faculté des arts plastiques de l'université de Téhéran, il connaît au moins douze autres personnes dans son cas.

Lire aussi : [En Iran, le soulèvement a « déjà un impact sur l'ensemble de la société »](#)

La deuxième semaine de la contestation, en septembre, Soheil et ses camarades ont mis de la terre dans la cour de leur université comme s'il s'agissait de tombes et ont jeté de la peinture rouge par terre, symbolisant les manifestants tués. « **Ce jour-là, le Herasat est intervenu avec force. Certains ont été arrêtés** », raconte Soheil. Pour dénoncer la violence, les étudiants ont boycotté les cours. Les enseignants les ont suivis, au risque d'être licenciés. Aujourd'hui, les autorités menacent de fermer les facultés d'art et de musique. « **Je ne suis pas inquiet, parce que nous sommes en train d'organiser tous les cours en dehors de l'université**, explique Soheil. **Il y a, en ce moment, une ambiance de solidarité. Les enseignants se partagent leurs ateliers pour les cours. Ils nous fournissent les matériels nécessaires et proposent d'héberger les étudiants expulsés des dortoirs.** » Soheil ne pense pourtant pas que les « **mollahs quittent le pouvoir d'aussitôt** » : « **Mais je crois vraiment qu'il ne reste que quelques années de leur règne**, glisse le jeune iranien. **Ils sont finis.** »

The New York Times

Nov. 19, 2022
By Cora Engelbrecht

Hundreds of Protesters in Iran Blinded by Metal Pellets and Rubber Bullets

Security forces have been firing ammunition that has ruptured the eyes of antigovernment demonstrators in the past two months. “Everything went dark,” one said.

The protester was speeding toward a demonstration in Tehran on his motorbike when an Iranian security officer standing 10 feet away raised his gun and fired a rubber bullet.

The protester said the bullet hit his left eye. “We locked eyes and then everything went dark,” said the protester, who goes by the nickname Saman. He cupped his hand to his mutilated eye, afraid that it would drop from its socket, as he drove himself to a hospital where doctors refused to treat him, he said.

He was finally admitted to the government-run Farabi Eye Hospital, where he was operated on nearly 24 hours after he had been shot.

Saman, 30, spoke by telephone from a location outside Iran where he fled last month. The New York Times is withholding his name and location as a security precaution.

The officer who aimed at his face, he said, had recognized him as one of the frontline activists who had gone night after night to Valiasr Square in Tehran, Iran’s capital, to face off against security forces, hurling back the tear gas canisters they fired into the crowd.

“He knew my face, and I knew his,” he said.

The impact of the shot, fired at such close range, left him blind in that eye. He provided medical documents and photographs of CT scans of his eye, which The Times asked two ophthalmologists to review. They confirmed

that it had been irreparably damaged.

Saman is one of hundreds of victims to have suffered severe eye injuries inflicted by Iranian security forces since mid-September, according to doctors and medical facilities. That month, antigovernment protests swept across the country, prompting a violent crackdown. More than 300 Iranians have been killed, according to rights groups. Thousands have been injured.

Among the most irreversible effects of the government’s efforts to crush the uprising has been the blinding of people taking part in them. Across Iran, scores of protesters have gone to hospitals with eyes ruptured by the metal pellets and rubber bullets that security forces fire to disperse crowds.



Saman, an Iranian protester who was blinded in one eye by a rubber bullet before fleeing the country, in an undisclosed location this month. He is one of hundreds of victims of severe eye injuries inflicted by Iranian security forces. Sergey Ponomarev for The New York Times

The reports of mass eye injuries echo those in recent years from other places, including Indian-

administered Kashmir and Chile, where street protests have been met with security forces firing pellet guns.

The full scope of the injuries in Iran has been largely concealed by an internet blackout there. But medical evidence given to The Times by doctors, protesters, family members of patients and rights groups revealed that ophthalmology wards in hospitals have been inundated with hundreds of eye wound victims. Eyewitness accounts and more than 80 pages of medical records from several hospitals and clinics showed that the range of injuries have included mutilated retinas, severed optic nerves and punctured irises.

Many protesters have no choice but to plead for treatment in government-run facilities, which are often patrolled by security forces. Some of the wounded

wyers and doctors.

Images and videos of CT scans, shared by medical staff and rights groups, present an eerie tableau of faces pockmarked by metal pellets.

One batch of medical records detailed the ordeal of a 22-year-old protester whose eyeballs had both been ruptured.

In a voice message left with a Kurdish rights group, a father lamented that he did not have enough money to pay for six surgeries for his son who had lost a retina.

“He is 18 years old and he has lost his vision completely,” the father said.

Many of the materials were shared in a private WhatsApp group that is being used as a hotline for Iranian ophthalmologists seeking advice on how to help injured protesters.

“In most cases, there is nothing we can do,” one ophthalmologist said by telephone from Tehran. Like others who shared information for this article, he spoke on the condition of anonymity for fear of retribution from the Iranian government.

“They were in shock — they were in disbelief that they had lost their eyesight so instantaneously,” the doctor said of the patients he had treated. “I try to give them hope, but I know from experience that the end result from these injuries is usually not good.”

The doctor said his phone was filled with distressing voice notes from protesters, family

members and doctors pleading for his advice.

“Dear doctor, I was told you are an eye surgeon,” one young protester said in a voice message sent last month from Farabi Eye Hospital. “I have just been told my eye must be removed — I am wondering if there is anything you can do to save it.”

The protester eventually fled the country to receive more treatment, the doctor said.

Ophthalmologists from three large hospitals in Tehran — Farabi, Rasoul Akram and Labbafinezhad — estimated that their wards had admitted a total of more than 500 patients with grave eye injuries since the start of the protests in mid-September. Many have arrived with metal or rubber fragments still lodged in their heads. Doctors in Kurdistan Province in the north estimated that they had treated at least 80 such patients. Exact figures are difficult to determine as many protesters are too afraid to seek treatment in public hospitals.

In response, more than 230 ophthalmologists have signed a [joint letter](#) published this week addressed to the president of the Iranian Ophthalmology Association, Dr. Mahmud Jabbarvand, calling on him to make the “irreparable consequences of such severe injuries” known to the government.

In a message posted on Wednesday to the WhatsApp group for Iranian eye surgeons, Dr. Hassan Hashemi, a former minister of health who is an ophthalmologist, bemoaned the fact that doctors had not “protested these tragedies earlier” and urged hospitals to release statistics on serious eye injuries to



CT scans of a 22-year-old patient in Kurdistan Province reveal metal pellets lodged in his face and eyes, which were both ruptured. Kurdistan Human Rights Network

“prevent the blindness of more of our compatriots.”

Farabi Eye Hospital, which has the country’s premier ophthalmology ward, has been especially strained by the surge in cases, doctors and witnesses said. In one three-week period last month, the hospital saw more than 150 patients. The deluge of traumatic cases has prompted at least one surgeon to resign in protest.

“I have never seen a scene like this, it was terrifying,” said the mother of Saman, the protester who lost his eye in Tehran. She had been living outside Iran and flew to the capital to be with him before his surgery.

She said in a phone interview that she arrived to a horrific scene in the hospital, where at least 20 patients were waiting to have eye surgery: a man partly blinded after being shot with 52 pellets, a 4-year-old girl roaming the halls with a bandaged eye and a security officer stalking the rooms, taking down names and bed numbers.

The mother said she learned

from nurses on the floor that some of the wounded were being arrested. “It was surreal,” she said. “These are meant to be sanctuaries.”

“Security in hospitals is being replaced by officers who are spying on patients and even interfering with treatment,” said Shahram Kordasti, a London-based oncologist who has spoken with doctors in Iran. In some cases, security officials have prevented doctors from completing surgeries or forced them to discharge patients before they were fully treated. Many have pressured hospital managers to provide information on wounded protesters.

One Iranian lawyer who represents protesters said eight of his clients had been arrested in hospitals.

Saman said that while recovering after his surgery, he overheard an officer on his floor ask about him. “I knew then that I had very little time to get out,” he said.

With the help of a family friend, Saman’s mother smuggled her

son, still in his hospital gown, out of the hospital and into a taxi to the friend’s home. Two days later, when he was well enough to travel, his mother bought two plane tickets out of the country.

“I thought I would die of a stroke from the stress,” Saman’s mother said. She was worried that the hospital had passed his name to border guards, or that they would see his mutilated eye and suspect he was part of the protests.

She said she did not allow herself to relax until their plane took off. “I felt that he was reborn,” she said. “It was as if God had returned my son to me again.”

Several times the reflection of Saman’s disfigured face has halted him in place. “In those moments, I feel lost and things go dark again,” he said. “But then I remember that my purpose is to show the world what the government has done. The evidence is in my face, and I am proud of this.”

Now living outside the country, he has started [posting images and videos](#) of his injury on Instagram. Within a week, he had more than 20,000 followers and a flurry of requests for advice from protesters who were similarly hurt.

Among them was a friend who had returned to the streets. Hours later, the friend sent him a photograph of his own wounded eye.

“He said he had wanted to avenge my injury,” said Saman, in tears. “Now he has told me that he himself is partially blinded.”

The New York Times

Nov. 20, 2022

By Jane Arraf and Sangar Khaleel
Photographs by Emily Garthwaite

In Iraq's Mountains, Iranian Opposition Fighters Feel the Squeeze

The armed groups, which have trained in the Kurdistan region for decades, face attacks from Iran and pressure from the Iraqi government to give up their weapons.

SULAIMANIYA, Iraq — Sitting under an oak tree on a mountainside in the Kurdish region of Iraq, Mohammad Kurd said he recently fled neighboring Iran after two friends were killed by security forces and the powerful Islamic Revolutionary Guards Corps started going door to door to arrest antigovernment protesters.

His baggy khaki uniform, typical of Kurdish fighters, still looked new. In his thin coat, he shivered from the cold mountain air.

Mr. Kurd and a small number of others like him are the latest recruits of Komala, one of the armed Iranian Kurdish opposition groups that have been based in the mountains of the Iraqi Kurdistan region for decades.

"I am training so I can become a pesh merga worthy of my people and those who have lost their lives in the revolution," said Mr. Kurd, 27, using a term for Kurdish fighters. "A battle cannot be fought with pens and minds alone."

Several thousand Iranian Kurdish opposition fighters are training here in Iraq's semiautonomous Kurdistan region for what they say is an unfolding revolution across the border in their homeland. But the groups are under increasing pressure from all sides.

Iran has been attacking their mountainside bases with missiles and drones, forcing the fighters to disperse into tents scattered higher up the mountains. The Iraqi central government, based in Baghdad to the south, wants the Iranian groups to disarm. And



Women from the Kurdistan Freedom Party, an armed Iranian opposition group, held a ceremonial military procession in Iraq's Kurdistan region on Tuesday.

increasingly, they are at the center of escalating tensions between the two countries.

The Iranian attacks have targeted their strongholds over the past two months as part of a wider crackdown aimed at crushing a protest movement that rose up following the death of Mahsa Amina, a young Iranian Kurdish woman. She died in the custody of the morality police in Septem-

ber after being accused of dressing immodestly.

The Iranian strikes are both an expression of rage at the opposition presence in Iraq and a reminder of the vulnerability of the fighters, who are tightly constrained by their Kurdish Iraqi hosts.

Kurds are an ethnic minority in both Iran and Iraq. But in Iraq, they wield far more power, go-



The Kurdish Iraqi city of Koya, two hours after a missile struck the headquarters of an Iranian opposition group there.

verning an entire semiautonomous region in the north of the country created with the help of a U.S.-led no-fly zone in the 1990s. Almost all of the Iranian opposition groups based there consider an independent Kurdish state an unattainable dream for now and call instead for self-rule for the Kurdish regions within Iran.

The Kurdistan regional government in Iraq — which walks a tightrope between supporting Kurdish solidarity and inflaming Iraq's powerful neighbor — bars the fighters from moving across the border into Iran.

On Monday, an Iranian commander warned specific villages, towns and neighborhoods in the Iraqi Kurdistan region that they would be targeted next for harboring opposition figures.

If Iran were to target civilian areas, it would be a significant escalation of attacks that have so far been directed mainly at the bases of the Iranian opposition groups. Missile and drone attacks on those bases at the end of September killed at least 18 people, including two women and a child, according to the opposition groups and hospital officials.

Most of the protesters who have fled Iran and sought refuge in Iraqi Kurdistan have come from Iran's Kurdish provinces, where the antigovernment demonstrations over the past two months have been particularly virulent. Activists say there are no reliable estimates of the number of protesters who have fled Iran. A mi-

nority of them have signed up to be fighters.

In his home city of Divandarreh, Mr. Kurd drove a bus and transported small electrical appliances for sale on the black market — work that carried the risk of being shot by security forces. Like many protesters, he said he was angered that Iranian leaders spent the country's wealth on conflicts in Syria, Iraq and Yemen while its citizens went hungry.

Among his other grievances with Iran's authoritarian leaders, he said that in his own region, Kurds should have the right to be educated in their native language, Kurdish, but are barred from doing so.

In September, when the current wave of antigovernment protests began, Mr. Kurd said one of his friends, a 29-year-old shopkeeper, was shot and killed as he tried to knock down a security camera. Another friend, a tailor in his late 30s, was shot in the stomach and died four days later, he said.

He then decided to try to cross the closed border to Iraqi Kurdistan and joined a wave of pilgrims who stormed the frontier during a religious holiday, making it across without being checked.

An official with Komala, formally known as the Komala Party of Kurdistan, said four or five other protesters had joined the group in the past two weeks for military training at their mountain base. Among them was a 20-year-old university student joining her mother who was already in the camp.

Near the base of the mountain about 50 miles from Iran, houses hit by missile strikes in September lay in ruins. Some bore stenciled images of executed and assassinated leaders from the movement's history.

At a small bakery, one fighter sang a love song as he made paper-thin sheets of bread.

Since 1986, when Komala established its base in Iraq's Kurdish region during the Iran-Iraq war,



"I am training so I can become a pesh merga worthy of my people and those who have lost their lives in the revolution," Mohammad Kurd said.

its fighters have dreamed of a revolution back home. Now, older opposition leaders are pinning their hopes on the young Iranians leading the protests inside Iran.

"Millions of Iranians went to the front lines to protect Iran during the Iran-Iraq war," said Nevid Mehrawar, a member of the Komala leadership. "Now their sons and daughters are saying, 'My father didn't give his life for this dictatorship.'"

Iran has demanded that the Iraqi Kurdish regional government and the central government expel or disarm Iranian fighters or put them in closed camps. An Iranian commander on Monday said his country had launched its attacks on the opposition groups in the



Perya Ghaisary, left, with her mother in Iraq this month. Perya, a Kurdish-Iranian protester, came across the border recently to join the Iranian Kurdish opposition group Komala.

Kurdistan region when that did not happen. Iraq's new government is domi-

nated by Iran-backed parties that also want the bases shut and the fighters disarmed. But the new Iraqi prime minister said this month that leaders of the Iraqi Kurdistan region had refused.

Iran has accused Komala and other opposition groups of being separatists responsible for recent killings in Kurdish-majority Iranian provinces and of fomenting the demonstrations, but it has provided no proof.

Mr. Mehrawar said Komala had about 1,000 fighters in Iraq and was armed for self-defense. He said it was not launching armed attacks inside Iran because it wanted to avoid undermining what he described as a civil revolution underway.



Another armed opposition group, the Democratic Party of Iranian

Kurdistan, has been among the hardest hit in the Iranian attacks since September. Eleven people have been killed on its bases near the Iraqi Kurdish city of Koya, according to party and hospital officials.

Mustafa Mauludi, 63 and a member of the group's leadership, said he joined it 43 years ago.

"We won't leave and we won't give up our weapons," said Mr. Mauludi. "Neither Iraqi forces nor Kurdish forces can protect us."

(photo) A member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan stands beside damage left after a drone blast at one of their bases near Koya.

Another of the opposition groups, the Kurdistan Freedom Party — known as P.A.K. — fought with U.S.-backed Iraqi Kurdish forces against the Islamic State terrorist group when it invaded northern Iraq in 2014. Now, at its base near the border of Iraq's Kirkuk Province, it helps hold the line against ISIS, but is also within sight of hostile militias backed by Iran that are part of the Iraqi government forces.

Nine of its fighters were killed in the Iranian attacks in September.

P.A.K.'s leader, Hussein Yazdanpana, 56, said foreign-based opposition groups were not at the forefront of the Iranian antigovernment movement.

"The leaders of this struggle are on the streets in Iran," he said.

After years of division, many of the Iranian opposition groups in Iraq are now in talks to unite and present a more effective front, something that they say could benefit the broader antigovernment movement across Iran.

"The weakest point is there is no united opposition against the Iranian government," said Siamand Moeini, co-leader of another Iranian opposition group, the Free Life Party of Kurdistan.

Ankara bombarde les Kurdes de Syrie

Le gouvernement turc a lancé une nouvelle offensive contre les groupes armés kurdes.

MOYEN-ORIENT « L'heure des comptes a sonné ! Les salauds devront rendre des comptes pour leurs attaques perfides. » C'est par une menace relayée sur son compte Twitter, photo d'un avion au décollage à l'appui, que le ministère turc de la Défense a donné le coup d'envoi d'une offensive aérienne turque dans le nord de l'Irak et de la Syrie. L'opération, lancée dans la nuit de samedi à dimanche, intervient une semaine jour pour jour après l'attentat d'Istanbul. Baptisée Griffes Épées, elle vise plusieurs régions sous contrôle des forces kurdes syriennes et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusés par Ankara d'être à l'origine de l'attaque qui a fait 6 morts et 81 blessés sur l'avenue Istiklal. L'opération a été menée « conformément aux droits de légitime défense découlant de l'article 51 de la charte des Nations unies, afin d'éliminer les attaques terroristes du nord de l'Irak et de la Syrie, d'assurer la sécurité des frontières et d'éradiquer le terrorisme à sa source », affirme le même ministère dans un communiqué.

Au lendemain de l'attentat du dimanche 13 novembre, le PKK avait nié toute implication. Mais les autorités turques n'en démordent pas : la guérilla kurde, clas-

sée terroriste par Ankara, et contre laquelle le pouvoir est en guerre depuis des dizaines d'années, est responsable de la tragédie du week-end dernier sur cette artère commerçante très fréquentée d'Istanbul. Des photos diffusées par la police quelques heures après l'explosion montraient le visage d'une femme aux cheveux noirs, portant un tee-shirt violet barré de l'inscription « New York University », présentée comme la principale suspecte. Après son arrestation, elle aurait avoué avoir posé une bombe sous un petit banc sur ordre du PKK-YPG-PYD, allusion aux rebelles kurdes de Turquie et à leurs cousins de Syrie (la milice des Unités de protection du peuple, et sa branche politique, le Parti de l'union démocratique). Durant son interrogatoire, elle aurait également précisé avoir été entraînée comme agent spécial du renseignement par les forces kurdes dans la ville de Kobané, dans le nord de la Syrie, avant d'entrer illégalement en Turquie par la région d'Afrin.

Au moins trente morts

La précision de ses confessions et la célérité de l'enquête avaient néanmoins semé le doute parmi les observateurs de la Turquie, d'autant plus qu'un site d'information indépendant turc

avait fait état de deux conversations téléphoniques interceptées entre la kamikaze présumée et un membre du parti ultranationaliste MHP, allié de l'AKP d'Erdogan, avant l'attentat. Rejetant tout soupçon, le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soyulu, avait pour sa part précisé que la jeune femme prévoyait de s'enfuir en Grèce. Avant d'annoncer, menaçant : « Nous savons quel message ceux qui ont mené cette action veulent nous faire passer. Ne vous inquiétez pas, nous leur rendrons la monnaie de leur pièce, et lourdement. »

Dans la nuit de samedi à dimanche, près de 25 frappes ont été effectuées par l'armée turque dans les provinces syriennes de Raqqah et Hassaké (Nord-Est) et d'Alep (Nord), volant la vie à au moins 18 combattants des forces kurdes et à 12 membres du régime syrien, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, une ONG indépendante basée à Londres. Les frappes ont principalement visé la ville de Kobané et ses environs, à la lisière de la Turquie, notamment des silos à grains et une centrale électrique, située dans des zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition armée dominée par les Kurdes. Les bombarde-

ments ont aussitôt été qualifiés d'« agressifs et barbares » par le commandant en chef des FDS, le général Mazloum. Côté irakien, il n'y aurait pas de victimes civiles, selon un responsable du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak. « Les Turcs ont visé au moins huit zones où se trouvent des bases du PKK », précise-t-il.

Une aubaine pour Erdogan

Entre 2016 et 2019, l'armée turque a déjà mené trois opérations d'envergure contre les milices kurdes dans le nord de la Syrie. Depuis plusieurs mois, elle était sur le qui-vive, dans l'attente de lancer une quatrième offensive, annoncée en mai dernier par Ankara, mais mise en suspens faute d'avoir obtenu le feu vert de Washington et de Moscou. De l'avis général, cette nouvelle campagne militaire constitue une aubaine pour le président Erdogan, au moment où il tente d'infléchir la position de ses alliés occidentaux sur le dossier kurde et sa « guerre contre le terrorisme », en échange de son aval à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan.

Pour l'heure, une intervention plus poussée, impliquant des troupes au sol, serait en cours de discussion.

Répliques à la frontière turque après les frappes d'Ankara contre les bastions kurdes de Syrie et d'Irak

La Turquie a mené dimanche des raids aériens dans le nord de l'Irak et de la Syrie qui ont fait une trentaine de morts dans plusieurs régions sous contrôle des forces kurdes syriennes et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Des tirs de roquettes en provenance de Syrie ont fait deux morts et six blessés, lundi 21 novembre, dans la ville turque frontalière de Karkamis, a annoncé le gouverneur de la province de Gaziantep (sud-est).

La Turquie a mené dimanche des raids aériens dans le nord de l'Irak et de la Syrie qui ont fait une trentaine de morts dans plusieurs régions sous contrôle des forces kurdes syriennes et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusés par Ankara d'avoir commandité l'attentat qui a fait six morts et 80 blessés le 13 novembre à Istanbul.

Des images diffusées par les médias turcs, dont l'agence de presse officielle Anadolu, montrent les vitres brisées d'un établissement scolaire, ainsi qu'un poids lourd en flammes. Des tirs de roquettes en provenance de Syrie avaient déjà fait huit blessés – deux soldats et six policiers turcs – dimanche à un poste-frontière, selon Anadolu.

L'agence les a imputés aux Unités de protection du peuple (YPG), mouvement kurde établi dans le nord de la Syrie, visées par l'opération baptisée « Griffes épées ». Au cours de la nuit de samedi à dimanche, la Turquie a lancé cette opération aérienne dans le nord de l'Irak et de la Syrie voisine, faisant

une trentaine de morts. Elle a visé des régions sous contrôle des forces kurdes syriennes et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusés par Ankara de [l'attentat à Istanbul](#) qui a fait six morts et 81 blessés le 13 novembre.

Entre 2016 et 2019, la Turquie avait déjà mené trois opérations d'envergure dans le nord de la Syrie contre les milices et organisations kurdes, prenant le contrôle d'Afrine et poussant de nombreux civils à fuir.

Lire aussi : [Syrie : la spirale de la violence et de la peur dans le camp de détention d'Al-Hol](#)

Dans un communiqué, le ministère de la défense turc a écrit : « **L'opération aérienne Griffes épées a été menée avec succès dans le cadre de notre stratégie visant à éliminer les attaques terroristes du nord de l'Irak et de la Syrie, assurer la sécurité des frontières et éliminer le terrorisme à sa source.** » Au total 89 cibles, comprenant des abris, tunnels, dépôts de munitions, postes de commandement et camps d'entraînement ont été « **détruits** », et « **beau-coup de terroristes ont été neutralisés** », a ajouté le ministère.

Les frappes ont visé principalement la ville de Kobané et ses environs, près de la frontière turque, notamment des

silos à grains près d'Al-Malikiyah et une centrale électrique dans le sud de cette province, située dans des zones sous le contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition armée dominée par les Kurdes).

Les frappes turques ont complètement détruit la quatrième centrale électrique de Taql Bakl, près d'Al-Malikiyah, dans le sud de la province de Hassaké, a rapporté un photographe de l'Agence France-Presse (AFP), qui a vu sur place dimanche matin des cadavres près d'une voiture. Les bombardements ont également ciblé des positions où les forces du régime de Damas sont déployées, à Raqa, Hassaké et Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Aucune victime dans le Kurdistan irakien

« **Ces attaques de l'Etat d'occupation turc ne resteront pas sans réponse. Au moment et à l'endroit appropriés, nous répondrons avec force et efficacité** », ont promis dans un communiqué les FDS, avant l'annonce des tirs de roquette contre la frontière turque. L'agence officielle syrienne Sana a, pour sa part, confirmé la mort de plusieurs soldats syriens, sans en préciser le nombre. Le ministère de la défense syrien a dénoncé

des « **agressions turques** » dans lesquelles « **des soldats ont été tués** ».

En guerre depuis 2011, la Syrie est morcelée à cause de l'intervention de multiples groupes et puissances étrangères dans le conflit. La Turquie, dont les soldats sont présents dans des zones du nord de la Syrie, menace depuis mai de lancer une offensive d'envergure contre les FDS, qu'elle considère comme « **terroristes** ». Ankara dit vouloir créer une « **zone de sécurité** » de 30 kilomètres de largeur à sa frontière sud.

En revanche, les frappes turques n'ont « **pas fait de victime** » dans le nord de l'Irak, a affirmé à l'AFP un responsable du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak. Selon un porte-parole du PKK « **ces opérations ne sont pas nouvelles, elles durent sans discontinuer depuis sept mois** ». Il a affirmé que « **l'armée turque a effectué 3 694 bombardements sur le sol du Kurdistan d'Irak** » pendant cette période.

Lire aussi : [Turquie : l'attentat de l'avenue Istiklal à Istanbul ravive le projet d'une intervention militaire dans le nord de la Syrie](#)

Le Monde avec AFP



20/11/2022
Luc Mathieu

La Turquie frappe à nouveau les Kurdes en Syrie et en Irak

C'est un épisode de plus dans la guerre parfois ouverte, souvent larvée, entre la Turquie et les forces kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). L'armée d'Ankara a mené ce dimanche une série de raids aériens dans le nord de l'Irak et le nord-est de la Syrie, une région contrôlée par le PYD (Parti de l'unité du peuple), déclinaison syrienne du PKK. Si aucune victime n'a été enregistrée en Irak, au moins 31 personnes ont été tuées côté syrien, dont 18 combattants kurdes et 12 soldats syriens, selon l'ONG Observatoire syrien des droits de l'homme, établie à Londres et disposant d'un grand réseau de sources en Syrie. Ses avions de chasse et ses drones armés ont notamment détruit un hôpital à Kobané, deux centrales électriques à Derik et Taql Bakl et des silos à grain près d'Al-Malikiyah.

Dans ce qui semble être une réponse à cette attaque, des tirs de roquette ont été tirés depuis le territoire syrien. Ils ont atteint un poste-frontière turc, blessant deux soldats et six membres des forces spéciales de police selon l'agence officielle turque Anadolu. Le poste en question est celui de Bab al-Hawa, point de passage de

l'aide humanitaire internationale acheminée par l'ONU vers la province syrienne d'Idlib, qui échappe au contrôle de Damas et où vivent environ quatre millions de personnes.

«Si une guerre éclate, tout le monde sera affecté»

Quelques heures plus tôt, le ministère turc de la Défense avait annoncé sur Twitter : «L'heure des comptes a sonné ! Les salauds devront rendre des comptes pour leurs attaques perfides.» Le gouvernement turc a attribué au PKK la responsabilité de l'attentat qui a tué six personnes dans l'avenue Istiklal à Istanbul, le 13 novembre. L'organisation kurde a, elle, nié toute implication. «Les bombardements turcs contre nos territoires sécurisés menacent la région entière. Ils ne serviront à personne, a réagi Mazloum Abdi, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), en charge de la sécurité dans le Nord-Est syrien. Nous faisons tous nos efforts pour éviter une catastrophe majeure. Si une guerre éclate, tout le monde sera affecté.»

L'opération de ce dimanche, baptisée «Griffe épée», est la cinquième qui vise les territoires kurdes depuis 2016. Mais à celles-

ci, parfois annoncées des mois à l'avance, s'ajoutent des frappes régulières de drones, près de 60 durant les neuf premiers mois de l'année. Ankara considère le PKK et sa branche syrienne comme une menace existentielle et les assimile à des groupes «terroristes». En mai, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait annoncé le lancement d'une campagne militaire pour s'emparer des villes de Tall Rifaat et Manbij. Son objectif est de repousser les forces kurdes à 30 kilomètres de la frontière avec la Turquie. Il pourrait alors y renvoyer une partie des 3,6 millions de réfugiés syriens qui vivent sur le sol turc.

Région instable

Mais Erdogan s'est heurté au refus des Etats-Unis, de la Russie et de l'Iran, inquiets des conséquences d'une nouvelle escalade dans une région déjà particulièrement instable. Si les Kurdes en ont le contrôle, ils composent à la fois avec l'armée américaine, toujours déployée, et surtout avec la Russie, alliée du régime syrien. Des soldats de Damas sont également présents, notamment dans la ville de Qamishli, qu'ils n'ont jamais quitté depuis 2011 et le début de la révolution. Les relations des autorités kurdes avec Damas

sont complexes et si des accords, notamment de livraison de pétrole et d'eau vers les zones du régime, ont été atteints, Bachar al-Assad rejette toujours la principale revendication du PYD kurde : l'autonomie de la région.

Les autorités du Rojava doivent aussi composer avec la menace de l'Etat islamique (EI). Le groupe a été défait par les FDS, aidées par la coalition internationale, au printemps 2019, avec la perte du dernier village qu'il contrôlait, Al-Baghouz, mais il conserve des cellules et des partisans qui commettent encore attentats et assassinats. Il compte aussi des dizaines de milliers de prisonniers, détenus dans des prisons et des camps, tel celui d'Al-Hol, à proximité d'Hassaké. Les dirigeants kurdes demandent régulièrement aux pays étrangers de récupérer leurs ressortissants, dont des femmes et des enfants. L'EI a de son côté fait de leur libération une priorité. En octobre 2019, lors de l'opération turque «Source de paix», lancée après l'annonce d'un retrait de l'armée américaine par le président américain de l'époque, Donald Trump, les gardiens du camp d'Aïn Issa avaient abandonné leurs postes, laissant partir 800 femmes et enfants.

Turkey strikes Kurdish militants a week after Istanbul blast

Turkish jets hit bases in northern Iraq and Syria.

Turkey conducted air strikes against Kurdish militant bases in northern Iraq and Syria, the Turkish defense ministry [announced](#) early Sunday, a week after an [explosion in Istanbul](#) that killed six people and injured more than 80 others.

The targets were bases that the Kurdistan Workers Party (PKK) and the Syrian Kurdish YPG militia were using to launch terrorist attacks on Turkey, the ministry said.

"Our aim is to ensure the security of our 85 million citizens and our borders, and to retaliate for any treacherous attack on our country," Defense Minister Hulusi Akar said in a [statement](#).

Ankara blames the PKK for the Istanbul blast, a charge the



Ankara blames the PKK for the Istanbul blast, a charge the outlawed group has denied | Omar Haj Kadour / AFP via Getty Images

outlawed group has denied. In recent days, nearly two dozen people have been [arrested](#) in connection with the bombing, including five in Bulgaria on Saturday, [according to Reuters](#).

The violence in Istanbul is also on course to inflame tensions beyond the immediate region.

Turkey is one of just two NATO member countries that have

yet to ratify bids by Finland and Sweden to join the defense alliance. Ankara has accused the Nordic countries of harboring Kurdish militants.

Last week's attack in Istanbul "proves even more that Turkey wants to raise these concerns about terrorism and this proves somehow that it's a problem also inside the country," Finnish Foreign Minister Pekka Haavisto told [Bloomberg News](#) on Saturday. "It's a momentum that Turkey is using and of course they have all the rights to raise this issue during the NATO process."

Haavisto urged that Finland not be lumped in with Sweden on the Kurdish issue, saying Sweden has a "much bigger Kurdish minority" that originates from Turkey.



21 novembre 2022
Stephane Hamalian

En Syrie et en Irak, les frappes turques suscitent la colère des Kurdes

Malgré le démenti des forces kurdes de Syrie et d'Irak, la Turquie a mené dimanche des frappes dans ces zones, en représailles à l'attentat d'Istanbul du 13 novembre.

À travers l'Europe, les communautés Kurdes ont manifesté ce dimanche, contre les frappes aériennes menées par

la Turquie ce weekend, dans des zones du nord de la Syrie et d'Irak, contrôlées par les forces kurdes.

Selon Ankara, le PKK et les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont derrière l'attentat d'Istanbul du 13 novembre, qui a fait 6 morts et 81 blessés. Mais le profil de la suspecte qui aurait déposé la

bombe dans l'avenue Istiqlal, interroge. La jeune femme syrienne aurait échangé deux fois par téléphone avec un membre du MHP, parti d'extrême droite alliée de l'AKP, ouvrant la voie à diverses hypothèses sur les commanditaires de l'attaque.

Les groupes Kurdes de Syrie et d'Irak, pointés du doigt, ont

pour leur part rapidement nié toute implication.

"L'heure des comptes a sonné!" avait toutefois twitté le ministère turc de la Défense, dès le lancement des frappes dans la nuit de samedi à dimanche, visant sans les citer les groupes kurdes. L'opération, baptisée "Griffe Epée", a pour objectif d'"éliminer les at-

taques terroristes du nord de l'Irak et de la Syrie, assurer la sécurité des frontières et d'éliminer le terrorisme à sa source", a affirmé le ministère turc de la Défense, dans un communiqué.

"Le bombardement turc de nos zones menace la région entière" a pour sa part réagi le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, sur Twitter. "Ce bombardement ne sert aucun parti. Nous faisons tout pour éviter une catastrophe majeure. Si la guerre éclate, tout le monde sera affecté" a-t-il regretté.

Près de 25 frappes aériennes ont été effectuées par l'armée turque dans les provinces syriennes de Raqa et Hassaké (nord-est) et d'Alep (nord), faisant au moins neuf morts dans les rangs des forces kurdes et six morts dans ceux du régime syrien, et en blessant 31 autres selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée à Londres et qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Kobané, a été la principale cible d'Ankara, ville symbole de la résistance kurde ayant re-

poussé en 2015 le groupe Etat islamique, avec le soutien des Etats-Unis. Mais les Kurdes se sentent aujourd'hui abandonnés par Washington.

Les frappes tuques ont visé principalement cette ville et ses environs, près de la frontière turque, notamment des silos à grains près d'Al-Malikiyah (nord-est) et une centrale électrique au sud de cette province.

En guise de riposte, des roquettes ont été lancées dimanche depuis la Syrie sur un poste-frontière turc, faisant au moins trois blessés.

Les raids aériens de la Turquie qui ont fait une trentaine de victimes, ne sont pas venus comme une surprise : Ankara, qui a des soldats présents dans le nord de la Syrie, a intensifié depuis mai ses menaces d'offensive, avec pour objectif de créer une "zone de sécurité" de 30 kilomètres de largeur à sa frontière sud.

Entre 2016 et 2019, Ankara avait déjà mené trois opérations d'envergure dans le nord de la Syrie qui ciblaient les milices et organisations kurdes, prenant le contrôle d'Afrine et poussant de nombreux civils à fuir.

LE FIGARO

avec AFP
21/11/2022

Le Kurdistan d'Irak condamne les «violations injustifiables» après les frappes de l'Iran

«La stabilité ne pourra jamais se réaliser par la violence», a déclaré le gouvernement régional du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak.

Le gouvernement régional du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak a condamné lundi 21 novembre les **frappes nocturnes** menées par Téhéran sur son territoire, dénonçant des **«violations iraniennes répétées et injustifiables»** de la souveraineté irakienne.

«Les violations iraniennes répétées portent atteinte à la souveraineté de l'Irak et de la région du Kurdistan irakien et elles sont injustifiables», in-



Un lancement de missile depuis la région du Kurdistan iranien (Komalah) en direction de Sulaimaniyah, dans la région autonome du Kurdistan irakien, le 29 septembre 2022. FARS NEWS AGENCY / AFP

dique un communiqué après les bombardements contre l'opposition kurde

iranienne, accusée d'attiser les manifestations en Iran. **«La stabilité ne pourra ja-**

mais se réaliser par la violence», ajoute le texte.



Léa Massequin
21 novembre 2022

Téhéran ne parvient pas à éteindre l'incendie

La répression, extrêmement féroce dans les régions kurdes du pays, à la pointe du soulèvement, aurait fait plus de 378 morts depuis le début du mouvement mi-septembre.

L'Iran a perdu son match contre l'Angleterre. Qu'importe. Ce n'est pas le jeu de leur équipe sur le terrain que les supporters iraniens retiendront de cette deuxième rencontre de la Coupe du monde au Qatar. Les onze joueurs de la «Team Melli» étaient surtout attendus sur un autre volet, beaucoup plus politique : leur soutien au mouvement de contestation qui secoue la République islamique depuis plus de deux mois.

Après plusieurs jours de tergiversation, ils ont finalement refusé de chanter leur hymne national, en signe de solidarité avec les manifestantes et manifestants qui exigent la fin du régime clérical. Un mutisme lourd de sens alors que la répression sanglante a déjà fait plus de 378 morts, selon les derniers chiffres de l'association Iran Human Rights, basée en Norvège. Plus de 15 000 personnes ont également été arrêtées. Pourtant, la mobilisation ne semble pas faiblir. Dans plusieurs villes d'Iran, jour après jour, des manifestants continuent de braver les autorités en se rassemblant dans les rues.

Tirs à balles réelles

Ces derniers jours, la violence du régime est particulièrement féroce dans les régions kurdes (nord-ouest), l'un des foyers de la contestation déclenchée par la mort de Mahsa Amini, décédée le 16 septembre après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour ne pas avoir porté «correctement» son voile islamique. Des vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent des forces de sécurité iraniennes tirer à balles réelles sur des protestataires dans les villes de Piranchahr, Marivan et Javanroud. Sur l'une d'elles, une mère, en pleurs, embrasse une dernière fois la dépouille de son fils de 16 ans -



Manifestation à Téhéran, le 19 septembre, pour protester contre la mort de Mahsa Amini. (West Asia News Agency. Reuters)

l'un des 58 mineurs tués depuis le début du soulèvement.

Selon l'ONG Hengaw, qui surveille les abus dans les zones kurdes, au moins 25 personnes ont perdu la vie au Kurdistan iranien depuis le 15 novembre, jour de l'anniversaire de la répression meurtrière de 2019 qui avait fait entre 300 et 1 500 morts à la suite d'un soulèvement contre la hausse des prix du carburant. Au moins trois civils ont été tués dans la ville de Divandarreh pour la seule journée de samedi. Des militants accusent les forces de sécurité de déployer des renforts militaires dans ces régions périphériques, craignant un durcissement de la répression. Les forces iraniennes «ont accru, de façon significative, leur recours aux armes létales dans leurs attaques contre les manifestants ces cinq derniers jours», souligne Hengaw.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime iranien, ont par ailleurs procédé à de nouvelles frappes contre des groupes d'opposition kurdes iraniens basés au Kurdistan d'Irak voisin, tuant un combattant. Téhéran accuse ces partis en exil, qui dénoncent depuis des années

les discriminations dont souffre la minorité kurde (environ 10 millions de personnes sur une population de 85 millions), d'attiser les troubles dans le pays.

A l'échelle nationale, le gouvernement iranien qualifie les récentes attaques survenues dans plusieurs villes «d'actes terroristes impitoyables contre des citoyens innocents et des forces de sécurité». Le meurtre de Kian Piralak, 10 ans, considéré comme la plus jeune victime de la répression, dans la ville d'Izeh (province du Khouzistan), a d'ailleurs été attribué aux jihadistes de l'organisation Etat islamique par les autorités. Une version balayée par sa mère, selon laquelle le garçon a été tué par des policiers en civil alors qu'ils rentraient chez eux en voiture. Cette nuit-là, un autre adolescent de 14 ans, Sepehr Maghsoudi, a également été tué par les forces de sécurité gouvernementales à Izeh, dans les mêmes circonstances, selon des militants.

«Opérations terroristes»

Comme à son habitude, le régime accuse par ailleurs systématiquement le mouvement de protestation - qu'il qualifie d'«émeutes» - d'être manipulé

par des forces étrangères dans le but de déstabiliser la République islamique : «Le silence délibéré des étrangers, initiateurs du chaos et de la violence en Iran, face aux opérations terroristes [...] a pour conséquence de [les] encourager et de renforcer le terrorisme dans le monde», peut-on ainsi lire dans un récent communiqué du ministre iranien des Affaires étrangères. L'escalade de la répression passe aussi par la justice : les tribunaux iraniens ont condamné à mort six personnes pour leur implication dans les manifestations, dont les deux journalistes ayant révélé la mort de Mahsa Amini. «Des preuves indiquent que les autorités de la République islamique prévoient peut-être de procéder à des exécutions hâtives», met en garde Iran Human Rights. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies tiendra une session d'urgence sur le sujet, jeudi, à Genève.

«Tueur d'enfants»

La justice iranienne a également convoqué huit personnalités du cinéma, de la politique et du sport accusées d'avoir publié des contenus «provocateurs» en soutien au mouvement de contestation. Parmi elles, les célèbres actrices Katayoun Riahi et Hengameh Ghaziani. Dans un récent article, cette dernière qualifiait le gouvernement iranien de «tueur d'enfants» : «A partir de maintenant, quoi qu'il m'arrive, sachez que comme toujours, je suis avec le peuple iranien jusqu'à mon dernier souffle», a-t-elle déclaré dans un vidéo. Elle y apparaît sans son hijab, dans un geste de défi à l'égard des mollahs, et s'attachant les cheveux à la manière des révolutionnaires, comme des milliers de jeunes femmes depuis la mort de Mahsa Amini. Depuis, Hengameh Ghaziani a été arrêtée.

Les Kurdes défilent en ville contre les raids aériens turcs

Reims Dans la nuit de samedi à dimanche, sitôt connues les attaques, une centaine de Kurdes ont manifesté. Ils étaient plus nombreux hier après-midi, lors d'un second défilé.

Tout est allé très vite. Samedi soir, des médias kurdes ont annoncé que l'aviation turque était en train de bombarder de nombreuses villes du Rojava, dans le Kurdistan syrien. La nouvelle s'est aussitôt répandue au sein de la diaspora, suscitant des manifestations improvisées. Ce fut le cas à Reims, où une centaine de personnes

de la communauté kurde se sont retrouvées sur la place d'Erlon, hier dimanche à 0 h 30, pour exprimer leur colère et leur émotion. Elles ont ensuite défilé dans les rues du centre-ville, avec un arrêt devant la mairie.

La manifestation s'est terminée vers 2 heures du matin, suivie d'une seconde hier à partir de 16 heures, comme dans toutes les grandes villes de France et d'Europe. À Reims, ils étaient cette fois-ci entre 200 et 300 à s'être retrouvés, toujours sur la place d'Erlon, pour un nouveau défilé.

Ces raids sont menés après l'attentat d'Istanbul que le PKK et les Forces démocratiques syriennes contestent avoir fomenté

Hier après-midi, alors que la communauté kurde manifestait, les nouvelles en provenance du Kurdistan syrien faisaient état de plusieurs morts sous les bombardements turcs. Selon les Forces démocratiques syriennes (FDS), c'est une vingtaine de frappes aériennes que la Turquie a menée sur les zones sous son contrôle dans les provinces d'Alep (nord) et d'Hassaké (nord-est), notamment contre la ville de

Kobané, proche de la frontière turque. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé la mort d'au moins six membres des FDS et de six soldats pro-régime.

Ces raids sont menés quelques jours après que le PKK et les FDS ont rejeté les accusations d'Ankara sur leur responsabilité et nié tout lien avec l'attentat d'Istanbul du 13 novembre, qui a fait six morts et 81 blessés. « L'heure des comptes a sonné », a déclaré sur Twitter le ministère turc de la défense.

La Russie appelle la Turquie à la retenue en Syrie, rapportent les médias

(Reuters) - La Russie a appelé la Turquie à s'abstenir d'utiliser une "force excessive" en Syrie et à empêcher une escalade des tensions, ont rapporté mardi les agences de presse russes, citant un envoyé de Moscou en Syrie.

"Nous demanderons à nos collègues turcs de faire preuve d'une certaine retenue afin d'empêcher une escalade des tensions, non seulement

dans les régions du nord et du nord-est de la Syrie, mais sur l'ensemble du territoire", a déclaré l'émissaire Alexandre Lavrentiev, cité par l'agence de presse étatique russe RIA.

L'armée de l'air turque a engagé dimanche l'opération "Griffe Epée" contre des sites kurdes en Syrie et en Irak, détruisant 89 cibles, qui seraient liés au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et aux

Unités de protection du peuple (YPG), milice kurde basée en Syrie, considérée par Ankara comme des organisations terroristes.

Alexandre Lavrentiev a indiqué que la Turquie n'avait pas informé la Russie à l'avance de ses frappes en Syrie et en Irak.

"Nous espérons convaincre nos partenaires turcs de s'abstenir d'utiliser une force

excessive sur le territoire syrien", a-t-il dit, ajoutant que la Russie travaillerait avec les parties intéressées pour trouver une solution pacifique à la "question kurde".

Cité par l'agence de presse russe TASS, Alexandre Lavrentiev a déclaré que le retrait d'un contingent américain du nord-est de la Syrie contribuerait à la "stabilisation" de la situation.

La Turquie lance des raids aériens contre des régions kurdes de Syrie et du nord de l'Irak

L'opération « Griffes-Épées » a été menée près d'une semaine après un attentat meurtrier à Istanbul, que les autorités turques attribuent au mouvement kurde du PKK.

« **L'heure des comptes a sonné ! Les traîtres devront rendre des comptes pour leurs attaques perfides** », a écrit, dimanche 20 novembre, le ministère de la défense turc [sur son compte officiel Twitter](#), montrant la photo d'un avion décollant pour un raid nocturne sans précision de lieu. L'opération aérienne, baptisée « Griffes-Épées » a été menée « **conformément aux droits de légitime défense découlant de l'article 51 de la charte des Nations unies, afin d'éliminer les attaques terroristes du nord de l'Irak et de la Syrie, d'assurer la sécurité des frontières et d'éliminer le terrorisme à sa source** », a précisé un communiqué du ministère.

De leur côté, les forces kurdes ont accusé l'armée turque d'avoir bombardé samedi soir plusieurs régions sous leur contrôle dans le nord de la Syrie. Ces raids sont menés quelques jours après que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par Washington, ont rejeté les accusations d'Ankara quant à leur responsabilité et nié tout lien avec [l'attentat d'Istanbul du 13 novembre, qui a fait six morts et 81 blessés](#).

Selon les FDS, la Turquie a mené ces frappes aériennes sur les zones sous leur contrôle dans les provinces d'Alep (Nord) et d'Hassaké (Nord-Est), notamment contre la ville de Kobané, près de la frontière turque. « **Kobané, la ville qui a défait l'Etat islamique, est**



Cérémonie funéraire, le 14 novembre 2022 à Istanbul, de victimes de l'attentat de la rue Istiklal perpétré la veille. YASIN AKGUL / AFP

la cible de bombardements par l'aviation de l'occupation turque », a annoncé Farhad Shami, un porte-parole des FDS.

Des bombardements « agressifs et barbares »

Plus de vingt frappes ont été effectuées par l'armée turque dans les deux provinces, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée à Londres et qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie. Les bombardements ont tué au moins six membres des FDS et six soldats prorégime, selon l'OSDH.

De leur côté, les forces kurdes n'ont pas annoncé de pertes dans leurs rangs. Mais M. Shami a confirmé que les bombardements turcs visaient des sites appartenant aux forces gouvernementales syriennes dans les provinces de Rakka et d'Hassaké (Nord-Est) et d'Alep (Nord), faisant des

morts et des blessés. Le commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, a également critiqué des bombardements « **agressifs et barbares** ».

« **Le bombardement turc de nos zones menace la région entière. Ce bombardement ne sert aucun parti. Nous faisons tout pour éviter une catastrophe majeure. Si la guerre éclate, tout le monde sera affecté** », a-t-il tweeté.

Après l'attentat meurtrier du 13 novembre dans la rue commerçante et très fréquentée Istiklal, à Istanbul, les autorités turques avaient immédiatement suspecté le PKK et les YPG (Unités de protection du peuple), milice kurde active en Syrie, accusées par la Turquie d'être affiliées au PKK. Le ministre de l'intérieur, Süleyman Soylu, avait spécifiquement accusé ces derniers, qui contrôlent la majeure partie du nord-est de la Syrie, d'être responsables de l'attentat, estimant « **que**

l'ordre de l'attentat a été donné de Kobané ».

Selon les autorités turques, c'est une jeune femme de nationalité syrienne qui a posé la bombe et qui a déclaré, après son arrestation, avoir agi « **sur ordre du Parti des travailleurs du Kurdistan** ».

Lire aussi : [Attentat d'Istanbul : cinq suspects mis en examen en Bulgarie](#)

[Les FDS, soutenues par Washington, ont nié tout lien avec l'attentat](#). Le département d'Etat américain avait dit vendredi craindre « **une éventuelle action militaire de la Turquie** », en déconseillant à ses ressortissants de se rendre dans le nord de la Syrie et de l'Irak.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a régulièrement exprimé depuis mai son intention de conduire une opération militaire dans le nord-est de la Syrie, qui abrite des bases des combattants kurdes, afin d'établir une zone de sécurité de 30 km de largeur le long de sa frontière méridionale. Le PKK et les YPG sont considérés comme des mouvements terroristes par Ankara.

Mais si les alliés occidentaux de la Turquie considèrent également le PKK comme « **terroriste** », les YPG ont été appuyées par les Etats-Unis et la France, notamment dans la lutte contre les djihadistes du groupe Etat islamique qu'elles ont chassé de Kobané dans une bataille demeurée célèbre en 2015.

Iran : l'ONU dénonce un « durcissement » dans la répression des manifestants

L'organisation internationale, qui dénombre plus de 300 morts depuis septembre, réclame mardi aux autorités un moratoire sur la peine de mort.

Les opposants iraniens font face à une répression toujours plus féroce. L'ONU a dénoncé mardi 22 novembre le « durcissement » de la réponse du régime aux manifestations et réclamé aux autorités d'imposer un moratoire immédiat sur la peine de mort.

« **Le chef des droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, déclare que le nombre croissant de décès dus aux manifestations en Iran, dont ceux de deux enfants ce week-end, et le durcissement de la réponse des forces de sécurité soulignent la situation critique dans le pays** », a alerté le porte-parole des Nations unies Jeremy Laurence, lors d'un point de presse à Genève.

Lire aussi : [En Iran, le mouvement de contestation s'intensifie et provoque des dissensions au sein du régime](#)

« **Nous demandons instamment aux autorités de répondre aux demandes de la population en matière d'égalité, de dignité et de droits, au lieu d'utiliser une force inutile ou disproportionnée pour réprimer les manifestations** », a-t-il ajouté tout en disant regretter que « **l'absence d'obligation de rendre des comptes concernant les violations fla-**

grantes des droits humains en Iran persiste et contribue aux griefs croissants ».

Plus de 300 morts

Ces manifestations ont été déclenchées par [la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini](#), une jeune femme de 22 ans, après son arrestation pour avoir enfreint les règles vestimentaires, très strictes, inspirées par la charia, qui s'appliquent aux femmes dans le pays. Depuis le début des manifestations, plus de 300 personnes ont été tuées, dont plus de 40 enfants, selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

L'ONG Iran Human Rights, basée en Norvège, a fait état d'un bilan d'au moins 378 personnes, dont 47 enfants, tuées au cours de la répression des manifestations. Selon le Haut-Commissariat, deux garçons de 16 ans figurent parmi les six personnes tuées au cours du dernier week-end.

Lire aussi : [En Iran, le soulèvement a « déjà un impact sur l'ensemble de la société »](#)

Au total, « **des manifestants ont été tués dans vingt-cinq des trente et une provinces iraniennes, dont plus de 100 au Sistan-et-Baloutchistan** », a affirmé le porte-parole onusien, qui rappelle par ailleurs que les

autorités iraniennes ont également avancé qu'un certain nombre de membres des forces de sécurité ont été tués depuis le début des manifestations. Des milliers de personnes ont été arrêtées dans tout le pays pour avoir participé à des manifestations pacifiques, selon l'ONU.

Le Haut-Commissariat appelle à libérer « **toutes les personnes détenues en relation avec l'exercice de leurs droits, y compris le droit de réunion pacifique, et à abandonner les charges retenues contre elles** », et il invite l'Iran à « **imposer immédiatement** » un moratoire sur la peine de mort. « **L'agence internationale est particulièrement inquiète face au durcissement de la répression dans les villes kurdes** », a dit M. Laurence.

L'ONU juge enfin « **particulièrement préoccupant** » le refus des autorités iraniennes de remettre les corps des personnes tuées à leurs familles, « **de même que le fait qu'elles subordonnent la remise des corps à la condition que les familles ne parlent pas aux médias ou acceptent de donner une fausse version de la cause du décès** ».

Arrestation de 40 étrangers en lien avec les émeutes

La justice iranienne a par ailleurs annoncé mardi l'arrestation en deux mois de « **40 étrangers** » accusés d'implication dans les « **émeutes** » en Iran. Le porte-parole de l'autorité judiciaire, Massoud Sétayechi, n'a précisé ni leur nationalité, ni le moment, ni le lieu de leur arrestation.

Au début d'octobre, les autorités iraniennes avaient déjà confirmé l'arrestation de neuf étrangers, originaires entre autres de Pologne, d'Italie et de France, et accusés de lien avec le mouvement de contestation. Selon l'agence officielle iranienne Mizan Online, M. Sétayechi a précisé que « **des verdicts contre 2 432 personnes** » accusées d'implication dans les « **émeutes** » avaient été prononcés jusqu'à présent en Iran. Il n'a pas détaillé les condamnations, mais les peines prononcées pour tous ces accusés peuvent faire l'objet d'un appel devant la Cour suprême.

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a déjà [condamné à mort](#) six prévenus reconnus coupables d'être des « **mohareb** » (« **ennemis de Dieu** » en persan) ou pour « **corruption sur terre** », dans le cadre des manifestations en Iran.



Washington Kurdish Institute
Est. 1996

Kurdistan's Weekly Brief November 29, 2022

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime's intense campaign of repression began curbing anti-government protests this week. The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) killed or arrested dozens of protesters in the Kurdish cities of Javanrud, Mahabad, Saqqez, Kamyaran, Sarableh, and Kermanshah. The Hengaw Organization for Human Rights claimed Iranian security forces have killed 118 Kurds since the latest anti-government protests began in mid-September, including 15 children, seven men, and seven women who were tortured to death. The Iranian regime also continues to jail at least 1304 Kurds and has arrested writers, teachers, activists, and a famous soccer player. Moreover, Iranian Kurdistan witnessed its fourth general strike since September after many of its residents heeded calls from the Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP). The CCIKP also released a statement that demanded the United Nations (UN) Secretary-General and the international community implement "decisive measures" to stop the Iranian regime from using deadly force and weapons of war against demonstrators and civilians. On November 24, the UN Human Rights Council voted to launch an "independent investigation" into Iran's deadly crackdown on civilians, but Iran rejected the UN probe on Monday. That said, the U.S. Department of the Treasury sanctioned three Iranian officials for violating demonstrators' human rights, including the governor of Sanandaj (Sena), on November 24. "Since countrywide protests erupted after the killing of Mahsa

Amini by Iran's morality police in September 2022, the Kurdish cities in northwestern Iran, such as Sanandaj and Mahabad, have faced a particularly severe security response," read a Department of the Treasury press release. Elsewhere in Iran, truckers held a general strike in several cities, and Iranian Supreme Leader Ali Khamenei's niece called for foreign governments to cut ties with the Iranian government, which she described as a "murderous and child-killing regime."

Iraq

The IRGC deployed tanks, armored vehicles, and additional personnel along Iran's border with Iraqi Kurdistan, including a sizable force near the Haji Oman border crossing. The Iranian regime is still threatening to invade Iraqi Kurdistan under the pretext of countering Iranian Kurdish opposition groups based in Iraq. On November 23, Iraqi Prime Minister Mohammed Shi'a al Sudani chaired a National Security Council meeting that was attended by Peshmerga Chief of Staff Issa Ozzeri to discuss Turkish and Iranian attacks in Iraq. A post-meeting press release said the Iraqi government plans to task its border guards with securing the "zero line" along Iraq's borders with Iran and Turkey. At the same time, Kurdistan Regional Government (KRG) Head of Foreign Media Affairs Lawk Ghafari said, "The military reinforcements that going to be deployed at the borders of the Kurdistan Region are Peshmerga forces alongside the Iraqi border guards – who are also Peshmerga units within the Iraqi border guards – to secure the borders and prevent further attacks or es-

calations."

On Monday, President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani met with Iraqi leaders, including Prime Minister al Sudani, in Baghdad to discuss ongoing issues regarding natural resources, border security, and the KRG's share of the federal budget. Separately, Prime Minister al Sudani attended a meeting between Shiite, Sunni, and Kurdish leaders that was hosted by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and addressed Iran and Turkey's most recent attacks on Iraq. The senior Kurdistan Democratic Party (KDP) leader, minister of Foreign Affairs of Iraq Fuad Hussein also attended the gathering. Concurrently, the KDP and PUK announced their "readiness" to hold bilateral talks to resolve past disputes and "normalize" relations.

Syria

Turkey continued to pound the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) with air and artillery strikes last week. The Syrian Democratic Forces (SDF) released statistics on Turkey's recent operations that show Turkish strikes have targeted the region's towns and villages dozens of times. Further, SDF and Syrian Democratic Council (SDC) officials held several online press briefings to express concerns regarding the potential of another Turkish invasion akin to those of 2018 and 2019. The SDF temporarily suspended counter-ISIS (Da'esh) operations because of Turkey's ongoing attacks. On November 29, Turkey renewed attacks by drones, hitting west of Giri Spi and a medical center in Kobani. Despite the Pentagon's "concerns" of Turkish invasion derailing

the fight against Da'esh and the Department of State's calls for "de-escalation," Turkey's presidential Spokesperson Ibrahim Kalin said the invasion could happen "anytime." Moreover, Russia has also asked Turkey to "refrain" from a military operation in the Region. The Turkish attacks put US troops in danger, according to officials. Separately Turkey's president Recep Tayyip Erdogan announced the possibility of normalizing relations with the Assad regime.

Turkey

The Co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), Mithat Sançar said there are "many contradictions" regarding Istanbul's terrorist attack, noting "Very strong information and allegations pointing to links to jihadist gangs in Syria." Sançar said the information is "either ignored or manipulated." The HDP's parliamentarian group submitted several questions to Turkey's ministries of justice and interior about the links between the bomber and a senior official in the Nationalist Movement Party (MHP).

Six Turkish opposition parties proposed a new draft of the constitution of Turkey, limiting the president's powers and empowering the parliament. The six opposition parties have yet to include the HDP in their meetings, and they struggle to have an electable candidate to challenge Erdogan. The HDP awaits a "direct dialogue" and "open negotiation and agreement" with opposition parties to back their candidate. Separately, the Turkish police arrested more than a dozen in Manisa and Tekirdag on Monday.

De mystérieuses entrées de capitaux au secours du gouvernement turc

Le poids de ces entrées de capitaux à l'origine non précisée, mais dont les proportions sont conséquentes, n'a fait que s'accroître depuis 2018.

Trouver des financements pour relancer son économie à la peine est un défi de taille pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui n'aborde pas en favori l'échéance cruciale des élections (présidentielle et législatives) prévues en juin 2023.

Depuis l'invasion russe en Ukraine, le 24 février, les déficits n'ont fait que se creuser. En cause, la hausse mondiale des prix des matières premières et de l'énergie (gaz et pétrole) que la Turquie, pays le plus industrialisé de la région, importe massivement, de Russie surtout.

Réélu régulièrement depuis vingt ans sur ses promesses de prospérité économique, le président Erdogan a désormais plusieurs épines au pied. Parmi elles figurent le déficit des comptes courants (solde des échanges commerciaux et financiers avec l'étranger), le déficit commercial chronique, l'inflation des prix à la consommation (85,5 % en octobre), tirée par une facture énergétique qui explose et par la déprécia-

tion continue de la monnaie locale, la livre turque (LT).

« Erreurs et omissions »

Le manque de devises étrangères et le financement du déficit des comptes courants sont des problèmes récurrents de l'économie turque, qui dépend des capitaux étrangers pour se développer. Or le pays ne peut plus compter sur ceux-ci, les investissements étrangers directs étant tombés à leur plus bas niveau, 5,7 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) en 2020 contre 19 milliards en 2007, selon la Banque centrale de Turquie (BCT).

Pour combler les manques, le gouvernement a trouvé une astuce, révélée à la lecture des bilans publiés par la BCT à la mi-septembre. A la rubrique « erreurs et omissions nettes » sont comptabilisées des entrées de capitaux à l'origine non précisée mais dont les proportions sont assez conséquentes.

Ainsi, 5,5 milliards de dollars ont été répertoriés en juillet, ce qui porte le montant de ces

mystérieuses entrées de capitaux à 24,4 milliards de dollars pour les sept premiers mois de l'année. De quoi combler une partie du déficit des comptes courants, évalué à 36,7 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de 2022.

Des chiffres hors normes

Une partie de ces mystérieuses entrées de capitaux s'explique par le rapatriement, tout à fait légal, de devises détenues par le secteur privé à l'étranger. Les exportateurs turcs rapatrient leurs gains en Turquie, contraints de se plier aux mesures que le gouvernement a récemment mis en place, les obligeant à convertir en LT 40 % de leurs recettes en devises.

La rubrique sous laquelle ces capitaux sont répertoriés implique que leur origine sera précisée ultérieurement, quand les transferts auront été confirmés. Les données du compte courant sont calculées selon des modèles de dépenses à long terme qui peuvent être révisées par la suite. Les « erreurs et omissions nettes » devraient

être une exception, n'afficher que des chiffres mineurs. Dans le cas de la Turquie, les chiffres sont hors normes.

Seule certitude, le poids de ces entrées de capitaux d'origine inconnue n'a fait que s'accroître depuis 2018, l'année où M. Erdogan est devenu « hyper-président », assumant le rôle de président, de premier ministre, de chef des armées et aussi de grand décideur de la politique économique. « **L'économie c'est moi** », déclare-t-il à l'envi. Cette année-là, les entrées de capitaux à l'origine non déterminée se sont élevées à 22,7 milliards de dollars.

La crainte est de voir en Turquie cette rubrique servir de refuge aux capitaux issus de l'économie grise, bien réels mais impossibles à quantifier. [En 2021, le placement du pays sur la liste grise du Groupe d'action financière](#), l'organisme mondial chargé de la surveillance en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ne fait que renforcer cette appréhension.

Le Monde - Par Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)
22/11/2022

En Turquie, l'économie sur une pente dangereuse

Factuel : Dans le pays, l'inflation explose, la livre turque dégringole et les signes d'appauvrissement de la population se multiplient. Dans le même temps, le PIB et la croissance augmentent. Les spécialistes l'assurent : la résilience de

l'économie turque est un casse-tête.

Parler d'économie en Turquie, c'est un peu monter sur un ring avec un adversaire masqué où tous les coups sont permis. On en ressort étourdi, avec

l'étrange sensation d'être en perte totale de repères. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans, le répète à qui veut l'entendre : il faut savoir « **rester patient et garder confiance** » en temps de crise, parce

que « **nous savons ce que nous faisons et nous savons comment le faire** ». Le ministre des finances, Nureddin Nebati, troisième personnalité proche du chef de l'Etat à occuper ce poste en deux ans, s'est essayé, il y a un mois, à Istanbul

et en public, à une explication sémantique de la situation, privilégiant, dans une formulation pour le moins alambiquée, « **une approche hétérodoxe** » qui, selon cet ancien membre du conseil d'administration de Türk Telekom, « **représente une rupture épistémologique avec la pensée économique néoclassique et**

gagne en importance avec les sciences comportementales et neuroéconomiques ».

Vues de haut, les données chiffrées donnent effectivement un certain tournis. Depuis 2018, le pays semble n'avoir enregistré qu'une succession de crises monétaires, chacune plus grave que la précédente. La

livre turque (TL) a perdu plus de 28 % face au dollar depuis le 1^{er} janvier. Elle avait fondu de 44 % en 2021. La balance commerciale s'est creusée de 430 % en octobre. **L'inflation, elle, atteint au cours du même mois, selon l'institut statistique de Turquie, un niveau record en un quart de siècle, à 85,5 % sur un an.** Dans le détail, cela donne une envolée des prix de 117 % pour les transports, 99 % pour l'alimentaire et 85 % le logement. Selon la Confédération des syndicats de Turquie (DISK), ces augmentations grèvent les plus bas salaires et les foyers précaires de 126 % à 146 %. Autant dire une gageure quand on sait que plus de la moitié des salariés turcs perçoivent le salaire minimum, soit 5 500 LT, moins de 300 euros par mois.

turques, le pays renvoie l'image d'un marché en plein boom avec sa cohorte de nœuds routiers perpétuellement embouteillés, ses boutiques aux étals pleins et ses rues noires de monde. Les restaurants et bars chics d'Istanbul, d'Izmir ou d'Ankara ne désespèrent pas. Les familles des pays du Golfe en goguette, du Maghreb ou de Russie, toujours plus nombreuses, n'ont pas l'heur de s'émouvoir outre mesure de la valse des étiquettes. Au jeu des comparaisons, l'iPhone 14 dernier cri de chez Apple (53 000 TL) équivaut au prix de vente en 2015 d'une Volkswagen Golf dans sa version de base (55 000 TL)... et jamais autant de téléphones ne se sont vendus.

De fait, la résilience de l'économie réelle turque est un véritable casse-tête en forme de puzzle, assurent les spécialistes. Le pays a été une des rares grandes économies de la planète à afficher une croissance positive en 2020. L'année suivante, le produit intérieur brut (PIB) filait crânement vers + 11 %. Selon les derniers chiffres officiels, la production industrielle annuelle moyenne a augmenté, en juin, de 10,5 %. La croissance au deuxième trimestre est de 7,6 %, soit très légèrement mieux sur le papier

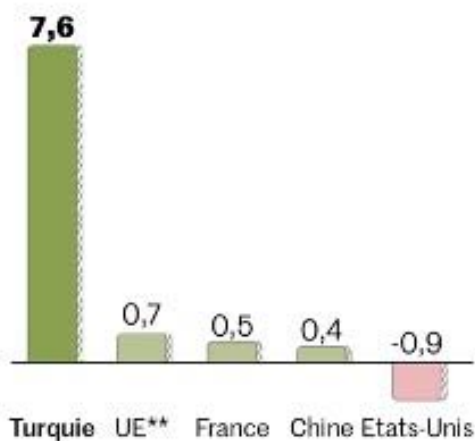
A ces résultats vertigineux s'ajoutent ceux de la Chambre de commerce d'Istanbul, qui établit l'inflation annuelle à 108,7 %, et les calculs d'un groupe d'économistes et de chercheurs indépendants, ENAG, qui estime que la hausse de l'indice des prix à la consommation serait encore bien plus élevée et atteindrait 185 %. Pour l'expert financier et très critique Atilla Yesilada, « **la Turquie aurait été dans de meilleures conditions si**

LES DEUX OBJECTIFS D'ERDOGAN : LA CROISSANCE ET LE CHÔMAGE

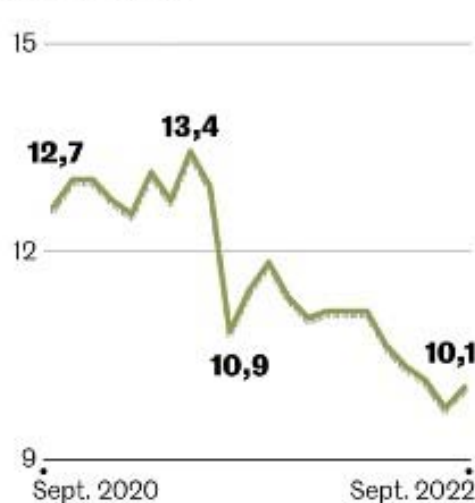
La Turquie affiche un taux de croissance

à **7,6%**

Taux de croissance au deuxième trimestre 2022 en glissement annuel, en %



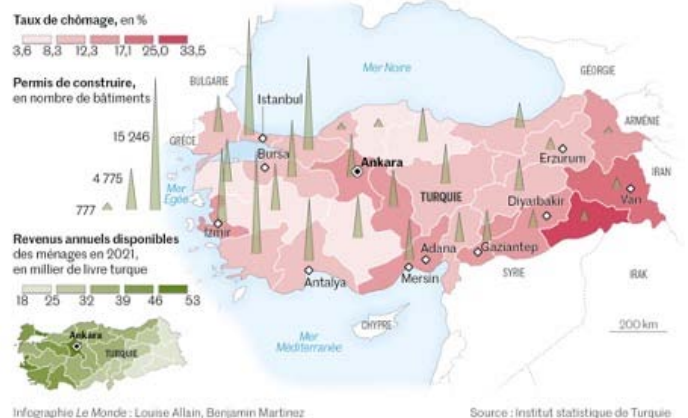
Taux de chômage, en %



** Union européenne.

Infographie Le Monde : Louise Allain, Benjamin Martinez
Sources : Institut statistique de Turquie ; INSEE, Le Monde

D'OUEST EN EST, DES DISPARITÉS SOCIALES IMPORTANTES



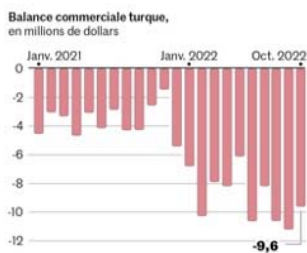
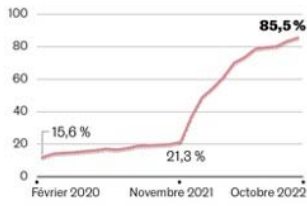
une météorite lui était tombée dessus ».

Paradoxe

Et pourtant, à regarder de près, au ras du bitume des mégapoles et des cités champignons

qu'au premier trimestre (7,3 %). De quoi laisser rêveur, en dépit du paradoxe de la situation.

« **Il n'y a pas d'exemple comme le cas turc** », dit Haluk Levent, économiste et professeur à l'université Bilgi d'Istan-



bul. Selon ce spécialiste reconnu des mécanismes inflationnistes et du chômage, le pays est en crise et d'une manière bien plus profonde et structurelle qu'on ne l'imagine. « **Surtout, il n'y a pas de feuille de route connue pour en sortir**, précise-t-il. **Erdogan a tout fait pour tourner le dos à la récession de 2018 en mettant l'accent sur la croissance et en négligeant totalement l'inflation.** » D'après lui, le système mis en place aboutit à gonfler une bulle extrêmement dangereuse, une sorte de cavalerie financière, bâtie sur la dette privée, dont on imagine mal ne pas voir un jour l'implosion. « **Le pouvoir a fait le choix d'une politique économique populiste et ultralibérale, uniquement tournée vers la production et la construction en maintenant des taux bas, contrairement à toutes les règles économiques de base, mais très profitable aux petits commerçants et entrepreneurs, son vivier électoral, et aux banques.** » Selon ses propres calculs, près de 35 % de la croissance affichée du pays provient du secteur financier.

« Cherté de la vie »

Pour essayer de comprendre

la nature de l'édifice, ses contradictions et sa façon de tenir debout, il faut imaginer une épreuve de force, un « **bras de fer** » dit *The Economist*, entre deux dynamiques. D'un côté, celle des entreprises poussées par le vent du « business » et qui tire à sa manière l'économie turque. De l'autre, la politique erratique du gouvernement qui l'érode, du moins la place dans une situation d'extrême tension et de vulnérabilité. A rebours des théories économiques classiques, Recep Tayyip Erdogan considère depuis des années que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation. Son mantra : « **Nous n'avons pas de problème d'inflation, mais un problème de cherté de la vie.** » Une théorie qu'il nourrit auprès de ses auditoires, comme ici à Ankara, devant l'Union des chambres et des Bourses de Turquie : « **Peut-on vraiment investir avec des taux élevés ? Peut-on embaucher ? Peut-on produire ? Non, c'est impossible** », assure-t-il, en ajoutant : « **Il ne faut pas écraser nos investisseurs avec des taux élevés.** »

La banque centrale a été placée sous son étroit contrôle, après les limogeages successifs de trois gouverneurs en trois ans, jugés trop mous dans l'application de sa vision de l'économie. Entre septembre et décembre 2021, l'institution a été ainsi contrainte de baisser son taux directeur de 19 % à 14 %, ce qui a entraîné une chute drastique de la devise. Cette année, la banque centrale a encore abaissé, en octobre, pour le troisième mois consécutif, son principal taux directeur, de 12 % à 10,5 %. A chaque fois, comme pour tenter de tenir à bout de bras la livre, l'institution a jeté des milliards de dollars de sa réserve en devises sur les marchés.

A l'inverse, pour augmenter ses propres réserves et soutenir sa monnaie, le gouvernement exige depuis avril des entrepreneurs qu'ils convertissent, au minimum, 40 % de leurs revenus en livres auprès de

PLUS DE LA MOITIÉ DES TURCS NE PEUVENT PAS VIVRE AVEC LEUR SALAIRE*

Evolution du seuil de pauvreté et du salaire minimum brut, en livre turque



Taux d'inflation par secteur, en %



Augmentation du prix annuel moyen de certains aliments de base, en livre turque



* Selon un sondage d'Istanbul Economic Research de mars 2022.

Infographie Le Monde : Louise Allan, Benjamin Martinez

Sources : Institut statistique de Turquie ; Istanbul Economic Research ; Confédération des syndicats turcs ; ministère de la famille, du travail et des services sociaux turc

la banque centrale, à un cours imposé et moyennant une commission de change. Ce plafond était encore de 25 % en janvier. La mesure pénalise les petits et grands patrons, eux aussi importateurs de matières premières ou de produits intermédiaires, les privant des devises nécessaires à leurs achats. Si l'on ajoute à ce tableau le fait que la Turquie a un besoin ontologique d'importer pour produire, qu'elle est connue pour son manque d'appétence pour l'épargne, et qu'elle doit attirer des capitaux étrangers pour couvrir ses déficits, on commence à toucher au cœur et aux limites du « **modèle économique turc** », comme le vantent les dirigeants d'Ankara.

« **Tic-tac** »

Lorsque Recep Tayyip Erdogan arrive au pouvoir en 2003, il entreprend toute une série de réformes qui vont transformer un pays dont l'Europe devient le véritable point d'ancrage économique. Le premier ministre, avec son Parti de la justice et du développement (AKP), ouvre, littéralement et dans tous les secteurs, les marchés, notamment aux entrepreneurs d'Anatolie. Il privatise les grands groupes publics comme Türk Telekom, les géants du gaz et du pétrole, les ports et les aéroports. Il libéralise le marché du travail, réforme les systèmes bancaires et de crédits, promeut l'esprit d'entreprise. Non sans succès : au cours des dix premières années de règne, le pays connaît une croissance de 6 % à 9 % par an. Les investisseurs étrangers injectent près de 400 milliards de dollars (soit 385 milliards d'euros) dans l'économie entre 2003 et 2012. Au cours des vingt années précédentes, le total s'élevait à 35 milliards de dollars.

Le revenu par habitant se trouve multiplié par 2,5 et le pays voit grossir une nouvelle classe moyenne, celle d'une bourgeoi-

sie islamo-conservatrice, prospère et pieuse. En 2013, l'AKP est invité au G20. « **La politique économique d'Erdogan et du gouvernement à l'époque était la suivante**, explique Erdal Yalcin, professeur d'économie à l'université de Constance (Allemagne) : **ils ne voulaient pas que l'Etat stimule l'économie par le biais de la dette comme cela avait été fait durant les décennies précédentes. Ils ont ouvert la dette privée et privatisé à tout-va. Quelque chose de très impressionnant s'est produit, et ce jusqu'à ce jour : malgré les risques, le budget de la Turquie est resté incroyablement stable pour un pays émergent. Le ratio d'endettement est resté inférieur à 40 %. Le déficit devrait même être de 3,4 % cette année. Ce sont presque des critères de Maastricht !** »

Le spécialiste ajoute : « **Le problème c'est que, d'un point de vue économique, il s'agit là d'une politique kamikaze. Les ménages turcs sont extrêmement endettés, les banques en manque de liquidités et le trou de la dette extérieure en devises atteint plus de 440 milliards de dollars, soit près de la moitié de la production économique totale.** » Une dette en devises étrangères d'autant plus problématique que la livre turque est devenue une monnaie volatile. « **Nous sommes bien en présence d'une bombe à retardement qui fait tic-tac** », dit-il.

Boom de l'industrie du bâtiment

Les premières fissures ont commencé au mitan des années 2010. C'est en 2014 qu'Erdogan s'attaque à l'indépendance de la banque centrale, fustigeant une « **attitude non positive** » de sa part. Certes, il introduit, pour la première fois dans l'histoire du pays, une sécurité sociale complète, telle

que l'assurance-maladie et l'assurance-retraite, mais d'autres réformes calent. Il donne les coudées franches aux grands projets d'infrastructures, dont il raffole. La législation des marchés publics est peu à peu vidée de sa substance. Les gigantesques chantiers de construction sont accaparés presque systématiquement par les quatre ou cinq mêmes groupes industriels. Une bascule s'opère, tirée par un boom de l'industrie du bâtiment, peu productif en matière de PIB, au détriment des traditionnelles exportations manufacturières.

Le resserrement et le durcissement de la politique monétaire américaine provoquent les premières tensions. La livre montre de réels signes de faiblesse dès 2017, avant même la crise due au Covid-19 et ses conséquences. Et l'inflation s'afrole. « **Alors, comment se fait-il que la Turquie existe toujours ?** interroge Erdal Yalcin. **La réponse est que quand la montagne de dettes privées s'écroule, les investisseurs savent que la Turquie peut encore émettre d'énormes quantités d'obligations, parce que précisément la dette publique est faible. Prenez l'Argentine en guise de parfait contre-exemple. L'inflation y est également gigantesque, sa dette est énorme, mais en Argentine, c'est l'Etat qui est endetté. Avec la Turquie d'Erdogan, ce sont les particuliers qui contractent la dette. C'est pourquoi il poursuit cette politique des taux d'intérêt bas. C'est du pur clientélisme. Cela profite aux ménages, un temps du moins ; ils consomment et ce sont eux qui donnent l'impression que le pays est en croissance. Or, les gens s'appauvrissent au lieu de s'enrichir.** » Et d'ajouter : « **Le problème de la Turquie n'est pas la politique économique libérale, mais la déstabilisation des institu-**

tions et la politisation de tout un système. »

L'élection présidentielle étant prévue au printemps 2023, les experts sont unanimes pour affirmer que le président et son gouvernement feront tout pour maintenir comme ils le peuvent cette politique de fuite en avant qui leur a plutôt bien réussi, malgré les récents revers aux élections locales. On parle d'un quasi-doublement du salaire minimum en janvier 2023 à 10 000 TL. Erdogan et son ministre des finances insistent inlassablement sur le fait que l'inflation sera maîtrisée, et qu'elle passera sous la barre des deux chiffres après Noël. Déjà, un vaste plan d'accès au logement social a été lancé en grande pompe en septembre avec la promesse de donner accès à 250 000 unités, à partir de 2023, et à des taux plus qu'avantageux.

La bataille s'annonce toutefois extrêmement serrée. Depuis plusieurs semaines, l'accès au crédit se durcit. Les signes d'appauvrissement de la population se multiplient. La faiblesse structurelle de la livre épuise les industriels, qui expriment de plus en plus ouvertement leur mécontentement. La concentration du pouvoir dans les secteurs économiques est, elle aussi, prise pour cible. Pour Timothy Ash, spécialiste des marchés émergents chez BlueBay Asset Management, à Londres, la gestion monétaire désastreuse a placé la monnaie nationale « **en état de crise permanente** ». Le directeur associé de l'agence de notation Scope Ratings, Levon Kameryan, a révisé à la baisse, le 9 novembre, ses prévisions de croissance du PIB pour la Turquie, à 5,3 % contre 5,8 % en 2022, et à 3 % contre 3,5 % en 2023, en raison « **des déséquilibres économiques qui s'accumulent** ». De quoi effectivement commencer à perdre pied.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan's Weekly brief November 22, 2022

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime continued its campaign of repression during the nation's tenth week of unrest and deployed the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) across Iranian Kurdistan, mostly in [Mehabad](#), [Bokan](#), and [Javanrud](#). The IRGC shot dozens of [protesters](#) in the streets, and Iranian authorities imposed curfews while shutting off electricity to several neighborhoods. Several Iranian human rights groups estimated that Iranian authorities have now [killed](#) at least 378 protesters, including 47 children, since the latest protests began on September 17. The Iranian regime has also [wounded](#) and [arrested](#) thousands of demonstrators and dissidents since then. U.S. Secretary of State Tony Blinken weighed in on the regime's latest crackdowns [in saying](#), "We are greatly concerned that Iranian authorities are reportedly escalating violence against protesters, particularly in the city of Mahabad." At the same time, several members of Iran's national soccer team expressed solidarity with the protesters by remaining silent during the [Iranian national anthem](#) at the World Cup. Further, the U.S. sanctioned several Asian and Middle Eastern companies for selling [Iranian petrochemicals and petroleum products](#). Meanwhile, President of the European Commission Ursula von der Leyen expressed concerns about the proliferation of Iranian drones and vowed the regime would face [further sanctions](#). Lastly, the International Atomic Energy Agency (IAEA) adopted a resolution criticizing the regime [for its lack of cooperation](#) regarding the presence of man-made uranium at three Iranian nuclear sites.

Iraq

The IRGC unleashed a new round of missile and drone attacks against Iranian opposition groups in Iraqi Kurdistan on Sunday night. The first attacks hit the Democratic Party of Iranian Kurdistan's (KDPI) headquarters and a [medical center](#) for Kurdish refugees in Koya, killing one [Peshmerga](#). A second attack hit the Komala Party's main office in Sulaymaniyah Governorate's Zargwez village and caused no reported casualties. Sunday's wave of attacks is the third since the latest round of civil unrest began in September. The IRGC is still accusing Kurdish opposition parties in Iraq of directing the protests, but the parties have [refuted the accusations](#). The U.S. and several other Western countries [condemned](#) Sunday's attacks, and U.S. Representatives Michael Waltz and Guy Reschenthaler called for the [Biden administration](#) to respond to Iran's attacks on Iraqi Kurdistan. Concurrently, the commander of the IRGC's Quds Force, Esmail Ghaani, [visited Iraq](#) and threatened to launch a ground invasion of Iraqi Kurdistan if Iraqi authorities failed to disarm the Iranian Kurdish opposition groups within Iraq's borders and dismantle their bases. [The KDPI predicted](#) the Iranian regime would carry out additional strikes in Iraq unless the international community took serious actions in response to Iranian aggression. Komala Party head Abdullah Mohtadi [said](#), "A united and proud people cannot be defeated with rockets." The Kurdistan Regional Government (KRG) also [denounced the Iranian attacks](#) and released a statement that read, "Iran's repeated violations of the sovereignty of Iraq and the Kurdistan Region of Iraq are inexcusable and a gross infringement of international law and neighborly relations." The

KRG then requested the international community and Iraqi government "take a clear and principled position on Iran's continued aggression."

Dozens of Turkish airstrikes that were allegedly targeting the Kurdistan Workers' Party (PKK) struck parts of Iraqi Kurdistan and northern Syria on November 19. The locations [targeted](#) in Iraqi Kurdistan included Sulaymaniyah Governorate's Mawat District, Qandil, and Kurtak. The U.S. Consulate General Erbil [warned Americans](#) of potential Turkish military action in northern Syria and Iraq before the airstrikes.

Syria

Saturday's Turkish airstrikes killed at least [eleven civilians](#) and dozens of Syrian Democratic Forces (SDF) personnel. The strikes hit Derik, Kobani, Zarkan, Tal Refaat and al Shahba. The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) the strikes also killed at least 18 members of the Syrian Arab Army, including several officers. The [SDF vowed](#) to respond to Turkish aggression "effectively at the right time and place" and accused the Turkish government of exploiting the November 13 bombing in Istanbul to justify Turkish imperial ambitions in northern Syria. The SDF and its main armed wings, the People's Defense Units (YPG) and Women's Protection Units (YPJ), have repeatedly denied all involvement in the [November 13 attack](#). On Tuesday, November 22, Turkish forces escalated bombing and air strikes hitting SDF's anti-terror units inside [a joint military base](#) with the US in Hasakah. As a result, two SDC members [were killed](#) and three wounded. Simultaneously and for the first time, Turkey launched air strikes on the SDF positions

in Deir al Zor and oil fields in [Tirbespiye](#), near Qamishli, in addition to medical centers, clinics, and gas stations in al Shahba, [Kobani](#), [Afrin](#), and [Manbij](#). Turkey's President Recep Tayyip Erdogan vowed a new invasion on Tuesday with [tanks and soldiers](#). The Turkish attacks coincide with the 19th round of the tripartite Astana talks over Syria between Russia, Turkey, and Iran. The Turkish attacks are ongoing in different areas in the North and East of Syria. [The Syrian Democratic Council \(SDC\)](#) criticized the US and Russia for "the continuation of the Turkish military air operations" since Turkey signed separate ceasefire agreements with both powers in 2019. The SDC held "the Security Council, the United Nations, and the Arab League for Turkey's persistence and disregard of international laws."

Turkey

The Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) rejected the Turkish aggression in northern Syria, accusing the government of being "politically bankrupt and unable to govern." The HDP statement read: "We defend the right of the Kurdish people to self-rule in the region, the struggle of the peoples of the region to establish a democratic order, and we reject these aggressive policies." The Turkish government lacked evidence of PKK's involvement in Taksim's terror attack, and the state-funded media outlets and officials [accused America](#) and renewed calls to shut down the HDP party. HDP's co-Vice President, Tayip Temel, [said the government](#) is using the Taksim attack as a "lynch campaign against the opposition forces in society, especially the Kurds, the Syrian Kurds, the Kurds living in Turkey, the HDP and the forces of democracy."



23/11/2022

Texte par : Marc DAOU

"Le Kurde est le bouc émissaire idéal dont Ankara et Téhéran ont actuellement besoin"

Sous le feu de la Turquie et de l'Iran ces derniers jours, les Kurdes sont à nouveau pris pour cibles en Syrie et en Irak. Pourquoi sont-ils dans le viseur de ces deux puissances du Moyen-Orient ? Décryptage avec Adel Bakawan, directeur du Centre français de recherche sur l'Irak (Cfri) et spécialiste des questions kurdes.

La Turquie a lancé dimanche 20 novembre l'opération "Griffe Épée". Mardi, elle a frappé plusieurs objectifs dans des zones contrôlées par les forces kurdes en Syrie après de nouvelles menaces du président Recep Tayyip Erdogan de lancer "bientôt" une opération terrestre dans le nord du pays. Depuis quelques mois déjà, Ankara – qui a attribué l'attentat meurtrier perpétré le 13 novembre à Istanbul aux combattants kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et des YPG (Unités de protection du peuple) – convoite précisément la ville symbole de Kobané, reprise aux jihadistes de l'organisation État islamique.

La République islamique d'Iran bombarde de son côté le Kurdistan irakien. Elle accuse des mouvements kurdes d'être à l'origine de la contestation nationale déclenchée par la mort de la jeune Kurde Mahsa Amini, le 16 septembre, après son arrestation par la police des mœurs pour un voile mal ajusté.

Pour comprendre ce qui se joue dans la région et les raisons qui motivent ces tirs croisés en Syrie et en Irak, France 24 a interrogé Adel Bakawan, directeur du Centre français de recherche sur l'Irak (Cfri) et spécialiste des questions kurdes.

France 24 : Les Kurdes sont sous le feu croisé de la Turquie et de l'Iran, respectivement en Syrie et en Irak. Les deux pays se sont-ils coordonnés pour frapper leurs cibles respectives ?

Adel Bakawan : Il n'existe pas de preuve d'une coordination entre Ankara et Téhéran. En revanche, celle-ci n'est pas totalement exclue. Elle est même logiquement et rationnellement concevable pour gérer, chacun à sa manière, la question kurde. On ne peut que constater que ces deux puissances régionales traversent des périodes critiques. En Turquie, pays plombé par une grave crise économique, Recep Tayyip Erdogan est en mauvaise posture alors que se profile la présidentielle de juin 2023. Le président turc est en grande difficulté politiquement et au cœur de tensions diplomatiques chroniques avec les Occidentaux. La République islamique est quant à elle en proie à un mouvement de contestation s'installant dans la durée et accuse Washington de l'attiser. Or, sachant que ces deux pays voient leur population kurde comme un danger pour l'unité territoriale, le Kurde est le bouc émissaire idéal dont ils ont actuellement besoin.

Pour quelles raisons le président turc se concentre-t-il sur les Kurdes de Syrie ?

Plus on s'approchera du scrutin présidentiel, plus Recep Tayyip Erdogan aura besoin de souder son camp en cherchant à désigner un ennemi qui menace la sécurité du pays, la cohésion nationale et la stabilité. Cela lui permet de se présenter comme le sauveur et le protecteur de la nation auprès de son électorat et de faire oublier son piètre bilan économique. C'est pourquoi il a désigné un coupable : les Kurdes de Syrie, dont le territoire

est géré par la branche locale du PKK, mouvement classé comme organisation terroriste par Ankara mais aussi par Washington et l'Union européenne.

Recep Tayyip Erdogan instrumentalise également le rejet des trois millions de Syriens réfugiés en Turquie qui s'exprime de plus en plus au grand jour au sein de la société turque. Cette question est un enjeu électoral sur laquelle il entend capitaliser. Notamment en réalisant sa promesse, bien antérieure à l'attentat d'Istanbul qu'il utilise pour justifier son action en Syrie, de créer une zone tampon entre son pays et les différents territoires contrôlés dans le Nord syrien par des groupes kurdes. En lançant une opération terrestre sur la ville symbole de Kobané, il pourra s'offrir une continuité territoriale entre les zones déjà occupées par l'armée turque et ses alliés, et installer dans la zone tampon, à la place des Kurdes, les réfugiés syriens présents sur son sol.

Et qu'en est-il de l'Iran ? Quel est l'objectif poursuivi par la République islamique en visant des cibles kurdes en Irak ?

En Iran, malgré la férocité de la répression, le pouvoir ne parvient pas à mater le mouvement de contestation en cours depuis le 16 septembre. Téhéran a pourtant essayé de le présenter comme une agitation indépendantiste localisée aux territoires habités par la minorité kurde, afin d'ethniciser la contestation. Les Pasdaran ont même

tenté le pari de confessionaliser ces événements, en les décrivant comme un mouvement sunnite soutenu par l'Arabie saoudite, avec l'appui des Occidentaux et du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), qui vise à déstabiliser l'Iran chiite. Toutes ces tentatives de diversion ont échoué car la contestation est nationale. Elle n'est pas seulement visible dans les villes kurdes et baloutches. Et les Iraniens qui y participent ont érigé la jeune victime kurde Mahsa Amini comme un symbole national de leur lutte et un référentiel de la jeunesse du pays.

Cette stratégie de la diversion à l'échelle intérieure n'ayant pas fonctionné, la République islamique regarde du côté de ses ennemis situés à l'extérieur des frontières : l'Arabie saoudite, Israël et le GRK. Sans surprise, il est plus facile de frapper dans le Kurdistan irakien, où se trouvent, depuis une trentaine d'années, les camps du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et du Komala, la Ligue des révolutionnaires kurdes, un groupe de gauche kurde iranien radical, accusés par Téhéran d'attiser la contestation en Iran. Ces derniers jours, Téhéran a milité auprès du nouveau gouvernement en place à Bagdad, qui est dominé par les courants pro-iraniens, pour qu'il mette la pression sur le GRK afin qu'il chasse le PDKI et le Komala d'Irak. Et cyniquement, les Iraniens savent parfaitement qu'ils peuvent les viser sans déclencher de grandes vagues de protestation, ni à Bagdad, ni du côté des Occidentaux.



Text by: Marc DAOU
23/11/2022

The Kurds are the 'ideal scapegoat for both Turkey and Iran'

Turkey launched what it called “Operation Sword-Claw” on November 20, bombing Kurdish groups in Syria. Over recent days, Ankara struck several more targets in Kurdish-controlled parts of Syria as Turkish President Recep Tayyip Erdogan also threatened to launch a ground offensive in the country sometime “soon”.

Turkey says Kurdish fighters from the PKK (Kurdistan Workers' Party) and Syria-based YPG (People's Protection Units) were responsible for a deadly attack in Istanbul on November 13 (Kurdish groups have denied the accusations). Ankara appears to have its eye on the symbolic city of Kobane in northern Syria, which Kurdish forces seized from Islamic State group jihadists in 2015.

Iran is, meanwhile, bombing Iraqi Kurdistan – accusing Kurdish movements of fomenting the wave of nationwide protests that have shaken the regime since Mahsa Amini, a young Kurdish woman, died in the custody of the Islamic Republic's “morality police” on September 13.

To better understand what's at stake in the Middle East as the Kurds find themselves under attack from both Turkey and Iran, FRANCE 24 spoke to Adel Bakawan, director of the French Research Centre on Iraq.

The Kurds are coming under attack from both Turkey in Syria and from Iran in northern Iraq. Have the two countries coordinated their offensives?

There's no concrete evidence that Ankara and Tehran are working together on this – but we can't rule it out. Logically, you could see why it would be in both countries' interests. Tur-

key and Iran are both going through tricky periods. Turkey is plagued by a severe economic crisis, and Erdogan is not in a great position as the June 2023 presidential elections approach. So he's in a very difficult position at home, and abroad there are constant diplomatic tensions with the West.

As far as Iran is concerned, the protest movement is shaking the Islamic Republic and has shown no sign of going away. Bearing in mind that both nations see their Kurdish populations as threats to their territorial integrity, the Kurds make the ideal scapegoat for both Turkey and Iran amid their respective crises.

Why is Erdogan targeting the Kurds in Syria?

The closer we get to next year's presidential elections, the more Erdogan will need to unite his supporters by singling out an enemy that threatens Turkey's security, stability and national cohesion. This will allow him to present himself to the electorate as Turkey's saviour, distracting attention from his shoddy economic record. Hence he has designated an enemy in the Syrian Kurds, whose territory is controlled by the local affiliate of the PKK, which is classed as a terrorist organisation by the EU and the United States as well as by Turkey.

Erdogan is also keen to make use of growing discontent with

the presence of 3 million Syrian refugees in Turkey, which people are expressing increasingly vociferously. The Turkish president is trying to turn this issue to his electoral advantage. In particular, Erdogan wants to fulfill his promise – made well before the Istanbul attack that he's using to justify his current offensive in Syria – to create a buffer zone between Turkey and the various territories in northern Syria controlled by Kurdish groups. By launching a ground offensive on the symbolic city of Kobane, he will be able to create an unbroken strip of land out of the zones already occupied by the Turkish army and allies. And he wants to send Syrian refugees to that part of northern Syria currently occupied by Kurds.

What is Iran trying to achieve by attacking Kurdish targets in Iraq?

Despite ferocious repression, the Iranian government has not been able to subjugate the protest movement that emerged on September 16. The Islamic Republic has tried to present it as an agitation for independence in parts of the country inhabited by the Kurdish minority; it is trying to present the movement in ethnic terms. The regime has even tried to claim that the protests are a Sunni uprising championed by Saudi Arabia, Western countries and the Kurdistan Regional Government in Iraq to destabilise Shiite Iran.

All of these attempts to present the movement as a divisive ethnic force have failed because the protests are clearly nationwide. It's not like they are only happening in Kurdish or Baluchi cities. And the demonstrators have taken the young Kurdish victim, Mahsa Amini, as a national symbol of their struggle, a unifying reference point for the country's youth.

So because this attempt to sow domestic division has failed, the Islamic Republic is looking to its foreign enemies: Saudi Arabia, Israel and the Kurdistan Regional Government. Of course, it's easiest to attack Iraqi Kurdistan, where the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI) and the revolutionary Komala Party of Iranian Kurdistan have both had camps for the past three decades. Iran accuses both of those groups of stirring up protests on its territory.

In recent days, Tehran has been lobbying the new government in Baghdad, which is dominated by pro-Iranian factions, to put pressure on the Kurdistan Regional Government to expel the KDPI and the Komala Party from Iraq.

And finally – looking at it from a cynical perspective – the Iranians know perfectly well that they can attack Iraqi Kurdistan without much protest either from Baghdad or from the West.

L'IRAN menace l'Irak d'une opération antikurde

Les groupes kurdes iraniens réfugiés en Irak démentent les « transferts d'armes » au profit de leurs frères.

Réelle coopération entre Kurdes iraniens réfugiés en Irak et ceux d'Iran ? Ou simple tentative du régime iranien d'exporter la crise pour faire oublier son échec à y mettre un terme ? Ces derniers jours, les gardiens de la révolution iranienne ont multiplié les frappes aux drones et aux missiles contre leurs opposants kurdes réfugiés en Irak qu'ils accusent de « faire parvenir des armes » à la région kurde iranienne, où se concentre la majorité des manifestations contre le pouvoir de Téhéran qui les réprime très durement.

Qualifiées de « terroristes séparatistes » par l'Iran, ces factions kurdes iraniennes sont installées en Irak, depuis les années 1980. Après avoir longtemps mené une insurrection armée, ces partis, marqués très à gauche, ont cessé leurs opérations militaires en Iran, selon les experts. Mais avec la révolte, qui secoue depuis plus de deux mois le pouvoir iranien, et dont l'épicentre est cette région historiquement rebelle du Kurdistan frontalier de l'Irak, accusations et soupçons de collaboration ont redoublé.

À tel point que la semaine dernière, le général iranien Esmail Qaani, patron de la Force al-Qods - le bras armé de Téhéran hors de ses frontières - a menacé l'Irak depuis Bagdad d'une « opération aéroportée limitée contre l'opposition (iranienne) au Kurdistan ». Il a exigé du nouveau premier ministre, Mohammed Shia al-Soudani, que Bagdad désarme ses opposants kurdes et déploie des « gardes » à la frontière pour que cessent, selon



Un groupe de combattants kurdes iraniens réfugiés en Irak, le 11 octobre. Laurent Perpigna Iban / Hans Lucas via Reuters

Téhéran, « les transits d'armes et de matériels » au profit des manifestants kurdes iraniens qui, comme les autres, réclament un changement de régime en Iran. En réponse, M. Soudani aurait réclamé « davantage de temps ».

Téhéran pointe le Mossad

Problème : la plupart des territoires visés appartiennent à la région autonome du Kurdistan d'Irak, où Bagdad n'a que peu d'influence. Certes, le pouvoir kurde à Erbil, comme celui de l'État central à Bagdad, a dénoncé « des violations répétées » de sa souveraineté. Mais dans un cas comme dans l'autre, l'embarras est palpable. « Massoud Barzani, l'homme fort du Kurdistan d'Erbil, redoute le pouvoir iranien qui pourrait le déstabiliser », confie un expert irakien à Bagdad, qui requiert l'anonymat. La solidarité interkurde a ses limites : Erbil n'a aucun intérêt à ce que son territoire serve de base arrière aux manifestants kurdes iraniens.

« Barzani se souvient que c'est la Force al-Qods qui avait volé à son secours en 2014 quand les djihadistes de Daech avançaient vers Erbil », relève l'expert à Bagdad, où la gêne est encore plus forte. Le nouveau premier ministre al-Soudani, qui confiait en septembre au Figaro que son pays devait se tenir à distance de tous ses voisins, arabes comme perses, doit une grande partie de son pouvoir aux factions armées irakiennes pro-Iran.

L'accusation iranienne n'est-elle pas, tout simplement, exagérée ? Si les formations kurdes iraniennes réfugiées en Irak reconnaissent un soutien moral et médiatique à leurs frères d'Iran, qui tombent sous les balles dans des villes comme Mahabad et Javanroud, elles démentent à la révolte. Et ce même si sur les réseaux sociaux est apparu le nom d'un nouveau groupe de combattants kurdes en Iran « la guérilla d'Ishtar », qui aurait revendiqué des attaques

contre les forces de sécurité à Mahabad. Et qu'en est-il d'un soutien d'Israël, ennemi juré de l'Iran, à partir du Kurdistan d'Irak où des agents du Mossad opéreraient ? C'est une accusation récurrente de Téhéran, qui avait tiré un missile en mars sur un bâtiment, non loin du consulat américain d'Erbil, au motif qu'il s'agissait « d'un centre stratégique » israélien, ce qu'avaient démenti les autorités kurdes d'Erbil. Des sources du renseignement français font valoir que, de longue date, le Mossad dispose « d'appuis » au Kurdistan d'Irak. Mais ces sources semblent minimiser son implication dans la révolte en Iran, pointant plutôt d'autres pays limitrophes de la République islamique, comme l'Azerbaïdjan.

« Nous espérons la mise en œuvre des promesses du gouvernement irakien », a insisté lundi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien. Si la répression contre les régions kurdes d'Iran ne parvient pas à éteindre la révolte - ce qui paraît peu probable à court terme - certains experts n'excluent pas une opération militaire iranienne limitée en Irak. « Nos responsables ne supportent pas de voir que les autres composantes de la mosaïque iranienne, les Arabes dans le Sud et les chiites ailleurs, soutiennent fortement les Kurdes dans un bel exemple d'union nationale », explique au Figaro un habitant de Téhéran, joint au téléphone.

Le président turc Erdogan menace de lancer une opération militaire terrestre dans le nord de la Syrie

En représailles à l'attentat d'Istanbul, imputé par Ankara au PKK, l'aviation turque a bombardé des régions contrôlées par les forces kurdes.

La spirale de violence est enclenchée et, avec elle, sa logique mortifère implacable. Une semaine, jour pour jour, après l'attentat survenu à Istanbul, avenue Istiklal, qui a fait six morts et quatre-vingt-un blessés, les forces aériennes turques ont bombardé en représailles, dimanche 20 novembre, le nord de la Syrie et de l'Irak. Les raids ont entraîné la mort d'une trentaine de personnes dans plusieurs régions sous contrôle des forces kurdes syriennes et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusés par Ankara d'avoir commandité l'attaque sur l'artère stambouliote.

Le lendemain, des tirs de roquettes en provenance de Syrie ont fait trois morts et six blessés dans la ville turque frontalière de Karkamis, selon le gouverneur de la province de Gaziantep. Une annonce aussitôt reprise par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui évoque désormais le possible lancement d'une « **opération terrestre** » en Syrie. « **Il n'est pas question que cela se limite à une opération aérienne. Notre ministère de la défense et notre état-major étudient ensemble le nombre de troupes à engager. Nous en discutons, puis nous prendrons nos décisions en conséquence** », a-t-il précisé aux journalistes qui l'accompagnaient à son retour du Qatar.

Le ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a tweeté de son côté un extrait



L'épave d'un camion brûlé après avoir été touché par l'une des roquettes tirées depuis le nord de la Syrie dans le district de Karkamis, dans la province de Gaziantep, le 21 novembre 2022. KADIR GUNES / AFP

d'une vieille chanson turque, comme pour accentuer le bruit de bottes : « **Je peux venir soudainement une nuit.** » Des paroles diffusées sur les ondes radiophoniques turques au moment de l'intervention militaire à Chypre, en 1974.

Instauration d'une zone de sécurité

Dans le détail, le ministère de la défense a expliqué dans un communiqué : « **L'opération aérienne "Griffe épée" a été menée avec succès dans le cadre de notre stratégie visant à assurer la sécurité des frontières et à éliminer le terrorisme à sa source.** » Au total, 89 cibles, sur une dis-

tance de plus de 700 kilomètres, comprenant des abris, tunnels, dépôts de munitions, postes de commandement et camps d'entraînement, ont été « **détruites** », et « **beaucoup de terroristes ont été neutralisés** », a ajouté le ministère.

Les frappes ont visé plusieurs localités dont la ville syrienne et frontalière de Kobané, symbole de la résistance kurde face à l'organisation Etat islamique (EI). Elles ont également ciblé des positions où les forces du régime de Damas sont déployées, à Rakka, Haskaké et Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Les actions militaires turques contre les groupes armés kurdes dans le sud-est de la Turquie, le nord de l'Irak et le nord de la Syrie sont fréquentes. Entre 2016 et 2019, Ankara a ainsi mené trois opérations d'envergure dans le Nord syrien, prenant le contrôle d'Afrin et poussant de nombreux civils à fuir. La dernière intervention terrestre remontant à 2020.

Lire aussi : [Syrie : les islamistes étendent leur influence dans la région d'Afrin](#)

Le président turc réclame de longue date l'instauration d'une zone de sécurité, une bande de terre d'une trentaine de kilomètres de profondeur le long

de sa frontière. Le périmètre serait géré par l'armée turque et ses supplétifs rebelles syriens afin, selon l'argument officiel, d'empêcher toute incursion des Unités de protection du peuple (YPG, le bras militaire du Parti de l'union démocratique, le parti kurde syrien affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan), alliées aux Américains dans la lutte contre l'EI. Le but serait également d'y installer des réfugiés syriens accueillis par la Turquie (3,8 millions au total), qui sont devenus un enjeu électoral de taille à sept mois d'élections cruciales.

Pas d'opposition de Moscou et Washington

Dans ce contexte de fortes tensions, l'escalade choisie par les autorités turques ne va pas sans poser plusieurs questions. Les zones d'ombre de

l'enquête sur l'attentat du 13 novembre ont suscité des interrogations sur les liens supposés entre les différents protagonistes. On apprend ainsi par le quotidien progouvernemental **Sabah** que le frère de la principale suspecte arrêtée, Ahlam Al-Bashir, est un haut gradé de l'Armée nationale syrienne, une coalition de groupes rebelles soutenue par Ankara. Outre le fait que les principaux groupes kurdes ont tous nié être impliqués dans l'attaque de l'avenue Istiklal, plusieurs sources syriennes suggèrent que la jeune femme serait également liée à la brigade Sultan Mourad, composée de djihadistes turkmènes armés.

Lire aussi : [Turquie : l'attentat de l'avenue Istiklal à Istanbul ravive le projet d'une intervention militaire dans le nord de la Syrie](#)

Sur le plan diplomatique, il est difficile d'imaginer de tels raids par les avions de chasse turcs sans le feu vert des Russes et des Etats-Unis, qui contrôlent l'espace aérien nord-syrien. Le président Erdogan a affirmé qu'il n'y a « **pas eu d'échange au sujet de cette opération, ni avec Biden ni avec Poutine** ». Il a toutefois tenu à ajouter, de façon plus sibylline : « **Mais les deux savent que nous pouvons faire des choses pareilles dans cette région à tout moment.** »

Pour Oktay Bingöl, expert militaire et ancien général de brigade, cité dans le journal **BirGün**, Washington et Moscou, « **même s'ils ne sont pas contents de la situation, n'ont pas exprimé d'opposition à l'opération** ». Selon lui, la Turquie a « **au moins obtenu un oui prudent, sans lequel une telle intervention,**

qui s'avère être relativement limitée, aurait été très risquée ».

Mardi matin, à son arrivée à Astana, la capitale du Kazakhstan, où doit se tenir une réunion tripartite entre la Russie, la Turquie et l'Iran sur la Syrie, Alexandre Lavrentiev, envoyé spécial du président Poutine, a dit espérer qu'Ankara ferait preuve de « **retenue** » et se garderait de « **tout usage excessif de la force sur le territoire syrien** » pour « **éviter l'escalade des tensions** ». Il a ajouté : « **La Russie a pendant des mois (...) fait tout son possible pour empêcher toute opération terrestre à grande échelle.** »

Lire aussi « [En Turquie, la priorité d'Erdogan est de voir disparaître toutes les forces liées au PKK](#) »

Le Monde

23/11/2022
Christophe Ayad

« Les Loups aiment la brume » : l'armée secrète d'Erdogan

Dans toute l'Europe, le président turc a déployé tout un réseau d'informateurs, de sicaires, d'agents pour surveiller et contrôler ceux qui pourraient nuire à son régime.

Livre. C'est une gigantesque traque à l'échelle d'un continent où tous les coups sont permis : enlèvements, assassinats politiques, extraditions, chantage... A travers toute l'Europe, le régime de Recep Tayyip Erdogan déploie ses tentacules quand il s'agit de neutraliser, d'appréhender ou de nuire à ses opposants. Faire taire toutes les voix dissidentes, qu'elles soient kurdes, pro-arméniennes, d'extrême gauche, issues de la confrérie de Fethullah Gülen ou même le fait d'anciens compagnons de route

en rupture de ban. De plus en plus paranoïaque depuis la révolte de Taksim, en 2013, le retour de la guerre civile avec le mouvement kurde, en 2015, puis le coup d'Etat raté de 2016, le régime turc prend toute opposition pour une menace existentielle.

Dans **Les Loups aiment la brume**, Laure Marchand et Guillaume Perrier, ancien correspondant du **Monde** en Turquie, racontent les dessous et les relais de cette « armée » qui ne dit pas son nom, dont le fer de lance est le MIT, les services de renseignement turcs.

Le bras du MIT est très long. On le trouve impliqué dans **l'assassinat de trois militantes du PKK**, dont l'une des membres fondatrices du mouvement,

dans un appartement de la rue Lafayette, à Paris, le 9 janvier 2013. Si l'auteur est mort de maladie en prison, les commanditaires et les facilitateurs, dont certains vivent en France, courent toujours. Une instruction est en cours mais, comme le racontent Marchand et Perrier, le juge n'est pas spécialement aidé par les services de renseignement français qui bloquent la déclassification de notes permettant d'identifier les complices du tueur.

Un « Etat profond »

De fait, c'est une vaste toile d'araignée qu'ont tissée les services turcs en Europe, dont l'épicentre se trouve en Allemagne, là où vit la plus importante communauté turque d'Europe. On estime à pas moins

de 6 000 le nombre de personnes y travaillant pour les services. C'est un mélange d'agents secrets, de sicaires, de diplomates, d'informateurs, de militants politiques et de relais d'affaires, tous unis dans un « Etat profond » qui mêle réseaux mafieux et services de l'Etat. C'est d'ailleurs pour décrire les mécaniques de la violence contre-révolutionnaire (anti-PKK et antigauchiste) des années 1980 en Turquie que cette expression d'« Etat profond », qui a fait florès depuis, a été inventée.

Lire aussi l'enquête : [Comment la Turquie est passée en vingt ans du projet de société de l'AKP au pouvoir solitaire d'Erdogan](#)

Mais, quarante ans plus tard,

l'Etat profond turc s'est renforcé par l'adjonction d'une dimension religieuse et islamiste depuis l'alliance, remontant à 2015, entre le président Erdogan et l'extrême droite nationaliste des « Loups gris ». Il est loin le temps où l'ex-premier ministre turc charmait l'Union euro-

péenne et était désigné « Européen de l'année » (2004). Ce que le livre de Marchand et Perrier raconte, c'est aussi ce vaste mouvement de repli sur soi-même d'une Turquie « ottomane » qui se voit comme le centre d'un empire à reconstruire, une puissance

spoliée, tant temporelle que religieuse. Ce mélange détonnant ne sera pas sans conséquences sur le devenir de l'Europe.

« Les Loups aiment la brume. Enquête sur les opérations clandestines de la Turquie en Europe », de Laure Marchand et

Guillaume Perrier, Grasset, 288 pages, 20,90 euros.

« Les Loups aiment la brume. Enquête sur les opérations clandestines de la Turquie en Europe », de Laure Marchand et Guillaume Perrier, Grasset, 288 pages, 20,90 euros.

Le Monde

23/11/2022
Mathieu Macheret

L'AVIS DU « MONDE »
FILM À NE PAS MANQUER

« Aucun ours » : Le bouleversant pied de nez du réalisateur Jafar Panahi aux autorités iraniennes

Réalisé lors de la liberté conditionnelle du cinéaste, qui purge une peine de six ans de prison à Téhéran, le film raconte la condition des artistes persécutés et le difficile choix entre partir et rester.

Le dernier long-métrage de l'Iranien Jafar Panahi, réalisé en liberté conditionnelle, sort au moment où le cinéaste purge, depuis le 11 juillet, une peine de six ans dans la prison d'Evin, à Téhéran. Un grave incendie s'y est déclenché, le 15 octobre, en écho aux troubles et soulèvements que traverse le pays. Recevoir ainsi des nouvelles de l'artiste derrière les barreaux, grâce au contretemps qui définit le rythme du cinéma (opposé en cela au cru de l'actualité), constitue un formidable et bouleversant pied de nez aux autorités, qui, jusqu'au bout, se seront acharnées à le faire taire, sans y parvenir complètement.

Du reste, **Aucun ours**, récompensé par un Prix spécial du jury à la Mostra de Venise, évoque précisément la condition des artistes persécutés et, en même temps, leur incapacité à faire autre chose que leur métier. Un témoignage de première main, et donc inestimable, mais que le réalisateur délivre à sa façon : retorse, par le biais d'un récit où fiction et réalité jouent au chat et à la souris.



Zara (Mina Kavani) dans « Aucun ours », de Jafar Panahi. ARP SÉLECTION

La première scène donne le ton, qui ouvre sur une rue commerçante, avant que les personnages, un couple tourmenté, ne s'adressent directement à la caméra. Il s'agit en fait d'une fausse piste, un film dans le film, que le véritable protagoniste, Jafar Panahi dans son propre rôle, réalise à distance, caché dans un petit village du Kurdistan iranien, frontalier avec la Turquie. Il orchestre les prises par le biais de l'écran de son ordinateur portable, mais la connexion est mauvaise, et le voilà à sortir ou monter sur le toit de son logis pour en trouver une meilleure.

Exactement comme le faisait le héros du **Vent nous emportera (1999)**, de son maître **Abbas Kiarostami (1940-2016)**, avec son téléphone portable.

Images incriminées

A ce récit de tournage s'adjoint un petit drame villageois, traité d'abord sur un ton léger, puis de plus en plus grinçant, oppressant. Logé par un homme d'une extrême affabilité, le cinéaste clandestin, toujours muni de son appareil photo, se voit bientôt confronté à la gêne que suscite sa présence sur place (qu'on n'imagine pas

sans raisons politiques), par l'intrigue qui se noue autour de sa personne.

Jafar Panahi se montre fidèle aussi bien à ses modèles de cinéma qu'à la vieille culture iconographique persane, où le montré et le caché, le motif et l'ornement se confondent jusqu'au vertige

Un enfant rapporte en effet l'avoir surpris en train de photographier une future mariée en compagnie d'un garçon autre que son fiancé, et donc en flagrante contravention de la coutume. Exerçant sur le visiteur une pression de plus en plus insistante, la communauté exige de lui qu'il cède sa carte de stockage, où se trouvent les images incriminées. Lui leur oppose un refus : si tant est que ces images existent, que pourraient-elles bien prouver ?

On le comprend, l'image est au cœur d'**Aucun ours**, dont le titre désigne, sous une formulation énigmatique, les fables diffusées à des fins de manipulation sociale. L'image, dont le cinéaste Panahi proclame les puissances d'ambiguïté, là où les différents pouvoirs, poli-

tiques ou traditionnels, voudraient leur faire dire ou la vérité ou le mensonge, en fonction de ce qui les arrange. Dans une scène éloquente, le cinéaste confie son appareil à son logeur afin qu'il filme pour lui une cérémonie traditionnelle, mais l'homme confond le on avec le off et enregistre, sans le faire exprès, non pas l'événement mais ses à-côtés. L'image a toujours un endroit et un envers, un champ et un hors-champ, un positif et un négatif, et, entre les deux pôles, se creuse l'abîme du sens. En cela, Jafar Panahi se

montre fidèle aussi bien à ses modèles de cinéma qu'à la vieille culture iconographique persane, où le montré et le caché, le motif et l'ornement se confondent jusqu'au vertige. Quant au film dans le film, tourné de l'autre côté de la frontière, en Turquie, il raconte l'histoire d'un couple d'artistes en attente de faux papiers pour fuir l'Iran. Mais ce que le hors-scène révèle, c'est que les acteurs, Zara (Mina Kavani) et Bakhtiar (Bakhtiyar Panjeei), ne font guère que jouer leur propre rôle, déchirés par la même problématique. La mise

en abyme a beau empiler l'une sur l'autre les couches de récit, c'est finalement le même sacerdoce qui concerne tous les personnages : ce choix impossible entre rester et partir, c'est-à-dire entre la clandestinité ou l'exil, aussi douloureux et invivables l'un que l'autre.

Cette tension prend la forme métaphorique de la frontière, visible d'une colline, dans la splendide scène nocturne où Jafar Panahi, guidé par son assistant, s'aventure dans une zone de contrebande. **Aucun ours** dialogue alors avec **Hit**

[the Road, le premier long-métrage, sorti en avril, de Panah Panahi](#), le fils du cinéaste, qui évoquait aussi ces confins où agissent les passeurs. Cette frontière entre deux territoires si proches semble alors aussi illusoire que celle distinguant, dans le cinéma de Panahi, la fiction du réel. Entre l'une et l'autre, le cinéaste fait le choix le plus courageux, qui consiste à ne pas trancher.

Film iranien de et avec Jafar Panahi. Avec Naser Hashemi, Reza Heydari, Mina Kavani, Bülent Keser (1 h 46).



Kévin Boucaud-Victoire
23/11/2022

Patrice Franceschi : "Erdogan viole toutes les lois internationales en attaquant les Kurdes"

Marianne : La Turquie a bombardé les régions kurdes de Syrie et d'Irak, en réponse à l'attentat terroriste à Istanbul. Qu'en pensez-vous ?

Patrice Franceschi : Ce que nous savons – et ce que toutes les chancelleries savent mais craignent de dire – c'est que l'attentat d'Istanbul n'est en rien dû aux Kurdes qui se gardent bien depuis des années de toute provocation envers Ankara qui n'attend qu'un prétexte pour s'attaquer à eux en Irak et surtout en Syrie. Cet attentat est probablement dû à une manipulation des services secrets turcs, le MIT, pour permettre à Erdogan de se poser en victime tout en entérinant son discours faisant des Kurdes des terroristes comme les autres. Ce qui est une falsification du réel particulièrement grossière mais plaît à l'électorat d'Erdogan dont on peine à mesurer chez nous l'épaisseur du nationalisme et le désir de retrouver la puissance de l'époque ottomane que leur fait miroiter leur président.

À LIRE AUSSI : Kurdes : pour entrer dans l'Otan, Suède et Finlande se sont-elles couchées devant Erdogan ?

Ce qu'il faut comprendre surtout – et explique l'agressivité d'Erdogan – c'est que la Turquie, pays qui s'islamise de plus en plus, ne peut accepter ce que les Kurdes de Syrie ont mis en place dans le nord de leur pays après leur victoire contre Daech il y a trois ans : un État de fait, grand comme quatre fois le Liban, expérimentant une véritable démocratie et des notions comme l'égalité homme/femme, la laïcité et le respect des minorités, l'ensemble se voulant un exemple d'émancipation pour le reste du Moyen-Orient. L'horreur pour tous les autocrates de la région.

N'étant pas parvenu à enrayer ce processus au cours de la guerre des Kurdes contre Daech car à l'époque les Occidentaux soutenaient avec détermination leurs « alliés » kurdes – les djihadistes étant alors l'ennemi commun – Erdogan a attendu chaque mo-

ment géopolitique favorable pour enfoncer un « coin » dans ce processus : en 2016 en s'emparant de la région du Shabat, en 2018 en occupant le canton d'Afrine où continue de s'exercer un impitoyable nettoyage ethnique, et en 2019 en faisant la même chose dans le cœur même du Rojava, le pays historique des Kurdes. Depuis, le chaos a remplacé la paix qui s'était installée après la fin du califat islamique. Les Américains ont en partie laissé faire, ainsi que les Russes. Faute morale de l'abandon de nos alliés qui, dans la guerre contre Daech, avaient essuyé d'effroyables pertes, faute politique car les Kurdes étaient – et demeurent – les seuls à pouvoir endiguer un retour de l'islamisme radical dans l'ensemble de la région.

« Les Kurdes de Turquie sont réduits à peu de chose depuis leur dernière révolte de 2015. »

Nous en sommes à la quatrième étape. Pour Erdogan, le bombardement des Kurdes de Syrie ces derniers jours par

l'aviation turque tout du long des 800 kilomètres de la frontière séparant la Turquie de la Syrie est un test. Si l'Occident ne réagit pas rapidement, il sait qu'il pourra lâcher sur les Kurdes les groupes jihadistes qu'il contrôle, appuyé par son aviation et son artillerie. Objectif affiché : occuper avec ses affidés islamistes toute la zone frontière turco-syrienne sur une profondeur de 30 kilomètres et une largeur de 800 kilomètres, pour en faire une « zone de sécurité ». Cette occupation éliminerait, de fait, 90 % du territoire encore contrôlé par les Kurdes et les réduirait donc à néant. Tout en supprimant du même coup le « bouclier kurde » qui nous protège encore du retour de Daech dans la région – objectif non affiché par Erdogan, mais essentiel à l'expansion de son idéologie.

Où en sont actuellement les Kurdes en Turquie ?

Les Kurdes de Turquie sont réduits à peu de chose depuis leur dernière révolte de 2015, réprimée dans le sang et dans

l'indifférence complète de ce que l'on appelle la « communauté internationale ». Qui s'en souvient ? La répression envers toutes les organisations kurdes est constante, implacable et sans discernement. Les seules structures kurdes qui comptent encore aujourd'hui sont celles de Syrie – non reconnues internationalement – et celles d'Irak, bénéficiant d'une autonomie politique réelle mais sous influence directe de la Turquie qui les « tient » économiquement.

Dans le même temps, l'Iran accentue la répression envers les Kurdes. Pourquoi ?

Tout simplement parce que les Kurdes d'Iran, surtout les femmes, sont en pointe dans la révolte actuelle contre le régime, on l'oublie trop souvent. Comme le fait qu'ils sont la minorité iranienne la plus réprimée depuis des décennies – avec une férocité qu'on n'imagine pas.

Comment expliquer le silence de la France ?

Et celui de tout l'Occident, en vérité, Américains compris... De fait, Erdogan, en parfait tacticien, sait que c'est en ce moment même qu'il peut jouer son va-tout, s'étant rendu quasiment indispensable dans la guerre

russio-ukrainienne. Personne ne veut le braquer. Et personne ne veut engager le moindre bras de fer avec lui tant, d'une certaine manière, il fait peur par son agressivité désinhibée. Particulièrement à l'Allemagne, réduite à peu de chose en la matière du fait de la considérable diaspora turque installée sur son territoire, ou à la Suède et à la Finlande, toutes deux craintives de voir leur accès à l'Otan définitivement bloquée par le sultan d'Ankara. Il n'y a guère que les Grecs qui résistent comme ils peuvent. Mais eux sont en première ligne face aux visées turques en Méditerranée.

À LIRE AUSSI : Emmanuel Macron soutient les Kurdes, dit-il... mais lesquels ?

C'est dans ce contexte que nous assistons à un deux poids deux mesures par rapport à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Erdogan se comporte exactement comme Poutine lorsqu'il prétendait attaquer l'Ukraine pour se protéger de la nazification de ce pays. Erdogan viole lui aussi sciemment toutes les lois internationales en attaquant un autre pays, la Syrie. Mais son pays appartient à l'Otan et les Kurdes sont déjà tombés dans les oubliettes de l'histoire.

LA DÉPÊCHE
DU MIDI

Benjamin Laurent
Publié le 23/11/2022

Iran : manifestation, répression... où va la révolution du peuple iranien ?

Les manifestations en Iran après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, se prolongent malgré une répression sanglante. **La Dépêche** fait le point sur cette lutte féroce entre le régime et ses opposants.

Plus de deux mois après la mort de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs, les manifestations contre le régime iranien se poursuivent, avec un bilan humain très lourd. **La Dépêche** vous résume la situation de la mobilisation contre le gouvernement théocratique, qui ne faiblit toujours pas.

A lire aussi : VIDEO. Coupe du monde 2022 - Angleterre-Iran : pourquoi les 11 joueurs iraniens se sont abstenus de chanter leur hymne avant le match

Quelle est la situation ?

"On dénombre, au dernier dé-



Les manifestations ont un écho international, comme ici à New York le 19 novembre. Les manifestations ont un écho international, comme ici à New York le 19 novembre / AFP – Yuki Iwamura

compte (NDLR : le 22 novembre), 480 morts et 16 800 arrestations selon Iran Human Rights, le bilan est probablement plus lourd", note Carole André-Dessornes. Selon la spécialiste du Moyen-Orient, "il faut bien noter que l'intensité des manifestations est toujours très forte. La mobilisation a

commencé suite à la mort de Mahsa Amini, une Kurde, mais il s'agit d'une révolte de toute la société, hommes comme femmes. Le Kurdistan est très touché par les manifestations mais il s'agit d'un mouvement à l'échelle de l'Iran".

Une mobilisation qui s'est pro-

pagée à tous les niveaux de la société, puisque **deux actrices ont été arrêtées dimanche 20 novembre** et que **l'équipe nationale iranienne de football** a annoncé son **soutien aux manifestants**.

De plus, estime Carole André-Dessornes, "la question du voile est dépassée ; il s'agissait à l'origine d'un **rejet du voile obligatoire**, et non pas du voile tout court, mais la mobilisation actuelle concerne le régime lui-même. Les manifestants, dont beaucoup sont jeunes et issus de la troisième génération depuis la révolution, manifestent contre un ennemi commun, l'Etat théocratique".

Comment s'applique la répression ?

La réaction de Téhéran contre les manifestants depuis le 16 septembre a été particulièrement violente. "Le régime théo-

cratique est devenu une kleptocratie et un régime qui tue, aux yeux d'une partie de la population, indique Carole André-Dessornes : chaque mobilisation, comme en 2009, 2015, 2017 ou 2019-2020 a été réprimée, avec un bilan de plusieurs milliers de morts au total".

Comme le rappelle la géopolitologue, "au-delà des décès au cours des manifestations, 6 peines de mort ont déjà été prononcées contre des prison-

niers, et 227 députés ont appelé à appliquer la "loi du talion" contre les manifestants arrêtés". "Le régime emploie également à nouveau sa politique des otages, usée dès 1979, pour faire pression sur les autres pays. Résultat : **7 Français sont aujourd'hui retenus en Iran**", alerte Carole André-Dessornes.

"Les voix dissidentes au sein de l'armée et du gouvernement restent par ailleurs mineures, on n'a pas de signe d'une probabilité de rupture au sein du

régime, juge la géopolitologue. Les Pasdaran, ou gardiens de la révolution, n'interviendront très probablement pas contre le régime du fait de leur loyauté. Il y a cependant une vraie rupture entre ces organes et la société, qui les hait."

Quel futur à ce mouvement ?

S'il est impossible de prédire l'avenir, la situation semble cependant pousser à la radicalité, comme l'explique Carole André-Dessornes. Si le régime re-

cule et décide de ne plus rendre obligatoire le voile, les manifestations ne s'arrêteront pas malgré tout. Il s'agit désormais d'une lutte contre le régime, le mouvement est allé trop loin. La parenthèse réformiste du pays s'est achevée, et plus personne ne croit désormais à une réforme du régime". Au bout du compte, comme le souligne Carole André-Dessornes, "on peut supposer que plus la répression sera forte, plus les manifestations doubleront de virulence".

Le Monde

24/11/2022

Philippe Ricard et Madjid Zerrouky

L'Iran passe un nouveau cap pour obtenir l'arme nucléaire, les négociations internationales au point mort

L'AIEA a confirmé que Téhéran avait commencé à produire de l'uranium enrichi à 60 % dans son usine de Fordo. Une nouvelle entorse qui hypothèque un peu plus les chances de réactiver l'accord de 2015.

La tension monte brusquement sur le front du nucléaire iranien. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé, mardi 22 novembre que **l'Iran avait commencé à produire de l'uranium enrichi à 60 %** dans son usine de Fordo. Cette nouvelle entorse à ses engagements, décidée après une résolution critique adoptée le jeudi 17 novembre à l'AIEA, intervient alors que les négociations démarrées en avril 2021 à Vienne pour ranimer l'accord international de 2015 sur le programme nucléaire iranien sont au point mort.

Pour être employé comme combustible dans une centrale nucléaire, l'uranium doit être enrichi. Et plus encore pour entrer dans le processus de fabrication d'une arme. En avril 2021, l'Iran avait déjà commencé à produire de l'uranium enrichi à 60 % sur le site

de Natanz, se rapprochant des 90 % nécessaires à la confection d'une bombe, un taux bien au-delà du seuil autorisé de 3,67 % fixé par l'accord de 2015.

Les réactions à ce nouveau geste de l'Iran n'ont pas tardé, aux Etats-Unis comme en Europe. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne – les trois pays européens engagés dans les négociations sur le nucléaire iranien – ont condamné dans une déclaration commune **« les dernières mesures de l'Iran, confirmées par l'AIEA, visant une nouvelle expansion de son programme nucléaire »**. **« Cette mesure, qui comporte des risques significatifs de prolifération, n'a aucune justification civile crédible »**, dénoncent les trois pays.

Lire aussi : **« Une fois doté de l'arme atomique, le régime ira-**

nien se sentira invulnérable »

« Nous continuons à observer avec une profonde préoccupation non seulement la progression du programme nucléaire de l'Iran, mais aussi l'amélioration constante de ses capacités en termes de missiles balistiques », a pour sa part dit John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche.

Relèvements des niveaux d'enrichissement de l'uranium

Cette dernière initiative est présentée à Téhéran comme une riposte à la résolution adoptée, contre l'avis de la Russie et de la Chine, par le conseil des gouverneurs de l'AIEA, composé de trente-cinq pays, qui ordonne à l'Iran de coopérer enfin avec cette instance dans le cadre d'une enquête ouverte de longue date sur l'origine des

particules d'uranium suspects découvertes dans trois sites non déclarés. **« Nous avons dit que les pressions politiques ne changent rien et que l'adoption d'une résolution [à l'AIEA] suscitera une réaction sérieuse »** de la part de l'Iran, a justifié Mohammad Eslami, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA).

Cette annonce iranienne marque une nouvelle violation par Téhéran de ses engagements, depuis la décision unilatérale prise par l'ancienne administration de Donald Trump de se retirer du plan d'action global commun (en anglais, Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA) en mai 2018. Des sanctions massives avaient alors été réimposées par les Etats-Unis contre le régime iranien, au nom d'une stratégie dite de la « pression maximale ».

Lire aussi : [Pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien, trois ans de négociations complexes et erratiques](#)

Signé en 2015, entre l'Iran, d'une part, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Russie, la Chine et les Etats-Unis d'autre part, le JCPoA imposait un contrôle sévère sur le programme nucléaire iranien, fixant précisément la quantité d'uranium enrichi et le degré d'enrichissement auxquels Téhéran était astreint. En échange, la République islamique devait obtenir une levée graduelle des sanctions internationales qui lui étaient imposées. Des sanctions qui faisaient suite aux soupçons selon lesquels Téhéran, malgré ses dénégations, tentait de développer un programme militaire secret.

Lorsque Donald Trump a décidé de rompre les engagements pris par son prédécesseur, Barack Obama, l'Iran, s'estimant floué par le rétablissement des sanctions américaines qui étouffent son économie, a relancé son programme à partir de juillet 2019. D'abord en dépassant la limite des 300 kilogrammes d'uranium faiblement enrichi (à 3,67 %) que la République islamique est autorisée à détenir ; puis en annonçant rehausser ses niveaux d'enrichissement. Ils sont passés à 20 % à partir de décembre 2020, puis à 60 % le printemps suivant.

Les trois pays européens impliqués dans le JCPoA n'ont eu de cesse de convaincre Téhéran de revenir à la table des négociations pour sauver l'accord. Avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, début 2021, les Européens espéraient une issue diplomatique heureuse. En vain. L'annonce faite par l'Iran survient de fait à un moment de grande incertitude.



Une image livrée par Maxar Technologies montre une vue de l'usine d'enrichissement d'uranium, près de Qom, en Iran, le 4 novembre 2022.

MAXAR TECHNOLOGIES / AFP

Le soulèvement en cours en Iran complique la donne

Présentées comme l'une des priorités diplomatiques de Joe Biden, les négociations sont aujourd'hui moribondes, même si aucune des parties en présence n'ose les déclarer comme définitivement mortes, de peur des répliques géopolitiques que ce constat pourrait susciter dans la région.

Après des mois de tractations, un compromis était pourtant à portée de main à la fin de l'été. Mais, avant de transiger, Téhéran a cherché à obtenir la levée des procédures ouvertes à son encontre sur son peu d'empressement à coopérer avec l'AIEA. Cette démarche a beaucoup agacé les négociateurs, en particulier européens, qui espéraient alors un deal avant les élections de mi-mandat du 8 novembre aux Etats-Unis et un éventuel changement de majorité au Congrès.

Lire aussi : [Nucléaire iranien : les négociations piétinent, les Européens perdent patience](#)

Le soulèvement populaire en cours en Iran, réprimé par le régime, vient encore compliquer la donne. La « **révolution** » actuelle « **change beaucoup de choses** » dans les discussions sur le nucléaire iranien, a ainsi déclaré, lundi 14 novembre, Emmanuel Macron dans un entretien accordé à France Inter. Le chef de l'Etat avait jugé que le texte en cours de discussion était « **très fragilisé par la situation intérieure** », tout en indiquant qu'il serait « **très prudent pour dire que l'accord est mort** ». Ces propos ont suscité un regain de tensions entre Téhéran et Paris, d'autant plus vives que sept ressortissants français, accusés d'espionnage, sont aux mains des autorités locales. Dans le même temps, [Téhéran bombarde des opposants dans le Kurdistan](#)

[irakien, accusés de fomenter les manifestations sur son territoire](#), et envoie des drones à la Russie, qui les utilise dans sa guerre contre l'Ukraine.

Haussant le ton, [Emmanuel Macron a rencontré le 11 novembre à l'Elysée quatre dissidentes iraniennes](#), dont l'Irano-Américaine Masih Alinejad. A l'origine de plusieurs campagnes contre le port obligatoire du voile en République islamique d'Iran, elle milite pour isoler davantage Téhéran en mettant un terme aux négociations sur le nucléaire. Pour les Occidentaux, il est désormais compliqué de chercher à relancer les discussions avec un régime qui réprime dans le sang sa population. Toute nouvelle concession pourrait être perçue comme un soutien indirect à des autorités contestées dans la rue.



By Poonam Taneja & Jewan Abdi
BBC News, northern Syria
25/11/2022

Islamic State: Kurdish forces threaten to stop guarding camps

Local forces in north-east Syria have told the BBC that they may be forced to abandon camps holding Islamic State (IS) group detainees.

The Syrian Democratic Forces (SDF) said they no longer have the capacity to guard the compounds if Turkey launched a fresh ground operation there.

Turkey has attacked hundreds of targets in the region in retaliation for a bombing in Istanbul.

At least six people were killed and dozens more were wounded in the blast.

The Turkish government blames the attack on Kurdish groups, who, it says, have links with Kurdish fighters in northern Syria.

The SDF - which is backed by the US - has denied any involvement in the attack, and has accused Turkey of using it as a pretext to justify a long-planned cross-border offensive.

On Wednesday, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that the strikes were "only the beginning" and that he was determined to secure Turkey's border with Syria by establishing a "security corridor".

But the head of the SDF, General Mazloum Abdi, has told the BBC that a ground operation would result in a resurgence of the IS terror group.

"It would lead to a second civil war in Syria and our counter-terrorism operations against IS would stop," he said. "As part of the international coalition, we fought and defeated IS, and what Turkey is doing will undermine all of it."



More than 50,000 people currently live in al-Hol, the largest detention camp for suspected IS fighters and their families. Reuters

Who is in control in northern Syria?

- Syrian government
- Turkish-backed Syrian rebels and Turkish military
- Kurdish-led forces



Source: Janes the defence intelligence provider, 4 Nov 2022





General Mazloum Abdi says they have suspended operations against the IS terror group due to Turkey's air strikes

During the international campaign against the Islamic State group, the US relied heavily on the Kurdish forces to root out the militants from Syria, and the SDF is still in charge of the prisons and detention camps that hold suspected IS fighters and their families.

facilities, housing the families of suspected militants, is al-Hol. More than 50,000 people live there, two thirds of whom are children.

The SDF said that a number of Turkish air strikes targeted al-Hol. The attack killed seven security officials responsible for

detainees escaped during the assault, but were later recaptured.

General Abdi has warned that further Turkish attacks would directly impact his forces' ability to keep hold of these sites: "Our forces would be busy protecting our own people and



Turkish strikes have hit civilian infrastructure and oil fields in northern Syria.

The largest of these makeshift guarding the camp. Six foreign families and we wouldn't be

able to guard the camps."

"The Turkish authorities have targeted civilian facilities, services like power stations, oil production facilities," he added. "This will lead to mass migration and internally displaced people."

Since 2016, the Turkish military has launched three large-scale operations in northern Syria with the support of allied Syrian rebel groups, and it currently controls a swathe of territory running along more than 325km (200 miles) of its border.

The most recent operation, in 2019, saw Turkey capture the area between the towns of Tal Abyad and Ras al-Ain, leaving the Kurdish-controlled region of Kobane between territory controlled either by Turkey or by Turkish-backed militia.

At the time, Russia brokered a ceasefire and patrols of Turkish and Russian troops were set up to monitor the respect of the truce.

Now, Kurdish forces fear Turkey's intention is to capture Kobane. The SDF has called on both the US and Russia to exercise their powers to stop the Turkish offensive, warning it could destabilise the entire region and beyond.

"For eight years we have been fighting with the international community against terrorism, we fought together to defeat IS and now the attacks the Turkish state is carrying out are undermining all of that," General Abdi says.

"The consequences of this will be really bad not only for us but for the world."

LE FIGARO

avec AFP
24/11/2022

Iran : arrestation d'un Irano-britannique en lien avec les « émeutes »

Une personne avec la double nationalité iranienne et britannique, impliquée dans les « émeutes » et qui était en contact avec des médias « hostiles » à la République islamique, a été arrêtée en Iran, a rapporté l'agence Fars. La Grande-Bretagne n'a pas réagi dans l'immédiat à cette annonce. L'Iran est le théâtre de manifestations déclenchées par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans décédée après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran pour infraction au code vestimentaire strict de la République

islamique prévoyant notamment le port du voile pour les femmes. **À VOIR AUSSI** - Iran: plus de 300 personnes tuées depuis le début des manifestations selon l'ONU

Forces étrangères

Téhéran, qui voit dans la plupart de ces manifestations des « émeutes » et a arrêté des centaines de personnes, accuse notamment des forces étrangères d'être derrière ce mouvement pour chercher à déstabiliser la République islamique.

« Les services de renseignements des Gardiens de la Ré-

volution (l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, ndlr) ont arrêté à Ispahan (centre) une personne informant les chaînes de télévision hostiles : la BBC et Iran International », a indiqué mercredi soir l'agence Fars.

Selon elle, cette personne, née en Grande-Bretagne et disposant de la double nationalité irano-britannique, avait notamment « un lien de parenté avec certains journalistes de ces chaînes » basée en Grande-Bretagne.

Désobéissance civile

« Au-delà de sa coopération avec les télévisions, cette personne a coopéré avec certains éléments contre-révolutionnaires à l'étranger et incité lors des récentes émeutes à la désobéissance civile (...) à l'insécurité, au vandalisme et à la destruction de biens publics », ajoute l'agence.

Celle-ci n'a pas précisé le nom de la personne arrêtée ni la date et les circonstances de son arrestation. Plus d'une vingtaine de ressortissants de pays occidentaux, binationaux pour la plupart, seraient détenus ou bloqués en Iran.

Le Point

Le Point.fr
24/11/2022

Iran : un footballeur, accusé de « propagande », interpellé

L'ancien international iranien Voria Ghafouri a été arrêté pour avoir posté une photo de lui en habit traditionnel kurde sur Instagram.

Le célèbre footballeur Voria Ghafouri a été arrêté ce jeudi par les autorités iraniennes, qui l'accusent d'avoir « insulté et sali la réputation de l'équipe nationale (Team Melli) et de s'être livré à de la propagande » contre l'État, a affirmé l'agence de presse iranienne Fars. Il a été arrêté après une séance d'entraînement de son équipe Foolad (acier, en persan) de Khouzistan sur décision de l'autorité judiciaire, selon la même source.

Âgé de 35 ans, le footballeur, originaire de Sanandadj, la capitale de la province du Kurdistan iranien, a posté une



photo sur son compte Instagram de lui portant l'habit traditionnel kurde. Ancien capitaine de l'Esteghlal, l'équipe la plus célèbre du pays, il avait été contraint de la quitter en juillet en raison de ses critiques répétées contre les autorités.

Un mouvement de contestation secoue l'Iran depuis la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans décédée trois jours après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran pour avoir, selon celle-ci, enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes en République islamique d'Iran.

L'Iran proche à Voria Ghafouri d'avoir « insulté et sali la réputation de l'équipe nationale ». © - / AFP

HUFFPOST

Par Paul Guyonnet et Albane Guichard
25/11/2022

Au Mondial, cette fan iranienne empêchée d'afficher le nom de Mahsa Amini

Coupe du monde : le nom de l'Iranienne Mahsa Amini interdit à l'intérieur d'un stade

Alors que des supporters iraniens tentaient d'afficher des messages politiques en lien avec la mobilisation populaire menée contre Téhéran, les agents de sécurité du stade d'Al Rayyan sont intervenus.

COUPE DU MONDE 2022 - Décidément, football et politique ne font pas bon ménage sous le règne de la Fifa. Alors que le sport roi a toujours servi de caisse de résonance à des causes populaires, la [Coupe du monde au Qatar](#) a choisi la voie de l'[aseptisation](#), au grand dam des supporters [iraniens](#) qui assistaient ce vendredi 25 novembre au [match](#) entre la [Team Melli](#) et le pays de Galles.

Dans le contexte de la [mobilisation](#) qui fait trembler le régime de Téhéran depuis [la mort de la jeune Mahsa Amini](#), des Iraniens ont effectivement tenté d'afficher des slogans de soutien aux [manifestants](#) qui risquent leur vie dans les rues d'Iran, [comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article](#).

« [Femme, vie, liberté](#) »
Dans le stade d'Al Rayyan, où l'équipe nationale per-



sane s'est imposée (2-0) contre les Gallois, un couple a notamment réussi à s'installer en tribune avec un drapeau « [Woman Life Freedom](#) » (ou « [Femme, vie, liberté](#) », l'un des principaux chants des manifestants) et un maillot floqué « Mahsa Amini » et portant le numéro 22, comme l'âge de la jeune Kurde morte aux mains de la police des mœurs [après son arrestation](#) pour port irrégulier du foulard islamique.

Mais très rapidement, des agents de sécurité du Mondial sont intervenus pour les escorter hors de l'enceinte.

Comme l'a confirmé à [l'agence de presse Reuters](#) un porte-parole de l'organisation qatarie, le drapeau et le maillot enfreignaient les règles instaurées par la Fifa et le Qatar. Selon le règlement, les objets comportant des « [messages politiques, vulgaires ou discriminatoires](#) » sont effectivement [prohibés](#) dans les stades du Mondial.

Sur les photographies publiées par les différents organes de presse qui couvrent la compétition, de nombreux fans iraniens avaient pourtant cherché à faire de la rencontre de foot-

ball une tribune politique. Nombre de t-shirts ornés du slogan « [Femme, vie, liberté](#) » ou représentant des femmes aux cheveux défaits pouvaient ainsi être aperçus aux abords du stade.

Mais à l'image des footballeurs de l'équipe nationale qui avaient [refusé de chanter l'hymne national](#) lors de leur premier match et qui s'y sont pliés ce vendredi, ces symboles de soutien aux manifestants ont donc été très scrupuleusement contrôlés par l'équipe organisant la Coupe du monde.

Attacks on the Kurdistan Region by Iran and its Iraqi proxies

September 2018- November 2022



Abbreviations:

Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC)

Iranian-backed Militias (IBM)

Note: Dates are based on ET time.

Attacks on the Kurdistan Region by Iran and its Iraqi proxies							
Date	Target	Location	Weapon	Perpetrator	Casualties		Source
					Killed	Wounded	
Sep 8, 2018	Iranian Kurdish Opposition	Koya	Fateh-110 missiles	IRGC	18	50	(K24)
Jan 8, 2020	US base: Inside Erbil Airport	Erbil	Fateh-110 missiles	IRGC	0	110	WSJ
Sep 30, 2020	US base: Inside Erbil Airport	Erbil	Rockets	IBM	0	0	CNN
Feb 15, 2021	US base: Inside Erbil Airport, and a residential area	Erbil	Rockets	IBM	2	14	Rudaw
Apr 14, 2021	US base: inside Erbil Airport	Erbil	Drone	IBM	0	0	Reuters
June 26, 2021	A residential area near newly constructed US consulate	Erbil	Three Drones	IBM	0	0	Rudaw
July 7, 2021	Erbil International Airport	Erbil	Drone	IBM	0	0	AlJazeera
July 23, 2021	US base: al Harir Airbase	Erbil	Drone	IBM	0	0	Guardian
Sep 12, 2021	US base: Inside Erbil Airport	Erbil	Two drones	IBM	0	0	FoxNews
Dec 7, 2021	Home of Hussein Yazdanpana	Erbil	Drone	IRGC	0	0	NAS
Jan 6, 2022	Pirde (Alton)	Kirkuk	Katyushas	IBM	0	0	KurdCT

www.dckurd.org

	Kopri)-Peshmerga units						
Mar 13, 2022	Home of Baz Bazinji -Owner of KAR group	Erbil	Fateh-110 missiles	IRGC	0	2	DW
Apr 6, 2022	KAR Group oil refinery	Erbil	Rockets	IBM	0	0	Jpost
May 1, 2022	KAR Group refinery	Erbil	Rockets	IBM	0	0	Reuters
June 9, 2022	Civilian vehicles	Erbil	Drone	IBM	0	3	K24
June 17, 2022	US base: al Harir Airbase	Erbil	Drone	IBM	0	0	MEHR
June 21, 2022	Peshmerga post-Bashiqa	Erbil	Drone	IBM	0	0	KurdCT
June 22, 2022	Khor Mor Gas Field	Chamchamal	Rockets	IBM	0	0	Rudaw
June 24, 2022	Khor Mor Gas Field	Chamchamal	Rockets	IBM	0	0	Sharq al Awsat
June 25, 2022	Khor Mor Gas Field	Chamchamal	Rockets	IBM	0	0	Al Jazeera
July 25, 2022	Khor Mor Gas Field	Chamchamal	Rockets	IBM	0	0	Rudaw
Sept 28, 2022	Iranian Kurdish Opposition	Koya	Fateh-110 missiles & Drones	IRGC	10	25	Rudaw
Sept 28, 2022	Iranian Kurdish Opposition	Zargwez	Fateh-110 missiles & Drones	IRGC	0	3	HRW
Sept 28, 2022	Iranian Kurdish Opposition	Pirde(Sherawa)	Fateh-110 missiles & Drones	IRGC	8	21	PAK
Oct 12, 2022	Khor Mor Gas Field	Chamchamal	Rockets	IBM	0	0	K24
November 14, 2022	Iranian Kurdish Opposition	Koya	Fateh-110 missiles & Drone	IRGC	2	6	MEE
November 14, 2022	Iranian Kurdish Opposition	Zargwez	Drones	IRGC	0	0	Rudaw

LA CROIX

Céline Rouden
25/11/2022

En Iran, des cinéastes sous surveillance

Trois réalisateurs, dont Jafar Panahi, sont en prison en Iran depuis le mois de juillet. Ils témoignent de la résistance d'un art qui, depuis la révolution islamique, a su composer avec les contraintes du régime.

C'est depuis la prison d'Evin, à Téhéran, que Jafar Panahi, Mohammad Rasoulof et leur confrère Mostafa Al Ahmad ont assisté, impuissants, à l'embrasement de leur pays. « Ils sont en bonne santé », témoigne Michèle Halberstadt, la distributrice d'Aucun ours, dernier film de Jafar Panahi sorti

mercredi en France. « Même s'ils sont évidemment frustrés d'être dedans avec ce qui se passe dehors. »

Début novembre, Jafar Panahi, dont le film a été primé au Miami Film Festival, a réussi à faire passer un message audio aux organisateurs. Il disait rêver, dans la situation actuelle de son pays, « d'être avec (son) peuple et de dépeindre sa lutte pour la liberté », espérant « que tous ses souhaits se concrétiseront ».

L'arrestation des trois hommes au mois de juillet, avant même

la mort de Mahsa Amini, fut un des premiers signes, perceptibles à l'étranger, d'un changement d'attitude du régime. Cinéastes engagés et contestataires, sous le coup d'une condamnation non exécutée depuis 2009, contraints de tourner dans la clandestinité, ils se savaient en sursis.

« La République islamique a toujours entretenu une relation paradoxale avec le cinéma »

« Dès l'élection d'Ebrahim Raïssi en juin 2021, on savait qu'un durcissement était inévitable mais on ne savait ni

quand, ni sur qui ça allait tomber, explique Asal Bagheri, enseignante-chercheuse à Cergy Paris Université et spécialiste du cinéma iranien. Quelque temps auparavant, il y a eu des descentes de police chez une vingtaine de documentaristes, des saisies de matériel et des arrestations. Puis, lors du Festival de Cannes, le régime a demandé à Saeed Roustayi de couper certains passages de son film Leila et ses frères, ce qu'il a refusé, condamnant le film à ne jamais sortir en Iran. »

Figures connues, souvent populaires dans leur pays, les ci-

néastes sont particulièrement dans le collimateur des autorités. Ils sont soumis depuis 1979 à un régime de censure très contraignant. Cela n'a pas empêché le cinéma iranien de prospérer et ses films d'être très présents dans les festivals internationaux, qu'ils soient réalisés dans un cadre autorisé, comme ceux d'Asghar Farhadi, ou dans la clandestinité. « La République islamique a toujours entretenu une relation paradoxale avec le cinéma, analyse Asal Bagheri. Parce qu'il est un moyen de divertir le peuple qui en est friand et de montrer à l'Occident que l'Iran est un pays souverain, mo-

derne et capable de produire de bons films. »
« Pour eux, quitter le pays, c'est mourir »

Les réalisateurs en ont profité pour témoigner de l'évolution de la société iranienne, tout en jouant habilement avec les lignes rouges d'une censure plus ou moins stricte selon les périodes. « Cela a produit un cinéma créatif et suggestif où, au fond, ce qu'on ne montre pas et ne dit pas est plus important que ce qu'on voit à l'image, estime Asal Bagheri. Mais n'importe quel spectateur iranien est capable d'en décoder les signes. »

Avec les tensions qui s'expriment dans la société iranienne depuis 2009, amplifiées par une violente crise économique, les cinéastes, sismographes de leur époque, se sont heurtés plus frontalement au régime. Quand ils ne se sont pas engagés aux côtés des manifestants.

Peu d'entre eux ont fait le choix de l'exil, en dépit des menaces qui pèsent sur eux et leur famille. La question est au cœur du dernier film de Jafar Panahi, témoignant de l'état de désespoir des habitants. Le réalisateur s'y met en scène refusant de franchir la frontière, comme

un ultime pied de nez adressé aux autorités de son pays. « Ce qui est frappant chez Panahi ou Rasoulouf, constate Michèle Halberstadt, c'est qu'ils préfèrent être en prison plutôt que partir. Pour eux, quitter leur pays, c'est mourir. »

Dans une déclaration adressée depuis la prison à la Mostra de Venise, ces deux cinéastes l'affirment : « Pour nous, vivre c'est créer. Pendant que certains se voient interdire de tourner des films, d'autres sont contraints à l'exil ou réduits à l'isolement. Et pourtant, l'espoir de créer à nouveau est notre raison d'être. »

Le Monde

avec AFP
25 novembre 2022

Iran : des unités blindées dépêchées dans les régions kurdes

Téhéran accuse des mouvements kurdes iraniens d'encourager les manifestations qui ont suivi la mort de Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs.

Des unités blindées et des membres des forces spéciales iraniennes font route vers les régions kurdes, théâtre d'accrochages récents avec des groupes armés, a annoncé vendredi 25 novembre le commandant des forces terrestres

des gardiens de la révolution.

« **Ce mouvement des forces terrestres vise à renforcer les unités situées à la frontière et à empêcher l'infiltration de groupes terroristes affiliés aux groupes séparatistes opérant dans la région nord de l'Irak** », a expliqué le général Mohammad Pakpour, selon l'agence iranienne Tasnim. L'officier avait « **conseillé** » mardi aux habitants des

« **zones voisines des bases des groupes terroristes de les évacuer pour ne pas être blessés lors des opérations des gardiens** », l'armée idéologique de la République islamique.

A deux reprises depuis dimanche, les gardiens de la révolution ont bombardé les bases de plusieurs groupes armés de l'opposition kurde iranienne, installés depuis des décennies du côté irakien de la frontière, que Té-

héran accuse d'encourager les [manifestations](#) qui ont suivi la mort, le 16 septembre, de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs.

Dans une lettre adressée jeudi au Conseil de sécurité de l'ONU, la République islamique a justifié ces bombardements en affirmant ne pas avoir eu « **d'autre choix** » pour se protéger de « **groupes terroristes** ».

Frappes de la Turquie contre les Kurdes : « Erdogan n'a l'aval ni des Russes ni des Américains »

Selon Didier Billion, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques, Moscou veut éviter tout risque de déstabilisation de Bachar Al-Assad, qui reste son allié.

La tension militaire ne faiblit pas dans le nord de la Syrie. La Turquie a poursuivi, jeudi 24 novembre, ses frappes contre des combattants kurdes visant à défendre sa frontière sud. Son artillerie a touché, selon des sources syriennes indépendantes et kurdes sur place, les forces kurdes chargées de garder le camp d'Al-Hol, qui abrite des proches de membres de l'organisation Etat islamique (EI), et la prison où sont détenus des djihadistes.

La Turquie avait lancé, dimanche 20 novembre, l'opération « Griffe épée », bombardant des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des Unités de protection du peuple (YPG), la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde en Syrie, dont le bastion, à Kobané, a été visé. Le gouvernement turc accuse ces deux mouvements d'avoir commandité l'attentat qui a fait 6 morts et 81 blessés, le 13 novembre, à Istanbul.

Dans un entretien accordé au Monde, Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste de la Turquie, estime que l'approche de l'élection présidentielle est l'une des raisons pour lesquelles Recep Tayyip Erdogan cherche à se positionner comme « le seul capable de lutter contre les menaces ».

Pourquoi Ankara frappe-t-il maintenant les militants kurdes ?

En réalité, il n'y a quasiment pas une semaine sans que des opé-

rations militaires de basse intensité opposent les forces armées turques à des groupes du PKK. Il y a évidemment une corrélation entre les frappes récentes et l'attentat d'Istanbul, pour lequel les responsables turcs ont tout de suite ciblé le PKK. Dans les vingt-quatre heures qui ont suivi, il y a eu un certain nombre d'arrestations, dont celle d'une femme qui est présumée avoir déposé la bombe. Très rapidement, lui ont été attribués des aveux dans lesquels elle dit qu'elle a été recrutée et formée par le PKK, dans le nord de la Syrie.

Depuis lors, le numéro 2 du PKK a nié catégoriquement toute implication. Un des responsables des YPG a avancé que la femme arrêtée avait trois frères qui appartenaient à l'organisation Etat islamique, qui ont été tués. On voit bien que c'est la guerre des communiqués, comme d'habitude. C'est toujours le problème dans ce type d'affaires de terrorisme : du fait de la guerre psychologique, de la guerre de propagande, il est difficile de démêler le vrai du faux.

Ce durcissement d'Erdogan contre les Kurdes est-il lié à l'approche de l'élection présidentielle, en 2023 ?

Je ne dis pas que c'est le déterminant principal, mais depuis des mois Erdogan rappelle sans cesse qu'il est le seul capable de lutter contre les menaces qui se cristallisent autour de la Turquie. Même si les élections ne sont que dans six mois, les sondages ne sont pas bons. La partie est loin d'être gagnée, d'autant que la situation économique est catastrophique. Erdogan essaie, y compris par ses

opérations militaires, de ramener à lui la fraction de l'électorat la plus nationaliste. Quand il s'agit de taper sur les Kurdes, eux répondent toujours présents.

De quel œil Washington et Moscou voient-ils l'opération militaire turque en Syrie ?

Erdogan n'a l'aval ni de la Russie ni des Etats-Unis. Il comprend très bien qu'il est au centre d'un jeu diplomatique, dans lequel il ne se débrouille pas trop mal, et n'a aucune envie de brûler ses vaisseaux en se heurtant frontalement au Kremlin. Toutefois, après l'attentat d'Istanbul, il est très probable qu'on assiste, dans les jours à venir, à une opération terrestre.

Jusqu'à présent, Erdogan avait accepté de différer son opération militaire parce que Vladimir Poutine garde un œil sur la Syrie. Le président russe reste un soutien inconditionnel de Bachar Al-Assad et veut tout faire pour éviter que les combats reprennent, or la situation dans le pays est infiniment volatile. Il est très important pour Poutine de prouver que lui est fidèle à ses alliances, qu'il ne lâche pas les gens en cours de route, « contrairement aux Américains », comme il le répète souvent. Plus largement, les Etats de la région ne sont pas du tout sur la ligne des Occidentaux quant au conflit en Ukraine. Par exemple, aucun n'applique les sanctions. Poutine n'a pas du tout envie de voir ses liens se distendre avec ces points d'appui.

Quant aux Américains, ils soutiennent les YPG parce qu'ils considèrent que ces milices ont

été déterminantes dans la lutte contre l'EI en Syrie.

Erdogan frappe ses ennemis kurdes en Syrie alors que Téhéran a bombardé des forces kurdes dans le nord de l'Irak, accusées de nourrir les émeutes en Iran. Le dirigeant turc cherche-t-il à profiter d'un effet d'aubaine ?

Je ne pense pas qu'il existe un phénomène d'opportunité, parce que les cibles ne sont pas les mêmes. Les Iraniens ont ciblé des bases du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et du parti Komala. Il y a une conjonction dans le temps des bombardements d'Ankara et de Téhéran, mais ils ne visent pas les mêmes sites et n'ont pas les mêmes raisons.

Les dynamiques politiques divergent entre les Kurdes de Syrie, d'Irak, d'Iran ou de Turquie. Par exemple, le PKK est nationaliste et marxisant, tandis qu'en Irak le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) est plutôt un régime patriarcal, féodal. Ce que cherche son chef, Nechirvan Barzani, c'est la stabilité du nord du pays, la région autonome où il est au pouvoir. Pour lui, le PKK est un empêchement de tourner en rond. Donc il se félicite plutôt des opérations militaires turques, même s'il ne peut pas le dire trop fort.

Les Kurdes de ces quatre pays ont connu des modalités de mobilisation et de formation politiques différentes, parce qu'ils sont dans des contextes différents. Bien sûr, il y a des points communs entre ces groupes. Mais, politiquement, il n'a encore jamais existé de mouvement unitaire allant vers le même objectif.

Les Kurdes syriens craignent qu'Ankara ne s'empare de leur ville "symbole"

Kobané (Syrie) - Dans la ville kurde syrienne de Kobané, ciblée par une offensive militaire d'Ankara, Saleh Abdo Khalil montre un "musée" à ciel ouvert : "Daech (acronyme du groupe Etat islamique) a détruit ces habitations et la Turquie veut détruire le reste de la cité".

Ankara mène depuis dimanche des frappes aériennes contre les zones kurdes du nord-est de la Syrie. Et la Turquie a clairement fait savoir que Kobané, symbole de la victoire des forces kurdes contre l'EI, figure en tête des objectifs d'une offensive terrestre qu'elle menace de déclencher.

En souvenir des sanglants combats qui ont délogé les jihadistes de la ville en janvier 2015, les autorités kurdes ont instauré un cordon autour d'un ensemble de bâtiments détruits, de véhicules calcinés et de débris de missiles, qu'ils ont baptisé "musée" de Kobané.

Dans cette ville frontalière de la Turquie, la tension est palpable et se lit sur les mines crispées des habitants, même si certains continuent de suivre les matches du Mondial.

La plupart d'entre eux avaient fui les combats avec l'EI, avant de revenir progressivement et de reconstruire leurs habitations.

"On a combattu l'EI pour le monde entier et, aujourd'hui, le monde ferme les yeux et fait l'autruche face aux bombardements turcs", s'insurge Saleh, un boulanger de 42 ans.



La place de la "Femme libre" dans la ville kurde syrienne de Kobané, aussi appelée Ayn al-Arab, le 20 novembre 2022. afp.com / Delil SOULEIMAN

Une semaine après un attentat qui a fait six morts à Istanbul le 13 novembre, imputé par Ankara aux Kurdes, la Turquie a lancé une campagne de raids aériens dans les zones kurdes de Syrie, à commencer par Kobané.

Ankara a affirmé que l'attentat avait été commandité de Kobané, mais les Kurdes ont nié toute responsabilité.

Les bombardements turcs ont ensuite visé d'autres régions, notamment la province de Hassaké (nord-est), bastion des Forces démocratiques syriennes, une coalition dirigée par les Kurdes et soutenue par les Etats-Unis.

La Turquie menace également de lancer une opération terrestre pour protéger sa frontière sud.

"Briser la volonté des Kurdes"

"La situation à Kobané est mauvaise et les gens ne dor-

ment pas la nuit", de peur que "la ville ne soit bombardée à tout moment", déclare Nabo Jumaa Ramadan, qui a ouvert une supérette dans la ville après être rentré du Liban voisin en 2019.

"Kobané est un symbole pour les Kurdes ; elle a vaincu l'EI", assure-t-il fièrement.

Selon lui, le président turc Recep Tayyip Erdogan souhaite "briser la volonté des Kurdes dans la ville".

"Si Kobané tombe, tout le Rojava tombera", prévient-il, en utilisant le nom donné par les Kurdes aux régions qu'ils contrôlent en Syrie.

M. Erdogan avait déjà menacé d'attaquer Kobané et d'autres zones sous contrôle kurde. En 2019, les Etats-Unis et la Russie étaient intervenus pour empêcher Ankara de mener une attaque de grande ampleur.

Moscou avait facilité le retrait des forces kurdes, qu'Ankara taxe de "terroristes", de Ko-

bané, leur ancien bastion, vers une zone située à plus de 30 kilomètres de la frontière turque.

Jeudi, malgré la crainte d'une intervention terrestre, aucune mobilisation militaire n'était visible dans les rues de la ville, selon des correspondants de l'AFP.

Une voiture civile munie d'un haut-parleur sillonnait le centre-ville, appelant à prendre part à une manifestation contre les bombardements turcs.

De plusieurs quartiers de Kobané, des drapeaux turcs sont visibles à la frontière.

Sur une colline proche, qui abrite un poste des soldats du régime syrien, on distingue également les drapeaux syrien et russe.

"On a peur des bombes. On est pauvres, sans biens ni terres", affirme Amina Youssef, une femme de 65 ans, devant sa maison. "On n'a que cette maison. Que veut la Turquie ? On ne sait pas quoi faire", ajoute-t-elle, désespérée.

Dans une boutique de la ville, Cherwan Hami, 39 ans, est assis près d'un radiateur, à l'abri de la pluie.

"On est revenus il y a des années, on a commencé à reconstruire nos maisons. La ville et les marchés ont prospéré, et les gens ont repris le travail", raconte-t-il à l'AFP.

"Mais c'est la guerre à nouveau, on vit une nouvelle fois sous les bombes".



Léa Masseguin
25 novembre 2022

En Iran, les Kurdes en première ligne de la répression

Les derniers jours, la majorité des victimes de la répression en Iran ont été tuées dans des régions kurdes, dans le nord-ouest du pays. Cette minorité, qui représente un dixième de la population, est victime de persécutions et de discriminations depuis des décennies.

Les images de la répression à Mahabad sont si brutales que certains observateurs refusent de les partager sur les réseaux sociaux. Les rares vidéos qui parviennent à contourner la censure et les coupures d'électricité montrent des véhicules blindés et des Gardiens de la révolution envahir les rues de la ville du nord-ouest de l'Iran, qui fut la capitale de l'éphémère République kurde en 1946, et des maisons saccagées dont les murs portent des inscriptions menaçantes : «Nous reviendrons.» Sur l'un des enregistrements, le son de tirs à l'arme automatique se mêle aux cris stridents et aux sanglots.

Des dizaines de morts

Alors que la révolte iranienne entre dans son troisième mois, la répression du régime est particulièrement féroce dans les localités kurdes. Au cours de la dernière semaine, la majorité des victimes de la répression iranienne – 416 morts, dont 51 enfants selon l'ONG Iran Human Rights – étaient originaires de ces régions, l'un des foyers du mouvement de contestation né après la mort en garde à vue de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire strict de la République islamique.

Pour mater la rébellion, des renforts militaires lourdement armés ont été envoyés dans plusieurs villes kurdes. L'ONG Hengaw, qui surveille les abus dans ces

zones, a diffusé des images sur lesquelles un hélicoptère survole Mahabad avec des Gardiens de la révolution à son bord. Plusieurs explosions ont également été entendues à Marivan, Boukan et Saqqez, ville natale de Mahsa Amini, tandis que la situation à Divandarreh est «critique», d'après l'association.

Entre le 15 et le 21 novembre, au moins 42 citoyens kurdes ont été tués par des tirs directs des forces gouvernementales – en grande majorité dans la tête et la poitrine – dans les villes du Kurdistan, selon la même source. Les décès ont été recensés dans neuf localités : Boukan, Javanroud, Sanandaj, Mahabad, Piranchahr, Kamyaran, Saqqez, Divandarreh, Dehghan et Baneh. L'association Iran Human Rights, basée en Norvège, fait état d'un bilan encore plus lourd : sur les 72 personnes tuées au cours de la semaine dernière en Iran, au moins 56 l'ont été dans les zones kurdes. Des «tueries massives» ont également eu lieu au Sistan-Baloutchistan, une province à majorité sunnite située dans le sud du pays.

«Les autorités iraniennes ont tué systématiquement et de manière disproportionnée des personnes sans défense dans les régions ethniques baloutches et kurdes. Cela équivaut à des crimes contre l'humanité que la communauté internationale a le devoir d'arrêter», a exhorté le directeur de l'ONG, Mahmood Amiry-Moghaddam. La gravité de la situation a fait réagir le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, qui s'est dit «très préoccupé» par l'intensification de la violence, en particulier à Mahabad. A l'issue d'une réunion d'urgence, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a décidé jeudi d'ouvrir une enquête internationale sur la répression des manifestations.

«Anéantir» les Kurdes

Le collectif Femme Azadi («liberté», en persan), créé par une dizaine de femmes franco-iraniennes à la suite du soulèvement, assure que les forces du régime tirent sur des civils avec des armes de type kalachnikov et utilisent des gaz toxiques contre la population kurde dans le but d'«anéantir cette minorité ethnique, considérée comme le pilier de la révolution». Les Kurdes, en grande majorité sunnites, sont entre 30 et 40 millions, répartis entre l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'Irak sans jamais y avoir été assimilés. En 1946, la création d'une République kurde, soutenue par l'Union soviétique et dirigée par le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), a été très vite écrasée par le régime du Shah Mohammad Reza Pahlavi. La brève existence de cet Etat reste toutefois ancrée dans l'imaginaire collectif de ces populations.

En Iran, les 10 millions de Kurdes, qui peuplent surtout le nord-ouest du pays, représentent près d'un dixième de la population. Malgré leur rôle actif dans la guérilla contre le régime du Shah en 1979, ils n'ont jamais cessé de défier le pouvoir central, ce qui leur vaut une place particulière dans les mouvements de contestation dans le pays. «La politisation très intense et ancienne des régions kurdes d'Iran, avec l'existence du parti marxiste Komala ou du PDKI, a entraîné une méfiance des gouvernements iraniens successifs, qui regardent avec une attention particulière ce qui se passe dans ces régions, explique Bernard Hourcade, directeur de recherche émérite au CNRS et ancien directeur de l'Institut français de recherche en Iran. L'émergence de mouvements sociaux a toujours entraîné une réaction très

violente dans les deux camps.»

Le chercheur pointe toutefois une différence dans ce nouveau vent de révolte qui souffle sur l'Iran depuis plus de deux mois : les Kurdes ne manifestent plus seulement pour l'indépendance du Kurdistan mais pour une amélioration de la condition des femmes à l'échelle du pays. «Le régime estime que toutes les occasions sont bonnes pour bombarder en toute impunité les éléments qu'il considère comme fallacieux.»

Discriminations et persécutions

Victimes de persécutions, de discriminations et même d'assassinats, ils sont souvent la cible du régime. Minoritaires ethniquement et religieusement – environ 90 % des Iraniens sont chiites –, ils font face à des entraves dans leur accès à l'emploi et au logement. Près de la moitié des détenus politiques du pays sont par ailleurs d'origine kurde.

Cette situation a conduit les oppositions kurdes iraniennes à trouver refuge au Kurdistan irakien, entité politique autonome du nord de l'Irak, où le PDKI est le plus important des groupes armés. Ces derniers jours, Téhéran a ainsi mené plusieurs bombardements sur ces groupes, accusés d'encourager le soulèvement populaire. «Tant qu'il y aura une menace [venant] de pays voisins à notre rencontre, nos forces armées continueront à prendre des mesures dans le cadre du droit international», a assuré le chef de la diplomatie iranienne, Hossein Amir-Abdollahian. Pour calmer le jeu, Bagdad a ainsi annoncé mercredi que les autorités fédérales travaillaient à un redéploiement de militaires irakiens le long de la frontière avec son voisin.

STOP TURKEY

Turkey launched an aerial bombardment in North and East Syria (NES) at midnight on November 19. Strikes from warplanes and drones, as well as shelling close to the Turkish border or Turkish-occupied territories, have since intensified. Turkey's reckless actions not only risk a regional conflagration. They put US forces in harm's way. On the 22nd at 13.00, Turkey bombed a US base north of Hasakah, targeting Syrian Democratic Forces working with the US on counter-terrorism operations against ISIS. Bombs exploded 130 meters from US troops, putting them in harm's way.

I received a message this morning from Columbia's educational partner in the NES:

"I couldn't sleep tonight due to the intensive bombing of Turkish drones against Qamishli. A drone bombed so close to the place where I am staying. In case anything happens here and people started to run to save their lives, I won't be able to do that because I don't even have a car to drive my family to safety. I am dying here — left alone without any kind of help."

Article 5 of the North Atlantic Charter enshrines the principle of collective defense, stipulating that an attack against one NATO member will be considered an attack against all. It was never foreseen that a NATO member, Turkey in this instance, would shell troops from the United States.

The US spokesman responded, "The United States expresses its sincere condolences for the loss of civilian life in Syria and Turkey. We urge de-escalation in Syria to

protect civilian life and support the common goal of defeating ISIS." According to the spokesman, "We are communicating with Ankara publicly and privately to stop these attacks." The message is clearly not getting through. There is no place for prevaricating and moral equivalency during a time of crisis.

Senior US officials should publicly condemn Turkey's aggression and offer a security guarantee to the SDF. We owe it to them for acting as America's boots on the ground in Syria. More than 11,000 SDF fighters — mostly Kurds — were killed and 24,000 wounded fighting ISIS at America's behest. The SDF guards the al-Hol camp where up to 70,000 ISIS families are detained.

The Turkish government justifies its cross-border attacks by implicating Kurds from Syria in the Istanbul bombing on November 13, which resulted in the deaths of six civilians. Before Erdogan's reflexive and rash response, the Istanbul bombing should be thoroughly investigated, and the perpetrator identified. US law enforcement has expertise and can assist.

Erdogan says the SDF is a branch of the PKK, an armed group of Turkish Kurds struggling for greater political and cultural rights in Turkey. He claims Kurds use Syria as a base for operations against Turkey. These are mistruths.

Kurds never attacked Turkey from Syrian soil. There was one confrontation in 2018 when Turkey launched "Operation Olive Branch" and attacked Afrin, a multiethnic city in Syria near the border with

Turkey. The SDF responded with a pinpoint artillery strike.

Turkey has always sought a security buffer in Syria on its border. Since 2016, it carried out a series of incursions and today controls parts of northern Syria. While there has been fighting between Kurds and Turkish armed forces, including their jihadist proxies, fighting only occurs in areas that are occupied by Turkey. The Kurds in Syria have bent over backwards to avoid escalation. Even when the Turkish military and their jihadist proxies invaded Jarablus, east of the Tigris River, the SDF did not respond militarily.

We have seen this before; Turkey's actions are predictable. Erdogan will call the Kurds "terrorists" and implicate them in the Istanbul bombing even with no evidence of Kurdish involvement. Turkey will bomb North and East Syria where the Kurds have established local administration. He will escalate violent conflict in an effort to rally domestic support.

Erdogan vows that air operations are "just the beginning" and promises a land invasion of northern Syria. Today Turkey is massing forces for an invasion of Kobani, which already withstood a brutal attack by ISIS. Erdogan is determined to "close down all of our southern borders (and establish) a security strip" in Syria.

War also has a political motive. Erdogan seeks to galvanize nationalist Turks behind his policy to demonize and kill Kurds. Warring with the Kurds is good politics in Turkey. Putting Turkey on a war footing seeks to mobilize support for Erdogan's Justice and Devel-

opment Party in next year's national election.

When Turkey previously threatened Kurds in Syria, US officials worked behind the scenes to de-escalate tensions. The Biden administration is in a bind. It does not want to antagonize Turkey for fear of dissuading Erdogan "help" in Ukraine. In fact, the US gets little from Turkey, which refuses to impose sanctions on Russia and serves as a sanctuary for Russian oligarchs. Yet Washington is largely silent in the face of Turkey's domestic human rights abuses and regional warmongering.

President Biden himself should publicly condemn Turkey's actions and send Secretary Tony Blinken to Ankara with a strong warning: there's a steep price for its aggression.

Silence is complicity. Turning a blind eye makes the US an accomplice to Turkey's crimes.

David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University. He served as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert to the State Department during the Clinton, Bush, and Obama administrations.

David L. Phillips

David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University. He served as a Senior Advisor to the UN Secretariat and as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert at the State Department during the Clinton, Bush, and Obama administrations.



By Daniel Williams
November 26, 2022

Iran's embattled mullahs prioritize killing Kurds

Deadly focus on suppressing the restive minority's protests send a chilling message to the wider restive population

Iran's government has embarked on an armed strategy of divide, crush and conquer to end nationwide protests against clerical rule in the Islamic Republic.

The primary target is the Kurdish minority population, which has been protesting for more than two months. The government, dominated by Supreme Leader Ali Khamenei, has dispatched an aggressive and ill-disciplined militia known as the Basij to assault Kurdish towns and villages in western Iran.

For the past eight days, thousands of Basij, transported by armored vehicles and firing heavy automatic weapons, have moved into the western border zone largely populated by Kurds.

The Kurds have spearheaded opposition to the government since September 16, when a Kurdish woman named Mahsa Amini was pronounced dead. While in the custody of the Islamic Republic's so-called "morality police" in Tehran she had been hospitalized and fallen into a coma.

She was detained for incorrectly wearing a headscarf, required by law in the name of Islamic piety. Authorities denied allegations they had beaten her.

The protests were not limited to the Kurdish population. Demonstrations spread across the country. Khamenei has now responded by trying to teach the Kurds a lesson that will be heard by all.



Women chant slogans and hold up signs depicting Mahsa Amini, who died while in the custody of Iranian authorities, during a demonstration by Iraqi and Iranian Kurds outside the UN offices in Arbil, the capital of Iraq's autonomous Kurdistan region, on September 24, 2022. Photo: Screengrab / CBC

"The Islamic republic is using such intense violence in Kurdistan to silence the protests all over Iran," said Zhila Mostajar, an activist with Hengaw, a human rights group based in Norway. "The authorities think that by suppressing the protests in Kurdistan they will send a warning to people in other parts of the country."

The Islamic State has faced numerous outbreaks of unrest since the overthrow of the Iranian monarchy in 1979. Protests have been mounted over electoral fraud, economic mismanagement and persistent poverty. All up to now have been put down by force.

In a kind of foreshadowing of the current upheaval, the ear-

liest protests against Islamic Republic rule were prompted by demonstrations against forcing women to wear headscarves.

For the government, however, such signs of discontent are products of incitement by dissenting expatriates and plots by the United States – long the target of "Death to America" chants in pro-government rallies. Thus, any political protests must be put down in the name of national security.

Some 434 protesters have died since September 16, when demonstrations got underway, according to numbers gathered by the Human Rights Activists News Agency, which is based in

Tehran. More than 45 children are among the dead, the agency said.

About 100 of the victims have died in Iran's Kurdish region. Forty-three have been people killed in the border area since November 15, according to human rights investigators from Amnesty International.

Kurdish protestors have set up barricades in several towns as government forces have sprayed bullets along streets and raided homes searching for demonstrators.

The Basij organization is a subset of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps, a regular military force. A throwback to paramilitary organization

pioneered by fascists in the 1920s and 30s in Europe, the Basij is said to number more than 400,000 recruits.

Basij – the name means “mobilization” in Persian – gained fame (or notoriety, depending on the eye of the beholder) by carrying out mass suicidal assaults on Iraqi military positions during the 1980-1988 Iran-Iraq war.

Since then, the Basij has mostly served to quell domestic unrest. In 2009, Basij squads put down protests against the re-election of Mahmud Ahmadinejad as Iran’s president.

The Revolutionary Guard armed the Basij, which enthusiastically attacked participants in the ensuing Green Movement throughout the country. The paramilitary horde assaulted university dormitories, beat students and ransacked their belongings. It killed dozens of activists.

Demonstrations were “met with a harsh crackdown from the authorities, including physical attacks by security forces and pro-government Basij militias on protesters, mass arrests and the torture of some detainees,” wrote Human Rights Watch.

Witnesses said that Basij militia, armed with clubs and chains, attacked street demonstrations. In a foreshadowing of the current unrest, the Basij shot and killed a 26-year-old woman protestor in downtown Tehran, setting off mass outrage.

The current conflict shows no sign yet of petering out. Tehran seems to expect that Shiite



Basij in training. Photo: Hossein Zohrevand / Tasnim News Agency / Wikimedia Commons

Muslims, the majority in Iran, will care little about the fate of Kurds, who are mostly Sunni. Nor will they want to risk the full wrath of the government.

Muslim cleric Molavi Abdulhamid, a prominent Sunni voice in Iran, said the crackdown on Kurds is only the latest episode in long-running persecution and discrimination. The Kurds of Iran,” he said on Twitter, “have endured many sufferings such as severe ethnic discrimination, severe religious pressure, poverty and economic hardships.”

Other social groups inside Iran are also nervous. Ethnic and religious minorities are frequently pressed to take the side of the government in return for protection from ethnic violence; Iranian Christians say that government officials are

pressuring them to denounce the Kurds.

Beyond ordering the Basij to enforce repression at home, Iran has dispatched them to Syria to support President Bashar al-Assad in his government’s battle against Islamic rebels in the country’s civil war.

There have been some expressions of concern abroad over the crackdown in Iran. Volker Turk, the United Nations High Commissioner for Human Rights, said that Iran is in a “full-fledged human rights crisis” and called for “independent, impartial and transparent investigative processes.”

But the government of Iran has friends, too. Russia, itself under scrutiny for its all-out war on Ukraine, is an ally. Tehran has supplied Russia with

armed drones that have been used to attack and damage electrical and water infrastructure throughout Ukraine.

In any event, whenever it has come to maintaining their hold on power, the mullahs have never cared much about Washington’s opinion. It is unlikely to move them now.

DANIEL WILLIAMS

Daniel Williams is a former foreign correspondent for The Washington Post, Los Angeles Times and Miami Herald and an ex-researcher for Human Rights Watch. His book *For-saken: The Persecution of Christians in Today’s Middle East* was published by O/R Books. He is currently based in Rome.

Iran : un ministre démissionne après la diffusion de photos de sa compagne sans voile

Rostam Ghasemi, ministre iranien des Transports et du Développement urbain, a quitté ses fonctions après qu'une photo de lui et de sa compagne a ressurgi sur les réseaux sociaux. Cette dernière y apparaît sans voile.

Une photo qui ne passe pas. Officiellement, le ministre des Transports et du Développement urbain iranien, Rostam Ghasemi, a, mardi 22 novembre, démissionné de son poste en raison de la « détérioration de son état de santé », selon le site [Tehran Times](#), proche

du pouvoir en Iran. Le média d'opposition, [Iran International](#), affirme, lui, que l'ancien haut gradé du corps des Gardiens de la révolution « souffrirait d'un cancer et serait sous traitement ».

Mais la vraie raison serait tout autre. Le responsable politique a ainsi quitté ses fonctions après que des photos datant de plus de dix ans, de lui et sa petite amie non voilée, ont fait le tour des réseaux sociaux. Une situation pour le moins embarrassante pour le gouvernement, qui tente alors de

réprimer la contestation suite à la mort de Mahsa Amini.

Photos have been leaked showing top IRGC general and current transport minister of Iran Rostam Qasemi with his unveiled "girlfriend" in Malaysia, near Petronas Towers in 2011, two years after his wife's death.

Qasemi played the main role in financing IRGC Quds Force operations.

pic.twitter.com/NkpNjQ1u71

— Iran International English (@IranIntl_En) [October 31, 2022](#)

Ces photos avaient été prises en 2011, à Kuala Lumpur en Malaisie. Rostam Ghasemi s'y trouvait en compagnie deux ans après la mort de sa femme.

La divulgation des clichés a alors provoqué « une indignation massive sur les réseaux sociaux ». En effet, celles-ci montrent « l'étendue de la contradiction entre l'élite dirigeante en Iran et les lois strictes qui s'appliquent au peuple » affirme le [site libanais Al-Modon](#).

Coupe du monde 2022 : une supportrice iranienne expulsée du stade pour son hommage à Mahsa Amini

Exclue pour avoir rendu hommage au symbole de la contestation iranienne. Vendredi, en marge de la [victoire de l'Iran contre le pays de Galles](#) (2-0), une supportrice a été contrainte de quitter le stade Ahmed Ben Ali pour avoir porté un maillot floqué au nom de [Mahsa Amini](#), selon L'Équipe. Les services de sécurité de l'enceinte d'Al-Rayyan ont également confisqué à un homme, présent auprès de la supportrice iranienne, un drapeau de l'Iran frappé des mots emblématiques de la révolte, « Femmes Vie Liberté », a indiqué l'AFP.

Amini était une étudiante iranienne de 22 ans. [Elle a été tuée](#) le 16 septembre à Téhéran après avoir été arrêtée par la police des mœurs de son pays pour ne pas avoir correctement porté le voile. Sa mort a déclenché un mouvement de contestation sociale en Iran. Certains joueurs de la Team Melli ont ap-



Une supportrice a rendu hommage à Mahsa Amini, tuée le 16 septembre à Téhéran. Icon Sport

porté leur soutien à la manifestation, notamment Sardar Azmoun le « Messi iranien ».

Les footballeurs [avaient refusé de chanter l'hymne nationale](#) avant [le match contre l'Angleterre](#), lundi dernier. Un geste interprété comme un soutien à la révolte qui secoue le pays. Contre le pays de Galles, les Iraniens ont, cette fois, entonné l'hymne. En tribunes, le public n'a pas scandé de slogan hostile à la « [Team Melli](#) », comme face aux Three Lions.

Jeudi, un célèbre footballeur local [a été arrêté par les autorités iraniennes](#) : Voria Ghafouri, attaquant du Foolad FC en D1 iranienne, accusé d'avoir « insulté et sali la réputation de l'équipe nationale et de s'être livré à de la propagande » contre l'État, a affirmé l'agence de presse iranienne Fars.

FINANCIAL TIMES

Raya Jalabi in Beirut
and Najmeh Bozorgmehr in Tehran
NOVEMBER 27 2022

Iran targets Kurds sheltering in Iraq: 'We're being used as a scapegoat'

Tehran seeks to blame dissident groups across the border for anti-government protests

For decades, Iranian Kurdish opposition groups have found relative safety in neighbouring Iraq, where they set up bases and agitated for greater freedoms at home. Some even fought alongside US-backed Iraqi Kurdish security forces against Isis militants.

But in recent weeks, their strongholds have come under a barrage of fire from Tehran, which has launched dozens of drones and ballistic missiles across the border into Iraq's Kurdistan region.

Iran accuses the Iraq-based Iranian Kurds of supporting the anti-government protests that have engulfed the country since mid-September, spurred by the death of 22-year-old Mahsa Amini. The young woman, killed in the custody of Iran's morality police, was an Iranian Kurd.

"We're being used as a scapegoat," said Khelil Nadri, a spokesman for the Kurdistan Freedom party (PAK), one of a handful of armed Iranian Kurdish opposition groups based in Iraq that have been targeted.

Nadri, speaking from an undisclosed location in Iraq's border mountains, said at least 19 PAK members had been killed since the attacks on their bases began in late September; at least seven of those were killed after a barrage of missiles were fired at one of its bases on Tuesday. The UN refugee agency said Iranian refugees, including women and children, were among the ca-



Koye, Iraq © Safin Hamed / AFP/ Getty Images

sualties in the [September strikes](#).

"This is all to divert the international community's attention away from domestic affairs and the situation in Iran."

Since the protests erupted in

Iran, at least 305 people have been killed in Iran, including at least 41 children, Amnesty International said; 42 of those people were killed in the past week alone as [protests gained momentum in Kurdish-majority](#) western cities including Mahabad and Javanrud.

Ethnic Kurds live across Turkey, Syria, Iran and Iraq, but lack their own state. Iranian Kurdish dissident groups, which have been engaged in a low-intensity conflict with the regime in Tehran over their desire for greater autonomy since the 1979 revolution, moved their bases to Iraq in the 1980s and 1990s.

Iran alleges that these groups have been smuggling weapons across the border and stirring up protests, with the country's foreign minister on Wednesday saying there were "76 terrorist bases" involved in such activities — accusations the groups deny.

The escalating tensions now threaten to overwhelm Iraq's



A Kurdish man inspects the rubble of a damaged school following an Iranian cross-border attack on Koye, northern Iraq, last month © AFP via Getty Images



Protesters hold up posters of Mahsa Amini during a demonstration in Arbil, capital of Iraq's Kurdistan region, in September © Safin Hamed /AFP/ Getty Images

semi-autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), which has called for international intervention to stop the attacks and has complex relations with Baghdad and Iranian Kurds. "Things cannot continue like this, these attacks have to be stopped: civilians are dying and our economy is taking a serious hit," a KRG official said.

The KRG has for many years allowed the Iranian Kurds to operate in Iraqi Kurdistan, while also maintaining a working relationship with Tehran and its allies in Baghdad. Decades of integration mean ties run deep: many Iraqi Kurds fled to Iran when Saddam Hussein attacked them in the 1990s, and "were welcomed with open arms — Kurdish people won't turn their backs on them now", the KRG official said. Although the KRG gained self-

rule in the 1990s, it largely depends on the federal government in Baghdad for its budget and security needs. It must therefore balance its Kurdish solidarity with a need to pacify Baghdad, itself under pressure from Iran.

New Iraqi premier Mohammed Shia' al-Sudani's fledgling government is buttressed by parties and militia groups close to Tehran. Sudani has condemned recent attacks on the Kurds by Tehran as a "violation of Iraqi sovereignty" and has urged its neighbours not to use Iraq as an arena "to settle scores". But Iran has made its intentions clear: the country's Revolutionary Guards will launch more air attacks if the dissident groups are not disarmed.

In a meeting in Baghdad last week with Sudani and other government officials, Esmail

Ghaani, who heads the Quds Force, the wing of the guards responsible for its overseas operations, threatened a ground invasion should Baghdad fail to disarm the groups and fortify its borders, three Iraqi and Kurdish officials told the Financial Times. An official in Baghdad said the threat "has to be taken seriously. They've amassed troops at the border and Iraq doesn't have the power to stop them from coming in."

Iran's foreign minister Hossein Amirabdollahian on Wednesday told reporters the Islamic republic had reached an agreement with Iraqi officials "to disarm" the groups, but until its implementation "our armed forces will continue their acts to provide maximum security for the country". Baghdad and KRG officials denied that an agreement had been reached.

Sudani has said the KRG refused a request to disarm the Iranian Kurdish groups, an interaction the KRG official denied took place. Before this week's attacks, Sudani had sent his national security adviser, himself a senior figure in the Iran-backed Badr Brigade militia, to Tehran to try to negotiate a solution, the Baghdad official said.

The regional government has pinned its hopes Sudani's new government to find a solution. Visiting Baghdad on Tuesday, KRG regional president Nechirvan Barzani discussed the cross-border attacks with Sudani, which the official said was "a good first step".

Back in the mountains of northern Iraq, PAK members were bracing for fresh strikes. In footage shared with the FT after Tuesday's attacks, drones were seen circling overhead while plumes of smoke still billowed in the background from the earlier strikes.

The KRG official said there were no reliable estimates for the number of protesters who had fled Iran. But Nadri said at least 150 protesters had joined their ranks and a minority had signed up to train as fighters — mostly women fleeing "for their rights".

"Our larger goal, of an independent Kurdistan, frightens the Iranian regime the most," Nadri said. "Inside Iran, our Kurds have faced suppression, oppression, assimilation, ethnic cleansing, genocide and murder. People can't stand it any longer."

Additional reporting by Nechirvan Mando in Erbil

Syrie: des milliers de Kurdes manifestent contre les frappes turques dans le Nord-Est

Des milliers de Kurdes syriens ont manifesté dimanche 27 novembre à Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, pour protester contre les récentes **frappes aériennes turques** visant cette région contrôlée par l'administration semi-autonome kurde, a rapporté un photographe de l'AFP. Ankara mène depuis une semaine une opération aérienne baptisée «**Griffe-Epée**» contre les forces kurdes en Syrie et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak, accusés par les autorités turques d'avoir perpétré l'attentat du 13 novembre à Istanbul, qui avait fait six morts. Les forces kurdes ont nié toute implication.

Depuis le 20 novembre, au moins 59 personnes ont été tuées dans les frappes turques qui se sont principalement concentrées dans le nord-est de la Syrie: 35 combattants kurdes, 23 soldats syriens, ainsi qu'un journaliste travaillant pour une agence de presse kurde, toujours selon



Un membre de la Police de sécurité intérieure kurde d'Asayesh surveille la manifestation des Kurdes syriens contre les menaces de la Turquie contre leur région, dans la ville à majorité kurde syrienne de Qamichli, le 27 novembre 2022. **DELIL SOULEIMAN / AFP**

l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

«Victimes d'une éradication»

Dimanche, dans la ville de Qamichli, dans la région d'Hasaké, des milliers de manifestants ont dénoncé les frappes de la Turquie, ainsi que les menaces d'une offen-

sive terrestre qu'elle menace de déclencher, a constaté un photographe de l'AFP sur place. Les protestataires ont brandi le drapeau kurde rouge, jaune et vert et des portraits d'Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK, emprisonné en Turquie, lançant des slogans hostiles au président turc Recep Tayyip Erdogan.

À lire aussi [La Russie appelle](#)

la Turquie à la «retenue» en Syrie

«**La volonté du peuple kurde ne sera pas brisée (...), nous ne quitterons pas notre terre historique**», a déclaré à l'AFP Siham Sleimane, une manifestante de 49 ans. «**Nous sommes victimes d'une éradication**», a dit un autre protestataire, Salah el-dine Hamou, 55 ans. «**Jusqu'à quand allons-nous mourir pendant que le reste du monde nous regarde?**»

Appuyées par la coalition internationale menée par les Etats-Unis, les forces kurdes syriennes avaient été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) chassé de ses fiefs en Syrie en 2019. Entre 2016 et 2019, la Turquie a mené trois opérations d'envergure dans le Nord de la Syrie contre les milices et organisations kurdes. Ankara répète vouloir créer une «**zone de sécurité**» de 30 km de large le long de sa frontière sud.

Le Journal du Dimanche

Propos recueillis par Garance Le Caisne
27 novembre 2022

Boris James, spécialiste du Kurdistan à L'EHESS « Les Kurdes en Syrie jouent leur survie »

INTERVIEW : L'historien, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), décrypte la situation de ces 25 à 35 millions d'individus sans État

Que veut dire être kurde ?

Les Kurdes vivent dans un espace, une nation, dans lesquelles ils partagent une communauté de destin, même s'ils habitent à des milliers de ki-

lomètres et dans des États différents – l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Il existe deux principaux parlers kurdes, le kurmandji et le sorani, très différents au niveau de la gram-

maire et du lexique. Il y a cependant une volonté, notamment dans la presse ou la télévision kurdes, de rapprocher ces deux parlers, en alternant leur utilisation par exemple.

Pourquoi n'y a-t-il jamais eu d'État kurde ?

Il y a eu une succession d'obstacles après le démantèlement de l'Empire ottoman, grand perdant de la Première Guerre

mondiale. Les négociations pour la création de cet État kurde ont échoué. Il y a eu aussi des désunions au sein des tribus kurdes. Sous l'égide de Mustafa Kemal Atatürk, la puissance turque est revenue en force et s'y est opposée. Puis il y a eu des polarisations très fortes au sein du monde arabe. L'opposition du monde arabe à la création d'Israël a affaibli également la possibilité de la constitution d'un État kurde du fait d'une forme d'intransigeance, d'autoritarisme de ces États arabes. Dans les années 1960, le nationalisme arabe triomphant a contribué à briser l'expression culturelle kurde ou sa volonté de s'organiser politiquement.

Que sont devenus aujourd'hui les rapports de ces populations kurdes aux États dans lesquels ils vivent ?

Depuis une quinzaine d'an-

nées, on est dans une configuration tout à fait nouvelle, notamment en Irak et en Syrie. En Irak, la nouvelle Constitution de 2005, largement mise en place par les Américains, a entériné la formation d'un gouvernement régional autonome du Kurdistan, avec des administrations, des écoles, une police et une armée kurdes. Les trois choses qu'ils ne contrôlent pas sont la monnaie, l'aviation civile et la téléphonie. En Syrie, en revanche, dans le Rojava, la fragmentation du territoire est très forte, avec une multiplicité d'acteurs internationaux ou locaux. À partir de 2012, le PYD [Parti de l'union démocratique], la formation sœur du PKK [Parti des travailleurs] turc, s'est imposé politiquement et a tenté de mettre en place des institutions autonomes, après un accord avec le régime syrien d'Assad. Les révolutionnaires syriens vous diront qu'il y a un lien organique entre les Kurdes et le

régime, mais il n'y a pas d'immuabilité dans la relation. Les Kurdes du Rojava jouent leur survie et pour eux le régime est un acteur parmi d'autres.

La Turquie justement vient de lancer une offensive contre ces Kurdes...

Pour le président Erdogan, la mouvance PKK, de manière générale, est l'ennemi existentiel qu'il faut affaiblir. Or le timing est bon. Depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie a besoin de la Turquie pour semer le trouble au sein de l'Otan. Elle ne peut poser des limites à la Turquie comme après de précédentes agressions. Ces bombardements participent aussi à la communication du président Erdogan pour se faire réélire au mois de juin prochain. Ils sont une façon d'externaliser ce que la Turquie définit comme un « problème kurde ».

Quelle est la situation des Kurdes en Turquie ?

Dans une perspective historique, on peut dire que les choses ont progressé pour les Kurdes en Turquie depuis un demi-siècle. L'expression publique dans leur langue est beaucoup moins réprimée que dans les années 1980 ou 1990. Il y a eu des expériences de gouvernance locale kurde. Jusqu'en 2013, il pouvait y avoir des maires kurdes. Mais depuis qu'Erdogan est président, la tendance lourde est à la crispation et à la répression.

Et en Iran ?

Il y a une certaine souplesse dans l'utilisation de la langue kurde, d'autant qu'elle se rapproche du persan. Pour le régime de Téhéran, l'obsession est surtout de mettre en place une hégémonie chiite dans le pays. Les Kurdes sont en effet à 90 % des musulmans sunnites.



Avec AFP
27/11/2022

L'ambassadeur de France s'est entretenu avec Cécile Kohler, Française retenue en Iran

La visite n'aura duré que dix minutes, sous surveillance. C'est-à-dire sans la moindre liberté de parole. Mais c'est une première. L'ambassadeur de France en Iran a pu « s'entretenir » brièvement avec Cécile Kohler, une Française détenue en Iran depuis le 7 mai, a annoncé dimanche dans un communiqué son comité de soutien, préoccupé « par son état de santé physique et psychologique ».

« Après 200 jours sans nouvelles de Cécile, l'accès consulaire lui a enfin été accordé. L'ambassadeur de France en Iran, Nicolas Roche, a pu lui rendre visite et s'entretenir avec elle ce mercredi 23 novembre », écrit dans un communiqué le comité de sou-

tien Liberté pour Cécile, lancé mardi à Strasbourg. « Cécile n'a pas eu assez de temps pour décrire son quotidien et faire un bilan de sa santé physique et psychologique », poursuit-il. Cécile Kohler et son compagnon Jacques Paris ont été arrêtés en mai alors qu'ils faisaient du tourisme en Iran. Téhéran les accuse d'être des espions.

« Pas d'accès à un avocat »

Selon son comité de soutien, cette enseignante et syndicaliste est « détenue à la prison d'Evin », dans le nord de l'Iran. « Elle y était déjà lors de l'incendie » meurtrier qui s'y est déclenché le 15 octobre dernier, indique le comité. « Elle a passé plusieurs mois à l'isole-

ment cellulaire, caractérisé comme de la torture et contraire aux règles et normes des Nations unies », dénonce-t-il encore, précisant que Cécile Kohler « partage aujourd'hui une cellule avec plusieurs femmes ».

« À ce jour, elle n'a toujours pas accès à un avocat indépendant, et elle n'a pu avoir aucun contact direct avec sa famille », rappelle le comité, précisant que, à la faveur de la visite de l'ambassadeur, Cécile Kohler a pu pour la première fois « en plus de six mois (...) s'adresser à quelqu'un d'extérieur à la prison ». « Je remercie beaucoup la diplomatie française qui a pu obtenir, non sans mal certainement, la possibilité pour notre ambassa-

teur de rencontrer enfin Cécile Kohler », indique dans un communiqué séparé Me Thierry Moser, avocat du comité.

« Je veux espérer que cette visite permettra à Cécile de faire face, avec un regain de courage, à la terrible épreuve qu'elle affronte injustement depuis plusieurs mois », a-t-il ajouté. Mardi, le porte-parole de l'Autorité judiciaire iranienne, Massoud Sétayechi, avait déclaré que « les deux espions français arrêtés », Cécile Kohler et son compagnon, étaient « toujours en garde à vue » et que leur « affaire » était « au stade de la décision finale », sans fournir de date précise.



Guillaume Decamme
28 novembre 2022

"C'est pas fini": en Irak, les rebelles kurdes iraniens face aux missiles de Téhéran

Un toit enfoncé, un mur explosé et des éclats de verre: "ce sont les missiles du régime". Dans leur base arrière du nord de l'Irak, les rebelles kurdes iraniens recensent les dégâts causés par le feu de Téhéran, en attendant de nouvelles frappes.

Leur QG, ils l'appellent "La Citadelle". Ce fort de l'époque de Saddam Hussein semble tout droit sorti du "Désert des Tartares". Il est planté à flanc d'une colline désertique à l'écart de Koysinjaq (Koya, en kurde), gros bourg du Kurdistan d'Irak où le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), qualifié de "terroriste" par Téhéran, a élu domicile en 1993.

C'est aussi l'une des cibles des drones et missiles de l'Iran.

"Le régime iranien nous a bombardés trois fois en moins de deux mois", relève Karim Farkhapour, un dirigeant du PDKI. Dans les rangs de son mouvement, douze personnes ont été tuées et 20 autres blessées, selon lui.

Les militants du PDKI ont évacué le fort, mais les dégâts sont encore nettement visibles, notamment après la dernière salve en date, tirée il y a une semaine.

Du toit de la bibliothèque pendouillent des câbles électriques, des étagères déchiquetées gisent au sol. Dans une autre salle, M. Farkhapour slalome entre les gravats pour atteindre un drapeau kurde miraculeusement indemne.

"Le régime de Téhéran va encore nous viser. C'est pas fini,



Le QG du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran à Koysinjaq, dans le nord de l'Irak, endommagé par les attaques iraniennes, le 26 novembre 2022. [afp.com/SAFIN_HAMED](https://www.afp.com/SAFIN_HAMED)

vous verrez", dit-il, un revolver arrimé à la ceinture de son habit traditionnel.

- "Mensonge" -

Ce n'est pas la première fois que les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique, revendiquent des frappes contre le PDKI, mais les récents bombardements, qui ont aussi visé d'autres groupes rebelles kurdes iraniens en Irak, ont pris une acuité particulière en raison du contexte politique en Iran.

Le pouvoir iranien accuse ces factions d'"importer des armes" depuis l'Irak et d'encourager les manifestations qui secouent l'Iran depuis la mort le 16 septembre de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini, après son arrestation par la police des mœurs.

"Faux", rétorque Moustafa Mouloudi, l'un des dirigeants du PDKI à Koysinjaq.

"Il n'y a aucune preuve que nous ayons fait passer des armes en Iran", dit-il. "C'est un mensonge proféré par le ré-

gime pour cacher la vérité au peuple. Le terroriste, c'est le régime".

Les groupes kurdes iraniens tels que le PDKI ou Komala sont de longue date dans le viseur de Téhéran. Installés au Kurdistan d'Irak depuis les années 1980 avec la bénédiction de Saddam Hussein, alors en guerre avec l'Iran, ils sont souvent très à gauche politiquement.

Si les analystes estiment qu'ils ont quasiment interrompu leurs activités militaires, ils continuent à militer depuis l'exil.

Dénonçant les discriminations dont souffre la minorité kurde d'Iran (environ 10 millions d'habitants sur les 83 millions que compte le pays), le PDKI veut un "Iran fédéral" dans lequel serait créée une province kurde dotée d'une large autonomie, explique Karim Farkhapour.

"Nous sommes laïques et nous luttons pour les droits des femmes", assure-t-il.

- "La peur au ventre" -

L'organisation, financée grâce notamment aux dons des sympathisants, obéit à une hiérarchie rigide. Pour preuve: lors d'une visite aux militants du PDKI à Koysinjaq, l'AFP est invitée à ne pas s'écarter du programme établi par les instances dirigeantes.

Au sein du PDKI, "nous sommes libres", assure de son côté Shaunem Hamzi, militante de 36 ans vivant à Koysinjaq avec ses parents.

Les cheveux au vent, la jeune femme dit avoir vécu dans un camp du PDKI installé à 500 mètres de la citadelle. Avec 200 autres familles, elle habitait une de ces maisons en parpaings ou en béton de plain-pied qui formait ce village miniature. Jusqu'aux salves de Téhéran.

Les dernières attaques "ont été beaucoup plus intenses que les précédentes. Les enfants, les familles ont eu très peur. Maintenant, nous vivons la peur au ventre", énonce-t-elle.

Comme tous les autres habitants, Shaunem Hamzi a dû quitter le camp et vit un jour dans une maison trouvée par le PDKI, un autre jour dans une autre.

En tant que femme kurde iranienne, elle affirme s'identifier fortement au mouvement de contestation qui secoue l'Iran.

"Si le régime tente de nous stopper ne serait-ce que temporairement, les manifestations repartiront quand même de plus belle, parce que c'est dans nos coeurs", tonne-t-elle. "Les protestataires n'obéiront jamais aux règles du régime".

Kurdish football player dismissed from Fenerbahce for saying "Her biji" on Twitter

Turkish media said Fenerbahce FC annulled the 18-year-old midfielder's contract after he commented "her biji" (long live) to a post which shared the flag of the Kurdistan Region of Iraq.

A Kurdish football player recently transferred from Germany to Turkey's Fenerbahce FC had to leave the club because of his post on Twitter supporting the KRI (Kurdistan Region of Iraq) flag, according to reports in Turkish media.

Fenerbahce quietly parted ways with 18-year-old midfielder Ozan Suncak, pro-government a haber said, immediately after transferring him from the German team Reutlingen, when the club management discovered Suncak's social media posts.

The club saw the young player as an investment for the future but had to let him go "because he supported the PKK," according to a haber.



In a screenshot taken from Twitter, an account under the name of Ozan Suncak is seen as saying "Her Biji" (long live in Kurdish) as comment to another post including a KRI flag.

But Suncak denied making the comment.

"I have nothing to do with the report shared on social media. Legal action will be taken in the necessary places regarding the slanders against me," he said.

Suncak's management agency also denied allegations and

vowed to take legal action.

"It is an extremely despicable attitude to tarnish a very bright and brilliant talent with fake news. Ozan Suncak has nothing to do with politics, either remotely or closely. The post in question does not belong to Ozan Suncak. We will seek the rights of our player before the law against those who share and reproduce," the agency said.

According to Rudaw, Fenerbahce FC started negotiations with the player's lawyer to terminate the 3-year amateur contract signed with Kurdish football player.

L'Iran salue la décision de l'Irak d'envoyer des forces à la frontière

Téhéran a salué lundi la décision du gouvernement irakien de déployer des forces dans une zone frontalière du Kurdistan irakien, région autonome où sont basés des opposants kurdes iraniens.

L'Iran dénonce notamment des attaques contre son territoire menées selon lui par des groupes infiltrés à partir de l'Irak. «*Nous avons appris que le gouvernement irakien a décidé de déployer ses forces sur la frontière commune avec la région du Kurdistan irakien*

et nous espérons que cela se produira (...) Nous saluons cette décision», a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani, dans sa conférence de presse hebdomadaire.

L'Irak avait annoncé le 23 novembre travailler à un «*redéploiement*» de forces irakiennes le long de la frontière avec l'Iran, après des bombardements répétés de Téhéran contre des groupes armés d'opposition kurdes iraniens au Kurdistan irakien. Les autorités de cette ré-

gion ont annoncé que les «*renforts militaires*» déployés à la frontière seraient des Peshmerga, les forces militaires de cette zone, notamment ceux qui dépendent des gardes-frontières fédéraux de Bagdad. Elles ont promis que ces procédures de sécurité à la frontière seraient mises en œuvre «*dans un avenir proche*».

La déclaration de Nasser Kanani survient sur fond de manifestations en Iran déclenchées par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de

22 ans décédée après son arrestation par la police des mœurs pour avoir d'après celle-ci enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique. L'Iran accuse, entre autres, l'opposition kurde iranienne installée dans le pays voisin d'encourager les manifestations. Selon Nasser Kanani, le déploiement prochain des forces irakiennes s'inscrit dans le cadre des «*promesses de Bagdad de sécuriser les frontières communes*» avec l'Iran.



REUTERS

Elwely Elwely
November 28, 2022

Iran rejects U.N. investigation into protests - spokesperson

DUBAI, Nov 28 (Reuters) - Iran will reject a newly-appointed independent U.N. investigation into the country's repression of anti-government protests, the foreign ministry said on Monday, as demonstrations showed no sign of abating.

"Iran will have no cooperation with the political committee formed by the U.N. Rights Council," ministry spokesman Nasser Kanaani said.

The U.N. Rights Council voted on Thursday to appoint a probe into Iran's deadly crackdown on protests.

Volker Turk, the U.N. rights commissioner, had earlier demanded that Iran end its "disproportionate" use of force in quashing protests that erupted after the death in custody of 22-year old Kurdish woman Mahsa Amini on Sept. 16.

Activist news agency HRANA said 450 protesters had been killed in more than two months of nationwide unrest as of Nov. 26, including 63 minors. It said 60 members of the security forces had been killed, and 18,173 protesters detained. Challenging the Islamic Republic's legitimacy, protesters from all walks of life have burned pictures of Khamenei and called for the downfall of Iran's Shi'ite Muslim theocracy.



A police motorcycle burns during a protest over the death of Mahsa Amini, a woman who died after being arrested by the Islamic republic's "morality police", in Tehran, Iran September 19, 2022. WANA (West Asia News Agency) via REUTERS

The protests have particularly focused on women's rights - Amini was detained by morality police for attire deemed inappropriate under Iran's Islamic dress code - but have also called for the fall of Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei.

The unrest has posed one of the boldest challenges to Iran's clerical ruling elite since it came to power in the 1979 Islamic revolution, though authorities have crushed previous rounds of major protests.

Iran has blamed foreign foes and their agents for the unrest.

Iran has proof that Western nations were involved in protests that have swept the country, Kanaani said on Monday.

"We have specific information proving that the U.S., Western countries and some of the American allies have had a role in the protests," he said, without giving details.

Iran has given no death toll for protesters, but a deputy

foreign minister, Ali Bagheri Kani, has said that about 50 police had died and hundreds been injured in the unrest - the first official figure for deaths among security forces.

He did not say whether that figure also included deaths among other security forces such as the Revolutionary Guards.

Reporting by Elwely Elwely,
Writing by Michael Georgy;
Editing by William Maclean.

Turquie : la base électorale du président Erdogan gagnée par le désenchantement

Les adeptes du Parti de la justice et du développement (AKP) sont déçus par le piètre bilan économique du gouvernement et par sa dérive autoritaire.

Aux élections législatives de 2011, le Parti de la justice et du développement (AKP) avait remporté près de 50 % des suffrages. A six mois des prochaines élections présidentielle et législatives, prévues en juin 2023, il n'est plus crédité que de 36,3 % des intentions de vote selon l'institut de sondages Metropoll. Les partisans d'hier n'hésitent plus à critiquer les excès du « Reïs » (le chef), l'un des surnoms du président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Lire aussi l'enquête : [Comment la Turquie est passée en vingt ans du projet de société de l'AKP au pouvoir solitaire d'Erdogan](#)

« **Je ne fais plus confiance à l'AKP** », lâche Alparslan (tous les prénoms ont été modifiés), assis dans le canapé de son salon, entre deux gorgées de thé. Le jeune homme de 24 ans, marié, père d'un enfant, vit dans le quartier conservateur de Sultanbeyli, à Istanbul, largement acquis au parti du numéro un turc. Issu d'une famille active politiquement, il a naturellement soutenu le parti dès qu'il a eu le droit de voter. Aujourd'hui, pourtant, il admet son dépit : « **J'ai voté pour Erdogan en 2018 pour des raisons religieuses. Je suis croyant, et c'était le meilleur candidat à mes yeux. Mais, désormais, il ne parvient plus à enrayer la crise économique.** »

Employé au salaire minimum (5 500 livres turques net, soit environ 285 euros) dans une usine de fabrication de ballons, Alparslan doit faire des heures



Les forces de sécurité encerclent un manifestant tenant une pancarte indiquant « Gouvernement démissionne » à Istanbul, en Turquie, le 27 novembre 2022. UMIT BEKTAS / REUTERS

supplémentaires dans un atelier de confection de rideaux pour subvenir aux besoins de sa famille. « **Avec un enfant à la maison, j'ai été obligé d'allumer le chauffage depuis quelques jours. Je n'ai aucune idée de la facture de gaz que je vais avoir à payer à la fin du mois... 1 500 livres sans doute** », craint-il.

Avec un loyer de 1 300 livres, les fins de mois sont difficiles. Il a bien déposé une demande auprès des services municipaux pour obtenir des aides sociales, mais l'examen de leur situation n'a pas été jugé convaincant pour les services de la mairie. « **L'AKP n'existe plus, c'est juste le parti de Recep Tayyip Erdogan**, affirme son épouse, Hatice, assise à ses côtés. **Il a fait son temps, il doit partir et laisser la place aux jeunes qui ont une vision pour l'avenir** », assure-t-elle, en jetant un regard sur le bébé qui gazouille sur le tapis. Une parole rare de la part d'un électeur pudique et généralement méfiant envers la presse étrangère.

« Dérive autoritaire »

A peine créé, le parti, fondé par le président Erdogan et quelques compagnons de route, est entré au Parlement, il y a vingt ans, le 3 novembre 2002. Son discours politique s'est articulé autour de la revanche culturelle de l'Anatolie conservatrice sur un establishment kémaliste laïque, oppressif et antidémocratique.

Fort de ses résultats, croissance économique, modernisation des institutions, lancement des négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE), le parti a par la suite continué à progresser dans les urnes. Mais la crise économique a fini par écorner la confiance d'une partie de son électeurat. L'inflation atteint aujourd'hui un niveau record, 85,5 % sur un an en octobre, en réalité beaucoup plus, avancent les économistes indépendants du groupe ENAG, qui l'estiment à 186,27 % pour la même période.

Lire aussi : [En Turquie, l'économie sur une pente dangereuse](#)

Le mode de gouvernance du numéro un turc a également changé. « **Deux événements ont amorcé sa dérive autoritaire : le risque de fermeture du parti en 2008 et le gel du processus d'adhésion à l'UE**, analyse un ancien ministre sous le couvert de l'anonymat. **A ses débuts, Erdogan avait pourtant une pratique du pouvoir véritablement démocratique au sein du parti, mais, progressivement, il est devenu de plus en plus autoritaire.** »

Lire aussi dans nos archives : [Turquie-Union européenne : le grand malentendu](#)

Installé avec sa famille dans une banlieue cossue de la périphérie d'Istanbul, l'homme a connu le président dès les années 1990. Il a occupé diverses fonctions au plus haut sommet de l'Etat. Avidé de réformes, soucieux de préserver sa liberté de ton, il a progressivement fait l'objet d'une marginalisation au sein de son propre parti, l'AKP.

« **Pour ma part, le traitement des affaires de corruption de décembre 2013** [un scandale ayant conduit à la démission de quatre ministres du gouvernement AKP] **a constitué un point de rupture. J'aurais souhaité que l'affaire soit transférée à la Cour constitutionnelle afin d'éclairer les responsabilités. Mais le parti a préféré régler cela en interne** », explique-t-il, désappointé.

« Je ne voterai plus jamais pour l'AKP »

Si la crise économique et la gestion des exilés syriens constituent des préoccupations régulièrement évoquées par les déçus de l'AKP, la crise de confiance en l'appareil judiciaire revient fréquemment dans les échanges. Bülent, 29 ans, était un fervent défenseur de l'AKP jusqu'en 2017. « **Mon premier souvenir fort en politique, c'était un meeting de Recep Tayyip Erdogan ici même, sur la place de**

Sultanbeyli », se souvient le jeune homme.

Nerveux, il ne cesse de jeter des regards aux alentours et parle à voix basse. Ancien militaire de carrière, il a été expulsé de l'armée avec 650 de ses compagnons d'armes par décret-loi, dans la foulée des purges qui ont suivi la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016. Il a été accusé d'avoir bénéficié d'une promotion par l'intermédiaire d'un membre de la confrérie de Fethullah Gülen (prédicateur exilé aux Etats-

Unis, accusé par le pouvoir d'être le cerveau de la tentative de coup d'Etat).

Lire aussi dans nos archives : [Turquie : Erdogan-Gülen, le sultan contre l'imam](#)

« **Je n'ai jamais eu aucune promotion ! Mes supérieurs sont tellement incompétents qu'ils n'ont même pas réussi à établir un chef d'accusation crédible**, s'indigne Bülent. **Ils ont mis à notre place des jeunes sans aucune expérience qui venait des Jeu-**

nesses de l'AKP. Vous pensez que c'est un hasard ? Je ne voterai plus jamais pour l'AKP. Je veux qu'ils comprennent bien qu'ils ne sont pas éternels. » Comme tant d'autres, l'ex-militaire fulmine contre une justice inféodée qui n'engage jamais aucune action contre les proches du gouvernement.

Lire aussi (en 2020): [Cent ans après, la revanche d'Erdogan sur le traité de Sèvres](#)



29 novembre 2022

L'Iran fait état de plus de 300 morts depuis le début des troubles (Gardiens de la Révolution)

Les autorités iraniennes ont pour la première fois fait état de la mort de plus de 300 personnes dans les troubles qui ont suivi le décès d'une Kurde iranienne de 22 ans après son arrestation par la police mi-septembre.

La mort en détention le 16 septembre de Mahsa Amini, arrêtée pour non respect du code vestimentaire strict de la République islamique, avait déclenché une vague de manifestations, d'abord en province puis à Téhéran, qui avait été réprimée par les forces de l'ordre.

Des milliers d'Iraniens et une quarantaine d'étrangers ont été arrêtés et plus de 2.000 personnes ont été inculpées, selon les autorités judiciaires.

Parmi les inculpés, six ont

été condamnés à mort en première instance et leur sort dépend désormais de la Cour suprême qui doit statuer sur leur appel.

"Tout le monde dans le pays a été affecté par la mort de cette dame. Je n'ai pas les dernières statistiques, mais je pense que nous avons eu peut-être plus de 300 martyrs et personnes tués parmi les meilleurs enfants de ce pays à la suite de cet incident", a déclaré, faisant allusion aux forces de l'ordre et aux manifestants, le général Amirali Hajizadeh, commandant de la force aérospatiale des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran, dans une vidéo mise en ligne par l'agence de presse Mehr.

Dans ce bilan figurent des dizaines de membres des forces de l'ordre tués dans

des affrontements avec les manifestants ou assassinés, selon les autorités iraniennes.

Ce bilan se rapproche de celui diffusé par l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, qui fait état d'au moins 416 personnes mortes "dans la répression des manifestations en Iran".

Selon cette organisation, ce chiffre comprend les personnes tuées dans les manifestations liées à la mort de Mahsa Amini et celles qui ont perdu la vie dans des violences au Sistan-Baloutchistan, une province du sud-est de l'Iran.

Depuis la Révolution islamique de 1979, la loi impose à toutes les femmes le port d'un voile recouvrant la tête et le cou tout en dissimulant les cheveux et la po-

lice des moeurs patrouille dans les lieux publics pour vérifier la bonne application de ces règles.

Cependant, ces deux dernières décennies, de plus en plus de femmes à Téhéran et dans d'autres grandes villes laissent des mèches de cheveux, voire plus, dépasser de leur voile.

Dans ce contexte, la mort de la jeune Kurde iranienne a créé une onde de choc dans la population.

Ses effets se font sentir y compris dans le sport alors que la "Team Melli", l'équipe nationale d'Iran, doit affronter mardi soir à Doha les Etats-Unis. Ce match s'annonce comme un moment fort du Mondial-2022 au Qatar, avec pour enjeu une qualification en huitième de finale, mais aussi un duel hautement politique.

The Washington Post

David Ignatius
Nov 24, 2022

Turkey is playing with fire in northern Syria

Turkey's fixation on alleged Kurdish terrorism reached a dangerous flash point this week, as Turkish warplanes [bombed targets](#) in northern Syria that are perilously close to U.S. forces there guarding against a resurgence of the Islamic State.

The danger of this latest spasm of Turkish reprisal attacks was described to me on Wednesday by Gen. Mazloum Kobane Abdi, commander of the Syrian Kurdish militia known as the Syrian Democratic Forces or SDF. He said that after three days of Turkish bombing, the SDF could lose its ability to maintain security at prisons and a refugee camp for ISIS fighters and their families.

"These strikes have already placed the ISIS mission at risk", said Col. Joseph Buccino, spokesman for U.S. Central Command, which oversees the region. "One of the strikes hit within 130 meters of U.S. personnel, so American forces are at risk. Any extension of these attacks will drive up that risk", Buccino told me in an email.

Mazloum, as he is known, said

that an hour before our conversation, a Turkish drone had fired on the SDF security post at the al-Hol refugee camp, which houses families of Islamic State fighters. He said he didn't know whether any of the residents of the camp escaped, because a Turkish drone was still loitering over the camp, and it was impossible for U.S. and SDF forces there to survey the damage safely.

Mazloum said SDF forces are also "at risk right now" as they try to maintain security at 28 makeshift prisons in northern Syria where about 12,000 captured ISIS fighters are housed. After a January [prison break](#) at the Hasakah prison, more than 3,000 of these detainees escaped, and it took more than a week to capture most of them and regain control.

Turkey's rationale for attacking the Syrian Kurds is its claim that the SDF, and Mazloum personally, are affiliated with the militant Kurdish militia known as the PKK, which they contend was responsible for a Nov. 13 terrorist [bombing in Istanbul](#). Mazloum told me his forces had no involvement in the attack and had expressed

sympathy for the victims. As for the charge that he was personally affiliated with PKK terrorism, he said, "these are just excuses" and that he had been working closely with U.S. and coalition forces for more than eight years.

Northern Syria is a bomb that Turkey, through its reckless actions, seems determined to detonate. When I [visited](#) the al-Hol camp in April with Centcom commander Gen. Michael "Erik" Kurilla, it housed about 56,000 people, an estimated 70 percent of them under 18. We toured the Hasakah prison, too, and security seemed fragile, even without Turkish bombers overhead.

Mazloum said the Turkish assault began on Monday with an attack on a coalition base in Hasakah, where U.S. Special Operations forces help train the SDF. I visited that base in April, too, and saw the combat partnership between the United States and the Syrian Kurds that shattered ISIS. The Kurdish-led militia paid a heavy price in that campaign, with 12,000 fighters killed, Mazloum reminded me on Wednesday.

Mazloum said that he expects

Turkey to soon begin a ground assault in northern Syria, seeking greater control of Manbij and Kobani, two areas liberated from ISIS by the United States and its SDF partners at great cost. He said that the United States has an "ethical responsibility to protect the Kurds from being ethnically cleansed from this region". He urged U.S. officials to pressure Turkey to de-escalate its attacks before there is a disaster.

Gen. Mark A. Milley, chairman of the Joint Chiefs of Staff, spoke on Wednesday with his Turkish counterpart and warned the Turks against attacking restricted zones around U.S. troops. But a Pentagon official said there was "no sign that [the Turks] are ready to de-escalate". As the Turkish military assault in northern Syria begins to destabilize the U.S.-led coalition's fragile control over the murderous remnants of the Islamic State, a reasonable person begins to wonder: What kind of an ally is this?

David Ignatius writes a twice-a-week foreign affairs column for The Washington Post. His latest novel is "The Paladin".



Par : Juliette Rengeval
29/11/2022

L'offensive de charme du président turc en direction des Alévis ne passe pas

Dans une Turquie qui se prépare l'année prochaine aux élections, le président Recep Tayyip Erdogan courtise les Alévis, une minorité qui ras-

semble plusieurs millions de personnes dans le pays. Les Alévis ne sont pas sunnites comme la majorité de la population turque, mais adeptes d'une croyance

plurielle et hétérodoxe, longtemps persécutée sur ses terres d'Anatolie. Chez la plupart d'entre eux, les récentes initiatives du pouvoir passent mal, car ils y

voient une forme de mise au pas ou d'assimilation. Leurs représentants multiplient les manifestations. À Istanbul, c'est un reportage d'Anne Andlauer.

UN envoy urges 'immediate' de-escalation in northern Syria

Turkey's UN ambassador says Ankara will continue to carry out counter-terrorism operations to ensure border security

UN Special Envoy Geir Pederson on Tuesday called on Ankara, armed opposition groups and [US-backed Kurdish forces](#) to “immediately” de-escalate regional tension, as [Turkey's military](#) prepares for a possible ground invasion of northern Syria.

“I am here in person today to tell you that escalatory dynamics are indeed taking place, and this is worrying and dangerous,” Mr Pederson told the UN Security Council in New York.

He warned council members that a large-scale military operation by “one actor” could have a domino effect across “all the theatres”.

For many months, he continued, there has been a slow increase in mutual strikes in northern Syria between the Syrian Democratic Forces on one side, and Turkey and armed opposition groups on the other, with violence spilling over into Turkish territory.

The UN envoy to Syria stressed that the current escalation after three years of relative calm promises to further destabilise the situation within and beyond the country.

Terrorist groups that are subdued but not defeated could take advantage of any “fresh” instability, he added.



A fighter in the Turkish-backed Syrian National Army mans a post in rebel-held northern Aleppo province. AFP

“Syria needs less military activity”, not more, he reminded the council.

Turkey's UN ambassador Feridun Sinirlioglu said the Kurdistan Workers' Party, or the PKK, and the YPG — mostly Kurdish militia groups known as People's Defence Units — are “ter-



A Turkey-backed Syrian fighter takes part in a military exercise in a rebel-held area of Aleppo province. All photos by AFP

rorist” organisations that

pose a vital threat to his country's national security. “No member state can tolerate deliberate attacks against its people or territory, nor should they,” he said.

He added that Turkey will continue to carry out counter-terrorism opera-

and ensure border security in accordance with UN Security Council resolutions on the fight against terrorism.

“You may change the name of this terrorist organisation as many times as you want, but there is no changing its intent ... you cannot change the fact that it is a terrorist organisation, with the blood of Turkish-Syrian civilians on its hands,” Mr Sinirlioglu said.

[Turkey's President Recep Tayyip Erdogan](#) vowed to order a land invasion of northern Syria and attack Kurdish groups following the November 3 explosion in Istanbul that killed six people and wounded dozens.

He has launched a barrage of air strikes on suspected militant targets in northern Syria and Iraq over the past week in retaliation for the bombing, which Ankara blames on Kurdish groups.

Mr Erdogan said the strikes were “just the beginning” and that the Turkish armed forces “will topple the terrorists by land at the most convenient time”.

The groups have denied involvement in the bombing and said the Turkish strikes threatened the fight against ISIS.

Iran. Quatre hommes condamnés à la peine de mort pour « coopération » avec Israël

La peine de mort pour quatre hommes condamnés pour « coopération » avec Israël a été confirmée par la justice iranienne, ce mercredi 30 novembre 2022. L'Iran avait annoncé en mai avoir arrêté les membres d'un « réseau » agissant sous les ordres de l'État hébreu, impliqué dans une guerre de l'ombre avec la République islamique. Trois autres accusés ont été condamnés à des peines de prison.

La justice iranienne a confirmé, ce mercredi 30 novembre 2022, la peine de mort pour quatre hommes condamnés pour « coopération » avec Israël, ennemi juré de la République islamique.

Le 22 mai, les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran, avaient annoncé dans un communiqué avoir arrêté les membres d'un « réseau agissant sous la direction des services de renseignement » israéliens.

Trois autres accusés condamnés à des peines de prison

« Selon la décision finale rendue par la Cour suprême, les accusés Hossein Ordoukhanzadeh, Shahin Imani Mahmoudabad, Milad Ashrafi Atbatan et Manouchehr Shahbandi Bojandi, ont été condamnés à mort pour leur coopération [...] avec le régime sioniste [Israël, ndlr] et pour enlèvement », a annoncé ce mercredi Mizan Online, organe du pouvoir judiciaire. L'agence ne précise ni où ils opéraient, ni le lieu où ils ont été arrêtés.

« Ces personnes ont commis des vols, des destructions de biens personnels et publics, des enlèvements et l'extorsion de faux aveux », selon le communiqué publié par les Gardiens en mai.



Une photo de Mahsa Amini brandie avec l'ancien drapeau iranien lors d'une manifestation contre le régime iranien et en soutien aux femmes iraniennes, à Istanbul (Turquie) le 2 octobre 2022, après la mort de la jeune femme arrêtée à Téhéran par la police morale de la République islamique. | BULENT KILIC / AFP

« Trois autres accusés ont été condamnés à des peines de cinq à dix ans de prison pour crime contre la sécurité du pays, complicité dans l'enlèvement et possession d'armes », a ajouté ce mercredi Mizan Online.

Téhéran a annoncé à plusieurs reprises l'arrestation d'agents travaillant pour les services de renseignements de pays étrangers, notamment son ennemi juré Israël.

Fin juillet, l'Iran avait fait état de l'arrestation d'« agents » liés au Mossad, le service de renseignement extérieur israélien,

affirmant qu'ils étaient membres d'un groupe rebelle kurde interdit, pour avoir planifié de cibler un « centre de défense sensible ».

Une guerre de l'ombre en Israël et l'Iran

La République islamique a aussi accusé l'État hébreu d'avoir saboté certains de ses sites nucléaires et d'avoir assassiné plusieurs personnalités clefs du pays, notamment des scientifiques.

Les deux pays se livrent depuis des années une guerre de l'ombre, l'État hébreu cher-

chant par tous les moyens à empêcher l'Iran d'acquérir la bombe atomique et à contrer son influence au Moyen-Orient.

Lundi, le colonel Davoud Jafari, membre de la force aérospatiale des Gardiens de la révolution a été tué en Syrie, près de Damas, par une bombe artisanale imputée à Israël.

Le département aérospatial des Gardiens est spécialisé dans la fabrication des drones, des missiles, des engins balistiques et des satellites.

C'est le plus haut gradé des Gardiens tué en Syrie depuis le 23 août, lorsque Téhéran avait annoncé la « **mort en martyr** » du général Abolfazi Alijani, membre des forces terrestres des Gardiens alors en mission en [Syrie](#).

Tous les coups sont permis

L'Iran, soutien du régime de Bachar al-Assad dans la guerre qui ravage la Syrie depuis 2011, assure ne pas avoir de troupes dans ce pays mais

dit que des « **conseillers** » militaires issus des Gardiens opèrent aux côtés de l'État syrien à l'invitation de Damas.

Israël a mené des centaines de frappes aériennes en Syrie depuis le début de la guerre dans ce pays voisin de l'État hébreu. L'armée israélienne commente rarement ces attaques au cas par cas, mais estime qu'elles sont nécessaires pour empêcher l'Iran de s'implanter aux portes d'Israël.

Dans cette guerre à laquelle se livrent Israël et l'Iran, tous les coups sont permis. Fin octobre, le président israélien Isaac Herzog avait indiqué partager avec les [États-Unis](#) des informations démontrant, selon le renseignement israélien, l'utilisation de drones iraniens dans [la guerre en Ukraine](#).

Pour sa part, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique, a accusé ses ennemis jurés, les

États-Unis et Israël, d'avoir fomenté [le mouvement de contestation déclenché par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini](#) à Téhéran.

L'Iran est le théâtre de manifestations depuis la mort de [cette jeune Kurde iranienne](#) de 22 ans décédée trois jours après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs. Cette dernière lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.



30/11/2022

"Nous nous sommes humiliés" : la Suède suspendue aux conditions de la Turquie pour intégrer l'Otan

La demande d'adhésion de la Finlande et de la [Suède](#) venait à peine d'être déposée auprès de l'Otan que la Turquie posait déjà ses conditions. "Ces pays n'ont pas de position claire et transparente contre les [organisations terroristes](#)", [attaquait ainsi le président turc](#) en mai 2022, quelques heures à peine après le dépôt de la demande. Dans la ligne de mire de Recep Tayyip Erdogan, les quelque 100 000 réfugiés kurdes accueillis par la Suède, pour certains liés à des groupes classés "organisations terroristes" par la Turquie, comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG).

Le président turc a ainsi commencé par exiger de la Suède et de la Finlande le durcissement de leur légis-



Le président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre suédois Ulf Kristersson se serrent la main après une conférence de presse au palais présidentiel, à Ankara, en Turquie, le 8 novembre 2022. © Murat Cetinmuhurdar / PPO, Reuters

lation antiterroriste et la levée de l'embargo sur les armes qu'elles imposaient à la Turquie depuis 2019, en représailles à une offensive lancée par le pays contre le groupe kurde des YPG, alors qu'il combattait l'organisation État islamique dans le nord de la Syrie.

Mais ces premières concessions n'ont pas suffi : après la [signature d'un protocole d'accord en juin](#), dans le-

quel la Finlande et la Suède acceptaient les grandes lignes des demandes turques, Ankara a surenchéri. Une longue liste de "terroristes" a été transmise aux deux pays scandinaves, afin de réclamer l'extradition de réfugiés kurdes bénéficiant de l'asile en Suède et en Finlande depuis des années, voire des décennies.

>> [À lire aussi](#) : "Otan :

[qui sont les 'terroristes' réclamés par la Turquie à la Finlande et à la Suède ?"](#)

Entre chantage turc et menace russe

Les demandes se sont ensuite multipliées : la [démission d'un ministre suédois](#) ayant participé à une fête pro-PKK, il y a dix ans, a été réclamée par la Turquie. L'ambassadeur de Suède a aussi été convoqué après qu'une émission de télévision s'est moquée d'Erdogan.

La semaine dernière, le chantage est encore monté d'un cran. Bafouant les standards suédois en matière de respect de la liberté d'expression, la Turquie a demandé au pays d'[enquête sur un rassemblement](#) organisé à Stockholm par un groupe jugé proche du PKK, et au

cours duquel des slogans anti-Erdogan auraient été prononcés. Ankara est allé jusqu'à exiger que les participants soient identifiés.

Des exigences croissantes, qui placent la Suède dans une situation délicate. Menacé par son grand voisin russe, le petit royaume de dix millions d'habitants doit s'efforcer de faire les yeux doux à la Turquie pour entrer dans l'Otan. Il faut en effet l'accord des trente membres de l'Alliance atlantique pour intégrer un nouveau membre et, pour le moment, seule la Turquie bloque. Car si la Hongrie n'a pas, elle non plus, donné son feu vert, son Premier ministre, Viktor Orban, a [promis que cela serait le cas début 2023](#).

La Suède doit donc s'efforcer de contenter Ankara sans contredire pour autant ses valeurs démocratiques et ses lois. Une position d'équilibriste. Stockholm a ainsi accepté en août de livrer un des hommes figurant sur la liste "terroriste", tout en assurant que l'extradition relevait d'une procédure judiciaire ordinaire, et n'était en aucun cas liée au chantage exercé par la Turquie.

"Comportement autodestructeur"

Mais les critiques pleuvent sur le gouvernement, à qui il est reproché de se plier en quatre pour complaire au président Erdogan. "Kristersson doit arrêter de s'humilier face à la Turquie", [écrivait ainsi](#)

[début novembre l'éditorialiste Alex Schulman](#) dans le quotidien suédois Dagens Nyheter, alors que le Premier ministre [fraîchement élu](#) venait de consacrer [sa première visite d'État hors UE à la Turquie](#).

"Tout à coup, vendre des armes à la Turquie ne nous pose plus de problème, dénonce le journaliste. Nous n'avons plus non plus de difficultés à considérer comme tels les groupes étiquetés 'terroristes' par la Turquie... Nous nous sommes humiliés, mais cela en valait la peine ! Kristersson a reçu une longue accolade d'Erdogan, qui lui a dit 'Bienvenue dans l'Otan, mon ami !'"

Un résumé sarcastique, puisque [le voyage du Premier ministre suédois s'est soldé par un échec](#) : Ulf Kristersson est rentré en Suède sans aucune promesse d'accord turc. "Alions-nous vraiment continuer avec ce comportement autodestructeur ?", s'insurge l'éditorialiste dans son article. "À un moment donné, ne faudrait-il pas demander à notre gouvernement de défendre notre pays et nos valeurs ?"

Une stratégie électorale ?

Sa colère se comprend d'autant plus que, malgré les efforts de la Suède, il est possible que le blocage de la Turquie dure plusieurs mois. "La Turquie a de nombreuses raisons de brandir la carte du veto", expose ainsi Aras Lindh, analyste à l'Institut suédois des af-

aires internationales, qui souligne l'influence inédite de la Turquie sur la Suède [dans un article paru en novembre](#). "Tout à coup, le pays se retrouve dans une position de négociation favorable."

Ce chantage permet également à Recep Tayyip Erdogan de gagner des points en vue de l'élection présidentielle, prévue en Turquie au mois de juin prochain. "La Turquie est mal gérée économiquement, poursuit Aras Lindh. Bloquer l'entrée de la Suède dans l'Otan permet à Erdogan de déplacer le débat, en le centrant notamment sur le laxisme des pays européens qui laissent les terroristes en liberté. Il se présente comme un dirigeant fort, qui n'a pas peur de leur tenir tête."

Une analyse partagée par Aron Lund, spécialiste du Moyen-Orient à l'Agence suédoise de recherche sur la défense (FOI) : "Erdogan se dépeint comme un leader si fort et si important que les États-Unis, la Russie et de nombreux pays européens doivent composer avec lui. [Le secrétaire général de l'Otan s'est même rendu en Turquie](#) [début novembre, NDLR] pour supplier Erdogan d'autoriser la Suède à entrer dans l'Otan. C'est très bon pour sa communication."

Des "progrès" dans les négociations

Mais la Turquie a beaucoup à gagner en approuvant l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan, re-

marque Aron Lund. "Militairement, ce serait important pour la Turquie d'avoir la Suède et la Finlande dans l'Otan, car leur entrée allongerait considérablement la frontière terrestre entre la Russie et l'Otan. [Cette entrée] déplacerait le point focal de cette frontière, et les tensions Otan-Russie qui en découlent, beaucoup plus au nord, loin de la Turquie."

Selon le spécialiste, Erdogan finira donc sans doute par donner son accord à l'entrée de la Suède dans l'Otan "à l'approche des élections de juin, ou juste après qu'elles aient eu lieu", à condition que la Suède "cherche à garder Erdogan de bonne humeur".

Les concessions suédoises semblent d'ailleurs commencer à payer : le ministre suédois des Affaires étrangères a ainsi affirmé mercredi que des "progrès" avaient été réalisés dans ses négociations avec la Turquie. "Nous avons eu hier une réunion positive, et j'ai senti qu'il y avait des progrès, s'est-il ainsi félicité avant de se rendre à une réunion de l'Otan. Nous allons de l'avant." Un constat partagé par la diplomatie turque, qui a félicité la "bonne volonté" du gouvernement suédois, ajoutant toutefois attendre davantage... de "mesures concrètes".

Cet article a été traduit et adapté de sa version originale en anglais par Lou Roméo.



Assiya HAMZA
30/11/2022

Derrière l'opération terrestre turque contre les Kurdes, le spectre du retour de l'EI en Syrie

Depuis le 20 novembre, les Kurdes du Nord-Est syrien sont sous le feu des bombes turques. Cette offensive aérienne, lancée par Recep Tayyip Erdogan après l'attentat non revendiqué du 13 novembre à Istanbul, pourrait s'étendre avec l'envoi de troupes sur le terrain. Une opération qui pourrait déstabiliser le nord de la Syrie, où les jihadistes du groupe État islamique recrutent de nouvelles générations de combattants, selon Fabrice Balanche, maître de conférences en géographie à l'université Lumière Lyon 2.

L'étau se resserre autour des Kurdes syriens. [Recep Tayyip Erdogan](#) ne cesse de marteler son intention d'ordonner, "le moment venu", une offensive terrestre dans le nord-est de la Syrie en guise de représailles à l'attentat qui a fait six morts et des dizaines de blessés à Istanbul le 13 novembre.

Cette attaque, attribuée par Ankara aux Kurdes de Syrie et au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak, qui nient toute implication, a déjà ouvert la voie à l'opération aérienne "Griffe Épée", dans le nord-est de la Syrie. Washington a appelé Ankara à la retenue tout en reconnaissant la légitimité de ses exigences de sécurité, mardi 29 novembre.

"Une poursuite des combats, et plus particulièrement une offensive terrestre, compromettraient gravement les gains durablement acquis dans la lutte contre le groupe État islamique et déstabiliserait la région", a déclaré à la presse le général américain Pat Ryder.

Un appel également lancé



Des blindés turcs positionnés à la frontière turco-syrienne, près de Jarablus, le 29 novembre 2022. © Umit Bektas, Reuters

par [Moscou, allié du régime syrien](#). Si la [Turquie](#) mettait ses menaces à exécution, "nous serons obligés d'élargir l'étendue de cette guerre" pour qu'elle englobe l'ensemble de la zone frontalière, a averti le commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, qui a déploré la position "faible" de Washington. Les FDS (dominées par les Kurdes) ont exhorté la Russie à faire pression sur la Turquie.

Entre 2016 et 2019, la Turquie a mené trois opérations d'envergure dans le nord de la Syrie contre les milices et organisations kurdes. Le président turc, au pouvoir depuis 2002 et candidat à sa réélection en juin 2023, répète vouloir créer une "zone de sécurité" de 30 km de large le long de sa frontière sud.

Appuyées par la coalition internationale menée par les États-

Unis, les FDS avaient été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste État islamique en Syrie entre 2015 (la bataille de Kobané) et 2019 (la prise de Baghouz). D'où une certaine amertume de leur part.

Pour [Fabrice Balanche](#), maître de conférences en géographie à l'université Lumière Lyon 2, Recep Tayyip Erdogan entend assurer sa réélection en juin 2023 en exaltant le nationalisme turc. Mais une opération terrestre pourrait favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de jihadistes du groupe État islamique en Syrie.

France 24 : Qu'est-ce qui pourrait empêcher une offensive terrestre turque en Syrie ?

Fabrice Balanche : Si les Russes et les Américains veulent s'y opposer fermement, il leur suffit de déployer des troupes à la frontière entre la Turquie et la Syrie pour empêcher les Turcs d'attaquer. Or, c'est le contraire qui se passe. Les Russes ont arrêté les patrouilles communes avec les Turcs dans les régions susceptibles d'être attaquées. Même chose pour les Américains, qui ont exfiltré leur personnel civil du Nord-Est syrien.

La question n'est donc pas "si" mais "quand" l'offensive va être lancée ?

Recep Tayyip Erdogan a été trop loin dans le discours et dans les actes pour reculer aujourd'hui. Cela fait plus d'un an qu'il menace d'attaquer, qu'il demande le prolongement de sa zone de sécurité. Et c'est le bon timing. Russes et Américains ont besoin du président

turc dans la crise ukrainienne. Personne ne veut se le mettre à dos. Il monnaie donc ses services pour annexer un nouveau territoire kurde dans le nord de la Syrie. Au printemps, on a vu Erdogan [mettre son veto à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan](#) parce que les deux pays avaient des liens trop forts avec les Kurdes de Syrie. [La Suède s'est engagée à ne plus les soutenir](#). En juin 2023, il y a des élections législatives et présidentielle en Turquie. Erdogan est en poste depuis 2002 mais il y a une certaine usure du pouvoir. En face, l'opposition est divisée. D'un côté, les kémalistes, et de l'autre, le Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde. Les kémalistes soutiendront une attaque dans le nord de la Syrie. Le HDP, lui, est vent debout contre cette perspective, ce qui empêche l'alliance électorale de l'opposition face au Parti de la justice et du développement (AKP) [parti islamo-conservateur du président Erdogan, NDLR]. Erdogan a intérêt à lancer cette offensive terrestre pour des raisons domestiques, pour renforcer le nationalisme turc. Taper sur les Kurdes, c'est toujours le moyen de rassembler la population derrière lui.

Quelle est la situation dans le nord-est de la Syrie ?

J'ai passé un mois dans la région en janvier 2022, à Kobané, Raqqa, Deir-Ezzor. C'est une catastrophe pour la population. Elle survit. Il y avait pénurie de fuel, d'électricité, et le pain – qui est fabriqué avec une mauvaise farine – est rationné. Cette région était le grenier à blé de la Syrie dans le passé. Faute d'engrais, d'irrigation, à cause de la sécheresse, la mauvaise gestion, la guerre, ils sont réduits à importer du blé. C'est invivable. La population est

frustrée et ne croit plus au devenir indépendant, autonome, du Nord-Est syrien. Les Arabes n'y ont jamais cru et n'en veulent pas. Les Kurdes, même ceux qui sont dans l'administration locale, n'y croient plus guère. Les Turcs savent qu'ils ne vont pas se battre.

Est-ce que les Kurdes se sentent abandonnés ou trahis par les Occidentaux ?

C'est dur à admettre et ils ont mis du temps à le faire. Les Kurdes ne font plus confiance aux États-Unis. Ils ne les ont pas aidés lorsque la Turquie s'est emparée d'Afrin en 2018 et encore moins en octobre 2019 quand elle a conquis Tal Abyad et Ras al-Ain. À chaque fois, la population kurde a été victime d'une épuration ethnique par les supplétifs arabes et turkmènes de l'armée turque. L'Occident apporte une aide d'urgence à la région, mais c'est insuffisant pour lancer un processus de reconstruction, qui n'est pas à l'ordre du jour du côté des bailleurs. Par ailleurs, l'aide humanitaire et économique génère une corruption éhontée comme en Afghanistan ou au Mali. La population est frustrée de la voir captée par une minorité qui s'enrichit. C'est du bon pain pour Daech.

Est-ce que ce contexte pourrait favoriser un retour du groupe État islamique en Syrie ?

Daech n'a jamais vraiment été éradiqué. Les combattants sont dans le maquis ou dans des cellules dormantes. En janvier, il y a eu [l'attaque de la prison d'Al-Sinaa à Hassaké](#) pour libérer les détenus [3 500 jihadistes du groupe État islamique y étaient détenus, dont des dirigeants, NDLR]. La ville d'Hassaké est coupée en deux. Au nord, il y a les Kurdes. Au sud, les Arabes. La prison est au sud. Les

combattants ont infiltré les quartiers sud pendant des mois. Ils ont loué des appartements. Puis ils sont sortis du bois et ont lancé l'assaut. Les services de renseignement kurdes n'ont rien vu. Dans la zone arabe, il y a eu un enthousiasme pour ce qui se passait. Il y a la nostalgie de Daech. Ils disent : "Avec eux, ça allait mieux. On avait du pétrole, de l'électricité, il y avait du commerce avec l'Irak." On sait que Daech recrute une nouvelle génération de combattants. Ce sont des adolescents, des frustrés qui ont le choix entre basculer dans la drogue avec le [Captagon](#) [amphétamine dérivée d'un médicament utilisé pour traiter la narcolepsie ou les troubles du déficit de l'attention, NDLR], qui fait des ravages dans cette région, et rejoindre Daech pour se sentir utile, avoir une identité et gagner un peu d'argent. Vous achetez les gens pour 50 dollars par mois sans problème. Il n'y a pas eu de réconciliation dans la région. Les massacres ont été tellement massifs que la régulation tribale ne fonctionne plus. C'est difficile d'obtenir le pardon. Il y a des milliers de gens qui sont cachés et qui n'osent pas rentrer chez eux par peur de la loi du talion. Ils constituent la base de Daech.

Sous quelle forme pourrait revenir le groupe État islamique ? Une guérilla ?

Daech est aussi présent en Irak, dans la région de Mossoul, dans la province d'Al-Anbar, dans le Kurdistan irakien. Il y a des cellules qui commettent régulièrement des attentats. Cependant, reconstituer le califat avec une emprise territoriale, comme sous l'émir Abou Bakr al-Baghdadi, n'est plus une bonne stratégie. Daech a compris que gérer un territoire signifiait gérer le mécontentement des gens et que cela

créait des cibles faciles pour une intervention étrangère. Aujourd'hui, Daech préfère rester dans la clandestinité, harceler le régime en place, quel qu'il soit.

Quelle est la position du régime syrien face aux Turcs et au groupe État islamique ?

Le régime de Damas pense qu'il a gagné, et c'est objectivement le cas. Il reste le nord de la Syrie à reconquérir. Les zones sous contrôle turc, notamment la région d'Idleb, ne seront pas faciles à réintégrer. Damas a repris le contrôle des deux tiers du territoire notamment grâce à la neutralité bienveillante de la Turquie, conformément au pacte secret Poutine-Erdogan d'août 2016 : tu me donnes un morceau des Kurdes, je te donne un morceau des rebelles. La Turquie contrôle 4 millions d'Arabes sunnites qui ont fui le régime de Damas et n'ont pas envie de se retrouver sous le contrôle de l'armée syrienne. Damas n'a pas envie non plus de réintégrer ces personnes déplacées dans le Nord car ça poserait un problème de sécurité. Après, il y a le problème des Kurdes dans le Nord-Est qui sont soutenus par les Américains et qui contrôlent 30 % du territoire, dont les ressources en pétrole. Damas attend que le fruit soit mûr. L'offensive turque est imminente. Le régime syrien ne se battra pas contre les Forces démocratiques syriennes. Il va attendre que les Turcs attaquent et que les FDS s'écroulent. Daech n'est pas un péril pour Damas. L'avoir toujours présent permet de réunir les Syriens derrière le régime. C'est comme ça qu'il a été sauvé en 2014. La priorité des Occidentaux était devenue l'élimination de Daech et non plus la chute de Bachar al-Assad.

Mondial - 2022 : **des opposants célèbrent, au Kurdistan iranien, l'échec de l'Iran face aux États-Unis**

La défaite de l'Iran face aux États-Unis au Mondial a fait des heureux. Des manifestants dans le Kurdistan iranien ont tiré, mardi 29 novembre, des feux d'artifice, selon des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Les autorités iraniennes maintiennent un lourd dispositif de sécurité dans le pays contre ce qu'elles qualifient d'"émeutes" qui ont éclaté après la mort d'une femme kurde de 22 ans, [Mahsa Amini](#), le 16 septembre, trois jours après son arrestation pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire iranien obligatoire pour les femmes.

"Les citoyens de Saqez (la ville natale de Mahsa Amini) ont commencé à tirer des feux d'artifice après le premier but des États-Unis contre l'équipe

de football iranienne", a publié sur Twitter le site Web Iran Wire basé à Londres. Le site a partagé une vidéo montrant des feux d'artifice avec des cris de joie en arrière-plan. L'AFP n'a pas pu en vérifier le contenu dans l'immédiat.

Saqez, ainsi que d'autres villes de la province occidentale du Kurdistan, sont des foyers de protestations contre le régime clérical.

Une autre vidéo nocturne de l'activiste kurde Kaveh Ghoreishi a montré un quartier dans la ville de Sanandaj avec des acclamations et des coups de klaxon. Des feux d'artifice ont également été tirés à Mahabad, une autre ville du Kurdistan, après la défaite de l'Iran, selon des vidéos partagées sur Internet.

Selon le groupe de défense des droits humains Hengaw, basé en Norvège, des feux d'artifice ont également illuminé le ciel de Marivan, une autre ville de la province du Kurdistan où les forces de sécurité ont mené ces derniers jours une répression sévère contre les manifestants.

Des feux d'artifice et des cris de joie ont également été entendus à Paveh et Sarpol-e Zahab, dans la province de Kermanshah, selon la même source.

"Qui aurait jamais pensé que je me réjouirai du but de l'Amérique !", a tweeté le journaliste de jeu iranien Saeed Zafarany après la défaite de son pays.

La victoire des États-Unis a exclu l'Iran de la [Coupe du monde au Qatar](#). "Et le cirque

de l'équipe de football de la République islamique est terminé", a tweeté l'ancien journaliste Hamid Jafari.

Tristesse à Téhéran

En revanche, c'est l'accablement qui s'est abattu sur les Iraniens. Ils ont cru dur comme fer qu'ils allaient rééditer l'exploit de leurs aînés qui avaient battu les Américains au Mondial de 1998.

Les policiers, en civil ou en uniforme, étaient déployés en grand nombre dans les principaux carrefours et dans les grandes artères de la capitale, et les unités anti-émeutes circulaient à moto pour empêcher toute manifestation hostile aux autorités.